L1141
-9- 203

H141 — 203

29. 16179 Rés

MINISTÈRE DE LA GUERRE

ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE — SERVICE HISTORIQUE

LES ARMÉES FRANÇAISES

DANS

LA GRANDE GUERRE

TOME IX

TROISIÈME VOLUME

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCCXXXIX

LES ARMÉES FRANÇAISES

DANS

LA GRANDE GUERRE

TOME IX

LES FRONTS SECONDAIRES

TROISIÈME VOLUME

LES OPÉRATIONS AU MAROC

ONT PARTICIPÉ À LA RÉDACTION DE CE VOLUME :

MM. le lieutenant-colonel d'infanterie LAXAGUE,

le chef d'escadrons de cavalerie BILLOT,

le chef d'escadrons de cavalerie DE LA SUDRIE DE CALVAYRAC,

le capitaine de cavalerie ARCHAMBAULT DE BEAUNE,

le capitaine de cavalerie D'USSEL.

U141 203

MINISTÈRE DE LA GUERRE

ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE — SERVICE HISTORIQUE

LES ARMÉES FRANÇAISES

DANS

LA GRANDE GUERRE

TOME IX

TROISIÈME VOLUME

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCCXXXIX

Ub 74 11 13

Copyright 1939 by le Ministère de la Guerre

TOUS DROITS DE REPRODUCTION ET DE TRADUCTION RÉSERVÉS POUR TOUS PAYS

Госуд. публичная историческая библиотека РСФСР
№ 16030 193 Г.

AVANT-PROPOS.

Le troisième volume du tome IX des Armées Françaises dans la Grande Guerre expose dans ses grandes lignes la situation politique et militaire au Maroc au cours de la période 1914-1919, et l'ensemble des opérations qui, pendant toute la durée des hostilités, ont assuré la sécurité des plaines déjà soumises à l'autorité du Makhzen.

Il comprend une Introduction et cinq parties correspondant, sauf la première, à chacune des années séparant le début du conflit mondial de la signature du traité de paix.

En juillet 1914, quand éclate la guerre avec l'Allemagne, le corps d'occupation est loin d'avoir achevé l'œuvre de pacification entreprise. Mais, convaincu que « le sort du Maroc se réglera en Lorraine », le Gouvernement n'hésite pas à dégarnir ce théâtre d'opérations secondaire au profit des armées du Nord-Est. Repoussant dès lors toute idée immédiate de progression et de conquête, le général Lyautey arrête les bases d'un plan d'action consistant à suppléer à la faiblesse des effectifs combattants dont il dispose par une activité inlassable des unités maintenues sur les fronts actifs, et par une action politique intense destinée à apprivoiser peu à peu les tribus insoumises établies au contact de nos postes.

Les graves problèmes résultant des décisions ainsi prises à la déclaration de guerre font l'objet de l'Introduction au Précis.

Les différentes opérations de défense active entreprises au début de la guerre pour briser les assauts renouvelés des

insoumis sont traitées au cours d'une première partie, qui s'étend d'août 1914 à mars 1916.

Le général Henrys nommé au « Commandement Général du Nord » et investi pendant toute cette période de la direction d'ensemble des troupes engagées en bordure de la dissidence, assure tout d'abord, grâce à la méthode adoptée, le maintien intégral des lignes avancées, tant en face de la montagne berbère, — malgré le grave échec d'El Herri, en novembre 1914, — que dans la trouée de Taza, — malgré la précarité de la liaison établie au printemps avec l'Algérie.

En mai 1915, il reporte ensuite la couverture sur la vallée du Guigou (haut Sebou), au pied du Moyen Atlas, puis, en réponse aux agressions adverses, mène une vigoureuse et belle campagne dans le Gharb et sur l'Ouergha, pour dégager le front nord où, sous l'effort de la propagande allemande et l'impulsion d'Abd el Malek, se dessine déjà un effort sérieux et combiné de nos adversaires.

Enfin, à l'automne suivant, les Beni Ouaraïn et les Riata, très travaillés par l'action allemande, ayant encore intercepté les communications entre Msoun, Taza et Fez, le commandant général du Nord stabilise de nouveau la situation dans le couloir, en couvrant Fez et Taza vers le sud; en janvier 1916, il se retourne ensuite contre Abd el Malek, resté en observation au nord-est de Taza, et lui inflige, le 27, un échec décisif en s'emparant de son camp.

La deuxième partie traite des opérations au cours de l'année 1916.

Le général Lyautey a repris le commandement direct des troupes au départ en France du général Henrys, et s'est tracé un programme visant avant tout à se garder avec soin de tout « accrochage », surtout en région montagneuse.

Malgré l'intérêt que présenterait l'élargissement du couloir de Fez à Taza, le Résident Général restera sur la plus stricte défensive vis-à-vis des centres de résistances que, suivant sa propre expression, il s'abstient rigoureusement de « gratter ». Par contre, répondant aux appels des tribus ralliées, il s'efforcera de profiter des occasions favorables pour gagner du terrain dans les régions où les troupes peuvent s'installer pacifiquement, et pour faire progresser par la même occasion l'investissement des blocs dissidents.

Au printemps, nos colonnes parviennent ainsi, au cours de tournées de police incessantes, à stabiliser la situation aussi bien dans la trouée de Taza que sur le front Tadla, Zaïan, mais se gardent de pousser à fond lorsque, comme la colonne des Beni-Ouaraïn en juin, elles se heurtent à une trop vive résistance: c'est en effet à l'action politique qu'elles doivent au préalable avoir recours, pour désagréger les blocs dissidents.

Au cours de l'été et de l'automne suivants, des reconnaissances peuvent être poussées, d'après ce principe, de Timhadit jusqu'aux cols du Moyen Atlas. Dans les mêmes conditions, le territoire de Bou Denib étend progressivement son action jusqu'en bordure du Tafilalet. La région de Marrakech exerce également son autorité jusqu'à Azilal, avec la collaboration des grands caïds du Sud, tandis que de son côté le territoire du Tadla occupe Beni Mellal.

Cette progression en « tache d'huile » sur tout le pourtour de la montagne berbère développée sur plus de 1.000 kilomètres, depuis la trouée de Taza jusqu'à la trouée de l'oued el Abid, montre cependant clairement que, s'il fait obstacle à la réunion des deux Maroc, — Oriental et Occidental, — le massif du Moyen Atlas n'est pas homogène, et que la résistance adverse est loin d'être partout aussi tenace.

On discerne déjà deux « gros paquets » de dissidence : l'un, au nord-est, groupant les tribus Beni Ouaraïn et Riata, Aït Youssi, Aït Tserrouchen et Marmoucha, — l'autre, au sud-ouest, rassemblant les Chleuh de Moha ou Saïd et les tribus Zaïan inféodées à Moha ou Hammou.

Entre ces deux masses, très solides, très bien armées, jalouses de leur indépendance, les Beni M'Guild, en partie soumis, en partie insoumis, forment trait d'union dans la région même des sources de la Moulouya, de l'Oum er Rbia et du Sebou.

La grande dissidence berbère du Moyen Atlas se présente donc sous la forme d'une « besace » avec, en son centre, une partie faible.

Le plan du général Lyautey va consister désormais à fixer de front cette dissidence, puis à la déborder peu à peu par les deux ailes, en utilisant les vallées opposées de la Moulouya et de l'oued el Abid, enfin à la percer en son centre, dans sa partie de moindre résistance, en pays Beni M'Guild, pour aboutir à l'enveloppement simultané de la masse berbère du nord-est et de la masse chleuh du sud-ouest.

Une partie de ce programme est réalisée en 1917.

Le développement des opérations qui, en juin, aboutissent à l'ouverture d'une nouvelle communication entre le Maroc occidental et le Maroc oriental, de Timhadit à la Moulouya, est exposé dans la troisième partie, en même temps que l'arrêt des opérations imposé à cette avance par les réactions de l'adversaire après l'affaire de Scourra, en juillet.

A l'automne, nos troupes se maintiennent cependant sur la haute Moulouya, et créent le poste définitif de Midelt. Elles arrivent en outre à s'établir à Rhorm el Alem, et commencent même à remonter de Guercif vers Outat el Hadj. Elles réussissent enfin à se donner de l'air dans le couloir de Taza.

LES ARMÉES FRANÇAISES DANS LA GRANDE GUERRE.

(PUBLICATIONS DU SERVICE HISTORIQUE DE L'ARMÉE.)

Volumes parus.

			francs.
Tome I.	— 1er volume..	Les préliminaires. — La bataille des frontières. — Opérations antérieures au 24 août 1914 (1)...	230
—	— 2e volume..	La manœuvre en retraite (24 août-5 septembre 1914). — Les préliminaires de la bataille de la Marne.....	500
—	— 3e volume..	La bataille de la Marne (6-14 septembre 1914).	920
—	— 4e volume..	La bataille de l'Aisne. — La course à la mer (14 septembre-13 novembre 1914).....	615
Tome II.	—	La stabilisation du front. — Les attaques locales (14 novembre 1914-1er mai 1915).....	515
Tome III.	—	Les offensives de 1915. — L'hiver 1915-1916..	580
Tome IV.	— 1er volume..	Projets de la coalition pour 1916. — Offensive allemande contre Verdun (21 février-1er mai 1916).	580
—	— 2e volume..	Verdun (1er mai-3 septembre 1916). — Préparation de la bataille de la Somme. — Bataille de la Somme (1er juillet-3 septembre 1916).....	635
—	— 3e volume..	Fin de la bataille de la Somme et première bataille offensive de Verdun (3 septembre-31 décembre 1916).....	470
Tome V.	— 1er volume..	L'offensive d'avril (1er novembre 1916-15 mai 1917).....	650
—	— 2e volume..	Les offensives à objectifs limités (15 mai-1er novembre 1917).....	640
Tome VI.	— 1er volume..	La préparation de la campagne de 1918. — L'offensive allemande de l'Oise à la mer du Nord (1er novembre 1917-30 avril 1918).....	500

(1) Réédition.

Госуд. публичная историческая библиотека РСФСР
№ 18030 198 г.
1/1

			francs.
Tome VI.	— 2e volume..	L'offensive allemande contre l'armée française (30 avril-17 juillet 1918).....	410
Tome VII.	— 1er volume..	Les offensives de dégagement et la préparation des offensives générales (18 juillet-25 septembre 1918).....	225
—	— 2e volume..	La campagne offensive de 1918 et la marche au Rhin (26 septembre 1918-28 juin 1919)....	295
Tome VIII.	— 1er volume..	La campagne d'Orient, jusqu'à l'intervention de la Roumanie (février 1915-août 1916).....	485
—	— 2e volume..	La campagne d'Orient, de l'intervention de la Roumanie aux préparatifs d'offensive de 1918 (août 1916-avril 1918).....	550
—	— 3e volume..	La campagne d'Orient, du printemps de 1918 à la fin de la même année (avril 1918-décembre 1918).....	410
Tome IX.	— 1er volume..	Égypte. — Palestine. — Syrie. — Hedjaz. — La propagande allemande au Maroc.....	160
—	— 2e volume..	Les campagnes coloniales : Togo, Cameroun, A. O. F., A. E. F.....	790
—	— 3e volume..	Les opérations au Maroc.....	
Tome X.	— 1er volume..	Ordre de bataille des grandes unités.....	100
—	— 2e volume..	Ordre de bataille des D. I. et D. C.....	105
Tome XI.	—	La direction de l'arrière.....	235

La quatrième partie traite des premières conséquences de cette extension de la zone occupée, et permet de suivre le renversement de la situation en 1918.

Le problème des effectifs rend de plus en plus difficile la garde des postes et des voies de communication nouvellement créés. Entretenant toujours la lutte contre nous au Maroc, la propagande allemande prend encore de l'extension, en s'appuyant sur le développement inquiétant des offensives ennemies du printemps en France, et en cherchant à obtenir par l'intermédiaire de son ambassade à Madrid la convergence des efforts de la dissidence sur tous les fronts marocains. A l'action d'Abd el Malek, de Sidi Raho, d'El Hiba... vient s'ajouter celle d'un nouvel agitateur, Si Moha N'Ifrouten, chérif du Tafilalet.

Tout le problème de nos liaisons avec l'Algérie et avec Bou Denib entre dès lors en jeu. Seules des actions de force permettent à nos troupes de se maintenir sur la haute Moulouya, où un nouveau cercle est organisé, et d'assurer la protection du couloir de Taza, dont l'élargissement permet cependant de poursuivre les travaux de la route et du chemin de fer entrepris dans la vallée de l'Innaouen, sur l'itinéraire direct de Taza à Fez.

C'est au cours de l'hiver 1918-1919 que se produit, malgré l'armistice, la crise la plus grave que le Maroc ait traversée depuis le début de la guerre. Cette période est exposée au cours de la cinquième partie.

Après de premières alertes au Tafilalet en octobre, l'insurrection devient générale dans le Sud à l'entrée de l'hiver et, en janvier, s'étend jusqu'à la Moulouya.

Il faut pour conjurer le péril attendre l'arrivée de nouveaux renforts venus de France, — combiner l'action de nos forces de Bou Denib avec celles expédiées par le Maroc Occidental à

travers l'Algérie[1], ou par le Maroc Oriental sur la moyenne Moulouya, — et faire même appel à l'aide des contingents du pacha de Marrakech débouchant par le sud de l'Atlas sur le Dadès, le Todra et le Ferkla.

Une conclusion d'ensemble situe enfin le front marocain à la signature du traité de paix; elle expose en même temps les vues d'avenir du général Lyautey sur le développement futur de la pacification et sur l'établissement d'« un état d'équilibre » prochain pour l'Empire chérifien.

En définitive, c'est un effectif moyen de 85.000 hommes qui a été maintenu au Maroc pendant la durée de la guerre[2].

Le corps d'occupation n'a été, il est vrai, composé que d'un amalgame de formations diverses : troupes d'active (bataillons de zouaves, de tirailleurs indigènes, de Légion étrangère, d'infanterie légère d'Afrique, et d'infanterie coloniale, Sénégalais en particulier), — troupes de réserve ou de territoriale, venues du midi de la France ou constituées sur place.

Mais, quelle que soit leur origine, ces unités ont chacune tenu la place qui leur a été attribuée : dans les postes maintenus en territoire soumis pour appuyer la police et l'administration maghzen, — dans les territoires de la périphérie, organisés en « marches » servant de barrage entre la zone administrée et les tribus rebelles; toutes les forces disponibles ont été employées à constituer des groupes mobiles destinés à réduire les groupements armés de la dissidence et, de concert avec les services de renseignements, à pousser progressivement la pacification.

---

[1] Des escadrons seront même prélevés sur Marrakech pour être transportés par la voie Meknès, Fez, Taza, Oudjda et Oran sur Colomb Béchar.

[2] L'appendice n° 6 donne les variations d'effectifs du corps d'occupation pendant les premiers mois de la guerre, et montre que le total des troupes n'a jamais baissé au-dessous de 75.000 hommes.

L'œuvre magnifique que chefs et soldats ont ainsi accomplie dans tous les domaines a permis au général Lyautey d'alimenter, par une stricte économie des forces réduites dont il disposait, le front du Nord-Est en troupes particulièrement aguerries, tout en maintenant, en collaboration avec le Sultan et le Makhzen, la situation déjà acquise au Maroc avant la guerre.

On s'est plus particulièrement attaché ici à étudier les problèmes essentiels que le développement du conflit mondial a successivement posés au Protectorat, en exposant les méthodes adoptées, les moyens mis en œuvre et les résultats acquis.

On s'est efforcé aussi de faire ressortir l'action sans cesse renouvelée de nos troupes, et d'exposer les faits d'armes accomplis en silence sur ce théâtre d'opérations secondaire.

C'est en définitive grâce aux efforts incessants du corps d'occupation qu'ont été évitées en effet les répercussions qu'auraient forcément entraînées sur la situation générale en Europe et sur la sécurité même de l'Afrique du Nord tout abandon de terrain, tout échec quelconque de notre force militaire.

LES ARMÉES FRANÇAISES

DANS

LA GRANDE GUERRE.

INTRODUCTION.

LES PROBLÈMES POSÉS À LA DÉCLARATION DE GUERRE.

CHAPITRE PREMIER.

LA SITUATION GÉNÉRALE [1].

Les fronts actifs. — Les zones passives.

La signature du traité de Protectorat, le 30 mars, et l'abdication de Moulay Hafid, le 12 août 1912, avaient pour ainsi dire clos la période d'hésitations que traversait la diplomatie française au Maroc, depuis 1902.

Mais, dès sa nomination au poste de Commissaire Résident Général, le général Lyautey avait trouvé un pays en pleine révolte, — deux tronçons non jointifs d'un Maroc abordé à la fois par l'est et par l'ouest, avec des méthodes assez différentes, — un Sultan « un peu terne, tout nouveau, d'autant plus difficile à faire accepter qu'il s'engageait dans l'épreuve sous les couleurs françaises ».

Il avait donc fallu recourir à la force, briser l'insurrection de Fez, asseoir l'autorité de Moulay Youssef à Marrakech, consolider nos lignes

[1] Voir la carte n° 1 et le croquis n° 3.

A l'exception de la carte au 1.000.000e du Maroc, qui est la reproduction de l'édition publiée à Rabat en 1930, les cartes et croquis annexés à l'ouvrage sont la reproduction des documents établis entre 1914 et 1918 par le Service Géographique ou des levés topographiques effectués au cours des différentes colonnes de la période envisagée.

d'étapes, et élargir la zone de sécurité de la Chaouïa ainsi que de la région sud de Rabat.

Ce fut le programme de 1912.

Cette œuvre une fois accomplie, jugeant que les circonstances l'avaient amené à s'étendre « plus vite même sur certains points » qu'il ne l'avait prévu, le général Lyautey estima qu'il s'agissait de chercher désormais à s'affermir, plutôt qu'à aller de l'avant. Envisageant toutefois la nécessité d'établir au plus tôt la jonction du Maroc occidental avec le Maroc oriental, il spécifiait que, dans l'ordre de l'action militaire, seule cette opération de liaison devait être préparée du point de vue offensif; mais il précisait qu'elle ne serait entamée qu'après avoir pris « la température » de ce côté[1].

Précédée d'une habile action politique, cette extension en « tache d'huile » entraîna l'occupation de Kasba Tadla ainsi que la soumission des Beni M'Tir en 1913, et facilita les infiltrations nécessaires dans le couloir de Taza : par l'oued Leben, en partant de l'ouest, — jusqu'à Msoun, en venant de l'est.

Dès lors, le bloc zaïan, qui pénétrait « comme un coin » entre les deux zones d'occupation de Fez et de Marrakech se trouve abordé sur ses deux faces, et la progression de nos forces débouchant simultanément de la Moulouya et de Fez paraît opportunément mûre.

Au printemps de 1914, ces deux foyers d'insurrection sont réduits par le général Henrys (le bloc zaïan) et par la jonction (dans le couloir de Taza) des troupes du général Gouraud (Maroc occidental) et du général Baumgarten (Maroc Oriental), au prix d'un effort considérable. mais presque sans coup férir : les deux « buts stratégiques » de premier ordre de Taza et de Khenifra sont atteints.

A la veille du conflit mondial, la plaine marocaine est donc presque entièrement pacifiée. Le pays soumis rayonne à l'est et au sud-est de la Moulouya, autour d'Oudjda et de Bou Denib, pour former le Maroc Oriental; il borde à l'ouest la côte atlantique, et s'avance profondément vers l'intérieur, où il englobe Fez, Meknès, Marrakech, ainsi que les régions environnantes, pour rassembler en un seul bloc le Maroc occidental. Mais le Moyen Atlas insoumis sépare toujours les deux Maroc, qui n'ont entre eux qu'une liaison précaire par la trouée de Taza.

---

[1] Commissaire Résident Général (C. R. G.). Directives pour le général commandant les troupes d'occupation du Maroc occidental, 233 E. M. 2, 18 février 1913.

LES FRONTS ACTIFS.

Une fois rouverte l'ancienne route impériale, du golfe des Syrtes à l'Atlantique, entre toutes nos possessions de l'Afrique du Nord, et assurée notre possession du pays zaïan jusqu'en bordure de l'Oum er Rbia, il ne subsiste plus ainsi que deux fronts au nord de l'Atlas, de la Moulouya à Agadir :

— l'un, au nord, limitrophe de la zone espagnole, mais qui laisse entre elle et le Maroc français une région inoccupée, où les tribus riffaines de l'Ouergha, les tribus djebalas de la région d'Ouezzan et de la rive sud du Loukkos auront toutes facilités pour trouver un refuge et des subsides étrangers;

— l'autre, au sud, où nous disposons, de Marrakech à Fez et Taza, d'un «chemin de rocade couvert par des lignes naturelles : le Grand Atlas au sud de Marrakech, l'Oum er Rbia, puis le Moyen Atlas»; mais le flot dissident commande encore les pistes d'Agadir vers Mogador et Marrakech, à travers le Haut Atlas, tandis que les rebelles conservent une immunité presque complète dans leurs repaires du Moyen Atlas.

Quoi qu'il en soit, l'avance réalisée pose, pour chacun de ces fronts, des problèmes nouveaux, dont la solution est à échéance encore lointaine.

La brusque irruption de nos colonnes en pays zaïan[1] a eu en effet pour résultat de chasser l'adversaire au delà de l'Oum er Rbia sans obtenir de soumissions.

Les tribus montagnardes de ces contrées sont d'autant plus farouchement indépendantes qu'elles sont restées jusqu'à ce jour impénétrables, et que le Makhzen n'a jamais eu qu'une emprise très faible auprès d'elles. Un puissant chef de tribus, Moha ou Hammou, a réussi, d'autre part, à les grouper et à les maintenir sous son autorité. Elles accusent enfin des différences très nettes de langue, de mœurs et de traditions avec les pays auxquels nous avons eu à faire jusqu'à présent, et paraissent redouter en nous, plus encore peut-être que l'étranger, les maîtres qui leur imposeraient des lois nouvelles, modifieraient leur état social, bouleverseraient leurs coutumes.

[1] Voir la carte n° 5.

Nos services de renseignements doivent donc s'attacher plutôt à vaincre la méfiance que l'aversion de ces populations, par une politique adaptée à leur caractère berbère et prenant ici, suivant l'expression du général Henrys, «une forme nouvelle s'écartant de la tradition purement marocaine et musulmane de la plaine».

L'unité zaïan semblant, en outre, n'avoir été obtenue que grâce à la puissance de la maison d'Hammou, il faut s'appliquer à rompre celle-ci, en profitant des divisions ou des querelles des çof[1] qui subsistent encore, en dépit de l'autorité du chef.

On peut compter enfin amener l'adversaire à résipiscence, par fractions successives, en isolant les tribus déjà soumises de celles qui ont reflué dans le Moyen Atlas, et en interdisant à ces dernières nos marchés ou en génant leurs moissons et en empêchant leurs prochains labours. Bientôt chassés de la montagne par la misère et le froid, les plus réfractaires seront obligés de venir à composition, à l'approche de l'hiver. C'est le même procédé qui vient d'amener, l'année précédente, la soumission des Beni M'Tir et d'une partie des Beni M'Guild.

Mais à considérer la situation dans son ensemble, il apparaît en définitive que si, au centre et à l'ouest de l'avance qui vient d'être réalisée, la dissidence forme un bloc nettement hostile, à l'est, au contraire, la soumission d'une partie de la confédération Beni M'Guild est déjà assurée et doit permettre à notre politique de «s'étendre longuement en profondeur».

Le général Henrys se propose en conséquence de réaliser avec un minimum d'efforts la chute du massif berbère :

1° en tenant tête au centre du massif par une organisation défensive solidement établie, et basée sur le poste de Khenifra, et sur ses annexes de Mrirt et de Sidi Lamine;

2° en progressant ultérieurement par le Guigou (haut Sebou), sur le terrain d'ores et déjà jalonné par les Beni M'Guild soumis. Par cette zone d'accès plus facile en effet, la région de Meknès pourra déborder et faire tomber le bloc zaïan, puis aura toute facilité de prendre ultérieurement en flanc les confédérations Chleuh[2].

---

[1] Ce terme, dont l'équivalent berbère est souvent, au Maroc, le mot «lef», désigne les factions qui partagent les tribus.

[2] C. R. G. Lettres à Affaires Étrangères, 31 C. M. C., 1er mai, 3284 C. M., 30 juin 1914. — Général Henrys. Instructions politiques du 8 juin, — rapport sur la situation politique de la région de Meknès à la date du 15 juillet 1914.

Dans le couloir de Taza[1], les directives politiques et militaires du Résident Général se sont attachées à faire ressortir de même, dès le 22 mai 1914, que l'occupation en force du seul point de Taza sur la ligne d'étapes récemment ouverte n'était pas suffisante, et qu'il n'y avait encore «que liaison purement militaire».

Comparant la trouée à un pont, dont les piles sont les postes de Tissa et d'Amelil, d'une part, de Taza et de Msoun, de l'autre, le général Lyautey a prescrit en conséquence de construire le tablier, en assurant au plus tôt «la soumission et l'organisation complète des tribus établies latéralement à cette longue ligne». Ces résultats seront obtenus, dit-il, non seulement par l'action politique qui ne pourra suffire ici, mais encore par une action combinée des forces du général Baumgarten et du général Gouraud dans la vallée de l'Innaouen.

Partant simultanément de Taza et d'Amelil, celles-ci devront éviter cependant de déclencher les Beni Ouaraïn, au sud du couloir, qui ne restent neutres que par «pacte tacite», à condition qu'on ne les pénètre ni ne les accroche, et qui sont liés avec les tribus de la vallée, dont il y a lieu, en revanche, d'occuper les terrains de culture.

Par suite, il s'agira, «d'en finir d'abord complètement avec tout ce qui est au nord de l'Innaouen jusqu'à la frontière espagnole», et d'occuper ensuite avant la fin des moissons la vallée elle-même, au centre de la région agricole de nos principaux adversaires. «Un nouveau chapitre, celui de la progression et de la pénétration vers la Moulouya», s'ouvrira alors; mais c'est un problème d'avenir, que le Résident Général ne fait qu'indiquer sommairement[2].

La première partie de ce programme est à peine ébauchée à la déclaration de guerre. Nos troupes se sont installées, il est vrai, à Bab Merzouka et à Koudiat el Biâd, au confluent de l'oued Amelil, et tiennent les débouchés ouest de la gorge de l'Innaouen; elles ont rencontré par contre une sérieuse résistance au col de Touahar, et leurs tentatives pour dégager les abords immédiats du poste de Koudiat el Biad n'ont eu aucun succès[3]. La

---

[1] Voir la carte n° 4.

[2] C. R. G. Directives politiques et militaires pour le Maroc Oriental et la région de Fez, 2396 C. M., 22 mai 1914.

[3] Le combat de Bab bou Hamra (5 kilomètres environ sud du poste) du 26 juillet nous a coûté des pertes s'élevant à 59 tués et à 100 blessés.

route de ravitaillement de l'Innaouen, la plus directe et la plus courte entre Taza et Fez, n'a donc pu être ouverte [1].

Enfin de son côté, la garnison de Taza est restée pour ainsi dire bloquée au contact des Riata de l'est, qui n'hésitent pas à s'aventurer jusqu'à la ligne des ouvrages construits en lisière sud de la place.

En définitive, les opérations n'ont obtenu encore ni l'élargissement du couloir, ni la couverture des communications.

LES ZONES PASSIVES.

Sur les autres parties du front de la dissidence existe en revanche un équilibre relatif.

Les tribus Aït Youssi établies en bordure du cercle de Sefrou restent hostiles, mais non agressives, car elles sont quelque peu tenues par des chefs religieux dont l'influence nous est acquise.

Au sud de Kasba Tadla et à l'est de Marrakech où, depuis l'affaire de Ksiba, nous sommes restés exposés à toutes les agressions des Chleuh de la montagne. existe un groupement qui a son « pôle » à Beni Mellal, et Moha ou Saïd « comme raison sociale » ; mais il est en dehors de la rocade Marrakech, Meknès, et nous nous bornons pour le moment à le tenir en respect.

Sur le front Nord [2], la région de Fez possède avec le pays des Djebala [3] une limite naturelle, l'Ouergha, que seule la nécessité de ne pas étendre notre action nous a empêché de franchir.

Notre influence s'étend quelque peu au centre, entre l'oued Teheriss et l'oued Hamdallah, sur les tribus du nord de la rivière qui « boivent à l'Ouergha ». Celles-ci peuvent être considérées géographiquement et économiquement comme faisant partie de la zone française; mais, hors de notre portée, elles se tiennent sur une réserve plutôt hostile. En outre, il n'a été obtenu encore dans la région au sud de la rivière que des résultats

[1] Nos convois partant de Taza sont obligés d'emprunter la vallée de l'oued el Haddar, et de passer par Meknassa Tahtania, camp Desroches et Souk el Tleta, avant d'atteindre le poste d'Amelil.

[2] Voir la carte n° 1 et le croquis n° 9.

[3] Le terme de Djebala est employé ici comme désignant les gens du Djebel (des montagnes du Rif).

parfois incomplets, toutes les tribus soumises Cheraga, Ouled Aïssa, Fichtala, Sless et Hiahina ayant des fractions qui débordent sur la rive droite de l'Ouergha, et qui échappent par suite à notre contrôle.

A l'est, la rive gauche de l'Ouergha n'est plus en pays soumis, à partir de l'oued Teheriss; les Senhadja la bordent, en se soudant au groupe montagneux des Branès, tandis que la vallée elle-même s'infléchit vers le nord-est, et trace un sillon profond que l'oued Kert prolonge vers la mer et vers Melilla.

A l'ouest, à partir du confluent de l'oued Hamdallah, la ligne remonte vers le poste de l'Arbaoua et appartient à la région de Rabat. Le Loukkos la limite et couvre la riche plaine du Gharb, en face d'Ouezzan, où chorfa et population, bien qu'assistant à nos travaux d'approche, n'ont fait vers nous aucun effort. L'occupation d'Ouezzan a été, il est vrai, envisagée en juin; mais le général Lyautey a décidé d'attendre pour la réaliser que la situation dans la région nord-est de Fez et au pays zaïan soit définitivement assise [1].

Dans la région de Marrakech, ce sont les «grands caïds» qui, pour des raisons d'effectifs, de budget et de politique générale, sont chargés de la protection du Haouz. Ils gardent effectivement les cols de l'Atlas, et le Commandement Général du Sud, attribué au général Brulard en mars 1913, se borne à utiliser leur concours pour assurer «la *pacification* et l'*organisation politique* et administrative des tribus situées entre l'Atlas, la mer et l'Oum er Rbia» [2].

La plus grande difficulté que rencontre l'application de cette méthode est d'arriver à «faire tirer ensemble» ces personnages : Glaoua, Goundafa et Mtouga, qui s'étaient ralliés d'abord presque tous à El Hiba, lors de sa marche vers le nord en 1912, au moment où il tenta de renouveler la grande aventure almoravide, Si leur fidélité nous est actuellement acquise, ils sont cependant divisés par leurs intérêts et par de solides rancunes; aucun enfin n'est prépondérant. Ne risque-t-on pas finalement, en s'appuyant sur eux, de susciter de nouveaux troubles et de rejeter le pays dans l'anarchie ?

En réalité, cette alliance va se révéler des plus profitables, car la dissi-

[1] C. R. G. Lettre à général commandant la subdivision de Rabat, 705 M. 8 juin 1914.
[2] C. R. G. Directives pour le général commandant les troupes du Maroc occidental, 233 E. M. 2, 18 février 1913.

dence est elle-même sans cohésion, et très dispersée. Après la campagne des harkas menée par les caïds en 1913, El Hiba a dû abandonner le Sous; et Anflous, dont la trahison avait un moment rendu précaire la situation de nos détachements à Mogador, a fait sa soumission.

C'est sous l'étiquette chérifienne que ces opérations importantes ont été menées, mais avec notre appui, — sans l'intervention toutefois de nos troupes, — et en utilisant exclusivement les contingents indigènes et l'influence des grands caïds. Une politique discrète a même permis d'écarter tant soit peu ces derniers du gouvernement général des nouveaux territoires occupés, et de grouper, d'une part, les gens de Tiznit autour de Mohammed ben Dahan et, d'autre part, ceux de Ras el Houed autour de Haida ou Mouis, à qui a été attribué le pachalik de Taroudant.

Quoi qu'il en soit, nous surveillons actuellement les « avenues du Sous », et une garnison française a été installée à Agadir, en raison de l'importance de ce port.

Mais si l'ensemble de ces résultats s'est trouvé confirmé par la tournée que le lieutenant-colonel de Lamothe, chef du bureau régional de Marrakech, vient d'effectuer de Taroudant à Agadir, en juin 1914, avec une simple escorte, il n'en reste pas moins que, malgré ses défaites, El Hiba reste populaire et entretient les sentiments profonds d'indépendance et de xénophobie dans ces populations de l'Anti-Atlas; il est un « foyer mourant qu'un souffle peut ranimer », et auquel un insuccès rallierait toutes les tribus [1].

Aussi le Gouvernement comme la Résidence générale s'accordent-ils à persévérer dans l'attitude adoptée jusque là en vue de « maintenir ce pays sous notre action, sans avoir à recourir à des opérations militaires », et sans que les grands caïds sortent de leur rôle purement défensif de « barrière de protection » [2].

Aux confins algéro-marocains, où la délimitation entre le Maroc oriental et l'Algérie a été effectuée au début de 1913 [3], nos troupes tiennent la

---

[1] Rapport du général Brulard en date du 8 juillet 1913.

[2] E. M. A. (section d'Afrique). Note du 7 juillet 1914. — C. R. G. Télégramme à Diplomatie, 717 G, 11 juillet 1914.

[3] Mais en raison des difficultés rencontrées par suite de l'enchevêtrement des populations, il a été impossible d'indiquer une limite rigoureuse au sud de Teniet-Sassi (à hauteur de Berguent); il n'a pu être fixé qu'une ligne approximative, jusqu'au nord de Colomb Béchar.

ligne du haut Guir par des postes fortement établis à Gourrama, El Gorane, Bou Denib, — et leur ligne de communications avec Colomb Béchar est assurée par l'occupation de Bou Anane.

Notre influence commence à s'étendre chez les Ksouriens de la vallée du Ziz, mais elle est contrecarrée par l'activité incessante des Aït Atta et des nomades Aït Hammou, dont les djiouch, partant du Tafilalet, utilisent la zone montagneuse du Djebel Daït, où ils trouvent à proximité de nos lignes une certaine impunité.

Si Figuig et les Beni Guil, qui jusqu'en fin 1912 avaient dépendu du territoire d'Aïn Sefra, ont été réunis au Maroc Oriental, l'Algérie, en revanche, a conservé Forthassa dans ses attributions; elle reste chargée en outre d'assurer la police dans la basse vallée du Guir, où les Doui Menia risquent d'être ainsi soumis à des influences contraires venant soit de Colomb, soit de Bou Denib.

Du point de vue strictement marocain enfin, le territoire de Bou Denib et la région des Beni Guil sont placés sous l'autorité de M. Varnier, haut commissaire du Gouvernement en résidence à Oudjda, qui administre ces territoires militaires par l'intermédiaire du général Baumgarten, commandant les troupes d'occupation du Maroc Oriental[1].

À la fin de juillet 1914, la situation était donc loin d'être assise, en particulier dans le couloir de Taza et en pays zaïan, malgré les concours rencontrés çà et là; seul, un équilibre relatif était obtenu sur les autres secteurs de la dissidence.

Par suite, les événement du mois d'août en Europe risquaient à la fois d'interrompre brusquement la marche d'une pacification, entamée avec prudence, mais en pleine période de croissance[2], et de surprendre en pleine manœuvre les forces disponibles du corps d'occupation, dont la plus grande partie avait dû être employée à des actions de force, pour assurer la sécurité du Protectorat.

Selon l'expression du général Lyautey, la déclaration de guerre arrivait au Maroc trois mois trop tard ou trois mois trop tôt :

— « trois mois trop tard, parce qu'avant l'occupation de Taza et de

[1] M. Varnier conservera ses attributions jusqu'à son décès, en novembre 1919.

[2] On a une idée des progrès de la pacification du Maroc par l'accroissement de la population européenne, qui est passée de 9.890 âmes à 48.555, du 1er janvier 1911 au 1er janvier 1914.

Khenifra, ne nous trouvant aux prises ni avec les Riata, ni avec les Zaïan et les Chleuh, nous aurions pu maintenir la situation expectante et l'occupation restreinte de cette époque » ;

— « trois mois trop tôt, parce que ce n'est que pour l'entrée de l'hiver qu'étaient escomptés les résultats décisifs des campagnes si rudement menées par les généraux Gouraud et Henrys, et les soumissions [1]. »

---

[1] Rapport n° 130 du général Lyautey sur la situation au Maroc, 22 août 1914.

CHAPITRE II.

LES DÉCISIONS PRISES.

Les envois de troupes en France. — Le maintien intégral de l'occupation.

Au 1er août 1914, l'effectif des troupes détachées au Maroc s'élevait à 2.621 officiers et à 85.000 hommes environ, dont la majeure partie (2.000 officiers et 64.000 hommes) dépendait du Maroc occidental.

Le corps d'occupation comprenait ainsi, troupes marocaines incluses, 64 bataillons d'infanterie, 22 batteries et 4 sections d'artillerie (dont 11 batteries montées et 11 de montagne), 34 escadrons de cavalerie, et 11 compagnies du génie [1].

Fournies pour la plupart par l'Algérie, et exclusivement composées d'hommes d'active ou d'engagés, ces troupes étaient particulièrement entraînées et aptes à entrer immédiatement en ligne en cas de conflit mondial. Mais employées au Maroc, suivant les besoins du moment, en groupements de composition variable, elles n'avaient pas été endivisionnées ni organisées en grandes unités.

Aucun prélèvement n'avait d'ailleurs été prévu sur le corps d'occupation par le plan de mobilisation, le ministre s'étant réservé le droit de prendre une décision à ce sujet en temps opportun [2].

---

[1] Pour le détail, cf. Appendice n° 1; composition globale des troupes du Maroc au 1er août 1914.

En ce qui concerne le total des bataillons d'infanterie, certains documents mentionnent trois bataillons de tirailleurs indigènes en surnombre par suite du chevauchement des relèves collectives et en voie de transport sur l'Algérie. D'autres font état des goums mixtes, dont l'effectif équivaut à celui de trois bataillons d'infanterie; mais ni leur encadrement ni leur armement ou leur équipement ne permettent de considérer ces derniers comme troupes régulières.

[2] Seul, l'envoi en France de 4 bataillons et de 3 batteries de 75 avait été envisagé par les dépêches ministérielles du 12 juin et du 20 juillet 1914.

LES ENVOIS DE TROUPES EN FRANCE.

C'est seulement sous la pression des événements que deux télégrammes concertés du ministre des Affaires Étrangères et du ministre de la Guerre sont donc adressés, le 27 juillet, au Commissaire Résident général.

Envisageant une large participation du Maroc à la défense nationale, M. A. Ferry, chargé de l'intérim au quai d'Orsay, avise le général Lyautey qu'en cas de guerre continentale il y a lieu de ne maintenir au Maroc que le minimum de forces indispensables, car, dit-il, « le sort du Maroc se réglera en Lorraine ». Il ajoute que l'occupation « devra se réduire à celle des principaux ports de la côte et, si possible, à la ligne de communication Kenitra, Meknès, Fez, Oudjda », et précise, d'autre part, que « tous ports secondaires et marches avancées devront être momentanément abandonnés », et qu'il y aura lieu « de ramener aux ports de la côte les étrangers et Français de l'intérieur pour assurer leur sécurité ».

De son côté, M. Messimy lui télégraphie : « il paraît indispensable et possible que vous envisagiez l'envoi à l'armée métropolitaine de la totalité de vos bataillons de chasseurs à pied, zouaves, infanterie coloniale, tirailleurs algériens et de vos batteries montées ». C'est donc sur un total de 36 bataillons et de 11 batteries de 75 que compte le ministre[1].

Expédiée dans la nuit du 29 juillet, la réponse du Commissaire Résident général ne parvient à Paris que le 30 à midi.

Le général Lyautey commence par affirmer sa résolution de tout sacrifier pour contribuer à la défense de la patrie. Mais il déclare que la réduction à 28 bataillons[2] de l'effectif laissé à sa disposition lui permettrait seulement de tenir les ports de Casablanca, Rabat, Kenitra et de conserver des garnisons uniquement à Oudjda, Guercif, Fez et peut-être Meknès, « sans pouvoir, précise-t-il, tenir la ligne de communication avec les points extrêmes, et en considérant les garnisons comme bloquées dans les postes conservés ».

Cette solution minimum elle-même ne saurait d'ailleurs être réalisée

---

[1] Télégrammes du ministre des Affaires Étrangères (A. E.) et du ministre de la Guerre à Commissaire Résident général au Maroc (C. R. G.), 1 et 2 S.-9/11, 27 juillet 1914.

[2] Soit 5 de légion, 3 d'infanterie légère d'Afrique, 12 de Sénégalais, 5 de troupes auxiliaires marocaines, 3 de goums mixtes.

qu'à la condition de modifier la composition des 28 bataillons restants. Le Commissaire Résident général déclare en effet ne pouvoir répondre des éléments marocains s'ils cessent d'être encadrés par des troupes sûres et ne compter d'une manière absolue que sur la fidélité des Sénégalais qui en imposent peu, à son sens, aux Marocains. Il estime donc que les contingents de troupes auxiliaires marocaines (T. A. M.), qui seraient excellentes d'ailleurs en France, devraient être remplacés au Maroc par des tirailleurs algériens ou tunisiens, des coloniaux et des zouaves, seules forces offrant une garantie en cas d'insurrection.

Car il faut s'attendre à ce que le mouvement général béraber se déclenche dès les premiers retraits de troupes, et même à ce qu'il entraîne les tribus récemment soumises : de nouveaux prétendants surgiront dans le sud, et nombre d'établissements européens devront être sacrifiés; de la réduction d'effectifs envisagée résultera forcément l'évacuation de Marrakech, et la vague générale viendra rapidement submerger la Chaouïa, la région de Meknès, et probablement même le Gharb.

«C'est très froidement, télégraphie le général Lyautey, que je vous expose cette situation, à laquelle je ne saurais en toute sincérité apporter aucune atténuation. Je suis prêt, ainsi que tous, à la subir, mais c'est à vous à la peser et à juger si les répercussions qu'elle peut avoir au dehors ne seront pas plus graves que le maintien au Maroc du nombre de bataillons qui pourraient en partir».

En cas de mobilisation, seul l'envoi en France de quatre bataillons et trois batteries ayant été envisagé[1], son intention, ajoute-t-il, était de maintenir dans son ensemble l'armature de l'occupation actuelle, de conserver notamment la ligne Oudjda, Kenitra, les principaux ports de la côte et, si possible, Marrakech.

Mais les nécessités de la défense nationale primant actuellement tout, le Commissaire Résident général conclut en ces termes : «je réduirai bien entendu de ce programme tout ce que vous jugerez indispensable; mais je demande que, dans toute la mesure possible, les forces qui me seront laissées représentent une force et non une faiblesse, et nous permettent au moins, en cas de péril, de sauver l'honneur du drapeau et de faire payer chèrement notre vie[2].

---

[1] Cf. note 2 de la page 11.

[2] C. R. G. Télégramme à Guerre, 1 S. G., 20h 30, 29 juillet 1914 (reçu au Cabinet le 30, à 12 heures).

Bien que ce télégramme lui soit parvenu à midi, le ministre de la Guerre n'en confirme pas moins, dans la soirée du 30 juillet, son point de vue antérieur, et décide de prélever, en cas de mobilisation, un nombre d'unités au moins égal à celui prévu dans son télégramme du 27. «Quelque précaire que puisse devenir dans ces conditions la situation au Maroc, il importe, dit-il, avant toute autre considération, de présenter le maximum de forces sur le théâtre principal».

Les envois ainsi prévus seront d'ailleurs compensés par un renforcement des effectifs du Maroc occidental, vers lequel le transport de huit bataillons sénégalais est à l'étude. Le général Lyautey conservera en outre huit batteries montées. Si enfin un premier échelon de sept bataillons (chasseurs à pied, zouaves, infanterie coloniale) doit être dirigé immédiatement sur les ports d'embarquement, par contre, les vingt-neuf bataillons (10 européens, 19 de tirailleurs indigènes) ainsi que les trois batteries montées restants ne seront mis en route qu'en cas de mobilisation, ou sur de nouveaux ordres. Mais le ministre envisage déjà la possibilité de prélever encore au Maroc deux régiments de chasseurs d'Afrique et quatre compagnies du génie, ainsi que quelques unités marocaines (T. A. M. ou goums)[1].

M. Messimy adresse dans le même sens un nouveau télégramme à Rabat le 31 juillet, en réponse à l'exposé reçu la veille du général Lyautey. Tout en laissant à ce dernier le soin d'apprécier la possibilité de l'embarquement d'infanterie marocaine, en remplacement du même nombre de tirailleurs algériens ou tunisiens, il envisage, d'autre part, l'envoi de France au Maroc de bataillons territoriaux, et fait ressortir enfin que les mesures ainsi prescrites «n'entraînent aucune aggravation à la situation du Maroc», puisque l'échelonnement des envois va permettre la «réduction méthodique des conditions de l'occupation, dont la progression sera en fonction de la situation générale[2].

Invité en définitive à procéder par étapes, le général Lyautey a de son côté adressé au ministre, avant d'avoir reçu ce dernier télégramme, les propositions qui lui ont été demandées le 27, et s'est déclaré prêt à envoyer de suite vingt bataillons (dont quatre de T. A. M.) et six batteries; l'embarquement de ces diverses unités s'effectuerait entre les troisième et treizième jours de la mobilisation. Mais le Commissaire Résident général a insisté encore pour obtenir le maintien au Maroc des quarante

[1] Guerre. Télégramme à C. R. G., 136-3/11 T, 19h 40, 30 juillet 1914.
[2] Guerre. Télégramme à C. R. G., 154-3/11 T, 17 heures, 31 juillet 1914.

autres bataillons[1], et demandé, en tous cas, à n'envoyer le deuxième échelon que si les circonstances l'imposent, car l'évacuation immédiate de Marrakech et de Khenifra «exalterait au maximum le fanatisme et déchaînerait sans délai un mouvement général qui, non seulement rendrait le décrochage de l'avant extrêmement difficile, mais compromettrait gravement le mouvement même des unités[2].

Dans sa réponse du 1er août, le ministre de la Guerre approuve ces propositions comme répondant à la situation actuelle, et comme susceptibles de sauvegarder encore notre situation au Maroc, sans retarder «l'écoulement total s'il venait à s'imposer[3]».

Un télégramme du général Lyautey, en date du 3 août, ayant précisé les conditions de l'embarquement des vingt bataillons du premier échelon[4], le ministre lui confirme son accord le lendemain, et estime que le «Maroc sera en mesure de donner satisfaction, dans les conditions prévues, aux mouvements sur la métropole»[5].

De fait, l'acheminement vers la côte des unités destinées aux armées du Nord-Est se poursuit sans modification ni interruption, à partir de la déclaration de guerre, malgré les conséquences de la réduction des effectifs imposée, et en dépit des difficultés de décrochage rencontrées.

Composé de dix-neuf bataillons, six batteries montées et une compagnie du génie, le premier échelon embarque ainsi entre le 5 et le 17 août, soit à Oran pour les troupes du Maroc Oriental, soit à Casablanca et à Mehdia pour celles du Maroc occidental, il constituera la division de marche du Maroc (général Humbert), et une brigade de troupes auxiliaires marocaines (général Ditte)[6].

---

[1] Il faut noter qu'il n'est plus question des 3 bataillons de tirailleurs en surnombre dont il était fait état jusqu'ici, et que, d'autre part, le général Lyautey a rendu compte de ce que l'un des 7 bataillons d'infanterie coloniale, réduit à peu près à ses cadres, a dû être dissous : ces raisons expliquent le total des 60 bataillons dont il est question dans ce télégramme.

[2] C. R. G. Télégramme à Guerre, 2 S. G. 3h 5, 31 juillet 1914 (reçu au Cabinet à 16 heures).

[3] Guerre. Télégramme à C. R. G., 184-3/11 T, 11h 30, 1er août 1914.

[4] C. R. G. Télégramme à Guerre, 5 S. G., 20h 05, 3 août 1914.

[5] Guerre. Télégramme à C. R. G., 3431-9/11, 4 août 1914.

[6] Constituant à l'origine 2 régiments, les 5 bataillons de la brigade Ditte devront être dissous, l'hiver suivant, par suite des pertes subies à la bataille de la Marne, puis devant Soissons, et seront reformés en un seul régiment.

N'ayant pu, d'autre part, être incorporées dans l'armée régulière, les unités marocaines seront engagées au début sous l'appellation de «chasseurs indigènes» (à pied ou à cheval); mais une circulaire ministérielle du 25 décembre 1914 leur rendra leurs appellations primitives de «tirailleurs marocains» ou de «spahis marocains».

Quant au deuxième échelon, dont l'envoi a été ordonné par le ministre de la Guerre dès le 7 août, il doit également « atteindre les fixations antérieurement fixées », en vue de permettre la formation d'une nouvelle division de marche [1]; il comprendra, en outre, une brigade de cavalerie, à deux régiments de chasseurs d'Afrique, ainsi que le complément des unités du génie antérieurement prévu [2].

Comme pour les prélèvements antérieurs, le général Lyautey demande qu'on lui accorde « le temps de se retourner quelques jours » ; il insiste au surplus pour obtenir le maintien des cinq dernières batteries de 75 encore au Maroc, et propose enfin de substituer un régiment de spahis marocains à l'un des deux régiments de chasseurs d'Afrique [3].

Ne se rendant que « trop compte des difficultés du décrochage », que le Résident général vient de lui faire encore ressortir, à la suite des incidents qui ont marqué le retrait d'un détachement de la région de Khenifra [4], le ministre de la Guerre approuve le 11 août l'ensemble de ces propositions [5].

Deux nouveaux télégrammes, échangés entre Paris et Rabat pour fixer les modalités de l'envoi de ces éléments, précisent en particulier que, si l'embarquement de la première brigade (Cherrier) doit s'effectuer entre le 17 août et le 5 septembre, le général Lyautey reste en revanche libre de fixer la date du départ de la deuxième brigade (Gouraud) [6].

Mais à l'annonce des résultats de la bataille des frontières, M. Messimy télégraphie au Commissaire Résident général que la situation générale ne lui permet plus d'accorder aucune latitude, et qu'« il est nécessaire que la brigade Gouraud suive immédiatement la brigade Cherrier pour concourir avec elle à la lutte décisive ». Envisageant même une nouvelle contribution du Maroc à la défense nationale, « dussiez-vous, précise-t-il, abandonner complètement certaines régions » [7], il demande que des propositions lui soient faites à ce sujet [8].

---

[1] Dont 15 bataillons et 2 batteries montées seront fournis par le Maroc.
[2] Guerre. Télégramme à C. R. G., 3519-9/11, 7 août 1914.
[3] C. R. G. Télégramme à Guerre, 17 S. G., 9 août 1914.
[4] Cf. page 25.
[5] Guerre. Télégramme à C. R. G., 3609-9/11, 11 août 1914.
[6] C. R. G. Télégramme à Guerre, 27 S. G., 15 août. — Guerre. Télégramme à C. R. G., 3766-9/11, 18 août 1914.
[7] L'abandon du Maroc Oriental a même été envisagé un moment ; mais, estimant ne pas devoir demander au général Lyautey « plus qu'il ne peut nous donner », le général Graziani, chef de l'état-major de l'armée, a obtenu du Ministre qu'on lui « fasse crédit ».
[8] Guerre. Télégramme à C. R. G., 3498-9/11, 25 août 1914.

Bien qu'estimant qu'avec l'effort déjà fourni, «ce sera ici la corde tendue au maximum», le général Lyautey rend compte qu'il va constituer une troisième brigade[1], dont l'envoi sera assuré dans la deuxième quinzaine de septembre[2].

Ses propositions sont adoptées par le ministre, qui porte en même temps à dix-huit le nombre des bataillons territoriaux mis à la disposition du Maroc[3].

C'est donc un total d'une brigade de cavalerie, d'un escadron divisionnaire, de dix-huit nouveaux bataillons et de quatre compagnies du génie qui est définitivement expédié en France, en septembre[4] : ce qui élève à 9 escadrons, 37 bataillons, 6 batteries de 75, 5 compagnies du génie, le nombre des unités prélevées au cours des premiers mois de la guerre sur l'ensemble du corps d'occupation[5].

La grandeur de cet effort a été particulièrement mise en valeur par le général Lyautey lui-même dans un télégramme du 8 août, à communiquer au Président du Conseil, et où il fait ressortir la dure mission qui lui est imposée, ainsi qu'à celles de ses troupes maintenues loin du front : «Personne, écrit-il, ne peut se méprendre sur la cruauté d'un tel devoir pour un soldat et un Lorrain de la frontière, et sur le terrible sacrifice imposé à tous ceux qui restent avec moi à ce poste. . . .»[6].

M. Messimy qui, dès le 1er août, s'est plu à reconnaître «le haut patriotisme du Résident général, celui de ses troupes et du Protectorat», télégraphie, le 10, au général Lyautey : «Dites à celles de vos admirables troupes qui restent, que le pays comprend toute l'étendue du sacrifice qui

---

[1] Formée d'un régiment mixte de zouaves et tirailleurs (régiment Cornu) et d'un régiment de marche sénégalais (régiment Claudel).

[2] C. R. G. Télégrammes à Guerre, 51 et 52 S. G., des 29 et 30 août 1914.

[3] Guerre. Télégramme à C. R. G., 4079-9/11, 1er septembre 1914.

[4] Mais, faute d'artillerie, la nouvelle division de marche prévue ne sera pas constituée.

[5] Le détail des formations dirigées sur la métropole est le suivant :

— pour la cavalerie, 5 escadrons de chasseurs d'Afrique, 4 de spahis marocains ;

— pour l'infanterie, le 14e B. C. A., 9 bataillons de zouaves, 13 de tirailleurs indigènes, 4 de coloniale (dont 1 formé avec 2), 5 de tirailleurs sénégalais, 5 de T. A. M. ;

— pour l'artillerie, 4 batteries de groupes d'Afrique, 2 de coloniale ;

— pour le génie, 3 compagnies de sapeurs-mineurs, 1 de chemin de fer, 1 de télégraphistes

Sur ce total, le Maroc Oriental a fourni 2 escadrons, 6 bataillons, 1 batterie et 1 compagnie du génie.

[6] C. R. G. Télégramme à Guerre, 74 S. G., 8 août 1914.

leur est demandé» ; puis, à l'annonce de l'envoi du deuxième échelon, le ministre de la Guerre écrit encore, le 18 : «Le pays vous remercie du nouveau concours que vous apportez à ses armes» [1].

LE MAINTIEN INTÉGRAL DE L'OCCUPATION.

La réception des instructions du Gouvernement lui imposant l'envoi dans la Métropole de la totalité de ses meilleurs bataillons et de son artillerie montée a causé au général Lyautey une «visible angoisse». Non qu'il lui soit «venu un instant à l'esprit de songer à marchander un homme alors qu'il s'agissait du salut de la Patrie», mais en raison de la gravité des mesures qui lui ont paru être envisagées comme conséquence de ces retraits : l'évacuation de ses marches et postes avancés, le rassemblement sur la côte de tous les étrangers et Européens de l'intérieur...

Le Maroc se trouvant encore en pleine guerre sur tout le front de Kasba Tadla à Taza, le moindre recul aurait été cependant l'aveu de notre impuissance [2].

La «manœuvre» à entreprendre consistait, dès lors, à maintenir solidement, le plus longtemps possible, l'armature avancée ; mais elle ne serait possible qu'en échelonnant les retraits au fur et à mesure de l'arrivée des renforts (territoriaux, sénégalais) annoncés.

Après un examen de la situation générale en Europe et de ses répercussions au Maroc, le Commandant Supérieur des troupes, en plein accord avec le général Henrys, arrête un nouveau dispositif d'ensemble mieux adapté aux circonstances actuelles. Leur conception commune repose sur le principe de «ne plus conserver un seul homme de troupes régulières» ni à la côte, ni en Chaouia, ni à Marrakech, ni dans la région de Rabat ou dans le Gharb, et de vider même l'intérieur, où les bataillons de territoriaux doivent suffire à assurer la garde des ports ou des villes, et celle

---

[1] Guerre. Télégrammes à C. R. G., 184-3/11, 1er août, 3588-9/11, 10 août, 3766-9-11, 18 août 1914.

[2] Dans un rapport du 19 mars 1916, le général Henrys confirmera ce point de vue. «Dès le 7 août, écrit-il, on peut dire que la montagne tout entière était en armes, debout, vibrante, prête à se jeter sur le Maroc soumis, à la suite de nos troupes en retraite. La moindre erreur de méthode, tout geste précipité, pouvaient provoquer la ruée et, par suite, déclencher l'insurrection au sein même des tribus soumises, par la seule crainte des représailles».

des communications. Toutes les unités actives seront ainsi poussées à l'avant, et réparties entre le front zaïan et la région de Fez et Taza, pour former les groupes mobiles chargés de maintenir les résultats acquis [1].

Le général Lyautey fait déjà cependant ressortir combien la réduction des effectifs des troupes régulières laissées à sa disposition va rendre la tâche de celles-ci difficile, car il ne leur suffit pas de résister seulement aux attaques de l'adversaire, «mais surtout à leur propre usure morale aussi bien que matérielle». Après trois mois de campagne des plus rudes, ces troupes n'ont eu en effet aucun repos et sont condamnées à vivre sur elles-mêmes, sans espoir de relève.

C'est donc «un tour de force», il ne craint pas de le dire, que le Résident général va essayer de réaliser, en suivant un plan d'action bien arrêté et à l'établissement duquel ont présidé certaines idées générales :

«C'est moins ici encore par les effectifs que par les forces morales, par l'opportunité et l'habileté des mesures politiques, que nous nous maintiendrons», écrit-il.

D'ores et déjà, des mesures énergiques ont été prises contre les Allemands, leurs consuls et leurs protégés [2].

A l'avenir, le général Lyautey s'attachera surtout à maintenir la vie normale, du moins en apparence, afin de donner ainsi confiance aussi bien au Makhzen qu'aux régions soumises. Dans ce but, la main d'œuvre indigène sera sans cesse employée à l'exécution des travaux publics ou de voie ferrée : «un chantier vaut un bataillon» ; tous les rouages de l'administration, des contrôles civils et des services municipaux fonctionneront également comme par le passé ; les établissements de crédit seront soumis de leur côté à l'obligation de rester ouverts pour que la vie économique puisse continuer ; enfin la plus grande attention sera donnée à la perception des impôts et à leur gestion, qui importe d'autant plus que le Makhzen va se trouver privé notamment de toute recette de douanes.

«Bref, écrit le 22 août le général Lyautey, je me suis appliqué à donner et à faire donner par tous aux Marocains, dès la première heure, l'impression que la guerre ne nous émouvait pas, que nous en attendions l'issue

---

[1] Pour le détail, cf. plus loin, pages 23 et 24.

[2] Saisie en particulier, le 3 août, à Mogador du navire allemand *Gibraltar*, qui sera employé à l'embarquement de la colonie allemande le 8, — suppression du régime des «capitulations» et de leurs effets sur les protégés allemands, le 5 août ; — mise sous séquestre des biens détenus par nos adversaires, le 30 septembre, etc.

en toute confiance», en un mot, à *garder le sourire*, pour laisser au peuple marocain cette impression indispensable de sécurité.

Mais, après avoir adopté cette attitude, le chef ne peut s'empêcher d'écrire à nouveau : «Dans le sentiment qui nous étreint tous, partagés entre l'attente anxieuse de ce qui se passe en Europe et les soucis des graves éventualités qui peuvent surgir d'un jour à l'autre et auxquelles il faut parer sans relâche, l'effort nécessaire pour maintenir l'apparence de la vie habituelle souriante et sereine, c'est peut-être ce qu'il y a de plus difficile et de plus dur» [1].

Tout en donnant à la France, dans le délai minimum, la totalité des forces qui lui ont été demandées, le général Lyautey réussira ainsi à évacuer ses troupes à l'abri des postes avancés qu'il a prescrit de maintenir coûte que coûte, et à sauvegarder en définitive «avec la sécurité et l'ordre de ce pays, le maintien de tout ce qui s'y était créé depuis cinq ans.....»

---

[1] Rapport n° 130 du général Lyautey sur la situation au Maroc, 22 août 1914.

PREMIÈRE PARTIE.

LES OPÉRATIONS DÉFENSIVES SOUS LE COMMANDEMENT DU GÉNÉRAL HENRYS.

CHAPITRE III.

LE MAINTIEN DES LIGNES AVANCÉES (*d'août 1914 au printemps de 1915*).

L'organisation du commandement et des troupes. — La défense du front berbère. — L'affaire de Khenifra (13 novembre 1914). — La protection du couloir de Taza. — Le programme d'action de décembre 1914 (soumission des Branès ; occupation du Guigou ; rôle du Tadla).

L'ORGANISATION DU COMMANDEMENT ET DES TROUPES.

Dès le début, la guerre avait non seulement privé le corps d'occupation de la majeure partie de ses forces actives, mais entraîné encore l'envoi en France de la plupart des officiers supérieurs et généraux exerçant le commandement des troupes ou des régions administratives.

Il fallut donc procéder à une organisation nouvelle, adaptée à la décision prise de maintenir coûte que coûte l'armature avancée, et appropriée aux moyens réduits laissés au Maroc, tant au point de vue du commandement qu'à celui des effectifs.

En ce qui concerne l'attribution des postes à pourvoir, la solution du général Lyautey fut de confier progressivement la direction générale des opérations au commandant de la région de Meknès, et d'assurer à ce dernier toutes les ressources nécessaires pour faire concorder l'action politique et l'action militaire, que ses directives avaient toujours prescrit de ne pas séparer.

Choisi pour sa clairvoyance, sa ténacité, son énergie indomptable et communicative, le général Henrys exercera ce commandement jusqu'au moment de son départ en France, en mars 1916[1].

Ses attributions s'étendront successivement à la région sud de Fez, au territoire de Taza, à l'ensemble du front Nord, le Gharb compris, au fur et à mesure du développement des opérations. On verra donc varier sans cesse les limites des territoires qui lui seront attribués, mais il réunira bientôt dans ses mains tous les pouvoirs politiques et militaires sur l'ensemble des fronts actifs.

L'unité de commandement ainsi réalisée facilitera l'exercice du pouvoir résidentiel; elle permettra également de prendre sur place les décisions urgentes, d'approprier la répartition des effectifs aux circonstances et à la manœuvre du moment, d'assurer la préparation politique indispensable à toute avance.

Sans entrer dans le détail des remaniements continuels du commandement et des conséquences qu'ils entraînèrent, on peut signaler successivement :

— d'abord, l'arrêté résidentiel du 8 septembre 1914 qui, pris au départ du général Gouraud, commandant la région de Fez, donne au général Henrys le commandement d'ensemble de la «région du Nord-Est», en étendant sa compétence aux territoires de Fez et de Meknès[2];

— ensuite, le 20 octobre, au moment du départ du général Baumgarten, commandant du Maroc oriental, le rattachement à la «région du Nord-Est», du territoire de Taza[3], sinon du point de vue militaire et administratif, du moins du point de vue politique[4];

— enfin la création d'un «Commandement général du Nord», le 1er décembre, quand la nouvelle subdivision Tadla-Zaïan, confiée au colonel Garnier-Duplessis, est détachée du territoire de Meknès[5].

---

[1] Dans son rapport du 22 août, le général Lyautey le désignera comme «le plus précieux des collaborateurs», et ajoutera même : «Je ne tiendrais pas le coup sans lui...».

[2] Arrêté résidentiel 584 D. R., 8 septembre 1914. — Le commandement des subdivisions de Fez et de Meknès est assuré dès lors par le colonel Bulleux et par le colonel Scal.

[3] Le Maroc Oriental ne formera plus dès lors qu'une subdivision territoriale, sous le commandement du colonel Laquière.

[4] Arrêté résidentiel 218 C. M. C., 20 octobre 1914.

[5] Arrêté résidentiel 162 A. P., 1er décembre 1914.

A partir de cette date, le commandement du général Henrys englobe définitivement les subdivisions de Fez, de Meknès et Tadla-Zaïan ; l'organisme nouveau créé à Taza est déjà considéré comme transitoire ; c'est là un premier pas fait pour préparer le détachement du Maroc Oriental de Taza et de sa banlieue.

Mais ce dernier problème, traité par étapes successives[1] ne sera définitivement réalisé qu'après accord avec le ministre de la Guerre, le 1er janvier 1916[2].

C'est par contre en août 1915 que le développement des opérations en bordure de l'Ouergha entraînera l'extension des pouvoirs du Commandement général du Nord sur le cercle du Gharb[3].

En ce qui concerne l'aménagement des effectifs, si les contingents prélevés sur le Maroc en août et septembre se sont élevés à près de 40.000 hommes, ils ont été en revanche en grande partie remplacés par des territoriaux tirés du Midi de la France (19 bataillons), par des Sénégalais levés hâtivement en Afrique Occidentale[4], par des groupes spéciaux venus également de la métropole (6 groupes), et par les réservistes et territoriaux mobilisés sur place (la valeur de 6 bataillons).

Au 1er octobre 1914, les effectifs du corps d'occupation sont déjà remontés à 78.000 hommes, 49 bataillons, 22 escadrons et 18 batteries[5] — mais ils ne comprennent plus que 23 bataillons de l'armée active au lieu de 60[6].

Suivant le principe adopté par le général Lyautey[7], ces 23 bataillons ont été répartis ainsi qu'il suit :

Au Maroc Occidental : Un entre Marrakech et Agadir, — quatre for-

---

[1] C. R. G. Note de service 633 M, 23 juillet 1915.

[2] C. R. G. Lettre à Guerre, 279 M/G, 29 octobre. — Guerre. Lettre à C. R. G., 8.505 9/11, 26 décembre 1915.

[3] C. R. G. Lettre à général Henrys 897 D. R.[2], 17 août 1915.

[4] Les mesures concernant l'envoi des recrues sénégalaises au Maroc ont été prises non seulement dans le but de combler les vides causés dans le corps d'occupation, mais encore pour constituer au Maroc un réservoir de troupes destiné à fournir un appoint pour la défense nationale. L'expérience avait démontré en effet qu'un séjour de quelques mois au moins au Maroc constituait, pour les tirailleurs sénégalais, une étape nécessaire à leur acclimatation et à leur instruction en vue de la guerre européenne.

[5] Cf. Appendice n° 2 : composition globale des troupes du Maroc au 1er octobre 1914.

[6] 17 (au lieu de 48) au Maroc occidental, — 6 (au lieu de 12) au Maroc oriental.

[7] Cf. supra, page 19.

mant la force mobile de Fez, qui doit protéger les avancées de Fez et assurer la communication avec Taza, — douze sur le front berbère Oum er Rbia, Kasba Tadla, Khenifra, Ito, formant la barrière destinée à maintenir tout le reste du Maroc.

Au Maroc Oriental : Un dans la région sud de Bou Denib, couvrant le Sud Oranais, — deux à Taza, — les trois autres formant la force mobile protégeant les communications de Taza à Oudjda.

Deux bataillons sénégalais, venus en septembre de Dakar, seront poussés en renforcement l'un du groupe mobile de Fez, l'autre du groupe mobile du Tadla.

Ce sont donc uniquement les effectifs de l'armée territoriale qui occupent, à l'arrière, les ports (Agadir, Mogador, Safi et Mazagan), — les villes (Marrakech, Kasba Tadla, Meknès, Fez et Oudjda), — ou les points d'appui conservés par les trois régions de Meknès, Fez et Oudjda. Ils gardent plus particulièrement les communications entre Marrakech, l'Oum er Rbia et les ports, — tiennent le front Zaër, Zemmour, couvrant Rabat au sud et à l'est, — surveillent, dans le Gharb, le chemin de fer et la frontière espagnole, et, dans le Maroc Oriental, la voie ferrée en construction d'Oudjda vers Taza[1].

L'ensemble de tout le système est ainsi articulé en vue d'une mission strictement défensive, dont l'économie repose d'une part sur la loyauté et sur la fidélité du Maghzen ainsi que des populations soumises au régime du Protectorat, et, d'autre part, sur la mobilité des troupes actives du corps d'occupation.

Couvrant la voie de rocade de Marrakech, Fez, Taza, celles-ci tiennent un certain nombre de postes qui, assez espacés, sont cependant occupés par des garnisons importantes[2] tandis que le gros des forces, rassemblé aux abords de Kasba Tadla, d'Ito, de Fez et de Taza, est prêt à une intervention rapide sur un point quelconque du front, en cas d'agression.

Adapté aux circonstances du moment, l'ensemble de cette organisation

---

[1] C. R. G. Note L 74 C. M. C. : tableau d'ensemble du dispositif adopté après le départ des 37 bataillons.

[2] La composition, par exemple, des différentes garnisons du territoire Tadla-Zaïan a été fixée ainsi qu'il suit :
— à Khenifra, 9 compagnies, 1 escadron et 2 batteries;
— à Mrirt, 4 compagnies, 1 batterie;
— à Sidi Lamine, 5 compagnies, 2 pelotons, 1 batterie, 1 goum:
— à Aguelmous, 4 compagnies, 2 pelotons, 1/2 batterie.

générale va permettre non seulement d'étouffer dès le début, toutes les tentatives d'insurrection générale, mais encore d'éviter le recul de nos lignes : le succès de la manœuvre conçue par le Résident général sera ainsi assuré.

LA DÉFENSE DU FRONT BERBÈRE[1].

Les événements d'Europe de la fin de juillet et du commencement d'août ont en quelques jours profondément modifié la situation sur toute la ligne de contact avec les tribus guerrières du Moyen Atlas, que notre action politique n'avait pas eu encore le temps d'assagir, et que ne tarda pas à exalter l'annonce de la guerre et du retrait de nos troupes.

L'agitation devient générale chez les Beni M'Guild dissidents et chez les Mrabtines, qui font bloc avec les Zaïan. Ces derniers, en particulier, groupés soit à l'Akellal et à Arrougou (avec Moha ou Hammou), soit près de Kebbab (les gens d'Amaouch), soit sur la rive gauche du Serrou (les Ichkerne), se montrent très vite de plus en plus entreprenants.

Dès la fin de juillet, les abords immédiats du camp de Khenifra sont soumis aux insultes de l'adversaire, et, le 25, des groupes de dissidents se glissent même par surprise jusqu'à Aguelmous. Le 4 août, un détachement de deux bataillons retirés de Khenifra pour être envoyés en France est assailli au col de Ziar, et perd 15 tués, 63 blessés. Dans la semaine du 5 au 12, la garnison de Khenifra subit à nouveau l'assaut de toutes les hordes qui, par la vallée du Serrou, lui viennent des deux Atlas.

Se conformant aux décisions prises à la déclaration de guerre, le général Henrys adopte une attitude susceptible de donner l'impression d'une occupation définitive du pays, et s'efforce de prévenir toute agression dirigée contre les postes établis en bordure de l'Oum er Rbia. Il prescrit dans ce but de s'arc-bouter sur les points d'appui déjà existants : Khenifra — couverte aux ailes par les garnisons de Mrirt et de Sidi Lamine, étayée au centre par le poste d'Aguelmous — constituera la clef de voûte du dispositif. Entre les pièces de cet échiquier, les deux groupes mobiles des Beni M'Guild (lieutenant-colonel Claudel) et du Tadla (colonel Garnier-Duplessis), concentrés à Ito et à Boujad, exerceront sur tout le front la plus grande activité possible, « de façon à ce qu'ils paraissent et disparaissent

[1] Voir carte n° 5.

continuellement, et préviennent par des menaces toutes tentatives d'attaque ou de rassemblement »[1].

Choisies de façon à éviter le Guelmous, les voies d'accès permettant d'atteindre Khenifra passent, soit au nord, par l'oued Ifran, Mrirt et le Foum Teguet, soit au sud de ce massif, par la vallée de l'Oum er Rbia et par le haut oued Grou. Elles longent ainsi la dissidence, et sont exposées l'une et l'autre à ses coups, dans les défilés d'El Bordj, d'une part, du Foum Aguennour et du djebel Arrar, d'autre part. La piste de Boujad à Sidi Lamine, qui assurera, pendant toute la guerre, le passage de nombreux convois[2] sur Khenifra, sera en particulier l'objet d'attaques répétées, dans la région de la « Pierre Percée », restée célèbre.

Un premier ravitaillement est effectué en août par le groupe mobile du Tadla, chargé de l'escorte d'un convoi de chameaux formé à Boujad; la garnison de Khenifra couvrira le passage de la colonne dans le Foum Aguennour, tandis que le groupe du lieutenant-colonel Claudel effectuera en même temps des démonstrations à l'est et à l'ouest du Foum Teguett, sur l'Oum er Rbia, en vue d'attirer sur lui et de retenir dans cette direction les Mrabtines et les gens du Moha ou Hammou.

Cette première opération donne lieu aux durs combats des djebels Bou Moussa et Bou Arar, dans les journées du 19, du 20 et du 22 août. Nos troupes subissent des pertes importantes[3], mais dissocient les harkas groupées par Moha ou Hammou et Ali Amaouch, en vue de s'emparer du convoi et de se jeter ensuite sur la garnison de Khenifra affamée.

Par contre, renouvelée en octobre, la même opération de ravitaillement réussit sans incident.

L'AFFAIRE DE KHENIFRA

(13 novembre 1914[4].)

Il semblait donc, que, grâce aux dispositions prises et à la sévère leçon qui lui avait été infligée en août, l'adversaire, contraint d'hiverner dans la

---

[1] Ces deux groupes mobiles comprennent : le premier 19 compagnies, 3 escadrons, 3 batteries, 1 goum; — le second 13 compagnies, 2 escadrons, 2 batteries, 1 goum.

[2] Le Tadla a été pris en effet comme base de ravitaillement en raison de ses nombreuses ressources en grains, dont la région zaïan, pays d'élevage, se trouvait dépourvue.

[3] 30 tués, 64 blessés.

[4] Voir croquis n° 7.

montagne, serait contraint de se soumettre dès que la neige, qui faisait déjà son apparition sur les hauteurs, aurait envahi le creux des vallons et chassé les troupeaux devant elle.

La discorde régnait d'ailleurs au camp des insoumis qui ne disposaient guère de terres cultivables[1]. Les petites plaines entourant Andersane étaient en particulier, depuis des années, l'objet des plus âpres compétitions entre Zaïan et Ichkerne : pour les apaiser, Moha ou Hammou avait dû même réunir les douars de ses réguliers auprès d'El Herri, où il avait planté sa tente.

L'occasion se présentait donc de surprendre ces campements qui se trouvaient à moins d'une étape de Khenifra. Le commandant du territoire aurait voulu la saisir, au début d'octobre, au moment de l'arrivée des deux colonnes mobiles; mais la situation générale, aussi bien que les résultats locaux déjà obtenus, conseillaient la prudence sur ce front berbère, où il y avait intérêt à maintenir le calme.

Décidé cependant à agir, le colonel Laverdure tente l'aventure le 13 novembre, avec les moyens réduits dont il dispose[2]. Il ne laisse à Khenifra qu'une faible garnison sous les ordres du capitaine Croll[3], et organise le gros de ses forces en quatre groupes : trois d'attaque (groupes Durmelat, Hornecker et Fages), un de repli (groupe Colonna de Leca)[4].

Sortie du poste à 3 heures, la colonne arrive en vue des douars (une centaine de tentes) à 6 h. 30, et la cavalerie, jusque là tenue en arrière, s'élance le sabre à la main pour surprendre l'adversaire.

Mais les guerriers qui composent la majeure partie du campement se ressaisissent très vite, garnissent les crêtes à quelques centaines de mètres au sud du camp, et organisent une résistance telle que, pour pouvoir achever la razzia et soulager nos cavaliers, l'un des groupes d'attaque

---

[1] Dans le triangle formé par l'oued Serrou d'une part, l'Oum er Rbia, d'autre part, et que ferment sur la troisième face les premiers contreforts boisés du Moyen Atlas.

[2] La garnison de Khenifra n'a été en effet composée que pour tenir défensivement cette importante position, et, dans l'esprit du commandement, sa mission ne nécessite, tout au plus, comme on l'a vu, que des opérations à court rayon d'action sur la rive droite de l'Oum er Rbia, dans les environs immédiats de la place, pour faciliter l'arrivée des convois de ravitaillement.

[3] 1 compagnie, 3 sections de mitrailleuses, 1 section de 80 de position.

[4] La colonne compte au total : 8 compagnies (4 du 5e tirailleurs algériens, 2 du 5e bataillon sénégalais, 2 du 1er bataillon colonial), — 1 goum mixte (le 5e), et 1 escadron du 4e spahis, — 2 batteries du 4e groupe d'Afrique, — soit 1.200 hommes, dont 43 officiers.

(groupement Fages) doit pousser au delà des douars pour s'emparer de ces crêtes.

Quand l'ordre de retour est donné, vers 7 h. 30, les fractions d'infanterie qui ont ainsi franchi l'oued Chubka ont déjà le plus grand mal à se décrocher. Alourdis à leur tour par l'artillerie et par les nombreux blessés qui se sont formés en convoi, les décrochages successifs se font ensuite de plus en plus difficilement en direction de la position tenue, à cinq kilomètres environ au sud de Khenifra, par le groupe de repli.

Cet échelon est d'ailleurs assailli lui-même de près, quand tous les éléments dispersés de la colonne viennent se mettre sous sa protection. Il ne peut dégager en particulier les deux batteries qui, retardées par le convoi de blessés, sont cernées et détruites avant d'entrer dans nos lignes[1].

Le combat devient dès lors de plus en plus confus. Beaucoup d'officiers sont morts ou blessés; les troupes en retraite sont complètement mélangées et n'utilisent plus guère que le ruban de la piste, sans se garder sur leurs flancs; les cartouches manquent. Arrivés ainsi un peu partout au corps à corps, les derniers éléments de la colonne sont finalement submergés par des nuées d'adversaires accourus en moins de trois heures sur le champ de bataille.

Appelée à 11 h. 20 par le commandant de la colonne, la compagnie laissée au poste arrive dès 12 h. 30 sur les crêtes du Tadla[2] avec une section de mitrailleuses, mais ne peut guère que libérer le reste du convoi de ses assaillants venus de l'est. Le capitaine Croll rentre à Khenifra, à 14 heures, sans être trop inquiété, et en organise la défense, de concert avec le capitaine Herchet qui l'y a précédé. Grâce au feu des mitrailleuses de position, ce dernier a pu empêcher entre temps les Aït bou Haddou, venus de l'ouest, de se jeter sur la tête du convoi et de pénétrer avec lui dans la place. Le reste des masses ennemies semble s'être attardé au pillage des morts, sans chercher à pousser jusqu'à l'enceinte du poste.

En fin de journée, Khénifra restait donc inviolée. Mais l'affaire nous coûtait 613 tués (dont 33 officiers), et 163 blessés (dont 6 officiers);

---

[1] Le matériel a été mis hors d'usage par les servants avant d'être abandonné.

[2] Ondulations à quelques centaines de mètres au sud de Khenifra, et à cheval sur la piste d'El Herri, Kebbab.

enfin tout le matériel et la plupart des animaux tombés aux mains de l'adversaire.

En revanche, les pertes de Moha ou Hammou étaient elles-mêmes considérables. Dispersé par nos troupes, son douar avait été pillé par les tribus d'alentour, et les Ich Kern s'en étaient donné à cœur joie aux dépens de leur chef, plus redouté que respecté. Ce dernier n'avait, au surplus, dû son salut qu'à une fuite précipitée.

Alerté par un télégramme du capitaine Croll, le général Henrys prescrit dans la nuit au colonel Garnier-Duplessis de se porter à marches forcées sur Khenifra. En même temps il donne au commandant de la subdivision de Meknès l'ordre de réunir à Ito les éléments du groupe Derigoin [1].

La colonne Garnier-Duplessis, déjà concentrée à El Graar en vue d'escorter un important convoi de ravitaillement destiné à Khenifra, atteint le 16 novembre ce dernier poste [2], où elle opère, le 18, sa jonction avec la colonne Derigoin. Toutes deux parcourent ensemble, le 19 et le 20, sous le commandement du général Henrys, le terrain du champ de bataille, vide d'ennemis, puis procèdent les jours suivants au nettoyage de la région. Elles sont disloquées respectivement le 29 novembre à Lias, le 6 décembre à El Graar.

Ainsi, l'arrivée rapide sur le lieu du combat du 13 novembre d'une colonne de 7.000 hommes a permis de refouler les guerriers de Moha ou Hammou jusque dans leurs montagnes, et de rétablir le prestige de nos armes un instant compromis. Du point de vue local, l'affaire d'El Herri n'a donc produit, ni chez nos ennemis, ni dans les tribus soumises, l'effet que pouvaient en escompter les berbères de l'Atlas; dès la mise en marche de la colonne Derigoin, les Mrabtines ont même reculé dans la montagne et évacué le Foum Teguett, où ils avaient récemment avancé leurs azibs. Elle n'en a pas moins renforcé jusqu'au paroxysme l'esprit d'indépendance de ces peuplades guerrières et arrêté net toute pensée de soumission de leur part. La place de Khenifra reste bloquée pour de longs mois.

---

[1] Le lieutenant-colonel Derigoin a pris le commandement du groupe mobile des Beni M'Guild, après le départ pour la France du lieutenant-colonel Claudel.

[2] Après avoir livré un combat au Foum Aguennour, c'est-à-dire dans le défilé que l'adversaire avait déjà tenté de nous barrer fin août.

LA PROTECTION DE TAZA[1].

De même qu'en pays zaïan, l'envoi en France des meilleurs éléments du corps d'occupation a interrompu notre action débordante dans la région du Nord-Est.

Réduite à une bande de terrain presque filiforme, la jonction des deux Maroc s'avère d'autant plus précaire qu'aux départs des troupes a correspondu un sursaut général d'hostilité des tribus insoumises environnantes.

Dès le début de la guerre, les postes de Koudiat el Biad et de Bab Merzouka dans la vallée de l'Innaouen ne cessent d'être inquiétés. De plus, les convois de Taza sur Amelil sont de leur côté l'objet d'attaques répétées, à partir d'octobre, de la part des fractions Beni Ouriaghel voisines de l'oued Heddar. Enfin, malgré son importance, la garnison de Taza subit des agressions continuelles des Riata de l'est, qui s'aventurent jusqu'à la ligne fort Kappler, mamelon de la Source; ni le combat de Sidi Omtane (10 août), ni l'affaire de Djeouana (25 septembre) n'ont réussi à donner de l'air à la place.

Avec leurs effectifs réduits nos troupes paraissent, d'une part, incapables de s'étendre soit au nord, soit au sud de la ligne d'étapes. Déjà décidées en principe, la réorganisation du commandement et la constitution d'un groupe mobile à Taza réclament, d'autre part, des délais importants.

Sans plus attendre, le colonel Bulleux, commandant la subdivision de Fez, réussit cependant à réunir, en novembre, la majeure partie des forces disponibles des deux Maroc. Débouchant de Taza, le 27, il surprend complètement le principal repaire des dissidents à El Kelaa des Beni Guittoun (3.000 mètres au sud de la place), et leur inflige un sanglant échec[2].

L'effet de ce combat se fera sentir de longs mois chez les Riata de l'est.

Dès le mois d'août, l'agitation s'est également étendue jusqu'aux confins algéro-marocains, où elle s'est manifestée par une recrudescence

---

[1] Voir croquis n° 8.

[2] Cette affaire a coûté 15 tués et 23 blessés au groupe mobile Bulleux.

de djiouch; on a signalé même dans le haut oued Aït Aïssa la formation d'une harka, dont Moulay Ahmed ou Lahceine a pris le commandement.

Malgré la faiblesse de ses effectifs, le commandant militaire du territoire de Bou Denib a pu cependant organiser une colonne légère [1] à la tête de laquelle il a débouché de nuit d'El Gorane, le 11 septembre, pour marcher, de concert avec un détachement [2] formé à Gourrama, sur le Fonm Asefti. Complètement surpris, l'ennemi s'est enfui dans la haute vallée de l'oued Aït Aïssa.

LE PROGRAMME D'ACTION DE DÉCEMBRE 1914.

Si l'affaire de Khenifra du 13 novembre ne semble pas avoir eu de répercussions sensibles sur les Beni M'Guild soumis, et si l'action offensive du colonel Bulleux, le 27 novembre, a nettoyé les abords immédiats de Taza, par contre, la situation mérite de retenir l'attention la plus sérieuse à l'est de la Région de Fez, où les Riata sont en pleine hostilité, les Beni Ouaraïn très travaillés, et où l'on signale de l'agitation chez les Branès.

Considérant cependant que son dispositif présente toujours un pilier très solide chez les Beni M'Guild soumis, le général Henrys estime qu'il lui sera toujours facile de prendre appui sur ce front central pour faire face aux difficultés qui pourraient surgir ailleurs; dans son esprit, le groupe mobile de Meknès reste un élément de manœuvre susceptible d'agir en liaison aussi bien avec les troupes du Tadla, vers Khenifra, qu'avec celles de Fez, vers Anoceur ou même dans le couloir de Taza.

Il organise en conséquence sur de nouvelles bases l'ensemble du front, en créant une subdivision Tadla-Zaïan qui, placée sous les ordres du colonel Garnier-Duplessis, soulagera d'autant le commandement de la région de Meknès, réduit ainsi au front Beni M'Guild. Confirmant ensuite ses instructions strictement défensives, il invite plus particulièrement la Région de Fez à persévérer dans l'attitude expectante observée jusqu'ici, — soit face au sud, sur la ligne Anoceur, Sefrou, — soit face au nord, sur l'Ouergha.

---

[1] De 2 compagnies, dont 1 montée, 1 section d'artillerie et 5 pelotons de cavalerie, plus le maghzen de Bou Denib.

[2] Ce détachement comprend 1 groupe franc et 3 pelotons de spahis.

Tous les efforts pourront être ainsi appliqués à l'élargissement du couloir de Taza, où il importe avant tout de couvrir les communications entre les deux Maroc, et d'assurer la protection des travaux de la voie étroite qui, poussée au delà de Mxoun, approche à grands pas de Taza[1].

Malgré les difficultés rencontrées, le général Henrys constitue dans ce but à Taza, avec des unités prélevées sur le Maroc oriental et sur le Maroc occidental, un nouveau groupe mobile[2], qu'il place sous les ordres du colonel Bulleux, commandant la subdivision de Fez, en attendant la formation du nouveau territoire de Taza[3].

Soumission des Branès[4]. — Une opération sérieuse peut donc être entreprise, dès le début de l'année 1915, chez les Beni Ouriaghel qui, travaillés par le Chenguitti, viennent encore d'inquiéter l'escorte du convoi de ravitaillement sur Amelil, à son passage dans la vallée de l'oued el Haddar (combats de Sidi Amellal et de l'Oued Haddar des 8 et 11 janvier).

Le 21 janvier, débouchant de Taza, le colonel Bulleux se porte droit au nord à travers le massif montagneux séparant les vallées de Meknassa Foukania et de Meknassa Tahtania, et disperse, le 23, sur l'Ouertza les contingents adverses que le Chenguitti a rassemblés aux abords de la kasbah des Beni Ouriaghel.

Mais l'arrivée subite des pluies et du froid causent des accidents graves, en particulier chez les Sénégalais, et rendent absolument impraticable ce pays tout en terres épaisses et en fondrières : les opérations sont inter-

---

[1] Le chantier de la voie de 0,60, poussé au delà de Msoun, au début du mois d'août, a dû être abandonné à la déclaration de guerre, mais a été à nouveau ouvert en octobre. Réorganisé complètement en décembre avec du personnel recruté sur place, il sera progressivement renforcé par des unités du génie et des effectifs de territoriale, et comprendra dès lors en permanence environ 1.200 travailleurs.

De ce fait une impulsion nouvelle est imprimée aux travaux à partir de 1915 : le rail atteindra la station de Bou Ladjeraf (10 kilomètres à l'est de Taza) en avril, et Taza le 14 juillet.

Quant à la voie étroite du Maroc occidental, sa construction s'est poursuivie de son côté sans à-coups importants, et le rail atteindra Fez le 5 février 1915.

[2] 18 compagnies et 5 sections de mitrailleuses, 2 compagnies montées de Légion, 10 pelotons de cavalerie et 3 batteries et demie.

[3] Rapport du général Henrys sur l'organisation politique et militaire du Commandement général, en date du 1er septembre 1914.

[4] Voir croquis n° 8.

rompues et une partie du convoi doit même être abandonnée, au cours du retour précipité de la colonne sur Taza.

Restée sans lendemain, cette intervention n'a donc produit aucun des résultats escomptés : au contraire, les Branès ont rompu toutes relations avec nous; il faut encore abandonner la piste de Taza à Amelil par Meknassa Tahtania et camp Desroches[1].

En définitive, la question est à reprendre en s'appuyant sur le loyalisme des Tsoul et Haouara et sur la neutralité des Meknassa, et en profitant de l'effet de notre action offensive du 27 novembre, qui semble avoir écarté pour longtemps tout danger du côté des Riata.

Mais il importe d'agir au plus tôt, car c'est dans ce secteur de nos confins nord que les Allemands semblent porter tout l'effort de leurs intrigues et de leur propagande[2].

Au début de mars, le général Henrys signale un afflux d'armes et de munitions assez considérable pour faire tomber de plus de moitié les prix pratiqués dans les tribus voisines. D'autre part, la Légion étrangère, dont des groupes importants forment les garnisons de Taza et des environs, est travaillée d'une façon continue; de nombreuses désertions se produisent. Le Chenguitti enfin paraît être dans toute cette région l'agent indigène le plus actif de nos adversaires[3].

Les opérations sont donc reprises dès le retour de la bonne saison par le commandant du territoire récemment créé à Taza.

Remontant l'oued el Haddar pour éviter d'aborder de front, comme en janvier, le massif des Beni Ouriaghel, le lieutenant-colonel Derigoin rejette, dans une première phase, au delà des montagnes de Si Admed Zerouk les contingents adverses qui se sont portés aux abords de son camp d'Ahl Tiliouane (combats des 5 et 6 mai); il crée ensuite au djebel Halfa un dépôt de ravitaillement qui servira de pivot de manœuvre pour les opérations ultérieures.

Puis prenant vers l'est une vigoureuse offensive, il culbute complètement, le 24 mai, au combat de Djemaa Khamsin, un nouveau rassemble-

---

[1] Nos convois empruntent dès lors provisoirement la piste Bab Merzouka, Koudiat el Biad, Oued Amelil.

[2] Cf. *Les Armées Françaises dans la Grande Guerre*, tome IX, 1er volume où sont exposées les menées allemandes au Maroc pendant la guerre.

[3] Rapport du général Henrys n° 280 N. R. du 10 mars 1915.

ment de 1.500 Branès qui s'est reformé aux abords de ce nouveau poste.

L'effet de cette attaque est considérable et entraîne de nombreuses soumissions chez les Beni Ouriaghel ; complètement couverts, les convois de ravitaillement peuvent désormais emprunter à nouveau en toute sécurité la piste de Taza au poste d'Amelil, rapidement aménagée.

Notre emprise sur les Branès est consacrée dans une troisième série d'opérations, effectuée en juin, par l'établissement d'un poste définitif à Bab Moroudj, en plein cœur du pays[1].

Mais le 21 juin, sa tâche à peine achevée, le groupe mobile de Taza doit être dirigé sur le moyen Ouergha, où il sera appelé, ainsi qu'on va le voir à participer à la défense du front Nord, menacé par l'adversaire.

Occupation du Guigou[2]. — Au moment même où le groupe de Taza s'est remis en mouvement, au début du mois de mai, des mouvements inquiétants ont commencé en effet à être signalés dans le Gharb. Il apparaît même, d'après des renseignements certains, que les Allemands, opérant à l'abri de la zone espagnole, préparent contre nous le soulèvement de l'ensemble des tribus Djebala sur tout le front Nord.

Jugeant qu'il est impossible de distraire de sa tâche le groupe en opérations au nord de Taza, et de renoncer au plan qu'il a mûrement réfléchi et préparé, le général Henrys envisage, dès ce moment, l'éventualité d'une intervention des troupes de la région de Meknès qui, on l'a vu, sont gardées disponibles dans le cercle des Beni M'Guild.

Mais là aussi un nouveau problème se pose. Bien que les nomades de cette région, rassurés par notre réplique au coup d'El Herri, se soient avancés normalement sur leurs campements d'hiver, il est à craindre que ces peuplades soumises, sitôt la saison venue de regagner la montagne, ne retournent au contact des irréductibles et n'échappent à notre influence.

Dans cette conjoncture, le général Henrys n'hésite pas à appliquer d'ores et déjà le programme d'action qu'il avait envisagé avant la déclaration de guerre[3], et, après une reconnaissance préalable effectuée par lui-même

---

[1] Ce nouveau poste sera tenu par 3 compagnies, 2 pelotons, 1 section de 65.
[2] Voir carte n° 6.
[3] Cf. page 4.

en mai, à faire occuper le Guigou, où le commandant Colombat crée sans coup férir un poste à Timhadit[1].

L'emplacement de ce nouveau poste commande non seulement le haut Sebou, en amont et en aval, mais tient encore sous son canon la direction du Trik Adjir, c'est-à-dire de la Moulouya, et celle de Bekrit, c'est-à-dire du haut Oum er Rbia.

On peut donc penser que son rayonnement nous permettra de faire entendre notre voix jusque dans la Moulouya, où le lieutenant-colonel Bertrand, commandant le territoire de Bou Denib, est précisément en train de prendre contact avec les notables Aït Izdeg qui avoisinent Kasbat el Maghzen (Ksabi)[2].

Son occupation, en tous cas, nous procure un résultat immédiat, en nous assurant la fidélité des nomades Beni M'Guild et Aït Youssi, dont le gîte est désormais dans nos lignes.

Par la menace qu'elle crée en direction de Bekrit, dans le flanc des Zaïan, cette régularisation de nos positions avancées doit en particulier alléger d'autant l'effort à faire de front pour maintenir les Berbères dans leurs montagnes.

Le rôle du Tadla. — De fait, le colonel Garnier-Duplessis a pu continuer à assumer la tâche absorbante de couvrir le pays soumis au nord de l'Oum er Rbia contre les sursauts agressifs des Chleuh du Moyen Atlas, et à assurer les ravitaillements de Khenifra, — dont chacun a nécessité d'ailleurs encore un effort militaire sérieux[3], — tout en intervenant à l'autre aile de son front contre les fractions turbulentes de la région de Beni Mellal, dont les djiouch inquiètent sans cesse les tribus soumises, Beni Moussa et Beni Amis.

En mai, une première leçon est infligée à ces éléments hostiles, sur l'oued Derna, par la colonne dite « des moissons » qui, après avoir couvert

[1] La garnison de Timhadit comprend 1 compagnie, 1 peloton de spahis et 1 section d'artillerie de 95 de position.

[2] Une reconnaissance de cavalerie effectuée les 23 et 24 mai, a franchi en effet le plateau de N'Zala, et poussé par le col de N'Talremt jusqu'à Titen Ourmès, point de bifurcation, à 50 kilomètres au nord de Rich, des routes de Kasbat el Maghzen à l'est, et de Zebzat à l'ouest.

[3] La place de Khenifra est ravitaillée en janvier, en mars, en avril et en mai. C'est au cours du ravitaillement effectué en mars que se place, en particulier, l'affaire du djebel Tarat, dans la région d'El Bordj, au débouché du Foum Teguett.

la razzia par nos partisans des récoltes chleuh dans la plaine, disperse par une manœuvre habile les masses ennemies accourues de la montagne; les pertes infligées à l'adversaire aux combats de Sidi Sliman et de l'oued Bokhari sont évaluées à plus de 300 tués et 400 blessés.

En juillet, une nouvelle tournée de police, effectuée dans cette même région pour calmer l'effervescence des insoumis, rétablira l'ordre un instant troublé par quelques éléments descendus de la montagne.

Pendant tout l'été, la pression exercée par la subdivision de Meknès sur le Guigou d'un côté, l'activité inlassable des troupes du colonel Garnier-Duplessis, de l'autre, réussiront à tenir ainsi en respect les guerrières populations du Moyen Atlas.

De ce fait, le général Henrys pourra porter toute son attention sur le front Nord, où sous l'influence des excitations allemandes, les tribus montagnardes du Djebel ont pris à leur tour l'initiative des opérations.

CHAPITRE IV.

LES RIPOSTES AUX AGRESSIONS ADVERSES

(de mai 1915 à mars 1916.)

Le mouvement des Djebala sur le front Nord (poussée sur le Gharb; menace sur l'Ouergha). — La situation d'ensemble en août 1915. — La réalisation progressive à l'automne du programme tracé (création des postes de Djebla, de Matmata, d'Almis; emprise sur Ouezzan; création d'un poste à Tanant). — L'extension des agressions en bordure du Moyen Atlas (front zaïan; front nord de Taza; front Aït Youssi; prise du camp d'Abd el Malek). — Les résultats obtenus en mars 1916.

Dès le début de la guerre, les Allemands ont tenté de faire revivre le souvenir et la popularité très réelle de l'ancien sultan Abd el Aziz; mais celui-ci a été mis, en France, à l'abri de toute suggestion. Raïssouli a pris alors sa place et, tout en entamant avec le gouvernement espagnol des tractations qui ont fait agréer par celui-ci ses services, n'a pas cessé de travailler pour l'Allemagne par tous les moyens. A l'est du Rif, l'action allemande, — dont le premier agent auprès du monde indigène a été le pacha de Melilla, Bachir ben Sennah, — s'est développée, comme on l'a vu[1], sur l'axe Melilla, Taza, avec le Chenguitti comme agent principal.

En mars 1915, Raïssouli se pose en sultan à Tazerout et travaille d'autant plus volontiers contre nous qu'il a besoin de se faire pardonner, par les indigènes, son alliance de plus en plus étroite avec les Espagnols. Le dernier fils d'Abd el Kader, Abd el Malek, lui aussi soumis à l'influence des consuls allemands de Tetouan et de Larache, a quitté Tanger et gagné la montagne, où il médite déja sa trahison.

L'incident d'El Herri, l'entrée en guerre de la Turquie et la situation aux Dardanelles ont, d'autre part, facilité, dans une certaine mesure, le développement de toute cette propagande.

A ces circonstances, s'est ajouté enfin, dans le Gharb, l'appât du pillage

[1] Cf. page 33.

de la récolte, qui s'annonce abondante; le général Henrys fait ressortir « la force qui pousse fatalement les tribus pauvres des montagnes à prendre leur part des richesses de la plaine ». Or, bien que, dès avril, le commandant du cercle de Sebou eût préconisé l'occupation d'Aïn Defali en vue d'assurer, dans la riche contrée s'étendant du sud d'Ouezzan à l'Ouergha, une protection plus efficace des douars soumis, le moment n'a pas été jugé opportun pour faire un bond en avant [1].

LE MOUVEMENT DES DJEBALA SUR LE FRONT NORD [2].

Poussée sur le Gharb. — Au printemps, sous la double influence de leurs instincts pillards et des excitations allemandes, une poussée de razzias et de djiouch Beni Mestara commence donc, et s'étend jusqu'aux environs immédiats de nos postes d'Arbaoua et d'Had Kourt. Les populations soumises du Gharb, peu guerrières et faiblement soutenues, doivent céder le terrain peu à peu ou même font défection (les gens de l'Aouf), tandis qu'une opération de police entreprise à la hâte par le commandant du cercle de Sebou aboutit elle-même à un insuccès. Ramenées à Aïn Defali à la suite d'un échec subi le 14 mai à Sidi Bou Douma, nos troupes y sont violemment attaquées le 21, et réduites à la défensive [3].

Soucieux « d'empêcher un à-coup qui compromettrait tout l'ensemble de la situation », le général Lyautey charge aussitôt le commandant général du Nord de rétablir dans la mesure du possible la situation antérieure, en évitant cependant de se laisser entraîner à une action d'envergure [4].

Le général Henrys vient étudier, en conséquence, sur place les conditions d'une intervention conforme à ces directives et destinée à purger le pays soumis des envahisseurs venus de la montagne, mais sans donner l'impression d'une opération offensive de notre part, et sans inquiéter les populations d'Ouezzan. Il envisage ainsi la nécessité d'entamer toute une

---

[1] Rapport du commandant du cercle du Sebou n° 901, du 14 avril 1915.

[2] Voir croquis n° 9.

[3] Ne comprenant qu'une très faible proportion d'infanterie, ce détachement (aux ordres du commandant Desportes) a été formé d'éléments très divers prélevés sur les disponibilités de la subdivision de Rabat : au total, 3 compagnies de réserve ou de territoriale, 2 batteries, 5 pelotons de cavalerie et 3 goums.

[4] C. R. G. Télégrammes à général Henrys, 1586 C. M. du 22 mai, — 1630 C. M. du 24 mai 1915.

série d'actions, dont il précise les phases ainsi qu'il suit : faire parcourir d'abord l'Aouf, c'est-à-dire la partie la plus directement menacée par les Djebala, entre le gué de Mechra el Bacha et Aïn Defali; — donner ensuite un « coup de poing » en direction de Sidi Bou Douma; — établir enfin un poste définitif à Aïn Defali.

Outre que l'occupation du massif de l'Aouf doit donner confiance aux douars qui, sur le versant ouest du Djebel, forment un état tampon avec la dissidence, toute l'ossature de cette région repose sur la solidité de nos liaisons à l'est et « se tient actuellement par l'Ouergha avec le nord de Fez ». Quant à l'action secondaire à mener sur Sidi Bou Douma, elle aura pour but de ramener la tranquillité aux abords d'Ouezzan et d'effacer l'impression de la journée du 14.

C'est dans ces conditions que, ne pouvant disposer du groupe mobile de Taza engagé en pays Branès, le général Henrys constitue une colonne, dite du Nord, forte de 3.000 hommes environ, et répartie en deux groupes : l'un composé des troupes déjà campées à Aïn Defali [1], et dont le colonel Maurial [2] prend le commandement, — l'autre formé avec les dernières disponibilités de Fez et de Meknès [3], aux ordres du lieutenant-colonel Corbière.

Bien que l'effervescence, limitée tout d'abord aux Beni Mestara, se soit déjà propagée chez les Beni Mesguilda, Setta et gens de l'Aouf, la « colonne du Nord », placée sous les ordres du colonel Simon, commandant la subdivision de Fez, n'en exécute pas moins, point par point, le programme prévu.

Par le combat du djebel Aouf des 4 et 5 juin, elle nettoie dans une première phase les abords du camp d'Aïn Defali, reçoit la soumission de toutes les fractions de l'Aouf, et assure la continuité du front du Gharb et du front de Fez. Parcourant ensuite le pays au sud d'Ouezzan, elle vient séjourner à Sidi Bou Douma et se porte, au cours d'une deuxième phase, sur un rassemblement de Beni Mestara, retranchés à 12 kilomètres plus au nord, qu'elle défait entièrement au combat d'El Ançar, le 17 juin.

Le calme revenu, seul le groupe Maurial est maintenu aux confins du Gharb pour parachever, dans une troisième série d'opérations, l'œuvre

---

[1] Que viennent renforcer 2 compagnies actives prélevées sur les disponibilités de Rabat.
[2] Chef d'état-major de la région de Rabat.
[3] 2 bataillons, 1 batterie et 1 section d'artillerie, 2 pelotons de cavalerie et 1 goum.

entreprise, et créer le poste d'Aïn Defali, dont la construction sera achevée le 8 juillet[1].

Comme le groupe mobile de Taza, le groupe Corbière est rappelé pour de nouvelles opérations en pays Sless.

Menace sur l'Ouergha. — Au moment où toutes les disponibilités du général Henrys étaient, en effet, employées aux deux extrémités du front Nord, dans le Gharb et chez les Branès, l'effort de l'adversaire s'est brusquement porté au centre, droit au nord de Fez.

Des partisans Ouriaguel, Djaiat et Messiat se sont peu à peu groupés dans le Djebel : — autour d'El Hadjami qui, depuis longtemps inactif, a recommencé sa propagande, — d'Ali ben Abdessalem, chef énergique et lui aussi protégé allemand, — et du nouveau Rogui, Abd el Malek, qui commence également à rassembler des contingents dans la zone espagnole.

Déjà les rebelles ont effectué plusieurs incursions sur la rive gauche de l'Ouergha, chez les Fichtala et chez les Sless, dont les biens ont été pillés ou brûlés; et le 1er juin, au combat du djebel Messaoud, un premier contact a été pris avec les dissidents par un détachement léger qu'a formé en hâte le commandant du cercle de l'Ouergha[2]; ce dernier a été même contraint de se réfugier au poste de Kelaa des Sless, où il a été violemment attaqué le 4.

La question se pose de savoir si, malgré ses aléas, une action rapide entamée au nord de l'Ouergha préviendrait les tentatives de l'adversaire. Mais le général Lyautey considère qu'il importe « de voir les choses plus politiquement que militairement, et d'éviter de gratter la zone nord de l'Ouergha ». Il se refuse à toute démonstration d'un faible effectif ayant le caractère d'une provocation, et susceptible de déterminer un mouvement général : « ce qui a été le défaut », précise-t-il, de la première opération de police menée dans le Gharb, et qui a donné lieu à l'échec de Sidi Bou

---

[1] La couverture du pays est désormais assurée par deux secteurs de surveillance ayant pour points d'appui les postes d'Amama et d'Aïn Defali, qui tiennent les principales voies d'accès. Elle est étayée au nord, sur le versant du djebel Kourt et sur Arbaoua, par le système défensif d'Aïn Ouzif, — au sud, par le massif de l'Aouf qui assure la liaison sur l'Ouergha avec la région de Fez (un nouveau poste aux Ouled Othman garde le point de passage sur la rivière).

[2] Ce détachement, placé sous les ordres du commandant Becker, ne comprend qu'un goum, quatre compagnies et 2 canons, mais ses démonstrations entre Fès el Bali et Kelaa des Sless ont permis la concentration, le 25 mai, du groupe Corbière au gué de Mechra el Bacha, et détourné de la région du Gharb l'attention des dissidents.

Douma. Il s'agit en un mot, télégraphie-t-il, de ne pas se laisser entraîner à des opérations militaires inopportunes, et de ne pas faire, suivant son expression, «de la stratégie là où il n'y a pas lieu» [1].

Ne pouvant disposer avant une dizaine de jours des forces engagées aux deux ailes, le général Henrys décide en conséquence d'attendre les effets des opérations entamées en pays Branès et de l'action en cours au Gharb, avant de reporter la zone de sécurité jusqu'à l'Ouergha.

Dans ces conditions, il fait d'abord assurer le ravitaillement en munitions du poste de Kelaa des Sless, puis charge le commandant du cercle de l'Ouergha de constituer un barrage avec les éléments indigènes dont il dispose, et que la levée de nouveaux contingents prescrite chez les Cheraga et les Hiahina du nord doit renforcer. Il dirige enfin ses dernières disponibilités [2] sur Fez, qui est dégarnie de troupes et directement menacée.

S'appuyant sur les tribus restées fidèles, Sless et Fichtala, l'ensemble du dispositif résiste jusqu'au milieu de juin, grâce aux tribus soumises appelées ainsi, par la force des choses, à couvrir la capitale religieuse et commerciale du nord marocain. Mais le loyalisme des nouveaux contingents, profondément travaillé par les émissaires du Djebel, s'avère très vite incapable d'un effort prolongé. Bientôt, les Hiahina trahissent notre cause et ouvrent leur territoire aux hordes du nord.

Afin d'arrêter l'invasion et de rétablir la situation, le général Henrys décide de ne laisser chez les Branès que la garnison du poste de Bab Moroudj, et dans le Gharb que le groupe Maurial, pour rabattre concentriquement sur le moyen Ouergha les deux groupes mobiles opérant aux ailes. Il constitue ainsi, sous le commandement d'ensemble du colonel Simon, une masse importante — 7.000 hommes environ —, avec les colonnes Corbière et Derigoin, que viennent renforcer les effectifs déjà rappelés des Beni M'Guild sur Fez.

Concentrées respectivement à El Kelaa des Sless et à Souk et Tnine, de Marnissi, à 9 kilomètres à l'est de Tissa, ces deux colonnes convergent en trois jours sur l'Ouergha [3], qu'elles traversent en brisant toutes les résistances qu'oppose l'adversaire à leur passage (combats du djebel Ajouj des 25 et 26 juin). Puis, un sérieux rassemblement ayant été signalé au

---

[1] C. R. G. Télégramme à général Henrys, 118 C. M. C., 5 juin 1915.

[2] Un bataillon, une demi-batterie et un escadron du groupe mobile des Beni M'Guild.

[3] Par une chaleur extrême et en pays de montagne, le groupe Derigoin a fait en ces trois jours 90 kilomètres.

Dar Caïd, près d'El Khemis, elles se portent dans cette direction, s'élancent avec intrépidité à l'assaut de hauteurs fortement organisées par l'adversaire, dispersent les rebelles, et s'emparent de la demeure même d'Ali ben Abdessalem (combat d'El Haadour du 29 juin); ce dernier conduit par Si Mohamed Abd er Rahmane, chef de confrérie Derkaoua, vient faire sa soumission le 1er juillet.

Exécutée au jour et à l'heure fixés, cette action combinée et rapide a donc obtenu l'effet de masse recherché et rétabli en une semaine la situation en bordure de l'Ouergha. Dispersant les contingents venus du nord, châtiant les Hiahina rebelles, et soumettant les tribus de la rive droite Beni Ouriaguel et Djaïa, elle a prouvé en outre aux éléments qui avaient tenté de franchir la rivière qu'aucune barrière politique ne les mettait à l'abri de nos coups. Le 30 juin, le Gouvernement adresse ses félicitations au Résident général.

LA SITUATION D'ENSEMBLE EN AOÛT 1915[1].

Les avantages résultant de cette dernière campagne incitent le général Henrys à profiter de la situation actuelle « pour reprendre avec sérénité et prudente ténacité » son programme d'action, à la réalisation duquel le mouvement des Djebala a occasionné un temps d'arrêt.

Si d'une manière générale, le commandant général du Nord se sent maître de la situation sur l'ensemble des confins Nord, les tentatives faites en mai ont toutefois montré que les tribus environnant Ouezzan sont en garde, et que le moment n'est pas encore venu d'entamer cette question. Estimant donc préférable de demeurer sur ce front dans une attitude défensive, il décide d'attendre les effets de l'ordonnance résidentielle, en date du 19 mars, qui a prescrit les mesures économiques destinées à empêcher la sortie vers les Djebala des produits du Gharb.

Au nord de Fez, la barrière de l'Ouergha a été non seulement atteinte, mais encore couverte depuis les Setta jusqu'aux Senhadja par les tribus de la rive droite, qui ont fait leur soumission et collaborent avec nous; là aussi, il suffit donc de se borner à ne pas « perdre un pouce » des avantages récemment acquis par nos armes.

---

[1] Voir croquis n° 10.

La soumission des Branès enfin est presque un fait accompli : la locomotive est arrivée à Taza, et le couloir est suffisamment élargi au nord.

Dans son ensemble, la situation est aussi satisfaisante sur le front Tadla-Zaïan, où le colonel Garnier-Duplessis se déclare en mesure de tenir en respect toute tentative d'agression chleuh. Sur le front sud de Meknès, il suffira enfin de hâter l'œuvre entreprise du côté du Guigou, et marquée par l'installation du poste de Timhadit, en la complétant par la création d'un nouveau poste à Almis.

Par contre l'attitude des Riata et des Beni Ouaraïn, dont le bloc reste toujours complètement fermé à toute action politique, retient plus particulièrement l'attention du général Henrys.

En présence de la nécessité absolue d'aérer la vallée de l'Innaouen où doivent passer la grand'route et le chemin de fer de Taza à Fez, et devant l'impossibilité d'enlever «le monstrueux chaos de montagne» des Riata, le commandant général du Nord se propose d'entreprendre l'encerclement progressif de ce massif; seule cette manœuvre pourra, sans trop gros effort, faire tomber, à son sens, la menace qu'il constitue pour notre communication avec l'est, mais c'est là, dit-il, une «œuvre délicate et longue».

L'intention du général Henrys est d'entamer le problème par Taza, en gagnant à l'est de cette localité un point qui couvre, au sud, la voie ferrée entre Msoun et Taza. L'encerclement sera poursuivi ensuite, à l'ouest, par la mainmise sur les fractions Beni Ouaraïn de la plaine, établies en bordure de l'Innaouen; l'avance de ce côté se fera par les Beni Sadden, en déplaçant vers l'est le poste d'Aïn Sbit, dont le rayonnement politique semble avoir déjà donné le maximum de ce qu'on pouvait en attendre[1].

LA RÉALISATION PROGRESSIVE À L'AUTOMNE DU PROGRAMME TRACÉ[2].

Création du poste de Djebla. — Le 7 septembre, conformément à ce programme, les forces mobiles de Taza se portent sans coup férir sur Djebla où elles installent un nouveau poste relié à Bou Ladjeraf. Cette action a pour résultat immédiat non seulement de contraindre Abd el Malek

[1] Rapport du général Henrys n° 1182 N. R., 1er septembre 1915.
[2] Voir croquis n° 10.

à quitter les Riata[1] pour s'établir en bordure du Rif, mais encore d'arrêter les agressions qui se multipliaient sur la ligne Safsafat, Msoun, Taza.

Création du poste de Matmata[2]. — En vue de parer de même aux menaces que fait peser sur nos tribus soumises de la plaine la présence des bandes descendues de la montagne des Beni Ouaraïn, et de prévenir par une action offensive toute velléité d'intervention de leur part, les groupes de Taza et de Fez viennent se concentrer ensuite dans la vallée de l'Innaouen au camp d'el Kreibia, au confluent de l'oued Kifane.

Du 17 septembre au 30 octobre, la « colonne des Beni Ouaraïne », formée des deux groupes mobiles réunis sous les ordres du colonel Simon, à l'effectif de 9.000 hommes environ, franchit tour à tour les oued Zemlane et Matmata. Se portant ensuite à la rencontre des groupes adverses qui l'ont attendue au pied du massif montagneux et que soutiennent en arrière de forts contingents Riata concentrés dans la région d'Aïn bou Driss, au sud-est de Koudiat el Biad, elle les disperse par des combats de l'oued Ifran, le 1er octobre, et d'el Arba Tahala, le 4, après leur avoir infligé d'énormes pertes par le feu de son artillerie.

Un poste définitif est créé à Matmata, à 27 kilomètres à l'est d'Aïn Sbitt, sur la route makhzen qui va de Fez à Guercif en contournant par le sud le massif des Riata. Il couvre les Beni Sadden ralliés et les Beni Yazra en voie de soumission. Ainsi que l'écrit en outre le général Lyautey, après en avoir passé l'inspection le 25 novembre, il assure avec Koudiat el Biad, au nord, et Anoceur, au sud, une première ligne continue de surveillance des Beni Ouaraïn.

Au cours d'une tournée périphérique qu'il effectue ensuite du 12 novembre au 2 décembre, en suivant la rive ouest du Sebou depuis Almis jusqu'à Matmata, le groupe Corbière pousse des reconnaissances jusqu'à Tazouta et El Menzel, et tombe sur un campement adverse qu'il détruit, le 26 novembre, au sud de Matmata (combat de Sidi Abd er Rahmane).

Ainsi l'œuvre entreprise — élargissement et nettoyage du couloir de Taza — s'est accomplie suivant le rythme envisagé et sans réactions impor-

---

[1] Arrivé au nord de l'Ouergha, en juin, pour prendre sans doute la tête des rebelles et marcher avec eux sur Fez, Abd el Malek avait trouvé devant lui nos troupes victorieuses et dû continuer sa marche vers l'est, sans pouvoir s'arrêter chez les Branès que nous tenions; il avait gagné ainsi les Riata où il cherchait, non sans succès, à réveiller contre nous l'hostilité de cette tribu et celle des Beni Ouaraïn.

[2] Voir croquis n° 11.

tantes de l'adversaire. Des coups de sonde ont même préparé une installation éventuelle à El Menzel, tandis que notre avance dans la boucle du Sebou s'est poursuivie en même temps par le sud.

Création du poste d'Almis. — Venu en effet inspecter le nouveau poste de Timhadit, le 30 octobre, le général Lyautey a décidé la création d'un poste à Almis, en liaison avec Anoceur, en vue d'assurer la possession de la première chaîne du Moyen Atlas, et de permettre au commandant du cercle Beni M'Guild d'étendre dès maintenant son action militaire et politique jusqu'à la seconde chaîne qui sépare la vallée du Guigou de la Moulouya. Cette opération a été effectuée sans coup férir par le commandant Colombat en octobre.

Emprise sur Ouezzan. — D'autre part, l'interdiction de sortie des grains, ordonnée en complément de l'action entreprise dans le Gharb et sur le moyen Ouergha, a commencé également à porter ses fruits. De plus en plus, le blocus paraît un moyen d'action susceptible d'ébranler l'esprit d'hostilité des populations voisines de la frontière. Il a amené, en tous cas, le chérif Moulay Ali, opposé à toute transaction, à quitter Ouezzan, où le pouvoir est passé en novembre au caïd Si Allal, qui s'appuie sur le sultan et sur nous.

Création d'un poste à Tanant. — Enfin, dans la région de Marrakech, après un long travail politique préparatoire, le colonel de Lamothe a pu pousser en décembre un poste à Tanant (20 kilomètres au nord de Demnat), au débouché de la route menant sur le haut oued el Abid. Non seulement cette installation assure la couverture est de la plaine de Marrakech, mais elle doit encore préparer notre progression ultérieure sur l'oued el Abid, en encerclant d'ores et déjà par le sud le massif chleuh, qui tombera, écrit le général Lyautey, le jour où les effectifs de Khenifra et de Tadla leur permettront d'intervenir concentriquement par l'est[1].

Cependant, malgré l'ensemble des circonstances favorables qui ont accompagné cette extension de nos troupes en pays Beni Ouaraïn et Aït Youssi, la fin de l'année est marquée par une recrudescence considérable de la propagande anti-française. Grâce aux subsides que les Allemands

[1] C. R. G. Télégramme de guerre, 457 G, 2 décembre 1915.

continuent à répandre jusque dans l'Atlas, la coordination des efforts adverses commence à s'affirmer par une liaison plus effective entre l'ensemble de tous les agitateurs du Maroc.

L'EXTENSION DES AGRESSIONS EN BORDURE DU MOYEN ATLAS.

Front zaïan[1]. — Le général Garnier-Duplessis a été violemment assailli au moment où il franchissait les défilés de la Pierre Percée et du Bou Arrar, après avoir assuré le ravitaillement d'hiver de Khenifra; le 11 novembre, au combat des Aït Affi, la colonne n'a pu se dégager que par une contre-attaque à la baïonnette, qui a coûté 4 tués et 24 blessés. Et cette poussée subite des Zaïan a paru si nettement hostile que le général Henrys a dû combiner encore une fois l'action des deux groupes mobiles du Tadla et des Beni M'Guild pour rejeter les rebelles au delà de l'Oum er Rbia (combat de Sidi Amelal[2], le 19 novembre[3]).

Du 22 au 29 novembre, le groupe des Beni M'Guild a dû ensuite nettoyer les abords de son front, pour forcer les Mrabtines qui débordaient à leur tour de la montagne à rentrer dans leurs douars. Agissant pour son compte, d'abord de front vers El Hammam, puis à revers en partant de Timhadit, le colonel Thouvenel a effectué cependant ces opérations sans aucune perte[4].

Mais si cette prompte riposte a arrêté net toute velléité d'offensive des tribus du Moyen Atlas, celles-ci restent très travaillées, et l'on signale que Sidi Raho, après avoir été pendant deux ans l'âme de la révolte dans la région de Fez, recommence à montrer son activité en bordure du Guigou.

Front nord de Taza[5]. — Au nord de Taza aussi, la situation a exigé de sérieuses mesures de précaution. Définitivement rallié à la cause allemande, Abd el Malek s'est en effet installé en bordure du Rif. Là il se tient en liaison très étroite avec Melilla et la côte, par où lui parviennent armes et munitions; là sont venus le rejoindre les internés politiques récemment échappés du camp de Sebdou. Il a pu former ainsi chez les Gueznaïa, à

---

[1] Voir carte n° 5.
[2] 6 kilomètres sud-est du poste de Mrirt.
[3] Rapport du général Henrys, 2656 *bis* N, 26 novembre 1915.
[4] Rapport du général Henrys, 2878 N, 24 décembre 1915.
[5] Voir carte n° 4.

portée immédiate de la zone récemment soumise des Branès, une harka importante que sont venus grossir peu à peu des contingents Riata et Beni Ouaraïn, et qui groupe déjà environ 300 cavaliers et 1.500 fantassins.

Portées aussitôt en pays Maghraoua, les forces mobiles de Taza ont, il est vrai, bousculé malgré l'approche de l'hiver, ces rassemblements, après un vif engagement sur les pentes du Bou Mehiris (combat d'Araghbia du 10 décembre). Malheureusement, les intempéries sont venues encore interrompre cette action de répression et renforcer le prestige d'Abd el Malek, Ce dernier continue à lancer ses partisans sur nos confins, et à inquiéter plus particulièrement la sécurité des convois dirigés sur Bab Moroudj.

Devant cette grave menace, le général Henrys va décider de frapper un grand coup, et de marcher sur le camp de l'agitateur, établi à Souk el Had Habdou.

Front Ait Youssi[1]. — Profitant du retour du beau temps indispensable à toute manœuvre dans cette région, les groupes mobiles de Fez et de Taza se disposent donc à se jeter sur Abd el Malek. Mais à ce moment Sidi Raho, passant subitement à l'offensive, franchit lui-même le Guigou et vient intercepter la route d'Anoceur à Almis. En même temps les Zaïan, débordant sur la rive droite de l'Oum er Rbia, prennent de leur côté une attitude franchement hostile.

Dès les premiers jours de janvier, la situation est donc simultanément troublée sur chacun des fronts du commandement général du Nord.

Ayant absolument besoin de calme dans la région de Sefrou pour pouvoir agir en toute liberté contre le gros danger que constitue Abd el Malek, le général Henrys décide d'en finir d'abord avec Sidi Raho, en concentrant sur lui l'action des groupes de Fez (colonel Théveney) et d'Ito (commandant Colombat). Malgré la neige et les difficultés considérables d'un pays de haute haltitude, ces deux groupes réussissent à envelopper concentriquement, le 7 janvier, les campements du marabout et, en se rendant maîtres du djebel Aouinet, à refouler les Aït Youssi dans leurs montagnes. La colonne campe ainsi à Tarzout, dont l'importance géographique et politique peut être déjà constatée[2].

---

[1] Voir carte n° 6.

[2] Des reconnaissances sont poussées du même coup dans la haute vallée de l'oued Bou el-Mane, au sud de Tarzout, et dans la vallée du Guigou, en aval de Tarzout, vers Tafraout.

Ces opérations sont complétées par une tournée de police chez les Beni Ouaraïn, dont le groupe mobile de Fez traverse diagonalement le territoire en touchant barre aux postes de Matmata et d'Amelil, avant de se porter contre Abd el Malek, et par l'intervention sur l'Oum er Rbia du groupe mobile des Beni M'Guild, qui se porte à la rencontre de la colonne de ravitaillement venant du Tadla pour arrêter la nouvelle poussée berbère que tous les renseignements s'accordent à signaler comme imminente.

Après un combat heureux mais très vif[1], livré le 19 janvier aux Zaïan qui tentaient de lui barrer la route (combat d'El Bordj), le groupe des Beni M'Guild opère à Khenifra sa jonction avec le groupe du Tadla et, par une manœuvre habile concertée avec ce dernier, inflige le 23 janvier une sérieuse leçon aux nombreux dissidents qui ont franchi l'Oum er Rbia (combat du djebel Allal). C'est la troisième fois depuis l'affaire d'El Herri que, par des mouvements coordonnés, les forces du Tadla et de Meknès rejettent ainsi violemment les Berbères dans leurs montagnes.

Prise du camp d'Abd el Malek. — Venu de Rabat avec l'intention de présider au refoulement des Zaïan, le général Henrys a dû cependant, lors de son passage à Meknès, abandonner ce projet et, en raison de la gravité de la situation signalée, comme on l'a vu[2], au nord des Branès, se rendre immédiatement à Taza. Il n'est plus possible d'attendre en effet pour agir l'arrivée du groupe mobile de Fez, car la harka d'Abd el Malek comprend déjà plus de 2.000 fusils à Souk el Had, et un rassemblement annexe est en outre signalé en formation à Souk es Sebt, à 25 kilomètres nord de Msoun,

Dans ces conditions, le général Henrys concentre immédiatement le groupe de Taza à Aïn Dro, point d'eau à 10 kilomètres environ à l'est de Bab Moroudj et au sud de Souk el Had, et lui donne l'ordre de se porter sur le camp d'Abd el Malek, sans attendre l'arrivée des troupes de Fez. Son action sera protégée par les premiers éléments de ce dernier groupe, qu'il porte d'urgence d'Amelil sur Bab Moroudj, en vue d'assurer le repli de la colonne d'attaque, et de maintenir en respect les Beni Bou Yala, au nord et à l'ouest de ce poste.

Le 27 janvier, le colonel Corbière exécute par surprise cette opération,

---

[1] 3 tués, 17 blessés.

[2] Cf page 47.

qui réussit entièrement, au prix de pertes légères[1]. Après une violente préparation d'artillerie, la cavalerie et les partisans, soutenus par deux compagnies montées de Légion, exécutent une marche rapide, enlèvent le camp, le razzient et le détruisent entièrement. Abd el Malek prend la fuite.

Après ce succès, le 28 janvier, les forces de Taza se jettent vers l'ouest, font leur jonction avec le groupe arrivé enfin de Fez et, sous le commandement du colonel Simon, bousculent une nouvelle bande de rebelles qui s'est constituée entre-temps chez les Beni Bou Yala.

LES RÉSULTATS OBTENUS EN MARS 1916[2].

En établissant, au moment de son départ pour la France, 18 mois après le commencement de la guerre, le bilan de l'activité de ses troupes sur le front marocain, le général Henrys met en lumière les résultats politiques et militaires qu'il a obtenus et qui peuvent se résumer ainsi :

« Sur le front Tadla-Zaïan, l'armature qui défend de ce côté le Maroc contre le monde berbère a résisté à de nombreux et vigoureux chocs. Au sud des régions de Fez et de Meknès, nous avons rectifié notre front, assuré de ce côté notre couverture en profondeur et fait du même coup tomber dans nos lignes la grande forêt berbère.

« Au sud de Fez encore, notre action politique a gagné peu à peu la grande boucle du Sebou. Nous sommes, par transhumance des Aït Youssi et des Marmoucha, en relations avec le versant sud du Moyen Atlas, et par les Beni M'Guild soumis de la région de Meknès, notre voix se fait entendre dans la haute Moulouya.

« A l'est, notre installation à Matmata a fait tomber dans nos lignes la plus grande partie de l'Innaouen. Nos ingénieurs y tracent en ce moment la route et le chemin de fer. Les Beni Ouaraïn pillards ont été rejetés dans la montagne, l'encerclement des Riata se prononce; notre base d'action vers le sud-est s'élargit d'Anoceur à Amelil. De même, à hauteur de Taza, nos communications vers l'Algérie ont perdu leur aspect linéaire; le couloir s'est déjà du côté du nord largement évasé par la soumission des

[1] 2 tués, 8 blessés.
[2] Voir croquis n° 12.

Branès. Le chemin de fer a pu accéder à Taza et la ligne télégraphique de Fez à Oudjda, détruite avant la guerre et longtemps interrompue, a pu être refaite et fonctionne régulièrement. De ce côté enfin, l'action allemande a reçu, par la défaite d'Abd el Malek, un coup dont elle aura du mal à se relever dans cette région.

« Au nord, nous avons acquis une grande partie de la rive droite de l'Ouergha, après y avoir brisé un redoutable effort de nos ennemis dirigé contre Fez même, cœur politique du Nord marocain.

« Sur les confins du Gharb et du Djebel, après avoir repoussé les hordes affamées que les excitations allemandes avaient lancées contre nous, nous avons pris une bonne position d'attente et mis économiquement la main sur Ouezzan, capitale commerciale de toute cette région [1] ».

En définitive, la situation militaire a été non seulement stabilisée sur l'ensemble des fronts marocains, mais encore améliorée à la périphérie des territoires occupés. L'effort de nos troupes a, d'autre part, assuré la tranquillité la plus parfaite au pays soumis, et à aucun moment l'activité économique du Maroc, régénérée [2], dont l'exposition de Casablanca, en septembre, a été une remarquable manifestation, ne s'est trouvée compromise ni même gênée par les luttes ardentes engagées presque sans trêve tout au long des zones de contact.

Dans sa lettre du 17 juillet 1915, le ministre de la Guerre a déjà fait ressortir comment le Résident général a réussi « à transformer en moins de trois ans ce pays, le plus fermé aux étrangers et aux Européens, en une des nations les plus rattachées à la France », et combien cette « constatation inattendue concourt au maintien du loyalisme de nos autres colonies africaines..... » [3].

Le 12 octobre 1915, M. Sarraut, ministre de l'Instruction Publique, apporte, à Sidi Lamine, la médaille militaire au général Lyautey [4].

---

[1] Rapport du général Henrys sur les événements politiques et militaires de son commandement du 1er août 1914 au 1er mars 1916, n° 2.203 N.R. du 18 mars 1916.

[2] Venu à Paris en juillet 1915, le général Lyautey y a reçu l'assurance que l'aide financière et morale, dont le Maroc avait besoin pour continuer à poursuivre sa tâche et pour se développer, en dépit de la guerre générale, ne lui manquerait pas.

[3] Guerre. Lettre à C.R. G., 3805 9/11, 17 juillet 1915.

[4] C'est l'adjudant Caviglioli, le plus ancien médaillé de la colonne rassemblée à Sidi-Lamine qui, sur le désir exprimé par le général Lyautey, remet lui-même l'insigne à son chef devant le front des troupes.

DEUXIÈME PARTIE.

LA CONSOLIDATION DES FRONTS EN 1916.

CHAPITRE V.

LE PROGRAMME D'ACTION.

La situation politique et militaire. — Les projets d'opérations.

LA SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE.

Au 1er avril 1916, la situation générale est caractérisée dans le Nord par une certaine détente résultant de la défaite infligée à Abd el Malek. Sur les autres fronts, la propagande germano-islamique se poursuit activement; elle maintient les insoumis dans leur attitude agressive, en entretenant dans l'Atlas les foyers hostiles formés autour de Sidi Raho, d'une part, du Zaïani et de Moha ou Saïd, de l'autre, et en déterminant, dans l'extrême Sud, un renouveau d'activité mahdiste. Enfin, dans la région des confins algéro-marocains, les rebelles ont remporté un succès local, et l'attaque de Gourrama à Bou Denib, le 14 mars, nous a coûté des pertes sérieuses [1].

Du point de vue militaire, la situation d'ensemble se présente ainsi qu'il suit :

Depuis octobre 1914 [2], le corps d'occupation a encore subi de nouveaux

[1] Affaire de Kadoussa (76 morts, dont 3 officiers et 11 blessés sur un effectif de 132 hommes).

[2] Pour la situation au 1er octobre 1914, se reporter page 23.

prélèvements[1] qui ont porté à 42 bataillons, 12 escadrons, 11 batteries le total des forces actives envoyées en France depuis le début de la guerre jusqu'au 1er janvier 1916[2].

L'entretien de ces effectifs a incombé en outre en partie au corps d'occupation, soit qu'il ait été assuré par des relèves collectives (en ce qui concerne les escadrons de cavalerie indigène ou de chasseurs d'Afrique par exemple[3]), soit qu'on ait adopté le principe des relèves individuelles (pour les bataillons marocains, d'infanterie légère d'Afrique ou de Sénégalais).

On peut avoir une idée de la contribution des troupes du Maroc aux opérations du front Nord-Est par le chiffre des envois effectués sur la métropole depuis la mobilisation jusqu'en septembre 1915 : ce chiffre a dépassé 50.000 hommes[4].

L'effectif du début de la guerre a été cependant sensiblement reconstitué, grâce aux envois de France et d'Afrique Occidentale, ou par la création d'unités nouvelles.

En ce qui concerne l'infanterie en particulier, l'arrivée des bataillons de territoriaux (19 bataillons) a compensé en partie le départ des bataillons actifs, et les contingents venus de Dakar — 10.000 hommes environ, — ont permis de reporter au chiffre d'avant-guerre (12 bataillons) le nombre des bataillons sénégalais qui avait été progressivement réduit de plus de moitié. Le recrutement régional a fourni, par ailleurs, la valeur de quelques bataillons de zouaves et d'infanterie légère d'Afrique, en partie formés avec les recrues françaises des classes 1914 et 1915. Enfin les engagements des indigènes du Maroc ont permis la création de trois nouveaux bataillons de troupes auxiliaires et de quatre goums mixtes.

En définitive, au 1er janvier 1916, le corps d'occupation compte encore

---

[1] Un bataillon de marche d'Afrique et quatre escadrons (3 de chasseurs d'Afrique, 1 de spahis marocains), en novembre 1914; — une brigade sénégalaise (brigade Scal à 4 bataillons) et un régiment de cavalerie (régiment de mars du 2e spahis), en mai 1915; — quatre batteries (3 de 65, 1 de 75), en novembre 1915.

Deux batteries et un bataillon de marche d'Afrique qui avaient été dirigés sur la métropole en novembre 1914 ont dû être renvoyés au Maroc, dès leur arrivée en France, à la suite de l'affaire d'El Herri.

[2] Cf. Appendice n° 9 : Relevé des troupes fournies par le Maroc à la métropole depuis la mobilisation jusqu'à l'armistice.

[3] Le principe de la relève collective a joué à partir de mars 1915 (Dépêche ministérielle 1423-9/11 du 29 mars 1915).

[4] Cf. Appendice n° 10 : Effectif total prélevé sur le Maroc depuis la mobilisation jusqu'au 25 septembre 1915.

54 bataillons et 4 groupes spéciaux, 29 escadrons, 16 batteries et 4 sections de troupes auxiliaires marocaines. Son effectif est de 2.066 officiers et de 84.582 hommes[1].

Mais, ainsi que l'a déjà écrit, le 16 décembre 1914, le général Lyautey, «ce sont les bons bataillons rompus au climat et à la guerre du Maroc qui ont été dirigés sur la frontière de l'Est». Et, sans méconnaître les services que peuvent rendre les territoriaux, Sénégalais, bataillons d'Afrique, groupes spéciaux, etc., on doit reconnaître que ces éléments n'en constituent pas moins, suivant une expression du commandant des troupes, « des unités de deuxième mouture », qu'il est difficile d'employer en première ligne[2].

Si l'on se borne à considérer les situations d'effectifs, le corps d'occupation ne paraît pas avoir été sensiblement amoindri depuis la mobilisation. Mais le seul examen des chiffres ne peut donner une idée exacte de la question. A plusieurs reprises et, en particulier, en juin 1915[3], le général Lyautey s'efforce de la présenter sous son véritable jour, et fait ressortir qu'aucune des troupes qui lui ont été envoyées pour reconstituer l'effectif du début de la guerre n'est réellement utilisable «comme force vive et surtout comme force mobile».

Les bataillons de territoriaux ont montré la plus entière bonne volonté, se sont notablement endurcis et aguerris depuis leur arrivée, et certains d'entre eux ont fait très bonne figure au feu. Ils tiennent les garnisons et même des postes avancés. Mais ils seraient physiquement hors d'état de résister aux exigences de la défense mobile, de se livrer à des marches de 30 ou 40 kilomètres dans un pays difficile, sans routes, quelquefois même sans pistes, avec des équipages d'un faible effectif, entraînant la privation du confort le plus élémentaire et la réduction des ravitaillements au strict minimum. En un mot, ils ne peuvent « marcher», surtout sous le climat marocain. La même observation s'applique, pour les mêmes causes, aux bataillons de réservistes locaux.

Quant aux Sénégalais des nouvelles formations, l'expérience a montré qu'ils ne seront utilisables qu'après un long délai. Provenant des dernières levées, ils sont arrivés sans aucune instruction, ne sachant pas manier un fusil et n'ayant rien d'une troupe. Leur recrutement hâtif et intensif a donné

[1] Cf. Appendice n° 3 : Composition globale des troupes du Maroc (1er janvier 1916).
[2] C. R. G. Lettre à Guerre, 219 M/C, 16 décembre 1914.
[3] Cf. Note 1 de la page 55.

des résultats très inférieurs au point de vue de la sélection physique et de la résistance. Il faut au minimum dix-huit mois ou deux ans pour en faire des soldats. Lors du départ des premières unités (régiment Claudel), les nouveaux bataillons n'ont pu les remplacer comme éléments de couverture et ont dû être maintenus à l'arrière dans les camps d'instruction.

Or, au Maroc, « on ne se garde que par le mouvement, on ne peut faire que de la guerre de manœuvre ». Pour résister à la poussée toujours renaissante d'un adversaire agressif, mobile, rustique, bien armé, il ne suffit pas de tenir des garnisons et des postes, il faut opposer à l'ennemi des forces mobiles, entraînées, rustiques, et sans cesse en mouvement.

Puisque l'on ne peut faire entrer dans la composition de ces forces aucun des éléments de remplacement venus depuis la mobilisation, il ne reste plus au Maroc en juin 1915, comme force d'infanterie active, que les dix-neuf bataillons de l'ancien corps d'occupation.

De ces dix-neuf bataillons, l'infanterie légère d'Afrique en fournit trois, dont tous les bons éléments ont été dirigés sur le front du Nord-Est; tels qu'ils sont actuellement constitués, sans cesse écrémés, en cadres et en hommes, pour l'envoi de renforts en France, ces bataillons restent à peu près inutilisables.

Il y a, d'autre part, cinq bataillons de Légion Étrangère. Mais la Légion, composée en majorité d'Allemands et si solide en temps normal, a été très ébranlée par la guerre. On ne peut plus que très difficilement l'employer dans les régions en contact avec la zone espagnole, où jamais les agences de désertion n'ont été plus nombreuses.

Seuls, onze bataillons représentent donc une force réelle et susceptible d'entrer dans la composition des groupes mobiles pour participer à des opérations actives sur n'importe quel point des divers fronts marocains. On peut dès lors concevoir quelle est la fatigue, l'usure de ces unités toujours les mêmes, sans cesse en mouvement, sans être renouvelées ni renforcées.

En ce qui concerne les cadres, la situation n'est pas moins difficile. Il ne reste plus aucune doublure ni aucun jeu pour les grands commandements de régions et de subdivisions, sur lesquels repose toute l'organisation du Maroc. La valeur des cadres subalternes a, d'autre part, considérablement diminué; beaucoup d'officiers, envoyés en France, ont été remplacés par des officiers blessés ou malades, dont certains sont incapables d'exercer un commandement actif.

Dans l'ensemble, on peut dire « qu'il y a usure croissante de l'outil défensif, et que la question qui domine tout, c'est de maintenir l'organisme

à sa valeur actuelle, qui est sa valeur minimum. Pour cela, il ne faut plus rien prendre sans l'y remplacer et par des quantités de valeur égale» [1].

Les desiderata du général Lyautey furent entendus à Paris [2] et après avoir, au début de 1916, approuvé le programme d'action du Résident général, le Gouvernement cessa tout prélèvement sur le corps d'occupation du Maroc [3].

La médiocre valeur d'une partie de ses troupes ne devait cependant pas être sans causer par la suite au général Lyautey de sérieuses préoccupations.

LES PROJETS D'OPÉRATIONS [4].

Dès le 19 mars, le général Henrys a envisagé la nécessité d'entreprendre, à partir du printemps, un certain nombre d'opérations qu'il considère comme le développement normal des améliorations déjà obtenues au cours des dix-huit mois de guerre écoulés.

Son programme d'action est basé sur les considérations suivantes :

Sur le front Nord, face à la zone espagnole, la couverture naturelle de l'Ouergha, étayée par les tribus récemment soumises de la rive droite, offre bien, au centre, la résistance nécessaire, mais les deux ailes de notre ligne présentent encore des points faibles.

A l'ouest, dans le Gharb, l'organisation défensive des populations ralliées, bien qu'appuyée sur les postes d'Amama et d'Aïn Defali, devrait être complétée par l'occupation d'Ouezzan. Mais malgré notre très réelle emprise politique et économique sur cet important marché, une avance serait susceptible d'amener des réactions sérieuses de la part des tribus environnantes : elle n'est donc à envisager que dans le cas où les circonstances extérieures et nos disponibilités militaires le permettraient.

A l'autre extrémité de la ligne, à l'est, il existe toujours, entre l'Ouer-

---

[1] Rapports du général Lyautey au Ministre de la Guerre, 124 C. M. C., 11 juin, — 1964 C. M., 24 juin 1915.

[2] Guerre. Lettre à C. R. G., n° 3805-9/11, 17 juillet 1915.

[3] E. M. A. (section d'Afrique). Note sur les effectifs combattants de l'Afrique du Nord, 8885-9/11, 10 novembre 1916.

[4] Voir croquis n° 12.

gha et les Branès, une lacune, véritable couloir d'invasion propre à un mouvement partant du Rif, que l'installation d'un poste chez les Senhadja fermerait utilement. La création d'un autre poste sur le haut oued Msoun, vers Souk es Sebt ou Souk el Had, assurerait, d'autre part, une protection plus efficace, face au nord, au tronçon de notre ligne d'étape Taza, Msoun.

Sur le front Sud, face à la grande dissidence berbère du Moyen Atlas, il parait nécessaire d'accentuer d'abord l'encerclement du massif des Riata que nous sommes dans l'impossibilité d'enlever de vive force. Il y aurait donc lieu de remplacer le centre de Djebla par un poste plus éloigné de Taza vers le sud.

Toujours dans le même but d'encerclement, mais aussi pour mieux contenir les Beni Ouaraïn, il serait opportun d'étudier ensuite la possibilité de pousser en avant le poste de Matmata, en le déplaçant vers l'est, sur l'axe de la vieille route makhzen de Fez à Guercif.

Notre ligne générale de surveillance et de manœuvre présente enfin deux points faibles entre Amelil et Almis. D'une part, la tribu arabe des Beni Yazra, ralliée sans que son territoire soit occupé, est constamment soumise aux empiètements des Berbères environnants : l'occupation d'El Menzel, par exemple, y remédierait heureusement; d'autre part la zone d'influence du poste d'Almis serait avantageusement complétée par l'installation d'un poste à Tarzout. Ces deux points, on le sait, ont déjà été reconnus.

Sur le front Timhadit, Tanant, diverses autres régularisations de la ligne sont à envisager :

— Le point actuellement le plus délicat est d'abord la brèche El Bordj, Foum Teguett, par où font irruption vers la plaine les bandes Zaïan et Mrabtines du haut Oum er Rbia. Mais les difficultés résultant du terrain et du caractère des populations sont telles que l'avance de notre aile par Timhadit semble seule pouvoir réduire ce foyer de résistance: il y a donc lieu d'admettre que, pour quelque temps encore, il faudra s'en tenir à la défensive active entre Mrirt et Khenifra, et au refoulement périodique des dissidents, « qui essaient de gicler entre nos postes ».

— Par contre, il semble nécessaire et possible d'améliorer nos communications entre Kasba Tadla et Khenifra, en déplaçant vers le sud, jusqu'à l'Oum er Rbia, le poste de Sidi Lamine, ce qui donnerait le moyen d'interdire à l'adversaire la rive droite du fleuve.

— Enfin, en face de Kasba Tadla, la plaine jusqu'au pied des monts

nous échappe, et en particulier le marché très important des Beni Mellal, où viennent s'approvisionner les populations et les marchés secondaires du Moyen Atlas jusqu'aux Zaïan, et qui, de ce fait, peut être considéré comme la clef économique et politique du pays chleuh. Son occupation enlèverait au poste de Kasba Tadla son caractère actuel de « presidio » ; elle semble d'ailleurs devoir être sérieusement facilitée depuis l'établissement du poste de Tanant.

Cependant, ainsi que le fait remarquer le général Henrys dans sa conclusion, la réalisation de ce programme « demeure entièrement subordonnée à la situation générale en Europe, aux besoins que la France pourrait encore avoir de ses troupes marocaines », et à bien d'autres considérations, dont le Résident général est seul juge. Le commandant du front Nord précise que l'œuvre restant à accomplir ne vise, de toutes façons, que le renforcement des fronts défensifs, « à défaut d'expansion que les événements empêchent pour le moment d'envisager » [1].

Le 25 avril, de son côté [2], après avoir examiné la situation politique et militaire avec le général Henrys, le commandant en chef des troupes du Maroc rendait compte au ministre de ce qu'il fallait constater qu'avec la prolongation de la guerre en Europe et la persistance de la propagande allemande au Maroc, nos adversaires, loin de désarmer, marquaient une confiance croissante dans notre insuccès final, et que, sur tous les fronts du Maroc, les rebelles se montraient de plus en plus agressifs.

Le général Lyautey ajoutait : « Il faut, du reste, se rendre compte que l'immobilisation à peu près complète de nos divers fronts et leur attitude purement défensive, imposée depuis le début de la guerre par la réduction de nos effectifs actifs, et succédant à la progression continue des années précédentes, apporte l'argument le plus facile à exploiter chez les dissidents pour leur faire croire à notre impuissance. »

« La situation étant telle, concluait-il, le problème à résoudre pour rester ici d'aplomb jusqu'à la fin de la guerre, quelle qu'en soit la durée,

---

[1] Rapport du général Henrys n° 2.203 N. R. du 19 mars 1916.

[2] Pour des raisons que le général Lyautey attribue à une négligence provenant de ses déplacements continuels, ce rapport d'ensemble du général Henrys ne sera transmis au Gouvernement qu'en novembre 1916.

(C. R. G. Lettres à Guerre et à Affaires étrangères, 531 et 532 C. M. C., 29 novembre 1916.)

est de combiner les ressources militaires dont aucun renforcement ne peut être prévu, au contraire, et d'en articuler le commandement, de façon à donner sur les points essentiels l'effort maximum, tout en n'étant inerte nulle part. »

Le général Lyautey comptait, en définitive, «profiter de la bonne saison pour marquer sur tous les fronts une reprise d'activité qui, sans engager aucune pénétration nouvelle, ait seulement en vue d'assurer dans de meilleures conditions la sécurité sur tous les points encore faibles de l'armature, et donne à tous les dissidents l'impression d'une action commune et coordonnée qui contrebalance de la seule façon efficace la légende de notre impuissance» [1].

---

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 58, 25 avril 1916.

CHAPITRE VI.

LA RÉALISATION DES DIRECTIVES GÉNÉRALES DU COMMANDANT EN CHEF DE MAI À JUILLET.

Les opérations de printemps. — La colonne des Beni Ouaraïn, en juin. — Le dégagement de la vallée de l'Innaouen, en juillet.

C'est le programme d'action tracé par le général Henrys et notifié par lui, sous la forme de directives, aux différents commandants de Région que, sauf quelques modalités imposées par les circonstances, le général Lyautey va en définitive faire appliquer.

Dans ce but, il prend directement en mains, sans intermédiaire, la direction d'ensemble des opérations et, après avoir inspecté le front de l'Ouergha, où la situation reste satisfaisante, se transporte à la fin d'avril à Fez.

De là sa présence se fera constamment sentir aux points sensibles et aux pivots de manœuvre : d'abord à Tarzout, d'où l'on commande les débouchés du Guigou vers les Beni Ouaraïn et vers la Moulouya, — ensuite à Aïn Leuh, dont l'occupation doit peser sur l'attitude des tribus résidant entre Guigou et Moulouya, en même temps que servir de base à l'action de flanc préconisée vers l'ouest contre les Zaïan, — enfin à Oudjda, pour entrer en contact avec les autorités dont dépendent les troupes du territoire de Bou Denib, et à Tanant, où il peut se rendre compte des conditions d'une avance par l'oued el Abid. Son action s'exerce ainsi constamment à pied d'œuvre pour coordonner les mouvements des troupes.

A vrai dire, les opérations entreprises sur tous les fronts ne sont pas simultanées et offrent un aspect quelque peu décousu, dont l'origine doit être recherchée d'abord dans la diversité des tâches attribuées à chacun des groupes mobiles. Le caractère de ces actions variera ensuite selon les circonstances, que les progressions réalisées soient dues à l'activité normale de ces groupes mobiles ou à l'effritement de la dissidence en face d'eux, ou qu'elles soient le résultat de la riposte imposée par une attaque.

Dans tous les cas, une même idée d'ensemble présidera aux mouvements de cette période, dont la concordance a toujours été établie quand les nécessités du moment l'ont réclamée. Ainsi, par exemple, les reconnaissances poussées de Meknès jusqu'aux cols du Moyen Atlas, à 50 kilomètres de Kasbat et Maghzen, coïncideront, en mai, avec les actions entreprises par le groupe de Bou Denib sur le Ziz, et par le groupe de Fez dans la boucle du Sebou; ainsi l'on verra le colonel Poeymirau prendre, en juin, l'initiative de modifier entièrement son programme d'action pour prêter appui aux troupes de Fez et marcher au secours du poste de Tarzout assiégé.

C'est donc seulement pour la commodité du récit que les opérations de chacun des groupes mobiles seront ici exposées successivement, pour chaque front.

LES OPÉRATIONS DU PRINTEMPS.

Opérant d'abord au sud-est de Taza, *le groupe mobile de Taza*[1] prépare, sous les ordres du lieutenant-colonel Charlet, l'installation d'un poste à Sidi Embarek, à 17 kilomètres au sud de Msoun, pour compléter par l'est l'investissement du massif des Riata.

Il se rend ensuite chez les Beni Bou Yala, au nord de Taza, et parcourt pour la première fois tout le massif montagneux dominant les postes d'Amelil et de Bab Moroudj. Confirmant ainsi les résultats obtenus au cours de la colonne de janvier, il montre aux fractions soumises des Branès que les harkas d'Abd el Malek réunies dans leur voisinage ne sauraient avoir aucune action sur nos forces et sur nos intentions. Tout le pays est ainsi nettoyé, du 24 mai ou 5 juin, sans autre incident que le combat livré le 29 mai à Djenane Medjbeur[2]; les Beni Bou Yala font leur soumission[3].

Mais, le Résident général estimant alors que notre installation à Bab Moroudj répond suffisamment aux nécessités du moment, ces opérations ne furent pas sanctionnées par la création des postes qui avaient été prévus pour boucher l'intervalle existant entre l'Ouergha et les Branès, et

[1] Voir carte n° 4.
[2] Sur l'oued Leben, à 20 kilomètres environ au nord-est de El Arba de Tissa.
[3] Le combat a coûté à nos troupes 3 tués et 21 blessés.

pour assurer la couverture de la ligne d'étapes au nord et au sud de Msoun.

Le groupe mobile de Fez[1] exerce son action, du 27 avril au 15 mai, en bordure des Beni Ouaraïn, et installe à El Menzel, à 25 kilomètres à l'est de Sefrou, un poste destiné à fermer la trouée entre Anoceur et Matmata. Ainsi sera créée contre les incursions de l'adversaire sur nos communications et sur nos tribus soumises Beni Yazra, une base de protection qui constituera en même temps le premier jalon de notre pénétration ultérieure dans le massif Beni Ouaraïn.

Le 23 mai, placé sous le commandement du colonel Théveney, le groupe mobile repart de Fez pour Almis, où il se met en liaison avec le groupe de Meknès. Le poste d'Almis est ensuite transféré sans incidents à Tarzout, sur la route directe de Fez à Kasbat el Maghzen, et les opérations prennent fin le 10 juin.

Le groupe mobile de Meknès[2], après avoir, au début d'avril, aidé au ravitaillement de Khenifra, en barrant encore une fois à l'adversaire la brèche du Foum Teguett, vient opérer en mai sur le front sud de sa propre zone d'action, de Lias à Almis exclu. Son rôle immédiat est de montrer la plus grande activité, tant pour maintenir devant lui les groupements dissidents — et de ce fait, alléger d'autant l'action des régions de Fez et de Bou Denib, — que pour reconnaître vers le sud, aussi loin que les circonstances le permettront, la zone montagneuse encore inexplorée et, vers l'ouest, les sources de l'Oum er Rbia, sur le flanc des Zaïan[3].

S'appuyant sur la barrière du Guigou et sur les postes de Timhadit et d'Almis, le colonel Poeymirau pousse en conséquence jusqu'aux cols du Moyen Atlas, afin de préciser l'emplacement de l'Aguelmane Sidi Ali, connu seulement par des renseignements, et de se rendre compte des conditions d'une marche éventuelle de Meknès sur la haute Moulouya, à travers le massif du Moyen Atlas.

Fort de trois bataillons et demi, deux escadrons et deux batteries, le groupe mobile quitte Timhadit le 14 mai, disperse les quelques éléments qui, au cours de sa marche, tentent de le harceler, et parvient sur le Bou

---

[1] Voir croquis n° 11.
[2] Voir carte n° 6.
[3] Instructions du colonel Poeymirau, 484 M. O. P., 5 mai 1916.

Menzel, d'où il découvre à ses pieds la vallée de la haute Moulouya, d'Azerzou à Kasbat el Maghzen. « C'est la première fois, écrira le général Lyautey, que nos troupes atteignent ces cols de l'Atlas et ont sous leurs yeux la Moulouya, ou s'opérera un jour plus ou moins prochain, leur jonction avec celles venant du haut Guir. . . [1]. »

Ramenée sur Timhadit par le Foum Kheneg, où elle livre un violent combat le 17 mai, la colonne se porte ensuite sur Aïn Leuh ; cet emplacement est choisi pour établir un poste destiné à remplacer Ito comme base de ravitaillement et de manœuvre.

Au milieu de juin, les travaux d'organisation et d'installation défensive de ce poste sont suffisamment avancés pour que le colonel Poeymirau songe à entreprendre la reconnaissance envisagée vers les sources de l'Oum er Rbia.

Mais, après avoir pris toutes ses dispositions pour quitter Aïn Leuh le 18, il est averti à son passage à Ito, au moment où il venait se mettre lui-même à la tête de ses troupes, que dans la nuit du 15, le poste de Tarzout a été l'objet d'attaques furieuses de la part d'éléments commandés par Sidi Raho en personne.

Sachant le groupe mobile de Fez à quatre jours de marche environ [2], hors de portée d'intervention, le colonel Poeymirau décide de renoncer provisoirement à la reconnaissance projetée, pour se porter à marches forcées au secours de Tarzout : il quitte Aïn Leuh le 17 juin à 5 heures, et atteint Tarzout le 18 à 18^h 30.

Composée en partie de territoriaux, la garnison de Tarzout a vaillamment repoussé deux assauts, le premier dans la nuit du 15 au 16, le second le lendemain à 18 heures ; mais ses pertes sont lourdes [3], elle est de plus encerclée et privée d'eau.

Au cours d'un combat très vif, le groupe mobile de Meknès s'ouvre le chemin dans la journée, et son arrivée dégage complètement le poste. Poursuivies, les bandes de Sidi Raho sont définitivement dispersées le 21, et l'artillerie prend à partie leurs douars et leurs tentes. Le calme rétabli, le groupe mobile repart pour Aïn Leuh le 26 juin.

En faisant avancer d'une trentaine de kilomètres vers le sud le front de

---

[1] C. R. G. Lettre à Guerre, 407 A., 1er août 1916.

[2] Ainsi qu'on le verra plus loin, le groupe mobile de Fez vient d'entamer la colonne des Beni Ouaraïn.

[3] 6 tués et 32 blessés sur un effectif de 2 officiers et 243 hommes.

la région de Meknès, la nouvelle base d'Aïn Leuh va permettre au groupe mobile d'intervenir plus rapidement dans la région de Khenifra que lorsqu'il était obligé de déboucher d'Ito, et d'exercer même une pression directe sur les tribus situées entre Guigou et Moulouya. Les troupes de Meknès se trouvent donc avantageusement placées pour jouer, le cas échéant, le rôle de masse de manœuvre qui leur a toujours réservé le commandement.

Dans la région du Tadla[1], le général Garnier-Duplessis a terminé, le 10 mai, la série des ravitaillements de printemps[2], qui a débuté au commencement d'avril, mais n'a donné lieu qu'à un combat d'arrière-garde au Bled Selouitane, le 12.

Cette absence de réactions peut être interprétée comme un signe évident de lassitude chez les populations voisines de l'Oum er Rbia, avec qui des pourparlers commencent même à être entamés; toutefois la communication entre Khenifra et Kasba Tadla reste toujours particulièrement difficile, en dehors des moments où le groupe mobile l'assure. Il subsiste là une question délicate à résoudre; mais le général Garnier-Duplessis craint que le transfert sur l'Oum er Rbia du poste de Sidi Lamine ne crée de sérieuses difficultés, sans avantages compensateurs, et précise même que nous aurions là «un petit Khenifra», c'est-à-dire un poste isolé et bloqué[3].

D'ailleurs sa mission principale est, on le sait, d'aller à la Kasba Beni Mellal, dont l'occupation, jugée nécessaire dès 1913, avait été successivement subordonnée à notre installation en pays zaïan, puis remise en raison des événements d'Europe et de la situation particulière de la place de Khenifra Sur les instances du commandant de la subdivision Tadla-Zaïan, le général Henrys a, en mars, inscrit cette opération dans son programme d'action pour 1916[4].

Mais, le 20 mai, à son arrivée devant la kasba, le général Garnier-Duplessis en trouve les abords fortement occupés; le 25, le mouvement d'un détachement de cinq compagnies, un escadron et une section d'artil-

---

[1] Voir carte n° 5.

[2] Il s'agit d'un réapprovisionnement de Khenifra pour six mois qui a nécessité, une fois le convoi rassemblé à Sidi Lamine, l'exécution de quatre navettes entre ce dernier point et le poste (Lettre du général Henrys à C. R. G., 3424 N., 26 mars 1916).

[3] Général Garnier-Duplessis. Lettre à général Henrys, 767 S. R., 17 avril 1916.

[4] Rapport confidentiel du général Henrys n° 2.203 en date du 19 mars 1916.

lerie, envoyé dans les jardins entourant le ksar à l'ouest, déclenche une sortie générale de contingents évalués à environ 2.000 cavaliers et 500 fantassins. Il est dès lors évident que les Chleuh, descendus de la montagne, « règnent en maîtres » dans Beni Mellal.

Ecartant, malgré l'importance des effectifs dont il dispose[1], l'idée d'une action de force qui ne répondrait pas au but politique qu'il se propose, le général Garnier-Duplessis se contente d'installer le groupe mobile à 2 kilomètres au nord de la kasba, où il décide d'établir un poste provisoire. Celui-ci pourra entamer des pourparlers avec la population sans risquer de causer sa fuite dans la montagne ; — il donnera en outre l'impression d'une installation définitive de nos troupes dans le pays, et permettra par suite aux Beni Mellal de se libérer de l'emprise des Chleuh.

Les tournées de police effectuées successivement à partir du 14 juin, — après l'achèvement des travaux du poste[2], — dans les directions de Taghzirt, à l'est, et des Ouled Embarek ou des Krazza à l'ouest, n'entraînent cependant aucune soumission; nos colonnes sont même harcelées sans cesse au cours de ces opérations et, du 20 mai au 15 juillet, date à laquelle il rentre à Kasba Tadla, le groupe mobile subit des pertes assez élevées[3].

Mais celles de l'adversaire ont été beaucoup plus fortes ; le marché le plus important de toute la région se trouve en outre à portée de notre canon ; enfin l'état d'esprit n'est déjà plus le même, car les tribus commencent à discuter ouvertement entre elles de la question de la soumission. On peut donc penser que la pression persistante du nouveau poste, modifiant petit à petit les dispositions des Beni Mellal, achèvera l'œuvre de pacification entreprise.

Dans la région de Bou Denib[4], l'attaque du convoi de Gourrama, le 14 mars, avait montré que dans cette zone aussi la situation pouvait devenir rapidement inquiétante, et qu'en tous cas elle exigeait de notre part une réaction immédiate.

---

[1] Le groupe mobile comprend 17 compagnies et 4 goums à pied, 2 escadrons et 2 goums à cheval, 3 batteries.

[2] La garnison de ce poste est constituée par 4 compagnies, 1 peloton de spahis et, provisoirement, une section de 75.

[3] 8 tués, dont 2 officiers et 52 blessés, dont 3 officiers.

[4] Voir croquis n° 13.

Envoyé sur place, le général Henrys procède à un rapide examen de la situation politique de cette région, et dès le 14 avril expose au Résident général les mesures qu'il juge nécessaires pour remédier à l'instabilité actuelle de la situation[1].

Le 24, après avoir pris contact avec les autorités d'Oudjda et celles de l'Algérie, le commandant général du Nord confirme ses propositions[2].

Les éléments hostiles qui gravitent autour du territoire de Bou Denib sont constitués au nord par les Aït Tserrouchen, — à l'est par les Fertoumache habitant les ksour de l'oued Aït Aïssa, — au sud et à l'ouest par les Aït Hammou.

Les seuls éléments favorables sont les Aït Izdeg, qui garnissent le haut Ziz et s'étalent sur l'Atlas jusqu'en bordure de la haute Moulouya. Transitaires du commerce entre le Maroc central et le Sahara, ils ont besoin de nous. Réciproquement, leur ralliement nous apportera une aide précieuse : leur concours a déjà permis les reconnaissances de nos troupes vers le Ziz, ou même jusqu'à la Moulouya[3], et assuré un certain contact entre Fez et Bou Denib.

Quant à notre ligne de communications Bou Denib, Gourrama, elle n'est qu'un couloir étroit, suivant la vallée du haut Guir et traversant par une série de coupe-gorges plusieurs brèches montagneuses.

Le premier but de notre action militaire doit être de donner de l'air à ce couloir de pénétration, et de lui rendre la sécurité qui lui manque. Pour cela, il importe d'abord d'enlever aux groupes Aït Atta et Aït Hammou le moyen de s'assembler sur le front ouest de notre ligne, dans le massif du Daït. Ce massif nettoyé, il conviendra de le rendre intenable à ces contingents par l'occupation d'un point au coude du Ziz, vers Kerrando ou Rich. C'est la tâche la plus urgente.

Aussitôt qu'elle sera accomplie, il sera nécessaire de se porter vers l'oued Aït Aïssa pour y réprimer énergiquement la dissidence. Cette opération devra être sanctionnée par l'occupation du Tadjit qui, d'une part, assurera notre mainmise sur l'oued Aït Aïssa et, d'autre part, constituera le point extrême d'une ligne de rocade, face à l'Atlas, allant de Tadjit à Gourrama et Rich.

---

[1] Télégrammes du général Henrys à C. R. G., 2267 *bis* et 3505 à 3506 *bis* N. R. du 14 avril 1916.

[2] Rapport du général Henrys, 234-8 N. R. du 23 avril 1916.

[3] Cf. page 35.

Entre cette ligne de rocade au nord, le cours du Ziz à l'ouest, celui de l'oued Aït Aïssa à l'est, le territoire de Bou Denib disposera ainsi d'une zone de sécurité étendue, qui devra être complétée à l'ouest par l'occupation de Ksar es Souk, sur la partie du Ziz où les Aït Atta prennent contact avec les tribus hostiles de l'Atlas[1].

Le Résident général approuve les conclusions du général Henrys et, dans la première quinzaine de mai, un groupe mobile est formé à Bou Denib, par prélèvements sur les garnisons des postes de la subdivision d'Oudjda puis, après accord avec le Gouvernement général de l'Algérie[2], sur les troupes disponibles du territoire d'Aïn Sefra[3].

Placé sous les ordres du lieutenant-colonel Doury, ce groupe comprend trois bataillons, deux groupes francs, une compagnie montée, trois escadrons et deux sections de 65 de montagne.

Le 14 mai, une première reconnaissance part de Bou Denib vers le djebel Daït; le 16, elle aborde ce massif montagneux et en chasse les Aït Hammou en leur faisant subir de fortes pertes; le 17, débouchant sans désemparer sur l'oued Ziz, elle disperse un fort rassemblement d'Aït Youssef ou Daoud (affaire d'Ifri du 18 mai), et nettoie la vallée en infligeant une punition sévère aux douars insoumis. Le groupe mobile procède ensuite à une reconnaissance sur le haut Guir jusqu'à Tiouzzaguine. Ces actions n'ont coûté que des pertes légères[4] à la colonne, qui rentre à Gourrama le 21 mai.

Du 29 mai au 4 juin, une deuxième série d'opérations est effectuée dans la vallée du Ziz, pour disperser de nouveaux groupements hostiles rassemblés par Moulay El Mahdi, chérif du Tafilalet, et évalués à 3.000 hommes environ. Marchant à leur rencontre, le lieutenant-colonel Doury leur inflige les 30 et 31 mai une sévère leçon au défilé de Foum Zabel, puis, après avoir repoussé une violente contre-attaque, les dissocie entièrement, et les rejette au delà du Ziz, leur faisant perdre plus de 100 tués et 200 blessés. Parcourant ensuite le Kheneg, il obtient des soumissions et, avant de rentrer à Bou Denib, le 8 juin, traverse même sans incidents la palmeraie de Ksar es Souk.

---

[1] Rapport du général Henrys, 234-8 E. R. du 23 avril 1916.

[2] C. R. G. Télégramme à gouverneur général de l'Algérie, 58 C. M. C., 16 avril 1916.

[3] 2 bataillons d'infanterie, 1 escadron de spahis, 1 section d'artillerie de montagne quittent Colomb Béchar le 30 avril, à destination de Bou Denib, avec un goum de 100 Hamyan et des services.

[4] 1 tué et 7 blessés.

Du 16 au 25 juin ont lieu enfin, sans tirer un coup de fusil, la reconnaissance et la création du poste projeté à Rich, où s'établit une garnison importante : deux compagnies, un groupe franc, un peloton de spahis et 2 canons de 80 de montagne, soit près de 500 hommes.

LA COLONNE DES BENI OUARAÏN EN JUIN[1].

Les opérations préliminaires entamées séparément pendant la deuxième quinzaine de mai par les groupes mobiles de Fez et de Taza ont permis :

— de consolider la situation sur le Guigou en prenant pied à Tarzout;

— de compléter les soumissions au nord de Taza par la mainmise sur les dernières fractions dissidentes des Beni Bou Yala;

— de prendre en même temps un premier contact à Medjbeur avec les Senhadja de la rive gauche de l'Ouergha.

Comme la situation à l'est de Taza ne cause pour l'instant aucune préoccupation, il n'a pas été jugé urgent de créer les postes dont l'installation avait été prévue dans le haut oued Msoun, vers le Souk es Sebt, et dans la vallée du Melloulou, vers Sidi Embarek. De même à l'ouest, on a jugé suffisante l'occupation de Bab Moroudj.

C'est donc à l'extension de la zone de sécurité au sud de l'Innaouen que le colonel Simon doit actuellement procéder. Disposant des groupes mobiles de Fez et de Taza, sa mission est double : marquer, mieux qu'on n'a pu le faire à la suite de l'installation en mai du poste de Matmata, notre emprise chez les Beni Ouaraïn, dont les agressions contre les tribus soumises n'ont pas cessé, — assurer la protection des travaux de la route et du chemin de fer qui vont être entrepris dans la vallée de l'Innaouen.

Le 3 juin, le commandant de la subdivision de Fez décide de diriger respectivement les deux groupes mobiles sur El Menzel et sur Matmata, dès qu'ils auront terminé les missions dont ils ont été chargés sur le Guigou et chez les Beni Bou Yala. Il fera ensuite procéder à la jonction de ces deux groupes pour exercer en forces les représailles nécessaires, et refouler les Beni Ouaraïn dans leurs montagnes. Il terminera enfin ces opérations par l'occupation définitive d'un point en avant de Matmata[2].

---

[1] Voir croquis n° 11.

[2] Subdivision de Fez. Note de service 1832 M., 3 juin 1916.

Mais l'exécution de ce programme d'ensemble va se heurter à une résistance acharnée de l'adversaire.

Placé sous les ordres du colonel Théveney, le groupe de Fez — 16 compagnies, 5 pelotons, 2 batteries et demie — est d'abord retardé sur son itinéraire de Tarzout à El Menzel par des groupes de dissidents postés à Tagnameit (affaire du 11 juin). Il livre encore de nouveaux combats le 16 juin, à Aïn Ageri, et le 17, à la kasba de Rizrane, au cours d'une tournée de police entreprise au sud-est d'El Menzel pour assurer la protection des Beni Yazra soumis. Il doit enfin se frayer la voie sur El Gantra, les 18 et 19 juin, à Kassioua et à Tiberbarine, au moment où il se reporte vers le nord pour opérer sa jonction avec le groupe de Taza. Ces attaques incessantes ont épuisé ses munitions et lui ont fait perdre 75 hommes[1].

Commandé par le lieutenant-colonel Charlet, le groupe mobile de Taza — 16 compagies, 3 escadrons, 4 sections d'artillerie — a lui aussi trouvé un adversaire sur ses gardes. Venu d'Amelil sur Matmata, il a dû livrer de violents combats à Bou Ifkrane, le 16 juin, et à Et Tnine, le 18, dès qu'il a tenté de déboucher dans la région au sud-est d'El Arba de Tahala pour exercer les mesures de rigueur prescrites; ses pertes se sont élevées à 37 hommes[2] au cours de ces deux affaires.

Finalement, la jonction des deux groupes prévue pour le 17 juin au camp de Tsiouant, sur la rive droite de l'oued bou Zemlane, n'a pu s'effectuer que le 20. Venu alors sur le terrain pour prendre la direction des opérations, le colonel Simon s'est rendu compte des difficultés rencontrées et a décidé de limiter son action pour éviter les pertes.

Ce changement de programme est approuvé par le Résident général le 22 juin.

Le commandant de la subdivision de Fez se borne donc à pousser deux reconnaissances l'une sur Smia, l'autre dans la vallée du Khemis[3], et disloque ses troupes après avoir établi un blockhaus à Sidi Bou Knadel, pour compléter l'action politique des postes de Menzel et de Matmata.

Mais, établie dans une position peu favorable à la défense, la garnison de Bou Knadel verra, le 19 août, un de ses détachements tomber dans une embuscade, et sera évacuée en septembre.

---

[1] 18 tués, 57 blessés.
[2] 6 tués, 31 blessés.
[3] Ces reconnaissances coûtent encore 1 tué et 27 blessés.

Le général Lyautey fera d'ailleurs ressortir plus tard[1] comment, après ces reconnaissances préalables, il s'est rendu compte «qu'en reportant plus en avant les postes de Matmata et de Djebla et qu'en les plantant ainsi comme des banderilles sur les deux flancs de ce massif hostile», il aurait déchaîné toute la question Beni Ouaraïn.

LE DÉGAGEMENT DE LA VALLÉE DE L'INNAOUEN EN JUILLET[2].

En revanche, les opérations dans la vallée de l'Innaouen qui, faute d'effectifs, n'avait plus été parcourue depuis l'avance du général Gouraud, en juillet 1914, se déroulent conformément au programme envisagé par le commandement; leur but, on le sait, est d'assurer une zone de sécurité suffisante pour permettre d'entreprendre les travaux d'ouverture des communications directes entre Taza et Fez.

Rassemblés à El Arba Tahala, le 1er juillet, les groupes mobiles Théveney et Charlet parcourent sans incidents graves la rive sud de la rivière, enlèvent la kasba des Beni M'Tir, touchent le poste de Koudiat el Biad, et le 5 atteignent leur objectif, en occupant la kasba des Beni M'Gara. Disloqués dès le lendemain, ils rentrent l'un à Taza, l'autre à Fez, après avoir reconnu un emplacement susceptible de tenir sous ses feux le col de Touahar, emplacement que le groupe de Taza viendra occuper en août pour établir, le 27, un poste définitif.

En résumé, malgré les difficultés rencontrées, la période d'opérations qui vient de se clore au début de juillet paraît avoir stabilisé la situation générale. Libéré en outre du gros aléa du Tafilalet par l'opération victorieuse que le lieutenant-colonel Doury a menée le 9 juillet à Meski[3], le Résident général «espère pouvoir donner pour la durée des grandes chaleurs un repos relatif à ses troupes qui en ont grand besoin»[4].

Mais la pression des événements, et la nécessité de parer aux dangers survenus inopinément dans les régions de Bou Denib et de Beni Mellal exigeront au cours de l'été de nouvelles opérations.

---

[1] Cf. chapitre VIII, le rapport du 29 novembre 1916 du C. R. G.
[2] Voir carte n° 4.
[3] Cf. chapitre suivant.
[4] C. R. G. Télégramme à Guerre, 177, 11 juillet 1916.

Au surplus le front de la zone espagnole reste toujours inquiétant. La propagande allemande redouble d'efforts et s'appuie sur Abd el Malek et sur Raïssouli : ce dernier a été largement pourvu d'armes et de munitions par l'Espagne, à charge d'obtenir la soumission au Gouvernement de Madrid des tribus de sa zone du Rif, tandis qu'Abd el Malek dispose personnellement d'environ 3.000 hommes bien armés, à la solde de nos ennemis.

CHAPITRE VII.

L'EXTENSION DES OPÉRATIONS AU COURS DE L'ÉTÉ ET DE L'AUTOMNE.

L'action du lieutenant-colonel Doury en bordure du Tafilalet : combats de Meski (9 juillet) et d'El Maadid (16 novembre). — L'action du général de Lamothe à Azilal et du colonel Aubert à Beni Mellal (d'octobre à décembre). — La situation d'ensemble à la fin de l'automne.

L'ACTION DU LIEUTENANT-COLONEL DOURY EN BORDURE DU TAFILALET[1].

Malgré les échecs successifs qui leur ont été infligés en juin, les tribus nomades Aït Atta et Aït Hammou ne cessent de peser sur les gens du Tafilalet; elles menacent même les ksour de la vallée du Ziz que le lieutenant-colonel Doury vient de parcourir avant de procéder à l'installation du poste de Rich dans la haute vallée.

Cette installation est à peine terminée qu'une grosse harka commence à se rassembler aux environs de Meski. Le commandant du territoire de Bou Denib se porte donc en observation en vue de ce ksar, vers Rahmet Allah, qu'il atteint le 7 juillet, et où il se tient prêt à toute intervention.

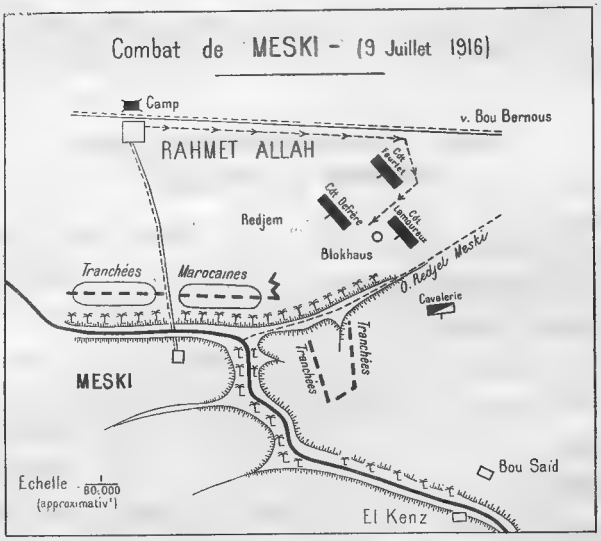
Mais ne comptant que 2.000 hommes environ — douze compagnies, un groupe franc, un escadron et trois sections de montagne, — le groupe mobile se trouve en face de forces très supérieures, évaluées à 8.000 fusils, fortement retranchées sur des positions organisées à l'européenne et dont le front atteint près de 4 kilomètres.

Combat de Meski (9 juillet). — Estimant que le dispositif de l'adversaire indique des intentions nettement défensives, le lieutenant-colonel Doury décide d'agir sans attendre de renforts, afin de prévenir l'ennemi et de l'empêcher de grossir. La position adverse lui semble, d'autre part, facile à enlever : elle ne comporte qu'une seule ligne de tranchées, d'ailleurs adossée au Ziz.

---

[1] Voir croquis n° 13.

Ne laissant qu'un faible détachement à Rahmet Allah pour assurer la garde des impedimenta, le commandant du groupe mobile simule un mouvement de retraite vers l'est, et prend, le 9 juillet au matin, la direction de Bou Bernous. Puis au bout d'une heure à peine de marche, il fait effectuer un à droite rapide à la colonne, qu'il déploie ainsi dans le flanc des tranchées ennemies, de manière à les prendre d'enfilade.



Carte n° 1.

Appuyée par toute la cavalerie qui déborde largement la droite ennemie, la manœuvre se développe dès lors en moins de deux heures. Toutes les contre-attaques lancées de front par l'adversaire sont fauchées à 20 mètres de ses tranchées par nos mitrailleuses et nos canons. Les nombreux éléments qui tentent de se replier vers le sud en suivant la vallée du Ziz tombent sous le feu de la cavalerie qui, par une marche rapide, a réussi à occuper les falaises dominant le fond de la vallée et à en interdire le passage.

Sa ligne de retraite vers le Tafilalet ainsi coupée, la harka fuit en désordre vers l'ouest, abandonnant plus de 500 morts.

Les jours suivants, toutes les fractions Aït Atta du Reteb sollicitent l'aman, et les djemaas de Ksar es Souk viennent se présenter au commandant du groupe mobile.

Désirant exploiter au plus tôt cet éclatant succès, le général Lyautey envisage la possibilité d'aller immédiatement à Ksar es Souk, de manière à réaliser par le sud la maîtrise des débouchés du Ziz, que Rich surveille au nord, — et à constituer, avec Gourrama et Bou Denib, « un polygone solide assurant notre établissement politique et militaire à l'ouest de Bou Denib, et servant de base à toute action ultérieure, aussi bien vers le nord (Moulouya), que vers le sud (Tafilalet) et vers l'ouest ». Mais le lieutenant-colonel Doury juge préférable de profiter de l'impression produite par la défaite de la harka pour poursuivre l'exécution de son programme d'action sur le haut oued Aïssa[1].

Après un court repos à Bou Denib, il effectue donc, du 23 juillet au 5 août, une reconnaissance dans la région de Talsint, et disperse le 29 une harka de 500 fusils environ reformée par Mouley Ahmed ou Lhassen (affaire du Tizi Zaouine[2]). Presque tous les kaour de la vallée se décident alors à demander l'aman.

Combat d'el Maadid (16 novembre). — Ainsi, depuis le mois de mai, s'est réalisée progressivement l'extension de notre zone d'influence, d'un côté sur le Ziz, où un poste sera créé à Ksar es Souk le 7 octobre, — de l'autre, sur l'oued Aïssa, où un centre sera installé à Beni Tadjit le 1er novembre.

Il faut cependant compter encore avec l'agitation que fomente au Tafilalet notre vieil adversaire Abidine, frère d'El Hiba. Ses bandes venues de Tabelbala ne font en effet que grossir, et leur activité va entraîner le lieutenant-colonel Doury jusqu'en lisière de la palmeraie.

Débouchant de Meski, le groupe mobile du territoire de Bou Denib se porte à la rencontre de ce nouvel adversaire et en prend, le 10 novembre, un premier contact à Aoufous; le 16, il se heurte au gros de la harka,

---

[1] G. R. G. Télégramme à lieutenant-colonel Doury, 3649 C. M., 13 juillet. — Territoire de Bou Denib. Télégramme à C. R. G., 649 R., 18 juillet.

[2] Col à 25 kilomètres nord-ouest de Talsint sur la piste qui reliera plus tard ce poste à Missour, à travers les contreforts orientaux de l'Atlas.

fortement établie d'une part à cheval sur la vallée du Ziz, dans la palmeraie d'El Maadid, et de l'autre, sur les crêtes du djebel Erfoud.

Ce combat est particulièrement dur, en raison de la résistance de l'ennemi et des difficultés d'un terrain parsemé de seguias et de murettes. Mais après sept heures de lutte, nos troupes occupent le ksar d'El Maadid et les crêtes du djebel Erfoud. Abandonnant plus de 600 cadavres, la harka se disperse soit vers le Djorf et le Fezna, soit vers le Tafilalet[1].

Pour bien marquer sa victoire, le lieutenant-colonel Doury décide de camper au ksar même, où il reste deux jours, et de n'autoriser la population à réintégrer El Maadid qu'après avoir demandé l'aman.

Récemment nommé Khalifat du Sultan, Moulay el Mahdi se présente à son tour avec les notables de sa région à El Boroudj, et le lieutenant-colonel Doury l'accompagne jusqu'en bordure de la palmeraie, afin d'affirmer ses intentions pacifiques. La colonne rentre à Bou Denib le 25 novembre.

L'ACTION DU GÉNÉRAL DE LAMOTHE À AZILAL ET DU COLONEL AUBERT À BENI MELLAL[2]

(d'octobre à décembre).

Les opérations effectuées à partir d'octobre sur le front est de la subdivision de Marrakech s'imposaient de façon pressante : la propagande ennemie, partant du Sous, commençait à étendre son action jusqu'au Moyen Atlas; elle cherchait à obtenir la défection des tribus montagnardes ralliées de fraîche date et bordant notre marche de protection Demnat, Entifa, Kasba Tadla.

Des menaces d'agitation des tribus à l'est de Demnat[3] avaient pu être déjà conjurées en avril par la seule intervention d'une harka, composée exclusivement de contingents indigènes, sous le commandement du grand caïd Madani el Glaoui, et s'appuyant, pour rétablir l'ordre, sur nos postes

---

[1] Nos pertes atteignent 17 tués, dont 2 officiers, et 51 blessés.

[2] Voir croquis n° 14.

[3] Oulad ou Hosseine entretenait en effet un foyer d'agitation chez les Aït Blal, cherchant à gagner l'ensemble des Oultana qui occupent un pays réputé inviolable, sur les contreforts nord du Ghat.

de Demnat et de Tanant. Mais le calme n'avait été rétabli que provisoirement. Il s'agissait donc de rompre au plus tôt le trait d'union reliant le mouvement mahdiste d'El Hiba aux dissidents berbères du Moyen Atlas. C'est dans le couloir de l'oued El Abid, au point de soudure des deux groupements hostiles Aït Messat et Aït Attab, qu'une action était à entreprendre.

Du point de vue général, ainsi que le Résident l'avait déjà fait ressortir en 1915[1], cette voie de pénétration, où Tanant constituait déjà un gîte d'étapes, donnait accès à la dépression naturelle entre le Grand et le Moyen Atlas; elle offrait en outre toute facilité de prendre à revers la chaîne du Moyen Atlas qui, tombant à pic sur la plaine du Tadla, opposait depuis trois ans son formidable obstacle à toute pénétration directe.

Du point de vue local, l'occupation de Beni Mellal, par les répercussions qu'elle avait entraînées dans la montagne, rendait impossible dans cette région le maintien du *statu quo*. D'ailleurs l'établissement de notre contrôle politique chez les Aït Messat était depuis de longs mois l'objet d'une préparation politique intense; un projet établi avec habileté et prudence par le général de Lamothe avait même envisagé la possibilité de l'installation d'un poste à environ 50 kilomètres à l'est de Tanant, au Souk el Khemis. Ce marché occupait le centre d'une plaine largement ouverte : au nord-est, sur la vallée de l'oued El Abid et Ouaouizert, — au sud, vers l'importante zaouïa d'Ahansal et vers le Dadès, — à l'ouest, vers le Haouz. Le général Lyautey avait en principe approuvé la création de ce poste, après s'être porté, le 1er septembre, de sa personne, avec une très faible escorte, à Aït Taguella (30 kilomètres à l'est de Tanant), jusqu'en lisière des Aït Messat encore insoumis.

En définitive, l'opération envisagée, loin de revêtir le caractère d'une vaste offensive qu'on lui avait un moment attribué en France, ne visait qu'à poursuivre méthodiquement et aux moindres frais l'isolement du massif montagneux berbère, qu'il importait en outre de préserver des influences adverses susceptibles de s'étendre jusqu'à lui en venant de la côte[2].

La manœuvre prévue comportait l'action combinée des deux groupes mobiles de Marrakech et du Tadla, dont la liaison devait s'effectuer, sur

[1] Cf. page 45.
[2] C. R. G. Télégramme à Diplomatie, 394, 23 octobre 1916.

l'oued El Abid, au Souk el Arba de Moulay Aïssa ben Driss, au cœur même du pays Aït Attab.

Constituée à Tanant, le 24 octobre, sous les ordres du général de Lamothe, la colonne des Aït Messat — seize compagnies, trois batteries, deux escadrons, deux goums, — était appuyée par deux fortes harkas, commandées l'une par Si Madani el Glaoui, l'autre par le caïd Salah des N' Tifa.

A la même date le groupe mobile du Tadla était arrivé devant Beni Mellal. Commandé par le colonel Aubert, il comprenait onze compagnies, trois batteries, sept pelotons et deux goums.

Le 29 octobre, le groupe du général de Lamothe force d'abord le passage d'un défilé (combat de Zmaïz) défendu par les Aït Messat dissidents que les contingents de Si Madani El Glaoui obligent, par une manœuvre débordante, à une retraite rapide; puis, d'un seul bond, la colonne atteint Souk el Khémis. Elle reçoit ensuite les soumissions des Aït Messat de la plaine, et procède aux travaux d'installation d'un poste définitif.

Dénommé Azilal, ce poste est bien la clef de toute la région comprise entre les crêtes des deux Atlas; il doit permettre de maîtriser ultérieurement la haute vallée de l'oued el Abid et de ses affluents de gauche. Des reconnaissances rayonnent immédiatement aux environs : l'une d'elles poussée au nord-est, reconnaît la direction de Ouaouizert et la vallée de l'oued el Abid.

Profitant pendant ce temps de l'accueil favorable réservé à ses troupes dès leur arrivée, par les Beni Mellal, le colonel Aubert a de son côté décidé le transfert immédiat du poste à la kasba elle-même. Puis, le 10 novembre, jugeant les travaux d'installation de ce poste suffisamment avancés, il a commencé une tournée de police chez les Ouled Moussa et les Ouled Embarek. Mais cette opération a donné lieu, le 13, à une rencontre assez vive (combat des Aït Bou Jekjou)[1], qui n'a pas été sans provoquer une certaine inquiétude de la part du général de Lamothe.

Celui-ci avait prié en effet le colonel Aubert de rester en observation jusqu'à nouvel ordre à Beni Mellal, sans s'engager aucunement vers Ouaouizert; sur l'intervention du Résident général, le groupe mobile est donc, le 14, ramené à Beni Mellal.

[1] Ce combat coûte 3 tués et 15 blessés aux seules troupes régulières.

C'est seulement le 24 novembre, quand les travaux du poste d'Azilal sont terminés, que la question des Aït Attab peut être traitée à son tour, après établissement d'un progamme arrêté en plein accord par les deux commandants des groupes mobiles.

Le 26, secondant l'action du général de Lamothe, le colonel Aubert se porte à hauteur de Sidi bou Brahim, exactement au nord d'Azilal, et attaque dans ses repaires de Tizgui et d'Ifgess la tribu hostile des Beni Ayatt qui perd 150 tués. Le 28, il reprend sa marche sur Souk El Arba de Moulay Aïssa ben Driss, où il effectue quelques jours plus tard la liaison avec le groupe mobile de Marrakech. Celui-ci, retardé d'abord par la neige, et par un combat en montagne qu'il a dû livrer à Bou Sahla, le 2 décembre, ne franchit l'oued el Abid pour atteindre Souk el Arba que le 5 décembre.

La situation acquise par la jonction des forces du Tadla et de Marrakech est consolidée les jours suivants, et les deux colonnes rentrent, l'une, le 11 décembre, à Kasba Tadla, l'autre, le 13, à Tanant.

Bien que le colonel Aubert ait demandé, pour des raisons politiques et militaires, le rattachement du pays Aït Attab à la subdivision du Tadla, et proposé la création d'un poste à Souk el Arba, le nouveau centre d'Azilal est jugé suffisant pour régler l'ensemble des questions intéressant les abords de l'Oum er Rbia. En même temps, le général Lyautey décide de différer, faute d'effectifs, l'occupation de Rhorm el Alem [1].

LA SITUATION D'ENSEMBLE À LA FIN DE L'AUTOMNE [2].

Ainsi, d'octobre à décembre, nos troupes ont marqué une légère avance dans le territoire de Bou Denib et dans le couloir de l'oued el Abid. Sur les autres fronts, en revanche, les groupes mobiles se sont bornés à compléter les résultats acquis pendant la campagne de printemps.

Dans la vallée de l'Innaouen [3], où le poste de Touahar vient d'être établi le 27 août, on a procédé, au cours de l'été, aux études du tracé de la route et de la voie ferrée. Quelques incidents se sont produits fin octobre à Msoun, — le 6 novembre au col de Touahar; le 27 décembre enfin, une

---

[1] C. R. G. Télégramme à colonel Aubert, 578 C. M. C., 10 décembre. — Rapport du colonel Aubert, 689 G. M., 12 décembre 1916.

[2] Voir croquis n° 3.

[3] Cf. page 69.

menace aux environs de Bab Moroudj a nécessité une sortie de la garnison. Toutefois, la sécurité des relations entre les deux Maroc n'a pas été troublée, et la protection des travailleurs employés dans la vallée de l'Innaouen a été assurée.

De son côté, le colonel Poeymirau a établi tout un système de pistes reliant Aïn Leuh à Mrirt et à Timhadit, puis poussé de ce dernier point des antennes vers Bekrit et vers le Foum Kheneg : deux nouvelles reconnaissances, effectuées en octobre sans rencontrer la moindre résistance, sont parvenues jusqu'au sud de l'Aguelmane Sidi Ali qui a été définitivement reconnu comme le meilleur passage du Moyen Atlas.

Ces différents travaux de consolidation des fronts ont permis d'amorcer en même temps la campagne de 1917, dont le général Lyautey a déjà développé sur la carte le plan général, devant ses subordonnés réunis à Rabat.

Tous les commandants de subdivision ont été orientés, en octobre, sur la manœuvre générale que le Résident général compte entreprendre dès que la saison permettra la reprise des mouvements. Mait s'il donne ces directives d'ensemble et lointaines, le commandant en chef précise que « ce n'est pas pour en hâter l'exécution, qui est fonction du travail préparatoire et politique, et ne doit se faire qu'à mesure que les occasions favorables se présentent et lorsque le terrain est bien mûr, mais parce que le travail local se fait d'autant mieux qu'on sait ce que l'on veut et vers quel but final on tend ». Les exécutants auront ainsi, ajoute-t-il, le loisir de préparer leurs « moyens d'action aussi bien dans l'ordre du travail politique que dans l'ordre des moyens matériels », et pourront présenter leurs suggestions.

Dès le 20 novembre, des instructions nouvelles rappellent au général de Lamothe et au lieutenant-colonel Doury que leur action doit avant tout concourir à cette réalisation du programme d'ensemble déjà arrêté en principe, sans se laisser entraîner vers des objectifs divergents.

Au commandant du territoire de Bou Denib, qui envisage la création d'un poste à El Boroudj, le général Lyautey écrit en particulier : « Il était essentiel, pour que vous ayez votre liberté de manœuvre vers la Moulouya, que vous soyez absolument garantis sur vos derrières et votre flanc ouest du côté Tafilalet et Aït Atta, et que votre installation Bou Denib, haut Guir, haut Ziz forme une base solide et inébranlable; c'est l'objet que vont réaliser, j'espère, vos opérations actuelles. Mais il ne faut pas perdre

de vue qu'elles sont un moyen et non un but, et que vos objectifs ne sont jusqu'à nouvel ordre ni au sud, ni à l'ouest, mais au nord et au nord-ouest » [1].

Si, d'autre part, les projets d'avenir envisagent déjà le transfert du front « sur la transversale de Beni Mellal, Ouaouizert, Ahansal, Tiadadet », et escomptent ainsi « la possession de la route de Beni Mellal au Dadès », le Résident général n'en prescrit pas moins au général de Lamothe de ne prévoir, lui non plus, aucune progression pendant la mauvaise saison; il lui expose à ce sujet nettement sa pensée :

« ... Regardez Azilal comme votre nouveau terminus jusqu'à nouvel ordre, et établissez votre programme en vous bornant à amorcer politiquement bond ultérieur, qui en tous cas ne pourra être envisagé avant printemps.

« Quant à la liaison éventuelle avec le colonel Aubert sur transversale Beni Mellal, Ouaouizert, il n'y a qu'à la rejeter aux éventualités les plus lointaines et à s'abstenir absolument de l'envisager pour le moment » [2].

Ces directives sont communiquées par le général Lyautey aux commandants des subdivisions de Fez et de Meknès, qu'il oriente d'ores et déjà ainsi qu'il suit :

« Votre objectif, dit-il au colonel Poeymirau, sera de gagner du terrain et d'étendre la zone soumise de proche en proche à travers l'Atlas dans la direction de la Moulouya, pour être prêt, quand le moment sera venu, à donner la main au territoire de Bou Denib et à ouvrir un couloir, destiné à être élargi progressivement, qui prépare l'isolement du groupe Beni Ouarain, d'une part, et des groupements Zaïan et Chleuh, d'autre part.

« Pour atteindre ce résultat, précise-t-il, votre premier soin devra être évidemment d'établir un poste sur le flanc ouest de ce débouché, vers Bekrit, pour vous couvrir contre les Zaïan » [3].

Quant au commandant de la subdivision de Fez, il lui adresse les indications suivantes : « Si je crois, en effet, que c'est au commandant de la subdivision de Meknès qu'incombera la première liaison effective avec les

---

[1] C. R. G. Télégramme à lieutenant-colonel Doury, 485 C. M. C., 20 novembre 1916.

[2] C. R. G. Télégrammes à général de Lamothe, 6.730 C. M., 20 novembre, et sans n°, du 27 novembre 1916.

[3] C. R. G. Lettre à colonel commandant la subdivision de Meknès, 450 C. M. C., 11 novembre 1916.

troupes du haut Guir, sur la Moulouya, en raison des facilités de communication qui s'offrent par le débouché de l'Aguelmane Sidi Ali, où il se trouve déjà presque à pied d'œuvre, il n'en est pas moins certain qu'il se fera des réactions qui prépareront et faciliteront votre débouché ultérieur sur la Moulouya vers Touggour ».

Et le Résident général ajoute : « Ces réactions résulteront d'ailleurs surtout de l'installation de Tissaf et du travail du colonel Doury sur le front Kasbat El Maghzen, Tissaf ».

Puis, après avoir félicité le colonel Cherrier des relations déjà nouées avec les Aït Tserrouchen de la boucle du Sebou et même avec les Marmoucha de la zaouïa d'Almis, il termine ainsi : « Je ne serais pas surpris que lorsque la subdivision de Meknès sera en mesure de déboucher de Timhadit, votre travail politique soit assez avancé pour que vous puissiez déboucher de votre côté et lui apporter ainsi l'appui de votre flanquement, et ouvrir sur un plus large front la brèche qui coupera en deux la grande dissidence du massif Central »[1].

Le général Lyautey a enfin prévu également la liaison du territoire de Bou Denib avec la subdivision d'Oudjda, par l'aménagement d'une piste praticable aux autos, entre Debdou et la moyenne Moulouya. Il estime que cette voie de communication permettra d'entrer en contact avec la grande tribu des Ouled el Hadj, et d'établir ainsi notre emprise sur la rive droite de la Moulouya. Il espère d'ailleurs que cette liaison s'opérera sans résistance sérieuse ; mais il fait remarquer que l'occupation de Tissaf qui doit préparer l'avance sur Outat el Hadj, de même que celle d'El Bour qui doit commander les débouchés entre le haut Guir et la Moulouya, doivent être provisoirement ajournées, et n'être entreprises qu'en concordance avec l'action d'ensemble envisagée sur la haute Moulouya.

---

[1] C. R. G. Lettre à colonel commandant la subdivision de Fez, 429 C. M. C. 21 novembre 1916.

TROISIÈME PARTIE.

L'OUVERTURE DE L'ANCIEN TRIK ES SOLTAN EN 1917.

CHAPITRE VIII.

LE RAPPORT DU GÉNÉRAL LYAUTEY DE NOVEMBRE 1916.

Les directives du Gouvernement. — La situation de la dissidence, et la manœuvre projetée par le commandant en chef. — L'importance de l'action politique. — La situation intérieure du Protectorat.

LES DIRECTIVES DU GOUVERNEMENT.

En septembre 1916, une intervention de plusieurs membres du Parlement avait préconisé l'abandon des opérations au Maroc, et le prélèvement de nouveaux effectifs au bénéfice des armées.

Mais le ministre de la Guerre avait fait ressortir qu'en raison de la prolongation de la guerre une attitude strictement défensive sur la périphérie des territoires occupés n'aurait pas tardé à être insuffisante pour maintenir la situation : cette défensive passive, en obligeant le reliquat des troupes mobiles à subir les initiatives des dissidents, eût bientôt découvert la faiblesse de nos moyens, et exposé tout le dispositif de résistance à céder sous la pression de l'assaillant.

En appuyant successivement les tribus ralliées contre les représailles des dissidents, en dispersant les groupements menaçants au point et à l'heure choisis, les groupes mobiles avaient, au contraire, laissé au commandement sa liberté d'action ; celui-ci avait ainsi conservé l'initiative des opérations, — conduit les tribus rebelles à éviter de se mesurer avec nos

troupes, — sauvegardé de la contagion les tribus soumises, — évité une insurrection générale [1].

La position prise par le ministre de la Guerre s'inspirait d'ailleurs des explications que le Résident général lui avait fait parvenir à ce sujet [2].

Le 26 novembre, en communiquant au général Lyautey les réponses faites à MM. Peytral et Clémenceau, le général Roques lui confirma que la ligne de conduite qu'il avait adoptée répondait entièrement aux vues du Gouvernement, et le pria de continuer à y conformer ses opérations militaires [3].

LA SITUATION DE LA DISSIDENCE ET LA MANŒUVRE PROJETÉE PAR LE COMMANDANT EN CHEF [4].

Les directives du 26 novembre parvinrent à Rabat au moment même où le général Lyautey venait d'adresser aux ministres des Affaires étrangères et de la Guerre un rapport d'ensemble où, après un examen de la situation de la dissidence à la fin de l'année 1916, il établissait le programme général d'action qui, à son avis, résultait des circonstances actuelles.

Dans ce rapport, le général Lyautey précise d'abord les résultats réalisés au cours de l'été, d'après les directives tracées au printemps par le général Henrys, résultats relatés au chapitre précédent. De ce programme, le général Lyautey n'a écarté que deux points : l'occupation d'Ouezzan d'abord, ajournée jusqu'à la fin de la guerre, comme nécessitant de trop sérieux effectifs, et susceptible d'« ameuter » contre nous les tribus de la zone espagnole ; — l'avance des postes de Matmata et de Djebla, ensuite, qui aurait pu « déchaîner » prématurément toute la question des Beni Ouaraïn.

Passant ensuite à l'analyse de la situation actuelle, le général Lyautey constate que la zone principale de la dissidence — réserve faite pour El Hiba à l'extrême sud — occupe tout le centre du Maroc, du sud-ouest

---

[1] Guerre. Lettres à M. Peytral, président de la Commission des Finances, 6177-9/11, 23 septembre, — à M. Clémenceau, président de la Commission de l'Armée au Sénat, 4 octobre, — à M. Peytral, 7757-9/11, 21 novembre 1916.

[2] Notamment du télégramme du G. R. G. 394 à 401 du 23 octobre 1916.

[3] Guerre. Lettre à G. R. G., 7932-9/11, 26 novembre 1916.

[4] Voir carte n° 1.

au nord-est, et qu'elle est séparée des secteurs insoumis confinant à la zone espagnole par le couloir de Taza, déjà notablement élargi depuis deux ans, mais trop étroit encore.

Cette grande dissidence centrale se trouve elle-même localisée dans le massif montagneux du Moyen Atlas, depuis l'éperon de Si Ali Bou Brahim au sud-ouest, jusqu'à Taza, au nord-est. Bien que continue, elle ne présente pas partout la même résistance, et se divise nettement en deux masses : l'une au nord-est, formée par les Beni Ouaraïn et les Riata, — l'autre au sud-ouest, comprenant les Chleuh de Moha ou Saïd, puis les Zaïan, étayés par Ali Amaouch. Ces deux masses très denses, constituées par des populations extrêmement belliqueuses, fort bien armées et installées dans des massifs très difficiles, commandées par des chefs énergiques, sont en liaison l'une avec l'autre par l'intermédiaire des tribus subissant l'influence de Sidi Raho. Mais ce trait d'union est relativement mince et fragile, car il n'y a pas là de groupement solidement constitué et fixé dans un habitat défini : Sidi Raho n'est qu'un chef de bandes qui s'assemblent autour de lui ou se dissipent suivant les circonstances. Enfin, cette partie du Moyen Atlas est la moins élevée, la plus étroite, la plus accessible, celle où s'ouvrent les débouchés les plus faciles sur la Moulouya.

Il en résulte que la grande dissidence berbère du Moyen Atlas se présente *sous la forme d'une besace* avec, au milieu, une partie très faible. Elle est d'ailleurs enserrée au nord par une ligne de postes continue, qui en épouse strictement le contour, — au sud par les deux vallées de la Moulouya et de l'oued el Abid, dont les sources sont adossées au seuil très bas d'Arbala, et qui forment, de ce fait, un vaste couloir continu longeant le pied sud du massif.

Cette situation impose « la manœuvre » à faire pour avoir raison de la grande dissidence berbère centrale du Maroc :

— se garder de l'aborder de front dans son massif montagneux, mais se contenter de l'y maintenir et de l'y fixer ;

— la manœuvrer et la déborder par ses deux ailes en suivant le couloir formé par les deux vallées adossées ;

— la crever au milieu dans la partie faible de la besace.

Préparée et poursuivie depuis deux ans, cette manœuvre a été amorcée presque automatiquement par le seul jeu des ripostes aux attaques ayant marqué le début de la guerre.

A l'heure actuelle, la subdivision de Meknès occupe Aïn Leuh et a poussé des reconnaissances au delà de Timhadit, jusqu'au sud de l'Aguelmane Sidi Ali. Ses troupes pèsent de plus en plus sur la partie faible de la besace, tandis que de son côté le territoire de Bou Denib est prêt à marcher sur la Moulouya, et à leur donner la main. Enfin, aux deux débouchés du couloir Oued el Abid, Moulouya, les progressions se dessinent : l'une venant du Maroc Oriental par Debdou et Tissaf, — l'autre partant de la région de Marrakech par Tanant et Azilal, où un poste vient d'être établi.

L'IMPORTANCE DE L'ACTION POLITIQUE.

Le général Lyautey fait ensuite ressortir l'importance du travail politique préparatoire du service des renseignements, « qui se livre, dit-il, sans répit dans les zones insoumises à une besogne de taupe, y noue des attaches, y plante des jalons, en préparant ainsi la désagrégation, précédant et facilitant l'action militaire, réussissant parfois à l'éviter ».

C'est ainsi qu'en avant des zones effectivement occupées par le lieutenant-colonel Doury et par le général de Lamothe, on peut considérer comme dès maintenant acquises les tribus Aït Attab voisines de l'oued Ahansal, ainsi que les populations bordant le Ziz à l'ouest, y compris le Tafilalet, et que notre zone d'influence s'étend jusqu'à la région de Talsint.

En outre, des contacts ont été établis avec certains groupements indigènes de la dissidence :

— d'abord les Ksouriens de la haute Moulouya[1] à Kasbat el Maghzen, Missour, Touggour et Outat El Hadj, qui, déclare le général Lyautey, « nous attendent, nous désirent, causent avec Bou Benib ou Debdou, et dont quelques-uns même, comme les Oulad el Hadj, causaient déjà avec moi il y a sept ans, quand je commandais la division d'Oran » ;

— ensuite, certains groupements au delà du Moyen Atlas central[2] qui, au cours des reconnaissances effectuées à l'Aguelmane Sidi Ali, ont noué des relations avec le colonel Poeymirau ;

---

[1] Groupements 1, 2, 3, 4, de la carte n° 1.
[2] — 5 de la carte n° 1.

— enfin, quelques groupements Aït Tserrouchen [1], dont les uns [2], très impressionnés de notre établissement à Tarzout, sont venus saluer le Résident général à son récent passage dans ce poste, et dont les autres [3], à la suite de leur participation aux fêtes de Fez et de la visite rendue au Sultan, se sont offerts à tenir pour notre compte, moyennant certains avantages, la boucle du Sebou, et à couvrir ainsi le flanc est de la route de Fez à Tarzout. Le Résident général a même reçu certaines assurances des Marmoucha de la zaouïa d'Almis [4], établis en plein milieu de la route directe de Tarzout à la Moulouya, qui sont venus de leur côté spontanément à Fez pendant l'Aïd, et ont déclaré vouloir se ranger désormais à nos côtés si, le jour ou nous ouvririons la route, vous voulions les aider à se protéger contre leurs turbulents voisins.

Après avoir ainsi fait «toucher au vif» les résultats que le service des renseignements semble avoir acquis, le général Lyautey insiste sur l'importance de ce travail politique : «C'est la base même, dit-il, de toute ma doctrine coloniale, la négation de l'action de force préalable et violente ; c'est elle qui économise au maximum et l'effort et les risques et les vies humaines, celle qui laisse après elle le moins de dommage dès qu'il s'agit de construire, ce qui est le but unique de toute guerre coloniale.»

Il est dès lors bien évident que le programme général envisagé est à longue échéance, qu'aucune date ne sera fixée pour sa réalisation, et que «cela durera six mois, un an, deux ans», selon les circonstances : *circonstances extérieures*, la guerre, ses répercussions, le plus ou moins d'efficacité de la propagande morale et matérielle de nos ennemis ; — *circonstances locales*, les plus ou moins grandes facilités trouvées devant soi, les imprévus politiques motivés par le changement d'attitude de tel personnage ou de tel groupement, dans un sens ou dans l'autre. Si, par exemple, le débouché de la subdivision de Meknès (colonel Poeymirau) sur la Moulouya peut être regardé comme dès maintenant assuré sans risques, celui de la subdivision de Fez sur cette même Moulouya, de Tarzout vers Touggour par Almis, est beaucoup plus aléatoire. S'il s'ouvre «comme un fruit mûr» par désa-

[1] Groupements 6, 7, 8 de la carte n° 1.
[2] — 6 de la carte n° 1.
[3] — 7 de la carte n° 1.
[4] — 8 de la carte n° 1.

grégation politique, on le cueillera sans hésiter ; si l'on sent qu'il présente la moindre difficulté sérieuse, on l'ajournera, et « on n'ouvrira provisoirement qu'un débouché au lieu de deux, voilà tout ».

Le général Lyautey démontre enfin, en réponse aux objections possibles[1], que la meilleure façon de tenir, au Maroc, n'est pas « de rester tranquille », mais de progresser et de réduire ainsi le nombre et la force de l'adversaire. Nos opérations, dit-il, loin d'avoir pour résultat d'immobiliser, au détriment des armées du front occidental et d'Orient, du personnel et du matériel, réalisent au contraire la seule véritable économie des forces et le seul moyen de tenir le Maroc en paix jusqu'à la fin de la guerre avec des effectifs de plus en plus réduits.

Car la progression nous donne d'abord le bénéfice de la supériorité morale, et nous permet ensuite, non seulement de diminuer les effectifs et les moyens d'action qui nous sont opposés, mais encore d'augmenter d'autant le nombre et les ressources de nos auxiliaires et les nôtres propres : « Toute tribu qui se soumet, alors qu'hier elle nous tirait des coups de fusil, met dès le lendemain des contingents indigènes à notre service, nous vend son blé, participe à l'impôt. Plus je progresse, disloque, désagrège, plus j'allège mon effort militaire. » D'autre part, la meilleure réponse à opposer à la propagande allemande, qui nous représente comme affaiblis et diminués, est l'activité croissante de nos troupes, et la manifestation de notre force.

LA SITUATION INTÉRIEURE DU PROTECTORAT.

Examinant en dernier lieu la situation intérieure du Protectorat, le général Lyautey rappelle que, depuis le début de la guerre, pas un flottement ne s'est produit dans la zone soumise. Il faut attribuer ce résultat d'une part à notre politique indigène, de l'autre à la prospérité économique qui n'a cessé de s'accroître. Ces deux influences sont d'ailleurs étroitement liées et réagissent l'une sur l'autre.

La politique indigène, en effet, a pu s'appuyer jusqu'à présent sur deux facteurs, dont l'un est le désintéressement et l'indifférence de la masse de

[1] Cf. *supra*, pages 81 et sq.

la population à l'égard des questions politiques, avec comme conséquence un attachement prédominant de cette masse à ses intérêts matériels, et dont l'autre est le respect de la religion et de l'autorité locale.

L'exploitation du premier facteur s'indiquait d'elle-même :

— maintenir la masse marocaine dans cette indifférence ;

— développer ses intérêts matériels ;

— la convaincre que nous étions et resterions les plus forts.

En conséquence, il a fallu :

— Parler le moins possible de la guerre et tout faire pour ne pas créer, à cet égard, dans la population, une nervosité qui n'existait pas. Affecter une insouciance absolue des événements d'Europe, dans le but de faire interpréter cette insouciance par les indigènes comme la preuve de notre confiance entière et sereine dans le succès. Il a donc été indispensable de maintenir toute la façade extérieure habituelle de la vie, son décor et sa représentation, quelque « douloureuse » que fût cette obligation.

— Assurer par contre à la masse une sécurité et un bien-être tels qu'elle ne souffrît en rien des conséquences de la guerre. C'est la raison d'être de toute la politique économique qui a revêtu trois formes principales :

un développement intensif des travaux publics, donnant aux indigènes l'impression frappante du maintien de la richesse et de la puissance de la France, et développant leur bien-être matériel en attirant par les salaires une main-d'œuvre qui, oisive, aurait pu faire cause commune avec les dissidents;

un maintien aussi intégral que possible de la vie économique locale, permettant aux entreprises européennes de ne pas diminuer leur activité, et créant ainsi entre les populations européennes et indigène des facteurs de paix, de collaboration et d'union;

des manifestations commerciales telles que les foires de Casablanca et de Fez, encourageant l'implantation du commerce français au Maroc dans des conditions qu'établissent sans conteste les statistiques, et obtenant un résultat politique non moins profitable par l'attraction exercée sur tout le Maroc indigène, même dissident.

L'intensité de la vie économique, non seulement attire les dissidents par l'appât du gain dont ils sont privés dans le « bled Siba », mais encore

occupe les tribus soumises à la satisfaction de leurs intérêts et, de ce fait, allège l'effort militaire et compense l'insuffisance des effectifs.

En outre, alors que le Maroc avait exporté en France, en 1915, 100.000 quintaux de blé, il a pu, en 1916, porter ses envois à 235.000 quintaux d'orge et 18.000 de maïs. Le tertib (impôt indigène) est passé de 3.500.000 francs, pour l'année 1913-1914, à 14.800.000 francs, pour l'année 1915-1916, et les prévisions pour l'année 1916-1917 se montent à 18.500.000 francs.

— Convaincre le peuple marocain que nous étions et resterions les plus forts; ce résultat a été recherché par le maintien intégral de la ligne extrême de nos postes de « l'armature », et par la continuation de la progression militaire, dont les motifs et les conséquences ont été exposés plus haut[1].

Quant à l'autre facteur, dont nous avons le bénéfice et sur lequel notre politique indigène a pu s'appuyer pour construire sa riposte aux efforts de la propagande allemande représentant toutes les puissances de l'Entente comme des oppresseurs de l'Islam, il est constitué à la fois par l'autonomie religieuse du Khalifat marocain et par le régime du Protectorat. Les deux questions sont en effet solidaires. C'est dans la reconnaissance de l'indépendance religieuse du Sultan du Maroc, iman couronné, et dans l'application la plus complète du régime du protectorat que peuvent se puiser les arguments les plus efficaces à opposer à l'action de la propagande islamique anti-française. De ce fait même, le souverain et tous ses ressortissants religieux, c'est-à-dire tous ses sujets, se trouvaient par avance désolidarisés de Stamboul. Sans qu'il faille s'exagérer la portée de cette indépendance ni s'illusionner sur la rivalité des Khalifats, une telle situation explique cependant que l'entrée en guerre de la Turquie, ses premiers succès aux Dardanelles, le désastre anglais à Kut El Amara, n'aient pas eu, au Maroc, de répercussions sensibles.

L'action de notre politique indigène a consisté — non pas à nier des situations incontestables ou susceptibles de n'être que partiellement démenties (par exemple l'agitation en Égypte, l'échec des Italiens en Tripolitaine), — mais à démontrer par des faits l'existence, sous le pavillon d'un état de l'Entente, d'un territoire où les griefs habituels des Musulmans

[1] Cf. page 86.

contre les Européens ne reposent sur aucune base, et à prouver ainsi que le respect et la sauvegarde des choses d'Islam ne sont nullement incompatibles avec notre domination.

En définitive, il s'agissait de faire bénéficier le Maroc d'une situation politique intérieure telle qu'elle pût être constamment opposée comme une *affirmation* à la *négation* de nos adversaires. L'inviolabilité du statut personnel de l'indigène, la garantie de la propriété immobilière, le bénéfice de l'égalité de traitement avec les Européens, l'abstention absolue de l'administration protectrice dans le domaine religieux, enfin le maintien dans leurs fonctions et leurs prérogatives essentielles du Makhzen et du Sultan, tels sont les principes directeurs de la politique du Protectorat, politique attractive et non répulsive, qui a été au Maroc, surtout depuis la guerre, notre première sauvegarde en même temps que le facteur le plus efficace d'une progression constante de la pacification.

En résumé, seul le minimum de forces indispensables avait été maintenu au Maroc, tandis que l'on envoyait au delà de la Méditerranée le plus de troupes possible; et cependant le Protectorat étendait progressivement les zones soumises, et devenait encore pour la France un réservoir de ressources de toutes sortes. Ces résultats apparaissaient déjà comme la meilleure justification des principes qui avaient guidé notre action politique et militaire [1].

---

[1] Rapport du général Lyautey sur la situation militaire et politique au Maroc au 1er décembre 1916, n° 533 C. M. C., 29 novembre 1916.

CHAPITRE IX.

LA JONCTION MEKNÈS–BOU DENIB.

Les diversions adverses (la lutte contre El Hiba et la colonne du Sous; la lutte contre Abd el Malek). — L'exécution de la jonction (le plan d'action; les opérations préliminaires et la création des postes de Bekrit et de Tazouta; la marche sur la Moulouya).

En décembre 1916, le général Lyautey était appelé en France et remplacé par le général Gouraud. Se conformant aux directives laissées en automne par son prédécesseur, le nouveau commandant des troupes allait s'efforcer d'appliquer le programme d'action envisagé pour 1917.

Mais, dès son arrivée au Maroc, des circonstances imprévues vont détourner un moment son attention de la tâche principale qui lui a été fixée. C'est ainsi qu'il sera obligé de se rendre, le 3 janvier, à Marrakech où la situation s'est subitement aggravée, et qu'il interviendra ensuite, en mars, au nord de Taza pour rétablir le calme troublé par les agissements d'Abd el Malek en bordure des Branès.

Ces tournées de police de l'hiver 1917 n'entraveront cependant ni le développement de la manœuvre d'ensemble projetée contre la dissidence berbère du Moyen Atlas, ni l'engagement au moment voulu de l'action principale qui doit assurer la liaison sur la Moulouya des forces de Meknès et de Bou Denib.

LES DIVERSIONS ADVERSES.

La lutte contre El Hiba et la colonne du Sous[1]. — La présence des Espagnols au cap Juby, déjà signalée en juillet 1916, puis l'éventualité de l'occupation par eux de l'enclave d'Ifni risquaient de créer, dans la région

---

[1] Voir croquis n° 15.

du Sous, une situation particulièrement délicate; et le général Lyautey avait, dès septembre, attiré l'attention du Gouvernement sur les complications qui pourraient en résulter.

Certaines tribus de l'enclave se rangeaient en effet parmi les partisans d'El Hiba, dont le quartier général, établi à Assikim, n'était qu'à 40 kilomètres à l'est d'Ifni; en outre, dans toute la région les hostilités étaient dès longtemps ouvertes entre nos ressortissants et notre adversaire déclaré, que soutenait l'Allemagne. On pouvait donc craindre qu'il ne fût difficile à nos partisans de distinguer entre les contingents d'El Hiba et les Espagnols qui pouvaient y être mêlés, et de voir peut-être se renouveler la situation qui avait existé en Chaouia, en 1908, quand les Allemands surgissaient à chaque pas au milieu des Marocains combattant les troupes du général d'Amade [1].

De fait, une mission allemande dirigée par l'ancien consul à Fez, le docteur Probster, débarque en novembre du sous-marin U. C. 20 dans la zone espagnole et prend contact à Assaka avec des agents d'El Hiba, à l'embouchure de l'oued Noun.

Cet appui, plus moral que matériel [2], suffit cependant pour faire renaître l'effervescence dans toute la région ; il nécessite la mise sur pied, en décembre, d'une harka de 5.000 hommes environ destinée à renforcer le barrage établi sur la ligne Tiznit, Tezenakt, et à s'opposer à tout mouvement offensif d'El Hiba.

Malheureusement, bien que commandées par Haïda ou Mouis en personne, ces forces sont taillées en pièces, le 7 janvier, au débouché sud de Tiznit, et leur chef tué; elles abandonnent sur le terrain trois canons, des vivres, des munitions.

Déjà très inquiétante, la situation au sud de l'Atlas devenait ainsi des plus graves, et il fallait s'attendre au déclenchement d'un mouvement madhiste important. Pour y parer, le général Gouraud fait renforcer Taroudant avec des contingents pris dans les commandements du Glaoui et de son frère El Hadj Thami. Il prescrit en outre d'assurer la résistance à Tiznit avec ce qui reste de la harka (2.000 fusils environ) et avec quelques réguliers makhzen déjà sur place. Il décide enfin de porter sur les lieux mêmes du combat le groupe mobile de Marrakech : quatre bataillons et

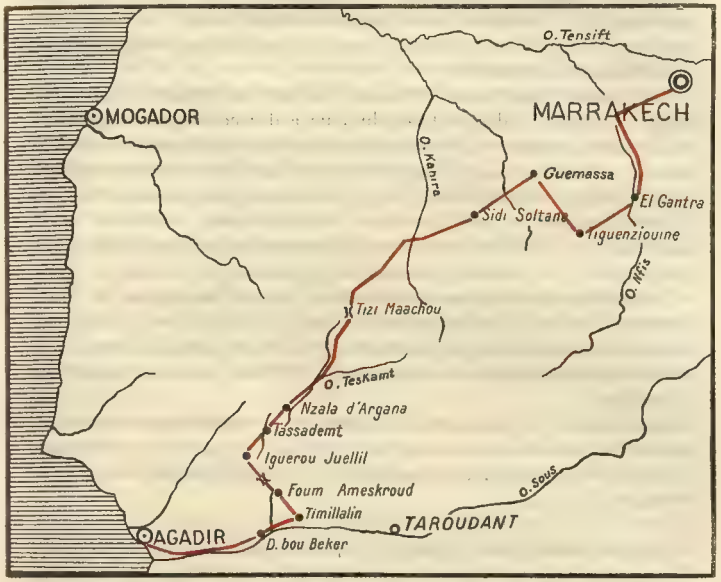
---

[1] C. R. G. Télégramme à Diplomatie, 330 C. M. C., 18 septembre 1916.

[2] De fait, l'U. 20 n'a réussi à mettre à terre que deux Allemands, un Turc et un Marocain, avec 40 fusils, quelques munitions, des explosifs et un appareil de T. S. F.

demi, trois batteries et trois escadrons. Ces mesures sont immédiatement approuvées par le ministre, le 9 janvier [1].

Mais, arrêtée par les pluies et le froid lors d'une première tentative de



Carte n° 2. — Itinéraire de la colonne.

départ le 4 février, la colonne venue de Marrakech ne peut se mettre en route que le 14; elle gagne Agadir, où elle arrive le 3 mars, après avoir parcouru près de 300 kilomètres et traversé l'Atlas au col d'Ameskroud (altitude 1.500 m.).

Pendant la durée des opérations dans le Sous, Agadir va devenir la base

[1] Guerre. Télégramme à C. R. G., 65 D. S., 9 janvier. — C. R. G. Télégramme à Guerre, n° 4, 8 janvier 1917.

de ravitaillement du groupe mobile, base que desservira la division navale du Maroc.

Après y avoir séjourné jusqu'au 12 mars, le général de Lamothe gagne Tiznit, de manière à se trouver à pied d'œuvre pour frapper un coup vigoureux. Il en débouche par une marche de nuit, le 24, et se porte sur le principal rassemblement adverse, que les renseignements reçus signalent à 25 kilomètres au sud-est.

Le combat engagé ainsi à Ouijane est particulièrement sévère. Nos troupes se heurtent dès le lever du jour à des contingents évalués de 5.000 à 6.000 fusils, et fortement établis sur plusieurs lignes de tranchées étagées, reliant des villages organisés en réduits. Mais, soutenus par les harka Glaoua, Goundafa et M'Tougua, elles attaquent le mur d'enceinte d'Ouijane même, et après un sérieux bombardement, s'emparent de la localité malgré l'opiniâtre résistance d'un adversaire qui, malgré des pertes considérables[1], ne consent à évacuer ses positions qu'à 15 heures.

Ces brillants résultats sont confirmés le 17 avril au combat de l'oued Tiguinit (à 2 étapes au sud-ouest de Tiznit), où les pertes infligées à l'ennemi sont évaluées à plus de 1.200 tués. Par la suite, l'aviation bombarde à plusieurs reprises les campements d'El Hiba qui s'est réfugié dans le Kerdous.

Considérant le mouvement madhiste comme complètement enrayé, le général de Lamothe organise sur de nouvelles bases la région du Sous; il en donne le commandement au caïd Si Tayeb Goundafi, et rentre à Marrakech le 30 mai.

La lutte contre Abed el Malek[2]. — C'est également dès le début de l'hiver que s'est fait sentir sur le front Nord l'action d'Abd el Malek, dont les agressions continuelles ont entraîné un certain malaise chez les tribus soumises; la voie ferrée de Msoun à Taza est elle-même l'objet d'attentats répétés.

Venu à Fez, le 18 février, le général Gouraud prescrit d'organiser des tournées de police dans la région nord des Branès aussitôt que l'état du terrain le permettra, afin de confirmer les résultats obtenus en 1916[3].

---

[1] Les nôtres ont atteint, pour les seules troupes régulières, 6 tués dont 1 officier, et 53 blessés, dont 2 officiers.

[2] Voir croquis n° 16.

[3] C. R. G. Lettre à général commandant la région de Fez, 267 D. R. 2, 13 mars 1917.

Mais, en dépit des reconnaissances exécutées par les forces mobiles du territoire de Taza et de l'engagement d'une partie de ce groupe au Goribis, le 13 mars, la dissidence commence à s'étendre. On signale bientôt l'avance de trois harkas récemment formées jusque sur le territoire de nos tribus soumises, et la défection de plusieurs fractions des Branès du nord et du nord-est.

Revenu à Fez le 19 mars, le général Gouraud met aussitôt en route sur Taza un groupement composé de trois bataillons, un escadron et quatre sections de 65, qui est placé sous les ordres du général Cherrier. Celui-ci dispose ainsi au total, avec le groupe mobile de Taza, de 23 compagnies, 9 pelotons, 5 sections de 75, 2 sections de 65.

Retardé par les pluies, le mouvement peut être entamé le 1er avril; il est effectué en deux colonnes, l'une marchant directement sur les harkas adverses, l'autre flanquant le groupe principal du côté des Branès à l'ouest.

Le 2, le gros des troupes attaque ainsi le camp de Moulay el Kébir installé dans les villages fortifiés autour du Souk et Tnine el Khemis et, après avoir dispersé les rebelles, campe au Bou Mehiris, tandis que la colonne secondaire s'établit à Aïn Dro, à la limite des Branès et des Meghraoua.

Le 4, les deux colonnes se portent sur le camp de Si Touhami qu'elles bousculent et, en fin de combat, campent à Souk el Had, à peu près sur le méridien de Meknassa Foukania, à la limite des Branès et des Gueznaïa,

Le 6 avril, toutes les forces disponibles, débouchant avant le jour et allégées, prennent pour objectif le camp même d'Abd el Malek, établi au Kifane, dans la vallée de l'oued Ouizert. Une brillante manœuvre de la cavalerie nous rend maîtres des hauteurs dominant les emplacements occupés par l'adversaire; ce qui reste du camp ennemi est détruit, et nos troupes reviennent s'installer au bivouac de Souk el Had[1].

En réalité, Abd el Malek a eu le temps d'évacuer ses trésors avant l'attaque et n'a laissé sur place que des éléments d'arrière-garde destinés à nous retarder. Le général Gouraud presse en conséquence le commandant de la colonne de poursuivre l'adversaire sans désemparer. Mais en

[1] Leurs pertes se sont élevées au cours de cette journée à 3 tués, dont 1 officier, et à 29 blessés, dont 3 officiers.

raison de la nature montagneuse de la contrée et des difficultés rencontrées dans l'organisation du ravitaillement, le général Cherrier a cru devoir se porter, dès le 8, plus à l'ouest jusqu'au Souk el Djemaa et au Souk es Sebt, pour soumettre les fractions Branès dissidentes. Quand il revient au Souk el Had, le 10 avril, l'arrière-garde du groupe mobile est accrochée par les Beni Ftah qui ont fait défection, et subit des pertes assez sérieuses [1]. Ce nouvel incident ne permet plus d'entamer la poursuite envisagée; d'ailleurs Abd el Malek s'est déjà réfugié en bordure de la zone espagnole [2].

Les jours suivants, seule une opération de répression est entreprise sur le lieu même du combat livré contre notre arrière-garde le 10 avril, et le 18 les deux groupes mobiles de Fez et de Taza regagnent leurs garnisons respectives.

Si la menace d'Abd el Malek est momentanément écartée, par contre le succès des opérations n'a pas été tel qu'on puisse escompter une accalmie de longue durée.

Le général Gouraud étudie en conséquence une organisation de la région nord de Taza qui, en constituant un barrage plus serré, permettrait à la fois d'annihiler l'action de notre adversaire, et de servir de base pour des opérations ultérieures :

en mai, le poste de Bab Moroudj est donc reporté plus au nord, au lieu dit « Bab Karia », dont les débouchés sont plus faciles, et dont l'occupation assurera aux Branès une meilleure protection; notre système de couverture est en même temps complété par la création d'un poste provisoire au Bou Méhiris, au nord des Meghraoua.

Ces dernières opérations sont effectuées par le groupe mobile de Taza, sous le commandement du lieutenant-colonel Charlet. Elles donnent encore lieu à plusieurs combats; celui de Zghba-Sasnou, le 13 mai, nous coûte en particulier des pertes sensibles [3]. Le 21, ne laissant à Bab Karia qu'un détachement chargé de la construction du nouveau poste, les autres éléments de la colonne regagnent leurs garnisons habituelles.

---

[1] 7 tués et 28 blessés,

[2] C. R. G. Télégrammes à commandant des opérations, 81 et 83 du 8 avril, — 84 du 9 avril. — Général Cherrier. Télégramme à C. R. G., 147, 7 avril 1917.

[3] 8 tués, dont 2 officiers, et 30 blessés.

L'EXÉCUTION DE L'OPÉRATION DE JONCTION[1].

Le plan d'action. — A la veille du déclenchement des opérations, le corps d'occupation compte 87.000 hommes — 49.000 Français et 38.000 indigènes —; il comprend 56 bataillons, 25 escadrons, 19 batteries et 2 escadrilles[2].

Mais dans ce total, les bataillons de territoriale ainsi que nombre d'autres formations ne constituent que des unités de seconde catégorie, employées, on le sait, à la garde des 113 postes à l'intérieur et à la protection des principales voies de communications[3].

Dans ces conditions, le général en chef ne dispose plus, pour la constitution de ses groupes mobiles, que de vingt-huit[4] bataillons, de quinze escadrons et demi, et de dix-huit batteries, dont, au milieu d'avril, la répartition d'ensemble est la suivante :

— Front de la zone espagnole : dix bataillons, cinq escadrons, sept batteries, formant les groupes mobiles de Taza et de Fez.

— Front du Moyen Atlas : neuf bataillons, quatre escadrons, quatre batteries, constituant le groupe mobile de Meknès et le groupe mobile du Tadla.

---

[1] Voir croquis n° 18.

[2] Cf. Journal des marches et opérations du commandant des troupes du Maroc : composition globale des troupes du Maroc (1er avril 1917).

Afin de compenser par des moyens matériels plus puissants la diminution de valeur des troupes laissées à sa disposition, le général Lyautey a demandé, en mars 1916, le remplacement du personnel et du matériel d'aviation en service au Maroc avant la déclaration de guerre, et envoyés sur le front du Nord-Est dès le début des hostilités.

Deux escadrilles de 10 avions (Voisin-Peugeot et Farman-Renault) ont été dirigées sur le Maroc, en novembre 1916, dès que l'augmentation des fabrications a permis l'exécution de cette mesure.

[3] Il faut noter en effet que les bataillons d'Afrique et les groupes spéciaux ont continué à être écrémés par l'envoi en France de leurs bons éléments: — que la Légion Étrangère n'est plus composée que d'une grande majorité d'Allemands, d'un moral très ébranlé; — et que les bataillons marocains ne sont composés que d'évacués du front ou de jeunes recrues non encore instruites.

[4] Ces 28 bataillons se décomposent ainsi qu'il suit : 1 bataillon de marche de zouaves, — 6 bataillons de tirailleurs indigènes et 2 de marocains ayant tous passé par le front, — 2 bataillons de marche d'infanterie légère d'Afrique, — 3 bataillons de Légion, — 2 bataillons d'infanterie coloniale, — et 12 bataillons sénégalais, dont l'instruction et la cohésion sont encore insuffisantes.

— Front du Sous : quatre bataillons, deux escadrons, trois batteries (groupe mobile de Marrakech).

— Front du Ziz : trois bataillons, deux escadrons, deux batteries (groupe mobile de Bou Denib).

— Enfin, le groupe mobile du Maroc Oriental comprend deux bataillons et des unités diverses prélevées sur les formations de réserve et de territoriale (4 compagnies), et sur les différents groupes francs (1 compagnie); il dispose en outre de deux escadrons et demi, de deux batteries et d'une section d'artillerie [1].

La part que doivent prendre ces troupes aux opérations d'ensemble a été déterminée au cours de l'hiver par le général Gouraud, dont les directives ont fixé dans le détail les objectifs à atteindre et établi le principe de la concordance des efforts que nécessite la manœuvre envisagée [2].

Mais, pour le nouveau Résident général, la liaison des groupes mobiles de Meknès et de Bou Denib doit simplement permettre de préciser pour le moment, «nos renseignements politiques, géographiques et topographiques, afin de déterminer en partant d'une base sérieuse les conditions dans lesquelles nous pourrions ultérieurement réaliser l'occupation de la haute Moulouya». La création de nouveaux postes entraînerait une absorbtion d'effectifs qu'il n'est pas possible en effet d'envisager dans les circonstances actuelles et, en raison du manque de renseignements sur les conditions dans lesquelles ces postes pourraient être ravitaillés, il y a lieu d'attendre que les reconnaissances prescrites sur la haute Moulouya nous aient fixés sur ce point.

Se réservant par ailleurs le soin de combiner les actions projetées, le général Gouraud précise aux exécutants qu'avant d'entreprendre les phases successives du programme général établi, ils auront à obtenir l'autorisation du commandant en chef, — des circonstances imprévues pouvant l'amener à modifier tout ou partie de leur programme, auquel il donne cependant une approbation de principe.

Il réserve toutefois, d'ores et déjà, les suggestions du lieutenant-colonel Doury tendant au déplacement à Talsint du poste de Beni Tadjit qu'il

---

[1] E. M. A. (Section d'Afrique). Note sur les effectifs employés au Maroc, 3243-9/11. 16 avril 1917.

[2] C. R. G. Télégrammes à Haut Commissaire Oudjda, 238 D. R. 2. 7 mars, — 266 D. R. 2., 12 mars, — 314 D. R. 2, 24 mars; — lettres à commandant la région de Fez, 267 D. R. 2, et à commandant la région de Meknès, 268 D. R. 2, 13 mars 1917.

ne juge pas urgent, et écarte résolument l'occupation proposée du Tizimi, se conformant ainsi aux instructions du général Lyautey qui, comme on le sait, ont interdit en novembre de s'engager vers le Tafilalet [1].

Le 10 mai, le général Gouraud résume au ministre de la Guerre son plan d'opérations.

L'action principale devant viser la jonction des troupes de Meknès et de Bou Denib, il importe d'assurer au préalable la sécurité des flancs du groupe mobile de Meknès dans sa marche sur la Moulouya.

En effet, vers l'est, reprenant leur activité agressive contre la tribu soumise des Beni Yazra, les Beni Ouaraïn viennent d'appeler chez eux Sidi Raho, l'agitateur qui a si longtemps troublé le sud des régions de Fez et de Meknès; et vers l'ouest, la fraction Aït Abdi des Beni M'Guild fait preuve d'une agitation inquiétante.

Dans ces conditions, le groupe mobile de Meknès se portera vers la région de Bekrit, en vue de créer un poste destiné d'abord à compléter la pacification de cette région, et à flanquer ensuite, du côté des Zaïan, sa marche ultérieure vers la Moulouya. En même temps, le groupe mobile de Fez se mettra de son côté en route vers Irezrane, en vue de ramener le calme chez les Beni Yazra, et de disperser les groupements rassemblés dans la boucle du Sebou par le chérif Moulay el Mohammed, dont la présence compromet les communications de Fez vers le sud,

Le général Gouraud rend compte d'ailleurs de ce que l'aviation et le groupe mobile de Taza s'opposent déjà, ainsi qu'on l'a vu [2], à un retour offensif d'Abd el Malek, et de ce que le groupe mobile de Bou Denib opère aussi en ce moment à l'est du Guir, afin de confirmer les soumissions récentes obtenues entre Gourrama et Anoual.

L'opération principale pourra dès lors être entreprise fin mai. Partant simultanément de Timhadit et de Rich, elle aura pour but non seulement de percer la digue qui s'élève encore entre les régions de Meknès et de Bou Denib, mais encore de séparer et d'isoler le bloc hostile des Beni Ouaraïn du groupement Zaïan, Chleuh.

---

[1] Dans un télégramme du 25 mars, le lieutenant-colonel Doury a encore insisté sur la nécessité d'une tournée au Tafilalet, où les conditions d'une intervention n'ont jamais paru si favorables; il regrettait même de n'avoir pas le temps de se rendre à Rabat pour apporter au Résident « les précisions locales et présentes qu'on ne donne jamais complètement par correspondance ». (Lieutenant-colonel Doury. Télégramme à C. R. G. 838 R 25 mars 1917).

[2] Cf. Supra, page 94 et sq.

Cette action de liaison sera appuyée par le groupe mobile de Debdou qui se portera sur la moyenne Moulouya, dans la région d'Outat el Hadj, afin d'y sanctionner par l'installation d'un ouvrage le travail politique entrepris depuis plusieurs mois chez les Oulad el Hadj. Ce poste jalonnera de ce côté la ligne d'investissement des Beni Ouaraïn, Riata — actuellement constituée par les postes de Mahiridja, Guercif, Safsafat, Msoun, Djebla, Touahar, Koudiat el Biad, Matmata, Bou Knadel, El Menzel — ligne qui doit être prolongée du côté des Irezrane et de la boucle du Sebou.

Quant au groupe mobile de Marrakech dès son retour du Sous, il sera dirigé sur Azilal pour y être maintenu en observation, prêt à une intervention éventuelle[1].

En définitive, la série d'opérations que le général Gouraud a minutieusement étudiée et dont il s'est attaché à préparer l'exécution depuis son arrivée au Maroc, doit réaliser la partie essentielle du programme établi par le général Lyautey pour 1917.

Les opérations préliminaires : création des postes de Bekrit et de Tazoutat[2]. — Le 14 mai, le colonel Poeymirau se dirige sur Bekrit avec cinq bataillons, trois escadrons, trois batteries et deux goums.

Parti de Timhadit, le groupe mobile évite le Tizi n' Laafit occupé par les Aït Abdi et atteint Bekrit le 16; après avoir poussé le lendemain une reconnaissance au voisinage immédiat de son camp (combat de l'Ajgou du 17 mai), il établit en ce point un poste pour deux compagnies et une section de 95. Une réaction venue des pentes du Tarcha, et à laquelle ont participé de nombreux cavaliers zaïan, est brisée, le 24, par le canon du poste qui cause de lourdes pertes à l'assaillant, surtout en notables. Le groupe mobile regagne Timhadit le 1er juin.

Le programme d'action établi par le commandant de la région de Fez envisage la nécessité d'assurer la liberté de son groupe mobile du côté des Beni Ouaraïn, avant de procéder à la tournée de «nettoyage» prescrite dans la boucle du Sebou, et qui doit fixer, on le sait, l'attention des Aït Tserrouchen et des Marmoucha pendant la marche de la colonne principale vers la Moulouya.

Le général Cherrier compte dès lors se porter d'abord sur El Menzel,

---

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 162, 10 mai 1917.

[2] Voir croquis n° 17.

afin de renouveler dans la direction d'Aïn Ageri l'opération déjà effectuée chez les Irezrane l'année précédente, et de disperser définitivement les bandes qui ne cessent d'inquiéter les Beni Yazra. Quant à l'opération principale dont il est chargé, elle sera exécutée en trois temps : d'abord organiser une force mobile d'un goum à Tazouta, pour purger le pays des rôdeurs qui tenteraient de se glisser en arrière de nos postes de couverture ; — ensuite ouvrir la route directe d'Anoceur à Tarzout par Tagnameit ; — enfin créer un poste à Scourra[1].

Ses propositions sont approuvées par le général Gouraud le 7 mai[2].

Les opérations contre les Irezrane durent du 11 au 23 mai.

Le lieutenant-colonel Tisseyre qui les dirige dispose de quatre bataillons, trois escadrons, quatre batteries (8 sections). Le 14, il enlève la kasba de Dar Kellocq, dont le caïd est tué après un combat où ses partisans subissent de lourdes pertes. Le programme primitif reçoit ensuite un commencement d'exécution par l'établissement du groupe mobile à Tazouta, et par l'installation d'un poste en ce point.

Mais, le 28, une réaction très violente des Aït Tserrouchen, au col de Tagnameit, contre le détachement chargé de la protection des travaux de la piste de Tazouta à Anoceur, nous coûte des pertes sensibles[3] ; elle entraîne une intervention du Résident général qui invite le lieutenant-colonel Tisseyre à ne pas se lancer dans une action militaire aventurée susceptible d'entraîner des pertes inutiles[4].

Si l'opération du nettoyage de la boucle du Sebou n'est pas écartée, il apparaît cependant déjà qu'elle excède les seules forces du groupe mobile de Fez[5]. Ce dernier est en conséquence maintenu à Tazouta jusqu'à nouvel ordre[6].

---

[1] Programme d'action établi par le général Cherrier, 1215 M, le 4 mai 1917.

[2] C. R. G. Télégramme à général Cherrier, 505 D. R. 2, 7 mai 1917.

[3] 16 tués et 32 blessés.

[4] C. R. G. Télégramme à lieutenant-colonel Tisseyre, 603 D. R. 2, 2 juin 1917.

[5] Invité à émettre son avis sur l'opportunité de cette opération, le lieutenant-colonel Tisseyre estime qu'il importerait de déterminer d'une façon définitive l'attitude des Aït Tserrouchen et des Marmoucha à notre égard, et qu'il y aurait lieu d'effectuer dans ce but l'action de nettoyage prévue dans la boucle du Sebou. Mais il précise que la création d'un poste dans cette région doit rester subordonnée à l'attitude de nos adversaires, car si ces derniers demeurent irréductibles, Scourra, dit-il, « devient une place assiégée en permanence avec la nécessité d'exécuter à chaque ravitaillement une véritable opération militaire ». (lieutenant-colonel Tisseyre. Lettre à C. R. G., 388 B 3, 6 juin 1917).

[6] C. R. G. Télégramme à commandant du groupe mobile, 555 D. R. 2, 21 mai 1917.

La marche sur la Moulouya[1]. — Le 29 mai, au moment où le général Lyautey rentrant de France débarque à Casablanca, toutes les dispositions sont ainsi prises pour entamer le mouvement d'ensemble prévu; la date de la reconnaissance des deux groupes mobiles de Meknès et de Bou Denib sur la Moulouya a été fixée au 6 juin, afin de permettre au groupe de Debdou, retardé par les difficultés du ravitaillement, d'atteindre Tissaf à la même époque.

De fait, les opérations prévues s'effectuent sans tirer un coup de fusil.

Franchissant les derniers contreforts du Moyen Atlas au col de Taghzeft, le colonel Poeymirau débouche à Tamayoust dans la vallée de la Moulouya et rencontre à Assaka N'Idji, le 6 juin, le groupe mobile du lieutenant-colonel Doury qui a traversé lui-même la chaîne du Grand Atlas au Tizi N'Talghemt.

En même temps, le colonel Maurial, commandant la subdivision d'Oudjda, gagne la moyenne Moulouya par Debdou, El Ateuf, Tissaf et atteint Outat el Hadj, à 90 kilomètres de Kasbat el Maghzen. Il poussera ensuite jusqu'à Missour, où il fera sa jonction avec la colonne mobile de Bou Denib, le 10 juillet. Le 18, la colonne de la moyenne Moulouya sera disloquée à Mahiridja après avoir descendu et reconnu la vallée elle-même.

Nos troupes ont été bien accueillies par les populations des Ksour, et deux postes ont pu être établis : l'un à Tissaf, l'autre à Itzer, grand marché et centre de routes, assurant la protection des populations ralliées à la fois contre les tribus de la montagne et contre les Zaïan, à qui l'accès de la haute Moulouya est désormais interdit.

Le général Lyautey estime que la réussite de ces opérations doit être considérée comme le plus important des résultats atteints dans notre occupation du Maroc depuis la jonction Fez, Taza[2].

---

[1] Voir croquis n° 18.

[2] C. R. G. Télégramme à Guerre, 229 C. M. C., 8 juin 1917.

Le général Lyautey reçoit les félicitations du Gouvernement en même temps que le général Gouraud, qui a repris le commandement d'une armée sur le front du Nord-Est. (Guerre. Télégramme à C. R. G., 4322-9/12, 10 juin; — Lettre à général Gouraud, 4476, 13 juin 1917).

CHAPITRE X.

LES DÉBUTS DE LA PÉRIODE CRITIQUE ET L'ARRÊT DE LA PROGRESSION.

Les directives du Gouvernement. — L'organisation générale de la défense. — L'affaire de Scourra et la réorganisation du front Beni Ouaraïn. — L'établissement d'un barrage dans le couloir de Taza. — La situation d'ensemble à l'automne 1917.

LES DIRECTIVES DU GOUVERNEMENT.

Le 8 juin 1917, en attirant l'attention du ministre de la Guerre sur les heureux résultats de la jonction effectuée en haute Moulouya, le général Lyautey avait rappelé à M. Painlevé le programme d'action d'ensemble établi en novembre 1916, et demandé au ministre de s'y reporter pour suivre le développement futur des opérations.

A vrai dire, les dernières directives gouvernementales remontaient au 26 novembre 1916; elles étaient antérieures à ce programme du Résident général, et seule, la présence du général Lyautey au ministère de la Guerre, où il avait été appelé en décembre, en avait entraîné l'approbation.

En constatant la large initiative laissée ainsi, depuis plus de six mois, au Commissaire Résident général, M. Painlevé se trouvait donc tout naturellement amené à étudier l'opportunité des dernières opérations entreprises, et par voie de conséquence à se rendre compte de l'extension considérable des territoires occupés, relativement aux effectifs combattants dont disposait le corps d'occupation.

L'avance sur la Moulouya ne se justifiait guère que par l'opportunité d'exploiter les résultats inespérés obtenus par l'action politique; elle aurait pu être ajournée jusqu'à la fin de la guerre.

Enfin, un examen détaillé du programme d'action de novembre 1916 laissait entrevoir la réalisation de visées plus étendues, tendant à ouvrir un nouveau débouché entre le Guigou et la moyenne Moulouya par Tarzout, Almis et Missour; or cette percée à travers le bloc hostile des Beni Ouaraïn

semblait devoir présenter actuellement de graves inconvénients, sinon même un danger certain. Bien que le général Lyautey n'eût fixé aucune date pour son exécution, on pouvait craindre qu'il n'y fût entraîné très vite par l'intensité de l'action politique entreprise par ses officiers de renseignements [1].

D'ailleurs deux incidents venaient déjà d'être signalés à Paris.

Le 13 juin, au cours d'une tournée de police effectuée chez les Beni Bou Yala, le groupe mobile du lieutenant-colonel Charlet, commandant le territoire de Taza, avait subi un échec assez sérieux. Surprise à Aïn el Hout, à l'ouest de Bab Moroudj, son arrière-garde avait été accrochée par des contingents Fezarza récemment ralliés, dont la défection subite avait entraîné des pertes importantes, en hommes et en matériel [2].

Le 16 juin, le Maroc Oriental avait, de son côté, directement rendu compte au ministre d'un combat livré sur la Moulouya par le groupe de Debdou; et cette affaire de Bou Yacoubat avait provoqué de la part du ministère une demande de renseignements complémentaires à Rabat [3].

Sans tenir compte de ces derniers incidents, M. Painlevé se réfère seulement aux prévisions du programme d'action du 29 septembre 1916, et invite, le 22 juin, le général Lyautey au calme, en le priant de «ne procéder à aucune nouvelle extension de l'occupation sans l'autorisation préalable du Gouvernement [4]».

En réalité, au moment où lui parviennent ces instructions, loin de prévoir une nouvelle jonction entre Fez et Missour, le Résident général a des intentions nettement défensives. Il appréhende en effet plus particulièrement les conséquences de l'affaire du 13 juin au nord de Taza, et s'inquiète en outre de certains mouvements de groupes Aït Tserrouchen signalés, à la suite de la récente avance de nos troupes dans la région de Tazouta, comme descendant de leurs montagnes, pour faire cause commune avec les Beni Ouaraïn et s'installer dans la boucle du Sebou.

Il ne s'agit plus dès lors, télégraphie le général Lyautey au ministre, de

---

[1] E. M. A. (section d'Afrique). Note sur les opérations militaires au Maroc, 4056-9/11, 16 juin 1917.

[2] C. R. G. Télégramme à Guerre, 247, 18 juin 1917. — Au cours de ce combat, nos pertes s'étaient élevées à 14 tués, 28 blessés; une section de mitrailleuses, privée de ses servants, avait dû en outre être abandonnée sur le terrain.

[3] Guerre. Télégramme à C. R. G., 4672-9/11, 20 juin 1917.

[4] Guerre. Télégramme à C. R. G., 4700-9/11, 22 juin 1917.

faire de l'action politique, mais bien «de nous défendre et de regagner le terrain perdu sur l'un et l'autre de ces fronts». Son intention est uniquement, pour l'instant, de maintenir ouverte la communication avec l'Algérie, tout en conjurant le danger qui lui paraît sérieux de la collusion d'Abd el Malek avec les Beni Ouaraïn[1].

Quant à l'affaire de Bou Yacoubat, elle n'est qu'un accident local, qui ne doit modifier en rien les directives données au colonel Maurial, car le général Lyautey estime que, tout comme le recul d'El Hiba dans le Sous, les opérations convergentes menées sur la Moulouya ne peuvent qu'apporter fort à propos un contrepoids aux effets de l'influence grandissante d'Abd el Malek chez les Beni Ouaraïn[2].

L'ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA DÉFENSE.

En définitive, au milieu de juin, toute l'attention du commandement est attirée sur la situation dans le couloir de Taza où, habilement exploité, l'incident du 13 juin risque d'accroître le prestige de son principal adversaire, et d'entraîner des conséquences graves pour la sécurité des communications entre Fez et Oudjda.

Non seulement le général Lyautey décide la formation dans cette région d'une subdivision autonome qu'il confiera au colonel Aubert[3], mais il intervient aussi auprès du général Cherrier, qui assure encore, jusqu'à l'arrivée du colonel Aubert, la direction militaire d'ensemble sur le front Beni Ouaraïn et sur le front d'Abd el Malek, pour l'inviter à «courir au plus pressé» et lui suggérer d'ajourner les opérations prévues dans la boucle du Sebou, afin d'envoyer d'urgence sur Taza toutes les disponibilités du groupe mobile de Fez[4].

Enfin, des mesures générales sont prises pour récupérer de nouveaux

---

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 119 C. M. C., 25 juin 1917.

[2] C. R. G. Télégramme à Guerre, 112 C. M. C., 22 juin 1917.

[3] C. R. G. Ordre général n° 51, 18 juin 1917. — La subdivision du Tadla, à la tête de laquelle était placé le colonel Aubert, se trouve supprimée, comme n'ayant plus jusqu'à nouvel ordre qu'un rôle défensif. A sa place est constitué un territoire rattaché à la subdivision de Meknès, et placé sous les ordres du commandant Mayade, jusqu'à l'arrivée du colonel Théveney.

[4] C. R. G. Télégramme à commandant la région de Fez, C. M. C., 15 juin 1917.

contingents à l'intérieur, afin d'étoffer les unités de l'avant, dont les effectifs ne cessent de fondre[1].

Laissé cependant juge de la décision à prendre, le général Cherrier se concerte d'abord avec le colonel Poeymirau, qui doit participer également au règlement de la question de Scourra, et rend ensuite compte au général Lyautey, le 18 juin, du programme auquel il s'est arrêté.

A son sens, la situation au nord de Taza n'exige pas une action immédiate; c'est au contraire l'opération envisagée dans la boucle du Sebou qui s'impose à bref délai : les Aït Tserrouchen sont déjà sous les armes, tandis que les Beni Ouaraïn se forment en harka, et que toutes les tribus de la périphérie s'agitent. D'ailleurs, le groupe mobile de Taza est extrêmement fatigué, et il serait imprudent de lui faire entamer en plein été des opérations sérieuses. Enfin, deux bataillons provenant du Tadla pourraient, de l'avis même du colonel Poeymirau, remonter sur Meknès et être utilisés, suivant les circonstances, soit dans la subdivision de Fez, soit dans celle de Taza. C'est seulement d'ailleurs en juillet qu'il pourra être effectivement procédé à l'opération de « nettoyage » envisagée, car les groupes mobiles de Fez et de Meknès ont dû rejoindre leurs garnisons respectives pour y prendre un repos indispensable; seul, le groupe de Taza a été maintenu en observation dans la région de Bab Moroudj, à pied d'œuvre pour intervenir, le cas échéant, sur le front Nord[2].

Le général Lyautey approuve ces propositions tout en faisant ressortir la nécessité de ne pas se laisser accrocher dans la boucle du Sebou, afin de se tenir prêt à aller au besoin appuyer Taza[3].

La randonnée effectuée du 11 au 29 juin par le groupe mobile de Debdou sur la Moulouya a bien donné lieu, comme on l'a vu, à l'affaire de Bou Yacoubat, à hauteur de Mahiridja; mais la colonne Maurial n'a été nullement inquiétée à son retour sur Outat el Hadj, où elle a aussitôt procédé à l'installation d'un poste. L'itinéraire suivi par nos troupes dans cette région a même permis de jalonner le tronçon de piste reliant directement Outat el Hadj à Mahiridja en évitant le détour par El Ateuf et Debdou.

---

[1] L'application de la loi Mourier et la suppression des sursis d'appel permetteront de former la valeur de 6 compagnies d'active et de 4 compagnies de réserve. — Pour le détail, cf. page 123.

[2] Général Cherrier. Lettre à C. R. G., 1786 M, 18 juin 1917.

[3] C. R. G. Télégramme à Guerre, 272, 4 juillet 1917.

Au même moment, descendant la vallée de la Moulouya, le groupe mobile de Bou Denib a reconnu de son côté, depuis Asaka N'Idji jusqu'à Kasbat el Maghzen, la partie de la route directe devant relier Itzer à Guercif.

Il ne reste donc plus à parcourir que la section Kasbat el Maghzen, Outat el Hadj; les instructions nécessaires ont été données pour que les groupes mobiles de Debdou et de Bou Denib se rencontrent à Missour, au début de juillet. Ainsi les colonels Maurial et Doury étudieront en commun une organisation définitive de la Moulouya, dont l'insoumission des Beni Ouaraïn nous interdit encore l'accès[1].

En résumé, à la fin de juin, la situation générale, abstraction faite de la guerre sous-marine dont les effets ne sont pas sans commencer à impressionner sérieusement les notabilités chérifiennes[2], montre les points dangereux comme nettement localisés dans le couloir de Taza et dans la zone sud de Fez.

Dans ces conditions, écrit le général Lyautey, l'action militaire restera concentrée sur les deux axes de Fez, Taza, Msoun et de Meknès, Bekrit, Itzer, Bou Denib, ainsi que sur la transversale qui les relie par la Moulouya.

Le colonel Aubert sera chargé de l'action sur l'axe de Taza, tandis que le colonel Poeymirau agira sur l'axe Meknès, Moulouya, en liaison, d'une part, avec le lieutenant-colonel Doury sur le haut Guir et, d'autre part, avec le colonel Maurial sur la moyenne Moulouya. La « charnière nord entre les deux axes » sera assurée à Fez par le général Cherrier.

Telles sont les directives qui, sauf imprévu, serviront de base aux opérations futures au Maroc[3].

L'AFFAIRE DE SCOURRA ET LA RÉORGANISATION DU FRONT BENI OUARAÏN[4].

Décidée, comme on l'a vu[5] le 18 juin par le général Cherrier, l'opération du nettoyage de la boucle du Sebou est effectuée du 1er au 14 juillet

---

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 112 C. M. C., 22 juin 1917.
[2] Pour le détail, cf. page 116.
[3] C. R. G. Télégrammes à Guerre, 253 à 255, 22 juin 1917.
[4] Voir croquis n° 19.
[5] Cf. page 106.

par les forces mobiles de Fez et de Meknès, sous le commandement du colonel Poeymirau [1].

Partis respectivement de Tazouta et de Tarzout, les deux groupes font leur jonction à Scourra le 4 juillet, puis procèdent à la reconnaissance en commun de la vallée du Sebou, de ses accès et de ses débouchés. Mais ils se heurtent partout à des rassemblements importants d'Aït Tserrouchen, avec lesquels ils ont plusieurs engagements [2].

Se rendant compte de l'obligation où il se trouve de renoncer à toute extension de la zone pacifiée et de la nécessité — qui lui a été rappelée — de ne pas se laisser accrocher, le colonel Poeymirau décide le 8, de se replier sur Tazouta.

Mais, prise dès le petit jour dans une tourmente de sirocco, à son passage dans le massif montagneux dominant la vallée du Sebou, la colonne est vivement pressée par des contingents importants d'Aït Tserrouchen qui, profitant des circonstances, se ruent sur nos arrière-gardes et nos flanc-gardes. Privée de vues suffisantes, l'artillerie est dans l'impossibilité de tirer, tandis que les mitrailleuses, enrayées par la poussière, ne peuvent obtenir des résultats efficaces. Le combat, des plus durs, donne lieu à de nombreux corps à corps. Cependant, nos troupes parviennent à se dégager par une série de brillantes contre-attaques; à partir de midi, l'ennemi diminue sa pression et, dans la soirée, la colonne atteint Tazouta sans abandonner le moindre matériel ni aucun élément de convoi. Ses pertes sont importantes [3], mais celles de l'adversaire paraissent encore bien plus considérables.

Pendant ce temps, sur la Moulouya, les groupes mobiles de Debdou et de Bou Denib ont effectué conformément aux directives reçues [4], leur jonction à Missour, le 10 juillet, où les a rejoint le commandant Pariel venu de la région de Figuig à la tête de contingents Beni Guil. En signalant cette première réunion des trois circonscriptions du Maroc Oriental, le général Lyautey fait ressortir qu'elle a apporté « sur les derrières des Beni Ouaraïn une contre-partie décisive... [5] »

---

[1] Frappé d'insolation, le général Cherrier a passé le commandement d'ensemble au colonel Poeymirau, le 5 juillet. Celui-ci a conservé auprès de lui le commandant Huré, chef d'état-major de la subdivision de Fez.

[2] Ces premiers engagements coûtent une vingtaine de tués et plus de 40 blessés.

[3] 103 tués et 176 blessés.

[4] Cf. page 107.

[5] C. R. G. Télégramme à Guerre, 297, 14 juillet 1917.

Quoi qu'il en soit, le combat du 8 juillet motive une nouvelle intervention du ministre de la Guerre, qui confirme au général Lyautey les directives du 22 juin.

Ces instructions résidentielles sont d'ailleurs, comme le lui dit M. Painlevé, «en complet accord avec la méthode de prudence appliquée à la conduite de vos opérations au Maroc, et ne comportant que la progression absolument indispensable dans les parties de moindre résistance, et évitant tout dommage grave»; le ministre compte tout simplement «sur la ferme et complète application de cette méthode pour supprimer tous les risques d'accrochage et éviter les pertes sur le front marocain[1]».

En remerciant de la confiance qui lui est ainsi témoignée, et en se déclarant prêt à faire tout son possible pour la justifier, le général Lyautey rend compte du développement sérieux qu'ont pris depuis deux mois les opérations au Maroc, et précise qu'en présence des attaques auxquelles il faut s'attendre, il s'agit de prendre l'ascendant sur un adversaire sérieux et résolu «avec les risques inévitables que comporte la guerre...[2]»

L'ébranlement sérieux qu'a entraîné l'affaire de Scourra nécessite en tous cas la mise en vigueur immédiate de mesures nouvelles.

Pour parer sur ce front à toute surprise, le Résident général se sépare sans hésitation du colonel Berriau, son chef du service des renseignements, et le nomme provisoirement au commandement de la subdivision de Fez[3].

Dès son arrivée, le nouveau remplaçant du général Cherrier s'applique donc à organiser la mise en état de défense de la région, et entre dans une voie nouvelle basée sur un emploi plus large des populations soumises, armées sous notre contrôle et appuyées de détachements réguliers, prélevés surtout sur la cavalerie.

Ainsi est établie toute une ligne de surveillance sur la partie du front s'étendant d'El Menzel à Tazouta.

L'organisation de la lisière nord-ouest du massif des Beni Ouaraïn est effectuée dans les mêmes conditions entre El Menzel et l'Innaouen, et confiée au pacha de Sefrou[4].

Des petits postes de garde indigènes, fortement retranchés, sont enfin

---

[1] Guerre. Télégramme à C. R. G., 5387-9/11, 15 juillet 1917.
[2] C. R. G. Télégramme à Guerre, 147 C. M. C., 17 juillet 1917.
[3] C. R. G. Télégramme à Guerre, 297, 14 juillet 1917.
[4] Un poste français est créé en même temps à Aïn Felledj, à 8 kilomètres au sud-ouest de Matmata.

établis dans la vallée même de l'Innaouen, pour assurer la protection des chantiers de la route et du chemin de fer devant relier Taza à Fez, et pour servir de points d'appui aux détachements mobiles chargés d'intervenir, en cas d'agression, sur l'un ou l'autre des points de la ligne.

Le bon effet de ces mesures ne tarde pas à se faire sentir et, du 12 au 16 août, le groupe mobile de Fez peut, sans être sérieusement inquiété, procéder au ravitaillement de Tazouta.

L'ÉTABLISSEMENT D'UN BARRAGE DANS LE COULOIR DE TAZA[1].

Le 30 juin, en prenant le commandement de la nouvelle subdivision de Taza, le colonel Aubert a également trouvé une situation assez inquiétante; il signale qu'il faut s'attendre à un mouvement général d'insurrection sur le front Nord, dès la fin de la période des moissons et du ramadan.

Ancien fonctionnaire à Tanger, Abd el Malek n'est pas en effet un simple chef de bandes; il a une formation européenne et une culture générale assez complète. Sans compter les légionnaires déserteurs dont il dispose, on trouve auprès de lui de nombreux Allemands, dont Bartels, déjà signalé, — Hermann, ancien agent des Mannesmann à Casablanca, — Walter, chef avant guerre d'une maison allemande à Rabat, — Laurent, etc. Il est en outre abondamment pourvu d'argent; il a reçu en juin, un million de pesetas via Melilla. Le souvenir de son père donne enfin à son activité un caractère essentiellement chérifien.

Son plan, très solidement concerté avec ses alliés allemands, paraît en définitive consister à nous couper de l'Algérie, en déterminant une défection des tribus du couloir, qu'il ne cesse d'appuyer par une action concentrique de ses bandes au nord et au sud. Le départ en dissidence des Branès paraît déjà imminent, et les tribus soumises Tsoul et Hayana ne forment plus qu'une mince et légère bande de protection[2].

Dans ces conditions, tenant compte de la mobilité de son adversaire et des difficultés du pays, le colonel Aubert écarte la solution d'un coup de force, et décide de se borner à tenter de rassurer et de protéger les populations restées fidèles par l'organisation d'un double barrage :

---

[1] Voir carte n° 4.
[2] C. R. G. Télégramme à Guerre, 294, 10 juillet 1917.

— au sud, sur la ligne de l'Innaouen, de Taza à Koudiat et Biad, contre les Riata, en liaison avec la région de Fez qui constituera de son côté un fort détachement à Beni Stitten;

— au nord, de l'oued Amelil à l'oued Msoun, pour isoler les Tsoul, déjà ralliés, des Beni Bou Yala et des Branès, dont la défection a commencé, et pour empêcher le glissement vers l'ouest d'Abd el Malek.

Dans ce but, le commandant de la subdivision de Taza reportera vers le nord, jusqu'au djebel Ahmar[1], le poste actuel du Djebel Halfa; il créera ensuite un poste à l'est du Bou Mehiris, vers Sidi Belkacem, de manière à substituer un front large et solide à la pointe actuelle, isolée et menacée sur ses deux flancs.

Dès le 12 juillet, à la suite d'une reconnaissance du terrain, le général Lyautey approuve ce programme[2].

Libérant alors toutes ses unités actives de la garde des postes, le colonel Aubert constitue un groupe mobile qui, après renforcement par un bataillon venu du Tadla, comprendra 24 compagnies, 7 pelotons de cavalerie, 5 batteries et demie.

Le 17 juillet, sous la protection d'un détachement maintenu à Msoun pour protéger la voie ferrée et surveiller les répercussions possibles dans l'est de son opération principale, il porte sur le Djebel Ahmar une masse de 17 compagnies et 5 sections d'artillerie. Cette manifestation de force, conduite avec rapidité et méthode, permet d'établir un poste solide à M'Sila, à 14 kilomètres à l'ouest de Bab Moroudj, au cœur même des tribus défaillantes[3].

Dans la nuit du 26 au 27 juillet, la garnison[4] laissée sur place après le départ du groupe mobile repousse effectivement une vigoureuse attaque conduite par Abd el Malek lui-même, suivant les procédés de guerre employés dans les troupes organisées : vagues d'assaut successives, signaux au sifflet et au clairon, utilisation de grenades...

---

[1] A hauteur de Bab Moroudj et à l'endroit même du combat du 13 juin.

[2] Programme sommaire d'opérations de la subdivision de Taza du 11 juillet 1917 (approuvé le 12 par le C. R. G., sous le n° 1351 C. M. C.).

[3] Des groupements assez importants ayant été signalés au nord de M'Sila, le colonel Aubert craint qu'ils ne se portent vers l'ouest, et fait remarquer que le groupe mobile de Taza ne pourrait efficacement agir dans cette direction, en raison des conditions du terrain : il préconise, dans ces conditions, comme « seule parade » la création d'un poste à Djenane Medjbeur. (Colonel Aubert. Télégramme à région de Fez, 420, 20 juillet 1917.)

[4] 2 compagnies, de l'artillerie et un détachement de cavalerie.

Dans ces conditions, la couverture nord-ouest du couloir de Taza étant assurée, le colonel Aubert décide d'organiser au nord-est une protection analogue, pour couvrir les Haouara soumis et assurer la garde de la ligne Msoun, Taza. Son intention est de rechercher dans ce but vers Sidi Belkacem, sur l'oued Msoun, l'emplacement d'un second poste de barrage symétrique de celui de M'Sila; à cette opération il emploiera le groupe mobile en entier, afin de prévenir les réactions possibles de l'adversaire signalé avec ses approvisionnements et son matériel vers Souk el Had Abou, à 20 kilomètres au nord-ouest de Sidi Belkacem.

Le 7 août, les rebelles opposent en fait une sérieuse résistance à nos troupes en cherchant à barrer de front leur progression; ils défendent avec acharnement les trois crêtes successives disposées sur l'axe de marche de la colonne, pendant que des contingents menés par Abd el Malek en personne descendent du Djebel Bou Mehiris et attaquent violemment notre flanc gauche. L'ennemi cependant, subissant de lourdes pertes[1], est chassé de toutes ses positions, et les forces de Taza atteignent leur objectif.

Le 27 août, le colonel Aubert peut donc regagner Taza après avoir terminé les travaux d'installation du nouveau poste; dès le lendemain l'adversaire prononcera, il est vrai, une attaque de nuit contre la garnison laissée sur place, mais il échouera complètement et abandonnera trente morts dans les fils de fer de l'ouvrage.

En définitive, les deux opérations effectuées aux ailes de la subdivision, en juillet et en août, ont eu pour premiers résultats d'assurer vers le nord la protection du couloir de Taza; l'établissement des postes de M'Sila et de Belkacem barre effectivement l'accès des vallées de l'oued Hadar et de l'oued Msoun, et le premier train venant de Taza arrive à Bab Merzouka le 16 août.

Ces actions ont en outre permis la remise en confiance des populations soumises Tsoul et Haouara qui nous fournissent des contingents, et la fixation au moins momentanée d'Abd el Malek à l'est.

Dégagé de la menace qui pesait sur son front nord, le colonel Aubert met à exécution, en septembre, la troisième partie de son programme qui consiste à assurer la sécurité des travailleurs employés à la route et au chemin de fer de Taza à Fez; par suite des agressions constantes des

[1] Le groupe mobile n'a perdu que 7 hommes tués et 25 blessés.

Riata, les travaux se trouvent en effet arrêtés à 15 kilomètres à l'ouest de Taza; il s'agit donc de procéder d'urgence au nettoyage de la vallée de l'Innaouen, où le colonel Berriau a déjà établi, en août, à 4 kilomètres à l'ouest de Beni Stitten, le barrage prévu pour séparer les Hayaïna des Riata et prévenir leur défection, — puis installé à Koreat un poste possédant des vues étendues sur la rive sud de l'Innaouen, depuis la Kasba des Beni Mtir jusqu'à l'oued Matmata.

Le 15 septembre, dès l'achèvement du ravitaillement de Belkacem, le groupe mobile de Taza est remis en mouvement. Prenant comme base de départ le poste établi au col de Touahar, il enlève par surprise le massif montagneux formant éperon au sud et obligeant l'Innaouen à un coude accentué, et prend pied sur la rive méridionale, s'assurant ainsi la possession du cours de la rivière. Grâce à l'appui d'une artillerie puissante (13 canons de 75, 65 et 80 de position) et à l'élan des troupes, cette action est terminée sans pertes à 7 heures. Dans l'après-midi, une contre-attaque de l'adversaire nous cause quelques pertes[1], mais est complètement brisée. Le groupe mobile occupe définitivement le terrain où nous n'avions pu nous maintenir lors des premières tentatives faites en juillet 1914, et procède à son organisation.

Le 25 septembre, franchissant l'Innaouen à l'ouest de la Kasba Beni Mgara, à la tête de trois bataillons, d'une batterie et d'un escadron, le colonel Aubert conquiert ensuite le plateau de Sidi Mrirt; il y installe un poste qui, commandant à l'ouest les débouchés sur la plaine, recoupe ses feux avec les ouvrages de Touahar, à l'est, et de Koudiat el Biad, à l'ouest. A la suite de cette nouvelle avance les Beni M'Gara, fraction des Riata, font leur soumission au nombre de 2.000.

LA SITUATION D'ENSEMBLE À L'AUTOMNE 1917[2].

Ainsi, sur le *front de Taza,* après trois ans d'une action politique qui s'est attachée à écarter toute opération de vive force, le colonel Aubert a saisi le moment favorable pour occuper aux moindres frais les débouchés de l'Innaouen sur Fez. Le général Lyautey considère que « la communica-

[1] 8 tués et 17 blessés.
[2] Voir croquis n° 3.

tion avec l'Algérie, notée si précaire depuis 1914, s'ouvre virtuellement », et il compte que la voie ferrée atteindra Fez au printemps de 1918[1].

Mais bien que nous ayons établi un barrage continu au nord du couloir, Abd el Malek « reste le point noir le plus sérieux » dans cette région : s'appuyant sur la zone espagnole, il demeure insaisissable et le général Aubert demande l'autorisation d'enlever le Bou Mehiris. Si tentante que soit cette opération, le Résident général estime cependant qu'en raison de la mauvaise saison qui approche, on ne pourra procéder aux travaux d'installation nécessaires; ce nouveau poste resterait donc isolé et dans une situation précaire : « Je le porterais, écrit le général Lyautey, tout l'hiver comme un boulet »[2].

La région de Fez a pendant tout ce temps suivi attentivement les agissements des Djebala, qui bordent son front au nord de l'Ouergha, et chez lesquels d'importants contingents se sont concentrés; en août, on a particulièrement signalé des rassemblements au nord-ouest de Kelaa, avec à leur tête Kacem ben Salah, le protégé allemand bien connu et l'agent le plus actif du Rogui dans l'ouest.

Ces rebelles, qui s'étaient sans doute groupés dans l'attente d'une action d'Abd el Malek, n'ont cependant tenté qu'une attaque, le 1er octobre, contre les Oulad Kacem au nord de l'Ouergha; ils ont été repoussés par les tribus soumises avec l'appui du 17e goum, et se sont disloqués dès qu'ils se sont rendu compte qu'Abd el Malek, fixé à l'est par le général Aubert, ne pouvait leur apporter aucun appui.

Fin octobre, il subsiste encore cependant, sur tout le front Nord, « un filon continu » de dissidence partant d'Abd el Malek pour aboutir à Raïssouli et au foyer allemand de Tetouan; un travail incessant s'exerce ainsi sur les tribus en bordure de l'Ouergha : chez les Branès, au nord de M'Sila, — chez les Senhadja, au nord de Tissa, — chez les Beni Zeroual, au nord d'El Kelaa des Sless, que travaille notre vieil adversaire El Hadjami, — et chez les Beni Mestara de la région d'Ouezzan, où se trouve le consul autrichien Kacem Ben Salah.

Au sud de la région de Fez, la couverture indigène organisée par le colonel Berriau, face aux Beni Ouaraïn et Aït Tserrouchen, continue à donner les meilleurs résultats. Le général Cherrier a repris le commande-

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 525, 4 octobre 1917.
[2] C. R. G. Télégramme à Guerre, 570, 28 octobre 1917.

ment de la subdivision et installé, le 6 octobre, un nouveau poste à Chbabat, sur la rive sud de l'Innaouen, entre Koreat et Matmata.

La protection de la voie de Fez à Taza est désormais complète dans la région de Fez, jusqu'à Koreat, — dans celle de Taza, jusqu'à Koudiat el Biad; et la lacune de 16 kilomètres subsistant entre Koreat et Koudiat sera dégagée quand les chantiers seront, de part et d'autre, sur le point d'y arriver.

Dans la région de Meknès, le général Poeymirau et le lieutenant-colonel Doury ont reçu à Rabat, au milieu d'août, les directives du commandant en chef en vue de consolider d'ores et déjà notre établissement sur la haute Moulouya et d'ouvrir la communication Meknès, Tafilalet.

Après avoir procédé, fin août, au ravitaillement des postes de Bekrit et d'Itzer, le groupe mobile de Meknès a effectué, du 9 au 11 septembre, une nouvelle reconnaissance sur la Moulouya, afin de déterminer l'emplacement d'un pont assurant la permanence du passage jusqu'au Tafilalet.

Concentré ensuite à Timhadit, le 6 octobre, il s'est rencontré pour la deuxième fois, au sud-est d'Itzer, avec le groupe mobile du lieutenant-colonel Doury, parti de Bou Denib le 1er octobre. Le 11, leur liaison s'est effectuée au gué de Trik el Bab, où le Résident général est venu passer lui-même, en présence de nombreux notables, la revue de 7.000 hommes rassemblés en ce point.

Les deux groupes mobiles ont été maintenus sur place, pour procéder, à 30 kilomètres au sud de la Moulouya, à l'installation d'un nouvel ouvrage chargé de maintenir la pacification de la région. Ce poste portera le nom de Midelt et sera en liaison au nord avec Itzer, au sud avec Rich; il recevra une garnison de quatre compagnies passées au territoire de Bou Denib par le groupe mobile Poeymirau; enfin il sera rattaché au lieutenant-colonel Doury, et la Moulouya formera désormais la limite entre la région de Meknès et le territoire de Bou Denib.

Sur le front du Tadla, d'accord avec le commandant de la subdivision de Meknès, le Résident général a décidé en août, lors de son passage dans la région, la création du poste de Ghorm el Alem, à 15 kilomètres au sud-est de Kasba Tadla; ce nouvel ouvrage est destiné à dégager le chef-lieu du territoire qui, depuis son occupation, est resté sur la ligne même de la dissidence, et à obtenir en même temps la soumission des Aït Roboa, en leur interdisant les plaines de la rive gauche de l'Oum er Rbia.

Différée au cours de l'été, en raison des événements survenus dans les régions de Fez et de Taza, l'opération est effectuée dès les premiers jours d'octobre par le lieutenant-colonel Théveney, qui a pris en août le commandement du territoire créé au Tadla, après le départ du colonel Aubert[1].

Le 6, fort de quatre compagnies, quatre escadrons, trois batteries et deux goums mixtes, le groupe mobile du Tadla occupe par surprise le contrefort de la montagne situé au débouché de la piste de Ksiba, où nous n'étions pas retournés depuis l'affaire du général Mangin, en 1913. Dans la nuit du 12 au 13 et à l'aube du 15 octobre, il brise ensuite deux très vives réactions de Moha ou Saïd contre nos grand'gardes, mais au prix de lourdes pertes[2]. Enfin, le 18, il rentre à Tadla, après avoir achevé les travaux de pistes et d'installation du poste, où demeure une garnison de quatre compagnies, un peloton de cavalerie et deux sections d'artillerie.

Les instructions du Résident général ayant prescrit de se stabiliser sur la ligne Beni Mellal, Ghorm el Alem, le calme se rétablit peu à peu dans toute cette région. En effet, malgré la chaude alerte des affaires du 12 et du 15 octobre, Moha ou Saïd n'a pu réussir à obtenir aucun des concours qu'il n'a cessé de solliciter. La menace dessinée sur le flanc du Zaïani et d'Ali Amaouch par notre avance et notre installation sur la Moulouya a incité ces derniers à la prudence; des pourparlers ont même été ouverts secrètement avec l'un des fils de Moha ou Hammou[3].

Un mouvement de désagrégation se dessine ainsi chez l'adversaire; l'action de notre aviation survolant et bombardant sans répit le marché de Ksiba ou les centres de rassemblement chleuh ne peut que l'accélérer.

Dans la région de Marrakech, El Hiba continue sa propagande avec l'appui de l'ambassade d'Allemagne à Madrid, qui lui envoie des subsides; il compte en outre sur les menaces que la guerre sous-marine ne cesse de faire peser sur nos ports[4]. Il en résulte un malaise incontestable dans

---

[1] Cf. page 105.

[2] 45 tués et 67 blessés, au total.

[3] Mais le capitaine Tailhade, officier de renseignements de Sidi Lamine, tombé dans une embuscade en se rendant à une entrevue, a été tué, le 20 octobre, ainsi que l'interprète Violla.

[4] Les attaques de nos convois se sont intensifiées au large des côtes de l'Espagne et du Portugal au cours de la première moitié de l'année, et se sont étendues sur les côtes atlantiques du Maroc, où l'on ne compte pas moins de vingt agressions, en juin 1917, depuis l'ouest de Gibraltar jusqu'au Rio de Oro.

l'ensemble des populations avoisinant la côte, et comme une attente d'événements qui les portent à se réserver vis-à-vis de nous beaucoup plus qu'à la fin de 1916.

Installé à Tiznit, Si Tayeb Goundafi a pu cependant établir une forte couverture indigène dans le Sous. Le caïd M'Tougui tient, d'autre part, le Moyen Atlas entre Mogador et Agadir, et protège les travaux de la route stratégique que nous commençons à ouvrir entre Marrakech et Agadir. Enfin, Si Madani cherche à empêcher toute communication entre El Hiba et la dissidence chleuh, et s'efforce de reprendre en mains, dans ce but, les tribus de son obédience établies sur le versant sud du Grand Atlas : vers le Dadès, jusqu'à Imiter, — vers le haut oued Draa, jusqu'au coude de Tamegrout, — en direction de Ouaouizert, où il a dispersé, en août, sans que nous ayons eu à intervenir, de nouveaux rassemblements menaçant soit le Tadla, soit la région de Demnat.

Fin octobre, la situation est en général bonne, aussi bien dans l'est, vers Azilal, qu'au sud, dans le Sous et l'Anti-Atlas.

Au Maroc Oriental, le groupe mobile de Debdou a poussé, d'une part, de Mahiridja sur Aïn Guettara, où un poste a été créé en septembre, pour amorcer la piste de la Moulouya, déjà reconnue en juillet.

Bien qu'une recrudescence de djiouch venus de l'extrême sud et opérant contre les caravanes ait été constatée, d'autre part, entre le Tafilalet et le Guir, la sécurité a pu cependant être aussi rétablie dans cette région par l'organisation de postes de partisans.

Le Khalife du Tafilalet est en outre entré en contact avec le Sultan, et le général Lyautey envisage déjà, en raison de cette soumission, la réduction éventuelle des postes du haut Guir. Il considère, en tout cas, que «le Tafilalet est vraiment aujourd'hui dans notre main, de sorte que l'on peut assurer désormais que, dans tout le pays situé à l'est de la Moulouya, du Ziz et du Tafilalet jusqu'à la frontière algérienne, la question de la pacification et de notre domination est résolue[1]».

Par contre, les propositions de la Résidence générale au sujet du rattachement au Maroc du cercle de Colomb Béchar, — à savoir des postes de Colomb, Méridja, Talzaza et Kenadsa, — n'ont pas abouti. Proposée par le général Lyautey comme «la plus logique, la plus conforme à la vérité

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 570, 28 octobre 1917.

historique et la meilleure», cette formule aurait placé dans la sphère d'influence chérifienne l'importante confédération des Doui Menia, établie à cheval sur le Guir, mais dont les fractions à l'ouest de cette limite sont déjà ralliées. Elle n'a toutefois pas été retenue par le Gouvernement, celui-ci estimant qu'elle «serait à juste titre considérée par le Parlement comme contraire à l'intérêt métropolitain[1]».

En mars 1918, un accord sur la question Doui Menia, Oulad Djerir sera cependant conclu entre M. Jonnart et le colonel Berriau, agissant comme délégué du commissaire Résident général.

Sans que la question de délimitation territoriale ait été envisagée, le Guir sera désormais considéré, en fait, comme la limite entre l'Algérie et le Maroc, et le principe d'une répartition des tribus entre ces deux pays sera adopté[2].

Quelle que soit la valeur de ces accords, il n'en demeure pas moins que les Doui Menia restent partagés entre le Maroc et l'Algérie, et que des questions d'ordre général concernant cette confédération ne manqueront pas de surgir et devront être réglées à l'amiable entre les autorités de Bou Denib et de Colomb Béchar. «C'est avant tout, écrit M. Jonnart, dans l'esprit d'entente, dans l'harmonie des relations et dans le désir du bien public qu'il faut plutôt, semble-t-il, rechercher les principes essentiels d'une bonne administration[3]».

---

[1] Affaires étrangères. Télégramme à C. R. G. n° 123, 8 mars. — C. R. G. Rapport 21 D. R., 31 janvier, et télégramme n° 60 à Diplomatie, 5 mars 1917.

[2] Accord entre l'Algérie et le Maroc pour la fixation du statut des Doui Menia ralliés et des Oulad Djerir, signé à Alger, le 5 mai 1918, par le colonel Berriau et le lieutenant-colonel Chardenet.

[3] Gouverneur général de l'Algérie. Lettre à C. R. G., 1239, 11 mars. — C. R. G. Télégramme à Affaires étrangères, 188, 24 mars 1918.

IVe PARTIE.

LE RENVERSEMENT DE LA SITUATION EN 1918.

CHAPITRE XI.

LA PHYSIONOMIE DE LA LUTTE PENDANT LA DERNIÈRE ANNÉE DE GUERRE.

Le plan d'action. — Le problème des effectifs. — La propagande allemande.

LE PLAN D'ACTION[1].

Au cours de l'été 1917, une première communication a été ouverte à travers le bloc insoumis du Moyen Atlas; toutefois cette liaison entre le Maroc du Nord et le territoire de Bou Denib reste encore, à l'automne, filiforme et précaire.

D'une part, les passages du Moyen et du Grand Atlas (cols de Taghzeft et de Talghemt) demeurent impraticables pendant la plus grande partie de l'hiver ; faute de ponts, la Moulouya elle-même constitue un obstacle sérieux à la circulation des convois.

D'autre part, les postes qui jalonnent la nouvelle piste sont très espacés, et la proximité des Aït Youssi et des Aït Tserrouchen menace en particulier le col de Taghzeft, où la route de Timhadit à Itzer traverse le Moyen Atlas.

On peut craindre enfin que, chassés de leurs principaux centres de ravitaillement, les irréductibles des régions de Meknès et de Bou Denib ne se groupent aux abords de Tounfit (sud-est d'Azerzou), résidence habituelle

---

[1] Voir carte n° 6.

d'Ali Amaouch, pour former de leur côté un dernier réduit de la dissidence dans le Grand Atlas.

En octobre, au moment où les groupes Doury et Poeymirau se sont rencontrés pour la seconde fois sur la haute Moulouya, le général Lyautey est venu sur place pour étudier la situation. Il a pu suivre la piste de Timhadit à Arbalou Larbi et Tamayoust par le Foum Kheneg et le Tizi Taghzeft, et gagner même en automobile le gué de Trik el Bab; le 12, à son retour d'Itzer, il a poussé une reconnaissance dans la région d'Enjil.

Cette inspection générale du terrain nouvellement conquis a confirmé le commandant en chef «dans la claire vue du rôle politique et militaire» capital que doit jouer la vallée de la Moulouya, si largement ouverte et d'accès si facile tant en aval, vers Outat el Hadj, que du côté de ses sources, dans la région d'Azerzou.

L'organisation défensive des postes de Tarzout et de Timhadit, d'une part, de Bekrit et d'Itzer, de l'autre, paraissent devoir suffire à parer aux réactions probables des Tserrouchen et des Zaïan; le général Lyautey n'a donc nullement l'intention d'aller chercher ceux-ci dans leur repaires. Il compte simplement s'installer en plaine et former «une véritable place d'armes», au cœur même de la dissidence, en s'appuyant et s'organisant sur Itzer, Enjil, Kasbat el Maghzen et Midelt.

«Ce qui entretient en effet, d'après lui, la lutte contre nous au Maroc se divise nettement en trois, à savoir : au sud, El Hiba, — au nord, Abd el Malek, — et, entre les deux, les dissidents de l'Atlas qui leur servent de trait d'union». La liaison des troupes de Meknès et de Bou Denib sur la Moulouya a déjà contraint les Zaïan, menacés de front et sur leurs deux flancs, à cesser toute coopération directe avec les gens du Nord; désormais il s'agit uniquement d'assurer «la solidité de cet axe central et la permanence de ses communications, de façon à rendre définitive la rupture du bloc insoumis et la séparation d'Abd el Malek et d'El Hiba.»

Dans ce but, le général Lyautey décide qu'un pont sera établi au Trik el Bab, avec un passage annexe à 25 kilomètres de l'oued Ansegmir, et que la voie d'accès, déjà carrossable de Meknès jusqu'à la Moulouya, sera, au cours de l'hiver, transformée en route définitive; quant à la piste déjà construite de Bou Denib à Rich, elle sera poussée pendant ce temps jusqu'au Trik el Bab, où elle devra arriver en juin, c'est-à-dire au moment de l'achèvement du pont, dont on vient de choisir l'emplacement.

On peut donc compter que, dès l'été 1918, une artère continue et praticable aux camions joindra Meknès à Bou Denib et au Tafilalet : elle

constituera une « voie de commandement et de domination politique jetée à travers le Maroc », et permettra le ravitaillement du Sud par l'itinéraire Kénitra, Meknès, d'un tiers plus court et moins onéreux que le parcours Oran, Aïn Sefra, Colomb Béchar.

C'est donc en définitive sur la haute Moulouya que le Résident général envisage pour 1918 le centre de gravité de son action.

Considérant comme entièrement acquise la soumission du Tafilalet[1], il se propose de transférer à Kasbat el Maghzen le siège du territoire de Bou Denib, et de réduire ou même supprimer la plupart des postes du haut Guir, « que je ferai, dit-il garder et surveiller uniquement par des contingents de partisans indigènes... » ; il sera dès lors facile d'occuper le point d'Enjil, à 20 kilomètres à l'est de Tamayoust, afin de couvrir la route centrale.

Ainsi sera créé, à cheval sur la Moulouya, « un quadrilatère » formé par les postes d'Itzer, d'Enjil, de Kasbat el Maghzen et de Midelt, « véritable plaque tournante » servant de point d'appui et de base d'action, d'une part contre les Aït Tserrouchen et Beni Ouaraïn, d'autre part contre les Zaïan et les Chleuh » . . . . .

« C'est là, écrit en définitive le général Lyautey, que se résoudra la pacification totale du Maroc », au cœur même des groupements dissidents et « à l'intersection des deux grands axes coupant le Maroc en croix : axe de Meknès au Tafilalet, d'une part, axe formé par la Moulouya et l'oued el Abid, d'autre part, — avec toute liberté de communication vers le nord et vers le sud ».

En effet, « la dissidence s'effritera automatiquement » sur les deux flancs de la route récemment ouverte, comme cela s'est déjà produit « par le fait seul du concours que nous ont apporté à notre arrivée les populations paisibles de cette région, qui ne demandent qu'à être libérées de l'anarchie et des agressions ».

En résumé, l'action militaire au Maroc, telle que la préconise le Résident général, va se localiser désormais nettement sur les groupes dissidents d'El Hiba au sud, et d'Abd el Malek au nord, « qu'il suffit de contenir »,

[1] Cf. page 117.

et sur l'axe Meknès, Tafilalet, « où il faut s'établir de plus en plus solidement ».

Le général Lyautey compte appliquer à ces trois objectifs le maximum de ses forces, et se borner, dans les autres secteurs, « à maintenir ce qui est acquis, à y stabiliser le front, sans y frapper les dissidents ».

Ainsi envisagée, l'action à entreprendre au cours de l'année 1918 aura un triple intérêt militaire, politique et économique :

— *militaire*, en réalisant au mieux l'économie des forces et en donnant le maximum de rendement pour le minimum d'efforts ;

— *politique*, en jetant en éventail à travers les zones insoumises ces axes d'attraction autour desquels les soumissions « s'élargiront de proche en proche en tache d'huile » ;

— *économique*, en ouvrant, par l'axe sud, l'Atlas et le Sous à nos exportations, — en assurant, par l'axe nord, la communication normale avec l'Algérie, — en développant, sur l'axe central, l'exploitation des régions jusqu'ici inertes de la vallée de la Moulouya et du Tafilalet, et en y modifiant radicalement les conditions du ravitaillement et du transit, effectués désormais par des voies plus courtes et moins onéreuses[1].

« Tel est, écrit au ministre le général Lyautey, le programme que je suis aujourd'hui sûr de pouvoir réaliser avec mes seuls moyens en 1918, et avec la conviction que son exécution progressive et méthodique aura dans la zone espagnole et jusqu'en Algérie une répercussion qui sera la meilleure riposte à la propagande allemande, et en neutralisera progressivement les efforts, apportant ainsi notre contribution dans l'ensemble de la lutte[2] ».

En décembre, malgré les prélèvements effectués sur le corps d'occupation, le Résident général maintient encore son programme, et fait ressortir qu'en raison de la nouvelle diminution d'effectifs qui vient de lui être imposée[3], l'action qu'il préconise va tendre à substituer à une action de front, pleine de risques, une menace plus indirecte consistant à occuper, sur les derrières et sur les flancs des Zaïan et des Beni Ouaraïn, des posi-

---

[1] Le général Gueydon de Dives, chef d'état-major du corps d'occupation, effectue en octobre la reconnaissance de la piste d'Itzer à Rich, Bou Denib et Colomb Béchar, puis remonte par Oudjda pour étudier de près le problème des communications et des ravitaillements avec l'Algérie.

[2] C.R.G. Télégrammes à Guerre, 555, 12 octobre, — 556, 16 octobre 1917.

[3] Cf. pages 123 et sq. pour le détail des prélèvements effectués en décembre sur le corps d'occupation au profit du front du Nord-Est.

tions susceptibles d'entraver leurs communications et de les isoler les uns des autres : l'intention du général Lyautey est, en un mot, de manœuvrer l'adversaire pour ne pas être manœuvré par lui.

Il ajoute d'ailleurs que la réalisation de cette conception a déjà permis de séparer la zone d'influence d'El Hiba de celle d'Abd el Malek et que réellement, fin 1917, une sécurité relative existe sur l'ensemble des fronts, alors qu'en juillet la situation était des plus critiques.

Il fait enfin observer que ni le général Gouraud, ni lui ne se sont laissés tenter par l'occupation des territoires périphériques d'Ouezzan, du Tafilalet et du Sous, et que les opérations envisagées actuellement pour l'élargissement des deux couloirs de Taza et de Meknès, Bou Denib doivent être considérées non comme des actions offensives, mais comme des manœuvres procédant de la méthode indiquée.

Au surplus, tout recul ou tout abandon des positions acquises entraînerait immédiatement, de la part de la dissidence, une ruée dont il serait impossible de prévoir les conséquences ; l'intention du général Lyautey est donc de conserver coûte que coûte les gains de territoires déjà obtenus [1].

LE PROBLÈME DES EFFECTIFS.

En adressant son plan d'action au Gouvernement, le Résident général avait bien précisé que « quels que soient les pertes, le feu, la maladie et les évacuations », il ne demanderait aucun renforcement de ses effectifs, et qu'il procéderait à la réalisation de ses projets par les « seuls moyens » dont il disposait.

Mais la possibilité du prélèvement sur l'Afrique du Nord de nouvelles troupes combattantes a déjà été étudiée à plusieurs reprises depuis le début de la guerre, ainsi qu'on l'a vu plus haut [2]. En novembre 1917, dès son arrivée à la Présidence du Conseil, M. Clémenceau en fait reprendre l'examen. A ce moment, la nécessité de faire appel à toutes les ressources disponibles s'impose plus que jamais, car il s'agit de parer avant le printemps à la crise d'effectifs que traverse l'armée française et au déséquilibre

[1] C. R.G. Télégramme à Guerre, 308 C. M. C., 30 décembre 1917.
[2] Cf. Chapitres II et V, pour l'étude de ces problèmes jusqu'en 1918.

des forces résultant pour le front du Nord-Est de l'effondrement du front oriental [1].

En décembre, les troupes d'occupation du Maroc comptent au total 2.682 officiers et environ 87.000 hommes; elles comprennent 57 bataillons, 27 escadrons, 21 batteries[2].

Mais les unités de cavalerie sont « sans intérêt » pour le Nord-Est, alors qu'elles sont très utiles au Maroc, et l'artillerie est tout entière indispensable au corps d'occupation.

En ce qui concerne l'infanterie, les vingt-deux bataillons de réservistes ou de territoriaux [3] ne sont aptes qu'à tenir les postes de l'intérieur; les cinq bataillons de Légion étrangère sont en majorité composés d'Austro-allemands; les meilleurs éléments des trois bataillons d'Afrique stationnés au Maroc ont été déjà envoyés aux armées; les six bataillons de tirailleurs algériens qui restent sont indispensables pour la formation des colonnes mobiles, où ils servent de noyau aux unités sénégalaises (treize bataillons).

Dans ces conditions, il n'est guère possible d'envisager l'envoi en France de plus de six bataillons : le bataillon de zouaves de mobilisés du Maroc, — le bataillon de marche d'infanterie légère d'Afrique, — les deux bataillons restants d'infanterie coloniale, — deux des quatre bataillons de troupes auxiliaires encore stationnés au Maroc [4]. On prévoit d'ailleurs le remplacement de ces unités par des bataillons sénégalais [5] au repos dans le Midi de la France [6].

Mais le 15 décembre, M. Clemenceau, décidé à puiser largement dans les troupes de l'Afrique du Nord et à y prélever le maximum d'unités au

---

[1] Cf. Les Armées françaises dans la Grande guerre : tome VI, 1er volume.

[2] Cf. Appendice n° 4 : composition globale des troupes du Maroc (1er décembre 1917).

[3] 17 territoriaux métropolitains, — 3 de réservistes et territoriaux du Maroc, — 2 de marche récemment constitués avec des hommes des services atteints par la loi Mourier; mais ces derniers seront ultérieurement dissous et leurs compagnies seront réparties entre plusieurs bataillons sénégalais.

[4] L'envoi en France de ces deux bataillons donnerait une proportion de six bataillons au front et deux au Maroc, suffisante pour continuer à assurer la relève des unités marocaines du Nord-Est.

[5] Des instructions verbales ont été données le 10 décembre par le Président du Conseil au Directeur des troupes coloniales pour l'envoi au Maroc de 5 bataillons sénégalais stationnés au camp de Fréjus. Elles seront rapportées par la suite.

[6] E. M. A. (Section d'Afrique). Note sur les disponibilités des effectifs combattants de l'Afrique du Nord, 885-9/11, 10 décembre 1917.

profit du front occidental, déclare sa ferme intention de « mettre fin au luxe d'effectifs du Maroc », et s'étonne qu'on ne puisse lui offrir que 6.000 hommes sur 88.000.

Après avoir rappelé l'importance de la contribution apportée par le Maroc au front occidental depuis le début de la guerre, l'état-major de l'armée expose au Président du Conseil, dans ses grandes lignes, la méthode de défensive active adoptée par le général Lyautey. Tous les prédécesseurs du Président du Conseil ont approuvé pareille ligne de conduite, quoiqu'elle ait dépassé les directives générales du Gouvernement, dès l'instant où les opérations se sont étendues jusqu'à la haute Moulouya.

On peut estimer inutile cette extension de l'occupation qui a nécessité l'établissement de nouveaux postes ainsi que l'emploi d'effectifs importants pour assurer la protection des nouvelles communications. Mais il y a là une situation de fait, que les gouvernements antérieurs ont aussi approuvée, et on ne peut actuellement retirer des effectifs autre chose que les six bataillons, dont le prélèvement a été envisagé.

Quant à la solution de l'envoi temporaire de bataillons sénégalais au Maroc pour y récupérer des troupes blanches, elle absorbera un fret très utile au ravitaillement national, et risquera de priver le commandement des armées du Nord-Est de celles de ces troupes sénégalaises dont la venue au front est escomptée pour le printemps. Il y a donc intérêt à tous points de vue, à garder ces derniers bataillons à pied d'œuvre dans le Midi.

En définitive, il ne faudrait procéder qu'à des prélèvements progressifs, ne pas dépasser actuellement les chiffres proposés, et attendre la situation qui résultera du départ des six unités proposées pour envisager les conditions d'un nouveau prélèvement [1].

Le 16 décembre, le Président du Conseil donne son accord de principe, et prescrit au Résident général l'envoi en France des six bataillons jugés disponibles. Sans ignorer les difficultés que présentera le retrait de ces troupes, M. Clemenceau insiste cependant sur la nécessité d'une rapide exécution de sa décision, et tout en invitant le général Lyautey à limiter son action politique et militaire à la stabilisation des résultats acquis, il lui prescrit d'envisager dès à présent la possibilité de nouveaux prélèvements au profit de la métropole, notamment sur ses bataillons territoriaux [2].

---

[1] E. M. A. (Section d'Afrique). Note secrète, 8991-9/11, 16 décembre 1917.
[2] Guerre. Télégramme à C. R. G., 8990-9/11, 16 décembre 1917.

Le 19 décembre, le général Lyautey écrit au ministre de la Guerre qu'il exécutera ses ordres, car il comprend «pleinement» les nécessités nationales actuelles, et propose d'échelonner du 5 janvier au 10 février les départs envisagés. Mais il ajoute que les conséquences de ces retraits de troupes seront «incontestablement très sérieuses», et que toute la question sera seulement «de savoir bien préciser dans quelle mesure de graves incidents au Maroc, et, par contre-coup, dans l'Afrique du Nord, doivent être regardés comme secondaires ou négligeables, s'ils se produisent simultanément avec des difficultés en Europe»[1].

Le 30, après avoir examiné avec ses commandants de régions les répercussions locales de ce prélèvement soudain «d'unités de la meilleure qualité», il adresse tous les éléments de la situation devant en résulter au ministre de la Guerre, qui sera ainsi en mesure de prendre ensuite telles décisions qu'il jugera nécessaires :

— Le chiffre de 90.000 rationnaires apparaissant sur les situations ne correspond nullement à celui des troupes combattantes; défalcation faite des unités qu'il est difficile d'employer sur le front[2], il ne reste en réalité que 16.000 hommes représentant une «véritable force vive»; et ce chiffre va être réduit à 10.000 après le départ des six bataillons, en janvier et février.

— Le général Lyautey ne peut donc discerner les conséquences morales qu'entraînera le retrait d'un contingent aussi important et aussi solide. C'est pourquoi, tout en envisageant dès maintenant l'éventualité du prélèvement ultérieur de bataillons territoriaux, il ne croit pas devoir adresser encore de propositions à ce sujet; il juge même qu'il serait imprudent de prévoir leur départ avant de se rendre compte des réactions que produi-

---

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 292 C. M. C., 19 décembre, — 297 C. M. C., 21 décembre 1917.

[1] L'infanterie, par exemple, compte 66.000 hommes au 1er janvier 1918. Mais sur ce total 50.000 environ se trouvent dans des conditions particulières :

— 11.300 sénégalais sont inutilisables pendant la moitié de l'année;

— 7.400 goumiers n'ont de valeur que par l'encadrement et l'appui des troupes régulières;

— les 3.000 hommes des groupes spéciaux ne peuvent guère être employés qu'à des travaux;

— les 5.200 chasseurs des bataillons d'Afrique n'ont qu'une valeur médiocre;

— les 4.500 légionnaires, non relevés depuis quatre ans, sont usés et impaludés;

— 1.900 hommes des services administratifs sont inutilisables comme combattants;

— les 16.900 territoriaux ne peuvent guère être employés que dans la zone de l'intérieur.

ront les prélèvements en cours, aussi bien chez nos adversaires que dans les tribus soumises [1].

Après avoir signalé, le 2 février, une recrudescence d'activité des tribus hostiles sur tous les fronts, le Résident général insiste encore, le 5, auprès du ministre des Affaires étrangères sur ces questions de réduction d'effectifs, et lui demande de fixer «la limite à laquelle il sera nécessaire de s'arrêter si l'on ne veut compromettre d'une façon irrémédiable la situation au Maroc» [2].

Les six bataillons désignés pour les armées du Nord-Est embarquent cependant par les voies Oran-Marseille, Casablanca-Marseille et Casablanca-Bordeaux, dans les délais prescrits.

D'accord avec le général Lyautey, une compression des cadres est en outre réalisée, et 250 officiers sont, vers la même époque, envoyés en France.

Enfin, trois nouveaux bataillons de tirailleurs levés au Maroc [3] seront dirigés respectivement en avril, juin et juillet, dans la zone des armées, ainsi que trois escadrons de spahis [4].

Après ces derniers envois, le Maroc aura fourni aux armées du Nord-Est, au cours de la guerre, *un total de 52 bataillons, 20 escadrons, 10 batteries* [5].

Les dangers que présenteraient de nouveaux prélèvements sur les troupes du Maroc, dont les unités utilisables en colonne sont désormais réduites à vingt-quatre bataillons, empêcheront par la suite l'application de la mesure un moment envisagée en ce qui concerne les territoriaux [6].

Il faudra même, afin de parer à la crise des effectifs, diriger en juillet sur Taza un des bataillons de zouaves d'Alsaciens et de Lorrains formés en

---

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 308 C. M. C., 30 décembre 1917.

[2] C. R. G. Télégrammes à Guerre, 74, 2 février, — à Diplomatie, 78, 5 février 1918.
A la suite de cette intervention du général Lyautey, la suspension des mouvements en cours, et le maintien au Maroc des deux bataillons restant à embarquer sera envisagée un moment à l'État-major général (groupe de l'avant).

[3] Conformément aux instructions ministérielles, on a intensifié le recrutement au début de l'année, et prévu la levée de 10.000 engagés. De fait, la formation d'un 9e bataillon a été réalisée le 1er mars, celle des 10e et 11e bataillons le 1er avril; un 12e bataillon sera mis sur pied en mars, mais à l'armistice il n'atteindra pas encore l'effectif réglementaire.

[4] C. R. G. Télégramme à Guerre, 235 C. M. C., 25 juin 1918.

[5] Cf. Appendice n° 9 : relevé des troupes fournies par le Maroc à la métropole depuis la mobilisation jusqu'à l'armistice.
Ces unités ont été remplacées au Maroc par l'envoi de 28 bataillons (dont 9 de Sénégalais, 19 de territoriaux) et de 7 groupes spéciaux.

[6] E. M. A. (Section d'Afrique). Notes 992-9/11, 8 février, — 4060-9/11, 8 juin 1918.

Algérie, puis renforcer en août le territoire de Bou Denib avec des éléments prélevés sur la division d'Oran [1].

Mais les besoins du front de France et la faiblesse des effectifs de l'Algérie-Tunisie ne permettront pas d'envisager jusqu'à l'armistice d'autre renforcement du corps d'occupation [2].

Ainsi que le fera ressortir le général Lyautey, les troupes restant au Maroc auront donc à se dépenser sans compter pour assurer leur mission.

LA PROPAGANDE ALLEMANDE.

D'après le Résident général, c'est surtout la propagande allemande qui entretient la lutte contre nous au Maroc; en liaison avec El Hiba par l'Atlantique, et avec Abd el Malek par Melilla et Tétouan, elle poursuit, depuis le début de la guerre, la coordination des efforts de ces deux chefs rebelles avec ceux de la dissidence centrale, et tente d'obtenir «un effort général et simultané» [3].

Cette propagande va prendre une nouvelle extension au cours de la dernière année de guerre, par suite de l'action sous-marine [4], — de l'exploitation des nouvelles reçues successivement d'Italie, de Russie et de France, — de l'envoi de subsides et de conseillers [5].

Dès janvier 1918, les commentaires sur la situation européenne représentent les Français comme à bout de ressources et de forces, les Allemands comme déjà maîtres de la partie nord du Maroc, Moulay Hafid comme le successeur désigné de Moulay Youssef [6]; cette recrudescence des menées allemandes semble de plus en plus viser à la reprise d'un mouvement d'ensemble à déclencher au printemps, sur un mot d'ordre de nos ennemis [7].

---

[1] Cf. chapitre XIII, page 151.

[2] Guerre. Lettre à C. R. G., 4115-9/11, 11 juin 1918.

[3] C. R. G. Télégramme à Guerre, 555, 12 octobre 1917.

[4] Le vapeur *Oued Sebou* descendant à Dakar est coulé au large du cap Bojador, le 8 janvier.

[5] C. R. G. Télégramme à Guerre, 598, 13 novembre 1917.

[6] C. R. G. Télégramme à Guerre, 27, 11 janvier 1918.

[7] C. R. G. Télégrammes à Guerre, 74, 2 février, — 99, 11 février, — 116, 16 février 1918.

Le 21 mars, le général Lyautey signale les inquiétudes que lui cause l'attitude de Raïssouli, dont l'action tend à se rapprocher d'Abd el Malek. Ce dernier, auprès de qui Kuhnel a remplacé Bartels, ne cesse de recevoir «de copieux subsides»; il a établi une base d'action dans la baie de Sidi Driss, annoncé l'arrivée d'hydravions allemands et l'imminence d'une attaque générale. A défaut de Moha ou Hammou devenu trop vieux, les autres chefs choisis par les Allemands pour agir dans le massif central paraissent toujours être Moha ou Saïd au Tadla, Sidi Raho au sud de Fez, Ali Amaouch sur la haute Moulouya. Le chef religieux de la zaouïa d'Ahansal, dont l'influence s'étend au Dadès et au Draa, assure enfin la liaison d'El Hiba avec le nord. «Ce qui est vraiment sérieux, écrit le Résident général, c'est la coordination de l'intensité de cette action s'étendant du massif central à l'Atlantique, le va-et-vient incessant d'émissaires, l'accroissement des subsides, la manœuvre qui se précise. . . » [1].

Le 10 avril, en signalant le mouvement déclenché simultanément par nos adversaires au nord et à l'est du massif des Beni Ouaraïn en même temps que du côté d'Abd el Malek, c'est-à-dire de part et d'autre du couloir de Taza [2], le général Lyautey fait remarquer que c'est la première fois que de telles attaques se produisent «avec cet ensemble et cette coordination» [3].

De fait, d'après les renseignements certains, le contingent d'Allemands détachés auprès d'Abd el Malek s'est encore accru et Hermann a pris la tête des opérations au nord de Taza. Les débarquements sont en voie d'organisation dans la baie de Sidi Driss, et l'on prépare en zone insoumise des terrains d'atterrissage; l'ambassade allemande de Madrid envoie constamment de l'argent à Tétouan [4].

La brusque offensive ennemie de la fin de mars sur le front de France est commentée, ses résultats amplifiés. Des factums indiquant la faiblesse de nos troupes au Maroc sont à cette occasion répandus, et les incidents survenus dans le couloir de Taza, au cours des affaires des 6 et 8 avril [5], largement exploités. D'après certains documents saisis, sur tous les marchés de la dissidence on annonce l'arrivée des Allemands et notre recul comme

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 187, 21 mars 1918.
[2] Cf. chapitre XII pour le détail de ces opérations.
[3] C. R. G. Télégramme à Guerre, 213, 10 avril 1918.
[4] C. R. G. Télégramme à Guerre, 216, 10 avril 1918.
[5] Cf. page 139.

imminents ; les Beni Ouaraïn auraient même déjà proclamé leur obédience au Kaiser [1].

A la fin de mai, des émissaires répandent la nouvelle d'une autre offensive allemande sur le front français [2], et expliquent l'opportunité d'un effort concordant au Maroc, car la résistance de la France touche à sa fin, du fait des succès éclatants déjà obtenus par l'Allemagne [3].

En juin, notre situation en Europe est représentée comme désespérée et les factums se répandent jusqu'au nouveau chérif du Tafilalet, tandis qu'El Hiba continue à être visité par des agents allemands [4].

En juillet, le général Lyautey trouve à Itzer des billets de banque espagnols venant du sud, des billets de banque français venant du nord, une lettre de Sidi Raho attribuant le récent incendie des souks de Fez aux avions allemands, et une lettre d'Abd el Malek annonçant son entrée à Fez pour l'Aït Kebir, au mois de septembre [5].

En réalité tous les efforts tentés, au cours de cette période, pour réaliser l'entente et la convergence des attaques de la dissidence n'aboutiront pas, grâce aux mesures prises par le général Lyautey pour prévenir et disloquer, ainsi qu'on le verra aux chapitres suivants, toute action commune de nos adversaires.

Au surplus, si la propagande continue à s'exercer à plein jusqu'à l'armistice, le Résident général se trouve par contre en mesure de la contrebattre efficacement « par des réalités solides », à partir de juillet, grâce aux nouvelles qui lui arrivent de France, et qu'il exploite largement.

---

[1] C. R. G. Télégrammes à Guerre, 306, 8 mai, — 371, 29 mai 1918.

[2] Deux lettres, adressées à des tribus dissidentes, sont tombées entre les mains de nos services de renseignements, et ont été transmises au G. Q. G., car elles annoncent la reprise de l'offensive allemande sur le front occidental pour le 29 mai. (C. R. G. Télégramme à Guerre, 184 C. M. B., 26 mai 1918.)

[3] C. R. G. Télégramme à Guerre, 373, 31 mai 1918.

[4] C. R. G. Télégramme à Guerre, 386, 17 juin 1918.

[5] C. R. G. Télégrammes à Guerre, 454, 11 juillet, — 471, 20 juillet 1918.

CHAPITRE XII.

LE PROBLÈME DU MAINTIEN DE LA LIAISON AVEC L'ALGÉRIE ET AVEC BOU DENIB.

L'élargissement du couloir Meknès, Moulouya (création des postes d'El Hammam et de Ksabi; organisation du cercle de la Haute Moulouya). — L'élargissement du couloir de Taza (création des postes de Bou Guerba et de Beni Oujjane; occupation du plateau d'El Mers; enlèvement du Bou Mehiris; création du poste de Bab Mizab). — Situation sur les fronts passifs.

Ainsi qu'on l'a vu au chapitre précédent, l'intention du général Lyautey, telle qu'elle ressort de son programme d'action pour 1918, est de s'attacher à la confirmation des résultats acquis en 1917 sur la haute Moulouya par la jonction des forces de Bou Denib et de Meknès, tout en continuant à se tenir en garde sur les fronts nord de Taza et de Fez.

De même que la liaison avec l'Algérie, la liberté des communications avec Itzer et Midelt a pour le Résident général une importance capitale, car il s'agit d'assurer le rattachement au Maroc occidental non seulement de la haute Moulouya, mais encore d'une partie du territoire de Bou Denib, que les convois venant d'Algérie ne paraissent pas suffire à ravitailler. C'est en outre par l'occupation du Moyen Atlas et de la haute Moulouya qu'il compte tenir en respect toute la dissidence centrale, et l'empêcher de concerter ses mouvements.

Dans ces conditions, le commandant en chef du corps d'occupation s'efforce de ne pas dégarnir les postes des régions de Fez et de Meknès qu'il renforce, au début de l'hiver, du bataillon maintenu jusqu'alors en Chaouia comme ultime réserve et d'un autre bataillon prélevé à Marrakech. Les réductions de troupes qui lui ont été imposées en décembre ont de fait privé chacune des subdivisions de Taza et de Fez de deux bataillons, celles de Meknès et du Tadla respectivement de un. Mais les Zaïan ne sont plus à craindre, et la région de Taza peut rester dégarnie tant que la mau-

vaise saison empêchera Abd el Malek et les Beni Ouaraïn « de combiner quelque chose de sérieux » [1].

A la vérité, cette nouvelle répartition des troupes entre les régions devra être modifiée à partir de mars, quand les troupes d'infanterie susceptibles de faire partie des colonnes mobiles se trouveront réduites à vingt-quatre bataillons [2], après le départ des six bataillons actifs envoyés en France. Dès ce moment, le général Lyautey sera amené à considérer qu'il ne peut plus être question de maintenir le principe d'un groupe mobile constitué par Région; la totalité des effectifs disponibles sera réservée à sa disposition, et il en jouera désormais « de manière à donner temporairement le maximum de forces au point où il faut donner le maximum d'effort, et pendant le temps seul où l'effort est à donner » [3].

L'ÉLARGISSEMENT DU COULOIR MEKNÈS, MOULOUYA [4].

Après avoir, en octobre, opéré sa jonction avec le groupe mobile de Bou Denib, le général Poeymirau a fait ravitailler pour l'hiver les postes de Bekrit et d'Itzer, puis a installé le poste de Midelt, dont le chef est déjà entré en contact avec les notables de la confédération Aït Youssi. De son côté, le lieutenant-colonel Doury a parcouru sans incident la haute Moulouya, à l'ouest de Midelt, en se reliant avec Itzer.

L'on peut donc dès maintenant considérer la pacification de toute la rive droite comme totalement acquise : le Grand Atlas est en effet à peu près inhabitable dans la zone à l'est du méridien d'Azerzou, et ne semble actuellement abriter aucun groupement susceptible de « servir de noyau à une action hostile » [5].

Au début de novembre, les deux groupes mobiles de Meknès et de Bou Denib ont en conséquence rejoint leurs quartiers d'hiver; mais avant leur départ, le colonel Calmel, commandant le génie des troupes d'occupation, a organisé les chantiers de la route de Meknès à la Moulouya, dont on pourra pousser les travaux à fond, malgré l'arrivée de la mauvaise saison.

---

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 308 C. M. C., 30 décembre 1917.
[2] 5 de Légion, 6 de tirailleurs indigènes, 13 de Sénégalais.
[3] C. R. G. Lettre à commandant la subdivision de Taza, 157 C. M. C., 25 avril 1918
[4] Voir carte n° 6.
[5] C. R. G. Télégrammes à Guerre, 564, 22 octobre, — 570, 28 octobre 1917.

Le 11 janvier 1918, le général Poeymirau établit un programme général d'action, pour lequel il envisage trois phases successives :

La première aurait pour objectif l'occupation d'Enjil; elle serait effectuée au printemps, en partant de Tamayoust, avec l'appui du groupe mobile de Bou Denib débouchant de Kasbat el Maghzen et des troupes de la subdivision de Fez opérant une démonstration vers Tarzout.

La deuxième — une campagne d'été menée de concert avec le groupe du Tadla, — consisterait à continuer la pression exercée au sud de la subdivision de Meknès. Pour atteindre ce but, le général Poeymirau se propose d'interdire aux Aït Sgougou l'accès des environs d'El Hammam, où ils trouvent des terrains de culture et des zones de rassemblement, et d'écarter les Zaïan de la région comprise entre Mrirt, Khenifra, Lias et Guelmous, qu'ils viennent régulièrement occuper, aux premiers froids. Dès lors, nos adversaires seraient refoulés dans leurs montagnes, et le front, marqué par la ligne Aïn Leuh, El Hammam, Mrirt, El Bordj, Khenifra, formerait une barrière à peu près continue; il tiendrait, en tous cas, à El Bordj, le point de passage le plus important sur l'Oum er Rbia, et le seul commode pour la migration de ces populations [1].

La troisième phase — une campagne d'automne — serait surtout employée à continuer les travaux de route et de pont sur la haute Moulouya et à ravitailler pour l'hiver les postes du quadrilatère enfin définitivement formé [2].

Mais de nouveaux incidents viennent modifier ces prévisions. Le 24 février, des groupes de dissidents, tentant de s'infiltrer à l'intérieur de nos lignes, réussissent à se glisser entre Guelmous et Mrirt; en même temps, des contingents Mrabtines, particulièrement agressifs, commettent de nouvelles agressions contre les populations soumises. Le général Poeymirau est donc appelé à demander l'autorisation de procéder en première urgence à l'occupation d'El Hammam. Ce changement de programme lui paraît plus logique : en intervertissant les deux premières phases d'opérations,

[1] Le général Poeymirau croit devoir abandonner momentanément l'action de flanc envisagée jusqu'ici contre les Zaïan à partir d'Itzer, car, jugeant indispensable de fixer d'abord plus solidement le front Khenifra, El Bordj, Mrirt, Aïn Leuh, il estime qu'il n'y a pas d'intérêt à engager cette opération d'encerclement tant que le bloc formé par les Zaïan et les Beni M'Guild entre Khenifra, Mrirt, Bekrit et Itzer n'aura pas été plus entamé qu'il ne l'est actuellement.

[2] Général commandant la subdivision de Meknès. Lettre à C. R. G., 4 M. C., 11 janvier 1918.

l'action entreprise contre les Aït Sgougou pourrait être effectuée avant le moment des récoltes, — et les troupes chargées d'opérer ensuite sur la Moulouya auraient tout le temps nécessaire pour procéder à la construction du poste d'Enjil et pour asseoir la situation dans cette région avant leur départ[1].

Approuvant ces propositions, le général Lyautey décide de ramener d'abord le calme dans la région d'Aïn Leuh et d'élargir la sécurité à l'ouest de l'artère Azrou, Timhadit avant d'opérer plus à l'est.

Création du poste d'El Hammam. — Effectuée en forces, le 17 mai, par tout le groupe mobile de Meknès (5.000 hommes), l'occupation du plateau d'El Hammam réussit complètement[2]. Elle permet en outre d'y transférer le poste de Lias, et de réaliser ainsi une économie d'effectifs au moment où le commandement éprouve les plus grandes difficultés pour constituer ses colonnes mobiles[3].

A la fin de mai, quoique l'adversaire harcèle encore nos troupes, et bien que ses bandes aient réussi à disperser une équipe de travailleurs employés sur la route de Timhadit à Midelt, on peut considérer que la création de ce nouveau poste libère pour le moment le général Poeymirau de toutes préoccupations vers l'ouest.

Création du poste de Ksabi. — Le moment semble donc venu de passer à la réalisation du programme d'action envisagé sur la haute Moulouya.

D'ailleurs, l'annonce d'une importante assemblée d'indigènes qui se serait tenue à Enjil, au début de mai, fait craindre que les tribus Aït Youssi et Marmoucha ne soient décidées à couper les communications avec Meknès[4].

Enfin la présence de forces importantes sur la Moulouya ne peut que faciliter le développement des actions entreprises en ce moment pour dégager le couloir de Taza[5].

Sur l'ordre du commandant en chef, les groupes mobiles de Bou Denib et de Meknès se dirigent donc à nouveau vers la haute vallée, et atteignent

---

[1] Général commandant la subdivision de Meknès. Lettre à C. R. G., 370 M, 8 mars 1918.
[2] 2 tués et 5 blessés.
[3] C. R. G. Télégramme à Guerre, 360, 25 mai 1918.
[4] C. R. G. Télégramme à Guerre, 306, 8 mai 1918.
Cf. page 137.

respectivement l'un Kasbat el Maghzen, le 11 juin, l'autre Tamayoust, le 14; après s'être mis ensuite en liaison par Midelt, ils procèdent aux opérations prévues : le premier à la création du poste de Ksabi, le second au ravitaillement et à la relève des postes d'Itzer et de Bekrit [1].

Mais ces mouvements ne tardent pas à jeter l'alarme dans le camp adverse. S'avançant sur la transversale Anoceur, Almis, un groupement de Beni Ouaraïn et d'Aït Tserrouchen menace les communications du poste de Tazouta [2].

Nos garnisons de la moyenne Moulouya subissent de leur côté de nouvelles agressions entre Outat el Hadj et Guercif.

Enfin de forts rassemblements sont signalés à l'est et à l'ouest de l'artère Azrou, Timhadit, Midelt : Aït Youssi et Marmoucha semblent vouloir se joindre aux Beni M'Guild et aux Zaïan; on peut craindre de les voir ainsi couper les passages du Moyen Atlas, et intercepter les communications du groupe mobile de Meknès.

Le général Poeymirau écarte le péril en répartissant ses forces entre le gué d'Assaka N'Tebahirt, où deux bataillons et trois sections d'artillerie tiennent la communication avec Midelt, — et le col de Taghzeft, où trois bataillons et trois sections d'artillerie assurent la possession du passage à travers le Moyen Atlas.

Aussi nos troupes déjouent toutes les tentatives de l'adversaire pour s'opposer aux mouvements des différents échelons de nos convois de ravitaillement. Le 19 juin, le détachement de Taghzeft déloge même, par une brillante attaque à la baïonnette, une harka de près de 2.000 fusils occupant les hauteurs dominant ce col. L'ennemi abandonne sur le terrain 40 tués, 10 prisonniers, de nombreux chevaux, et se replie successivement sur Achlouj (à 9 kilomètres à l'est du col), puis jusqu'à Enjil.

Quant aux quelques rassemblements signalés aux abords d'Itzer et de Bekrit, ils sont dispersés à leur tour par le canon de ces postes.

Il serait donc possible d'escompter « certainement un répit momentané sur la haute Moulouya » ; mais à ce moment vont surgir au Tafilalet des événements nouveaux qui retiendront toute l'attention du haut commandement [3].

---

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 373, 31 mai 1918.
[2] Cf. page 145.
[3] C. R. G. Télégramme à Guerre, 399, 22 juin 1918.

Organisation du cercle de la Haute Moulouya. — Venu à Midelt pour se rendre compte de la situation, le général Lyautey est, dès le 12 juillet, obligé de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour parer à la vive agitation qui fomente le N'Ifrouten dans le sud [1]; il dirige sur Bou Denib le groupe mobile Doury, dont seules quatre compagnies sont maintenues à Ksabi pour tenir le poste nouvellement créé en ce point [2].

Amené par suite à modifier non seulement ses projets d'ensemble, mais encore le principe même de l'organisation qu'il comptait réaliser sur la Moulouya [3], le commandant en chef décide que le général Poeymirau aura désormais la charge exclusive de l'action politique et militaire dans le bassin de Midelt, Ksabi [4], et crée, à cet effet, un cercle de la Haute Moulouya [5].

Rattaché à la subdivision de Meknès, ce cercle va constituer «la charnière» entre celle-ci et le territoire de Bou Denib. Son chef devra en outre s'inspirer des directives générales suivantes établies par le général Lyautey lui-même :

«*a.* La consolidation de notre établissement sur la Haute Moulouya, la construction de la route Meknès, Tafilalet, auront pour effet de faciliter de plus en plus la rentrée de la région du haut Guir et du Tafilalet dans l'organisation générale, politique et économique du Maroc, et de mettre définitivement fin à l'isolement dans lequel elles ont vécu si longtemps.

b. Notre progression à l'est aura pour effet, par la liaison entre Ksabi et Outat el Hadj, d'ouvrir la voie naturelle de la Moulouya et de préparer l'encerclement du massif Beni Ouaraïn.

c. Notre progression à l'ouest de la Moulouya aura pour effet de préparer l'encerclement du pays zaïan, et les liaisons tant avec Khenifra qu'avec Marrakech par l'oued el Abid.»

Tels sont les objectifs à longue portée du nouveau cercle de la Haute Moulouya [6].

---

[1] Pour le détail, cf. page 149.
[2] C. R. G. Télégramme à Guerre, 454, 11 juillet 1918.
[3] Cf. page 121.
[4] C. R. G. Télégramme à Guerre, 439, 5 juillet 1918.
[5] Arrêté Résidentiel n° 3832 C. M. du 11 juillet 1918.
[6] C. R. G. Directives générales pour le cercle de la Haute Moulouya, 3838 C. M., 11 juillet 1918.

L'ÉLARGISSEMENT DU COULOIR DE TAZA[1].

Bien que la présence des bandes armées d'Abd el Malek aux abords de nos postes de Belkacem et de Msila soit une menace permanente pour les tribus soumises Meghraoua et Tsoul, le commandant en chef a, comme on l'a déjà vu[2], prié le général Aubert de ne rien tenter au nord de Taza jusqu'à la fin de la mauvaise saison; le pays est en effet impraticable par temps de pluies.

Les derniers renseignements laissent d'ailleurs supposer qu'ayant reconnu l'inutilité de ses efforts dans la région de Sidi Belkacem, Abd el Malek se proposerait d'adopter un nouveau plan, et d'exercer à l'avenir une pression directe sur les Tsoul, c'est-à-dire contre le bastion le plus solide de notre couverture au nord de l'Innaouen. Or s'il est de notre intérêt de chasser Abd el Malek du Bou Mehiris pour dégager plus largement au nord le couloir de Taza, il serait par contre dangereux de le rejeter à l'ouest, où il se rapprocherait de Raïssouli.

Dans ces conditions, le Résident général invite le commandant de la subdivision de Taza à exploiter sans délai les résultats obtenus en septembre dans la vallée de l'Innaouen, et à profiter de la récente soumission des Beni Megara pour entamer la question des Riata. Encore pour la plupart insoumis, ces derniers font preuve en effet d'une certaine agressivité et, agissant de concert avec les Beni Ouaraïn, créent une zone d'insécurité jusqu'à quelques centaines de mètres à peine des lisières sud de Taza[3].

Après avoir procédé au ravitaillement du poste de Sidi Belkacem, du 29 octobre au 2 novembre, le général Aubert reporte en conséquence ses troupes au sud du couloir; ainsi il donnera d'abord de l'air à Taza, puis assurera la protection des travaux entrepris dans la vallée de l'Innaouen, où les chantiers progressent simultanément de Touahar vers El Biad et de Chbabat vers Koreat.

Création des postes de Bou Guerba et de Beni Oujjane. — Le 17 novembre, après une brillante attaque de six compagnies, le groupe mobile

---

[1] Voir croquis n° 19.
[2] Cf. page 114.
[3] C. R. G. Télégramme à Guerre, 570, 28 octobre 1917.

enlève la crête de Toumsit, dominant Taza à 3 kilomètres au sud, puis s'empare, le 24, de la crête de Bou Guerba, à 7 kilomètres au sud-est de Taza.

Cette double opération, devant laquelle on avait reculé depuis le début de la guerre, à cause des difficultés du terrain et des risques très sérieux de pertes et d'accrochage qu'elle présentait, a été exécutée par surprise et presque sans pertes[1].

Sa réussite permet en outre d'établir un poste définitif au Bou Guerba, et nous assure ainsi la maîtrise des sources alimentant Taza, dont, depuis 1917, les dissidents détournaient sans cesse les conduites, obligeant les habitants de la ville à se pourvoir d'eau par des moyens de fortune.

Ce succès entraîne enfin la soumission de plusieurs fractions Beni bou Ahmed et Beni bou Guittoun qui, s'ajoutant à la fraction ralliée des Beni M'Gara, place sous notre influence un tiers environ de la confédération des Riata[2].

Au milieu de janvier, avant le départ de ses deux bataillons rappelés en France, le général Aubert parvient à consolider encore la situation dans cette région, et la proportion des soumissions s'élève dès lors aux deux tiers.

Le 21 février, le groupe mobile de Taza occupe enfin le massif des Beni Oujjane qui, formant coin entre nos postes de Toumsit et Touahar, surplombe la vallée de l'Innaouen, et permet aux insoumis de pousser des incursions jusque sur nos chantiers de la voie ferrée et de la route de Taza à Fez.

Effectuée en partant simultanément de Toumsit et de Merzouka, l'opération réussit parfaitement malgré la résistance d'un ennemi luttant pied à pied dans des rochers et des massifs boisés, où l'emploi de l'artillerie est particulièrement difficile : l'occupation de ces crêtes entraîne la soumission des Beni Oujjane[3].

Réunis ainsi finalement en un seul bloc fidèle, les Riata de l'est assumeront désormais la couverture des abords immédiats de Taza et celle des travaux entrepris depuis Taza jusqu'à Touahar[4].

Il ne reste plus donc qu'à compléter ces résultats, en assurant dans les

---

[1] Au total 6 tués et 19 blessés.
[2] C. R. G. Télégramme à Guerre, 662, 3 décembre 1917.
[3] Nos pertes ont été de 16 tués, dont 2 officiers.
[4] C. R. G. Télégrammes à Guerre, 143, 24 février, — 144, 25 février 1918.

mêmes conditions la protection des chantiers échelonnés entre Koreat et El Biad. Dans ce but, les forces mobiles de Taza et de Fez agiront simultanément contre les Riata de l'ouest, et occuperont les hauteurs dominant la vallée de l'Innaouen, à quelque 10 kilomètres au sud, en s'emparant respectivement du Djebel Halib et de la crête des Aït Mohand.

Le 6 avril à l'aube, le général Aubert — avec cinq bataillons, trois escadrons et trois batteries — débouche en deux colonnes de Koudiat et Biad, mais, retardé par les difficultés du terrain, il n'atteint ses objectifs qu'en fin de journée, sans avoir pu réussir à disloquer l'adversaire. Les 7 et 8 avril de violentes contre-attaques ennemies jettent le désordre dans nos lignes; certaines unités faiblissent, et la situation ne peut être finalement rétablie que grâce à l'intervention d'une compagnie de Légion montée[1].

Par contre, le groupe mobile de Fez, — commandé par le colonel Teyssière et comprenant dix-sept compagnies[2], quatre escadrons, deux batteries de 75, trois sections de 65 — a gagné sans résistance[3] son objectif en partant de Koreat, et, avec le concours de l'aviation, a brisé sans peine toutes les contre-attaques de l'adversaire[4].

Le 14 mai, ces résultats sont complétés par l'occupation du piton de Rouda, où un blockhaus relie Magara au Djebel Halib, mais sans avoir encore de liaison avec Tahala.

Occupation du plateau d'El Mers. — En définitive, ces affaires n'ont cependant entraîné aucune soumission ni chez les Riata de l'ouest ni chez les Beni Ouaraïn riverains de l'Innaouen; la sécurité de la voie ferrée et de la route n'est donc pas assurée, entre Koreat et El Biad, au moment où les équipes de travailleurs approchent de cette section du tracé.

Pour dégager complètement la vallée, une action simultanée des groupes de Fez et de Taza est exécutée les 12 et 13 juin. Elle est protégée par un détachement — quatre bataillons, une batterie[5] — établi en observation à Msoun pour assurer la couverture de l'opération contre une diversion possible d'Abd el Malek.

---

[1] Nos pertes s'élèvent au cours de ces combats à 46 tués et 87 blessés.
[2] Dont 4 prêtées par la région de Meknès.
[3] Nos pertes n'ont pas dépassé 6 tués et 24 blessés.
[4] C. R. G. Télégramme à Guerre, 213, 10 avril 1918.
[5] Dont deux bataillons et une batterie prélevés sur Oudjda.

Empruntant les vallées secondaires de l'oued Zireg, à l'est, et du Bou Hellou, à l'ouest, nos troupes — cinq bataillons, deux batteries et demie, un demi-escadron[1] — occupent successivement les hauteurs dominant l'Innaouen au sud; la rapidité de leur concentration et de leur mouvement surprend l'ennemi qui n'a pas eu le temps d'opposer à leur avance la même résistance qu'au cours des opérations précédentes.

Aussitôt, un poste est créé sur le plateau d'El Mers pour relier le Djebel Halib à El Arba Tahala; en outre, une ligne continue d'ouvrages et de blockhaus est entreprise pour assurer la solidité du barrage sur toute l'étendue de ce front.

Le tracé de la voie reliant le Maroc à l'Algérie peut désormais emprunter la vallée de l'Innaouen sans solution de continuité; couverts par deux bataillons laissés sur les positions nouvellement occupées, les travaux du tronçon de route Koreat, El Biad sont entrepris dès le 15 juin[2].

Enlèvement du Bou Mehiris[3]. — On a vu plus haut[4] que l'exécution de l'opération sur le Bou Mehiris, envisagée depuis l'automne précédent, a été reportée au début de la bonne saison. Toutefois, les incidents des 6 et 8 avril et les défaillances constatées au cours de ces affaires vont entraîner le général Aubert à demander des renforts, et à proposer même le renvoi « sine die » de l'opération[5].

Mais le général Lyautey fait ressortir la nécessité d'une intervention prochaine au nord de Taza : *du point de vue général,* l'occupation du Bou Méhiris doit avoir, à son sens, une répercussion très sensible dans le Rif et à Mélilla; *du point de vue local,* elle ne peut pas présenter de difficultés insurmontables, la position semblant déjà « en partie ou totalement évacuée ». Le commandant en chef envisage même, fin avril, la possibilité de la faire exécuter avant que le nettoyage en cours de la vallée de l'Innaouen n'ait été achevé[6].

Ainsi qu'on vient de le voir, contrairement à ces prévisions, presque

---

[1] Dont un bataillon et une batterie venus en renfort de Fez.
[2] C. R. G. Télégramme à Guerre, 384, 15 juin 1915.
[3] Voir croquis n° 24.
[4] Cf. page 137.
[5] Rapport du général Aubert, du 18 avril 1918.
[6] C. R. G. Lettre à commandant la subdivision de Taza, 157 C. M. C., 25 avril 1918.

toutes les forces des deux groupes mobiles de Fez et de Taza ont dû cependant être maintenues au sud du couloir jusqu'au milieu de juin.

Or, à cette date, la persistance et la violence des agissements d'Abd el Malek ne permettent pas de différer plus longtemps une intervention.

Depuis le début de l'année, le fils d'Abd el Kader a en effet repris toute son activité, grâce à l'arrivée de nouveaux subsides.

Le 14 janvier, ses bandes ont attaqué le poste de Sidi Belkacem, le 23 celui de Msila.

En février, elles ont multiplié leurs incursions sur la voie ferrée de Taza à Oudjda, et des contingents Haouara ont dû repousser une tentative des dissidents aux abords même de Safsafat.

En mars, des groupes importants ont encore tenté de s'opposer au ravitaillement de Belkacem.

Au début d'avril enfin, alors que le groupe mobile de Taza était employé au sud de l'Innaouen, les tribus soumises Bradès et Tsoul ont été attaquées, et il a fallu les faire appuyer par un escadron de la région d'Oudjda; à l'aube du 5, des contingents Beni Ouaraïn sont, de leur côté, venus assaillir le poste de Guettara sur la Moulouya, et ont persisté dans leurs attaques jusqu'à 13 heures.

En mai, la situation s'aggrave entre Taza et Guercif; le sabotage de la ligne télégraphique principale reliant les deux Maroc devient périodique et régulier. Abd el Malek installé au Djebel Bou Haroum, à 6 kilomètres au nord de Msila, continue à exercer une pression très forte sur les tribus soumises : il commence à obtenir des dissidences jusqu'en bordure de l'Ouergha, et menace les Hayaïna et les Haouara qui, faute d'effectifs, sont complètement découverts.

Le 16 mai, des groupements hostiles se portent en force contre notre couverture indigène à l'ouest de Msila; repoussés, ils sont poursuivis par les contingents de cette région restés fidèles. Le 17, l'ennemi lance des bombes sur des campements Tsoul et sabote la ligne télégraphique. Le 22, les rebelles attaquent encore notre poste de Msila; les 25 et 27, ils inquiètent simultanément ce même poste, le détachement de Djenane Medjbeur et la tribu des Haouara.

Cette activité incessante d'Abd el Malek fait peser une menace telle sur nos communications avec l'Algérie que le Résident général se rend à Taza. Le 5 juin, après avoir inspecté lui-même le front nord de la subdivision, il convoque les commandants des subdivisions de Taza, d'Oudjda et de Fez, et décide le principe d'une vigoureuse riposte à entreprendre

sans délai. Dans ce but, toutes les forces disponibles seront reportées au nord; deux bataillons et une batterie, prélevés sur Oudjda, un bataillon et une batterie sur Fez viendront ainsi renforcer le groupe mobile de Taza, dont les effectifs paraissent fatigués et insuffisamment encadrés[1].

Chargé en définitive de rendre le sentiment de notre force aux tribus soumises, chez qui se multiplient les désertions avec emport d'armes et de munitions, le général Aubert oriente son dispositif entre l'oued Larbaa et l'oued Msoun, et articule l'ensemble du groupe mobile — six bataillons, quatre escadrons et cinq batteries — en trois colonnes qu'il dirige sur le massif du Bou Mehiris, signalé comme organisé à l'européenne, avec des tranchées et des abris souterrains.

Le 22 juin, les colonnes de droite et de gauche, respectivement commandées par le lieutenant-colonel Landais et le lieutenant-colonel Blondiaux, atteignent sans incident les débouchés de Sidi Belkacem et de Bou Kellal, tandis que la colonne du centre, placée sous les ordres du général Aubert lui-même, déloge les avant-postes ennemis du Djebel Mohand, assez fortement occupé.

Le 23, les trois groupes convergent sur le Bou Mehiris et, après une vigoureuse préparation d'artillerie, brisent les dernières résistances de l'adversaire, dès le début de la matinée, en prenant à revers le Djebel Chechaoua, organisé en citadelle. Les pertes de ces deux journées sont des plus légères[2].

Le général Aubert s'installe ensuite par les positions conquises; il crée un poste au Bou Mehiris, et un blockhaus au Djebel Rouf, à 9 kilomètres plus à l'ouest.

Création du poste de Bab Mizab. — Pendant ce temps, le groupe mobile de Fez — trois bataillons, un escadron et trois sections d'artillerie[3] — a été concentré de son côté à Tissa, sous les ordres du lieutenant-colonel Huré. Le 22 juin, après avoir atteint Djenan Medjbeur, il se porte sans désemparer contre un rassemblement signalé sur les hauteurs des Beni Mohammed, à 6 kilomètres a l'est. L'action, rapidement menée, rejette défi-

---

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 377, 6 juin 1918.

[2] 10 tués et une vingtaine de blessés, sur un effectif de 5.000 hommes.

[3] Les 3 bataillons ont été constitués par prélèvement sur l'ensemble des postes de la subdivision, où il ne reste plus pour assurer la garde que les hommes hors d'état de marcher (C. R. G. Télégramme à Guerre, 384, 15 juin 1918.)

nitivement l'ennemi dans la vallée de l'oued Leben, au prix de pertes minimes [1].

Le 26 juin, apprenant qu'Abd el Malek, repoussé du Bou Mehiris, tente de s'enfuir vers l'ouest, le lieutenant-colonel Huré le devance sur les positions de Bab Mizab et réussit à lui barrer la route en lui infligeant des pertes sévères [2].

Ce résultat acquis, il fait immédiatement procéder à l'installation de deux postes définitifs qu'il porte : l'un en un point dénommé Abd el Krim, sur la cote 656, à 7 kilomètres à l'est de Djenan Medjbeur, — l'autre sur la position de Bab Mizab, à 5 kilomètres au nord-ouest de Djenan Medjbeur ; ces postes sont établis sur l'alignement de ceux que le général Aubert vient d'installer au nord de Taza [3].

En définitive, grâce à l'action combinée des groupes mobiles de Taza et de Fez, la couverture nord du couloir se trouve reportée sur la ligne générale Bou Mehiris, Msila, Bab Mizab ; elle est ainsi à une distance moyenne de 25 kilomètres au nord de l'Innaouen, sur lequel l'adversaire n'aura plus désormais aucune vue.

Dès le début de juillet, les soumissions commencent à se produire tant à l'est, où la presque totalité des Meghraoua vient se présenter au Bou Méhiris, qu'à l'ouest, où la confédération des Senhadja se décide à demander notre protection : il peut dès lors être organisé autour des nouveaux postes de Djenan Medjbeur et de Bab Mizab un commandement indigène, sous la direction de Mohammed el Meki, ancien chérif d'Ouezzan qui, dès 1912, avait déjà rendu de précieux services au général Gouraud.

Si Abd el Malek n'a pas désarmé, il s'est du moins replié successivement au Kifan, au nord du Bou Mehiris, puis vers l'ouest, à Bou Ali, au nord d'Abd el Krim ; et sa retraite paraît avoir impressionné les Beni Ouaraïn eux-mêmes.

Le 5 juillet, le général Lyautey considère qu'après les derniers avantages obtenus, le front Nord peut être considéré comme stabilisé pour quelque temps [4].

---

[1] 4 tués, dont 2 officiers, et 6 blessés, dont 1 officier.
[2] Les pertes de l'ennemi s'élèvent à 33 tués et 70 blessés contre 5 tués et 11 blessés au groupe mobile.
[3] C. R. G. Télégramme à Guerre, 402, 23 juin, — 409, 24 juin, — 419, 27 juin 1918.
[4] C. R. G. Télégramme à Guerre, 439, 5 juillet 1918.

LA SITUATION SUR LES FRONTS PASSIFS[1].

Pendant toute cette période de l'hiver et du printemps 1918, aucun événement grave n'est venu modifier les résultats que l'action politique de nos services de renseignements ou l'influence des grands caïds ont obtenus sur les fronts passifs.

Dans le Gharb, la couverture a été renforcée par l'installation à Mzoufroun, en liaison avec les postes d'Amama et d'Arbaoua, d'un nouveau poste établi à 8 kilomètres à l'ouest d'Ouezzan et surveillant cette localité. De ce fait, la protection des tribus soumises semble maintenant mieux assurée.

Mais l'action des partisans de Raïssouli reste incessante. Elle s'appuie sur Asjen, à 12 kilomètres à l'ouest de notre poste de Mzoufroun; là un rassemblement s'est formé sous la direction du consul autrichien Kacem ben Salah et avec le concours de l'agent allemand Kühnel.

Assez inquiets, les chorfas d'Ouezzan adressent au général Lyautey des appels répétés auxquels, faute de moyens, ce dernier ne peut répondre. Il ne s'agit d'ailleurs que d'une question purement locale, qui ne saurait exercer aucune répercussion sur la situation générale au Maroc; le Résident demeure donc déterminé à s'abstenir ici de toute action directe pendant la durée de la guerre, afin « d'éviter tout engrenage ».

Sur l'Ouergha, on ne signale que quelques incidents, de peu de portée sur les tribus soumises.

Le front *à l'est de Fez* est en revanche toujours en butte aux entreprises des Beni Ouaraïn, dont l'activité se manifeste par des agressions répétées, en particulier contre les Beni Yazra et contre le poste d'El Menzel.

Réduit au début de l'année à deux bataillons à la suite des prélèvements qu'il a subis au profit des armées du Nord-Est, puis de l'envoi d'un bataillon dans la région de Bou Denib[2], le groupe mobile de la subdivision de Fez a dû en outre participer, ainsi qu'on l'a vu, aux opérations entreprises dans le couloir de Taza. C'est donc avec des effectifs diminués que le

[1] Voir croquis n° 3.
[2] Pour le détail, cf. page 149.

général Cherrier fera face à toutes ces menaces, dont la plus grave provoquera, le 11 juin, l'arrivée du général Lyautey à El Menzel.

Sortis de leurs repaires montagneux, Beni Ouaraïn et Aït Tserrouchen se sont concentrés au sud de Tazouta. Ils ont cherché à intercepter la communication de ce poste avec Anoceur; mais le commandant du cercle de Sefrou a écarté de fait tout danger, en réunissant un nombre important de partisans appuyés par une compagnie montée de Légion, un escadron et une section de 65.

Si les tribus soumises de toute cette région nous restent ainsi fidèles et sont toujours organisées pour assurer la défense de leurs terrains de culture, on peut toutefois craindre qu'elles ne soient fortement impressionnées et troublées par le retour d'incidents semblables ou par la propagande et les menées allemandes qui, sans relâche, cherchent à s'assurer leur concours.

Chez les Zaian, la scission constatée au sein de la famille de Moha ou Hammou a persisté, mais sans autre résultat que d'accentuer l'intransigeance des éléments qui nous sont hostiles; certains d'entre eux ont même poussé, on l'a vu, jusqu'à l'intérieur de nos lignes, entre Guelmous et Mrirt[1].

Faute d'effectifs, une opération dans cette région de montagne particulièrement difficile eût été risquée, et le colonel Théveney a dû se borner à une défensive serrée et vigilante, attendant de l'action politique la désagrégation plus ou moins prochaine de l'adversaire.

Dans le Tadla, Moha ou Saïd reste toujours irréductible, mais l'action de l'aviation a maintenu l'adversaire à distance, tandis que l'occupation du front Ghorm el Alem, Beni Mellal a créé en avant de l'Oum er Rbia une zone de sécurité de plus en plus large.

Dans le Sud, mettant un terme à leurs divisions intestines, les tribus de la confédération des Aït Atta ont conclu entre elles une trêve en vue d'une action commune sur le Tafilalet. Mais devant l'importance des renforts — troupes et avions — que, dès février[2], le Résident général a dirigé sur Bou Denib, elles semblent avoir provisoirement renoncé à leur projet pour se rabattre à *l'est de la région de Marrakech.*

---

[1] Cf. page 133.
[2] Pour le détail, cf. chapitre XIII, page 149.

En mai, il se forme dans cette zone une menace sérieuse, à laquelle le général de Lamothe se propose de parer avec toutes ses disponibilités et l'appui des harkas Glaoua, Entifa et Aït Attab. Le danger s'accentue en juin, sous l'influence du marabout de la zaouïa d'Ahansal, Sidi Moha, qui a déjà groupé autour de lui des contingents Aït Abbes et Aït M'hammed, créant sur l'oued Bernat une menace pour les communications d'Azilal avec Tanant; il faut empêcher que, travaillés par l'Ahansali, les Aït Atta ne se joignent au mouvement.

Le 13 juin, le commandant de la région de Marrakech concentre en conséquence son groupe mobile — deux bataillons, trois batteries, deux escadrons et quatre goums, — dans la région d'Azilal, et établit un barrage sur ses deux flancs : au nord-est, sur l'oued el Abid, — au sud-ouest, en face des débouchés du col de Bernat. Du 22 juillet au 10 août, il parcourt ensuite le pays au sud d'Azilal avec l'appui des trois harkas alliées (plus de 4.000 fusils), poussant jusqu'à Bernat et pacifiant toute la région.

Si cette tournée de police n'a donné lieu qu'à quelques escarmouches, elle a coûté par contre la vie au fils de Si el Madani; celui-ci mourra de la grippe, le 13 septembre.

Après ces opérations, en outre, ni Ouaouizert, ni l'oued Bernat ne sont restés occupés, et le 25 août, une nouvelle intervention du général de Lamothe devra reprendre le poste de Taizelt que la harka des Entifa vient de perdre.

Sur le front sud de la région de Marrakech, toutes les velléités d'El Hiba ont été neutralisées par l'action permanente de nos grands vassaux. Fin avril, El Hiba a même signé une trêve de deux mois avec Si Taieb el Goundafi.

Le 20 juillet, considérant la situation militaire d'ensemble sur tous les fronts, le général Lyautey estime en définitive que celle-ci s'est nettement améliorée à la suite des dernières manifestations de force exercées par ses troupes sur les deux axes principaux du Maroc[1].

---

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 471, 20 juillet 1915.

CINQUIÈME PARTIE.

LA CRISE DE L'HIVER 1918-1919.

CHAPITRE XIII.

L'ALERTE AUX CONFINS ALGÉRO-MAROCAINS.

Le Tafilalet (installation d'un contrôle politique à Tighmart; le combat de Gaouz; les opérations de représailles; l'évacuation de Tighmart). — Le couloir de Taza (enlèvement du Kifan; opérations contre les Riata de l'ouest; prise du Bou Haroun). — Le Moyen Atlas. — Le Gharb.

LE TAFILALET[1].

Installation d'un contrôle politique à Tighmart. — La question de l'occupation du Tafilalet s'était posée au temps même où le général Lyautey commandait à Aïn Sefra et à Oran; mais à cette époque, seule une occupation militaire paraissait devoir permettre d'en « finir avec ce foyer d'agression permanent contre l'Algérie ».

Aussi, quand, en 1916, après ses succès de Ksar es Souk et d'El Maadid, le lieutenant-colonel Doury pénétra jusqu'en bordure de la palmeraie, la création d'un ou plusieurs postes définitifs fut-elle envisagée; mais faute d'effectifs, on dut y renoncer.

En octobre 1917, tout projet d'une occupation militaire fut cependant définitivement écarté par le Résident général, à la suite de ses entretiens avec le lieutenant-colonel Doury, sur la haute Moulouya, et de la visite à Rabat du Khalife du Sultan Moulay el Mahdi.

---

[1] Voir croquis n° 20.

Faisant crédit à la longue expérience du commandant du territoire de Bou Denib, qui assurait d'une façon formelle qu'un simple contrôle de la région n'entrainerait aucune réaction adverse [1], le général Lyautey autorisa l'installation « auprès du Khalife, *comme aux Indes anglaises*, d'un officier *Résident* avec un interprète et un médecin », — sans garnison française, mais avec la garantie des notables filaliens et l'appui d'un simple contingent de partisans recrutés sur place [2].

C'était la mise en application la plus complète de la formule du Protectorat.

Cette nouvelle organisation entra en vigueur en décembre : le 5, les couleurs chérifiennes et françaises furent hissées sur les deux tours jumelles du ksar de Tighmart, en présence du Khalife, de nombreuses djemaas, des notables du Tafilalet, et devant le front des troupes du groupe mobile venu de Bou Denib, à l'effectif de 1.800 hommes.

A vrai dire, l'action politique engagée ainsi ne devait avoir « que l'importance et l'intérêt d'un hors d'œuvre », et il s'agissait de ne s'engager à aucun prix dans une action militaire, afin de ne pas se laisser détourner de l'objectif principal déjà fixé : la haute Moulouya [3].

Dès le départ du groupe mobile, l'émotion produite par notre installation à Tighmart avait cependant donné lieu aux commentaires les plus divers et à une recrudescence de djiouch en bordure du Ziz. On signalait ensuite la préparation de mouvements plus importants et une certaine efferverscence chez les Aït Atta, dont le chérif Si Moha N'Ifrouten se faisait passer pour Bou Hamara. Enfin, gagnant les Aït Yafelman, l'agitation s'étendait peu à peu jusqu'au Todra et au Dadès, où s'exerçait l'influence du marabout d'Ahansal. A partir du 6 janvier, le lieutenant-colonel Doury annonçait la formation d'une harka importante, menaçant le Tafilalet [4].

Estimant qu'il était moralement impossible de quitter Tighmart, et que d'ailleurs ce départ « n'arrangerait guère les choses », le général Lyautey prescrivit de s'y maintenir, et prit les dispositions nécessaires pour com-

---

[1] Territoire de Bou Denib. Lettre à C. R. G., 2468 R, 18 septembre 1917.
[2] C. R. G. Télégramme à Diplomatie, 558, 16 octobre 1917.
[3] C. R. G. Télégramme à commandant territoire Bou Denib, 259 D. C. R. 2, 3 décembre 1917.
[4] Territoire de Bou Denib. Télégrammes à C. R. G., 62 R, 6 janvier; 72 R, 7 janvier 1918.

pléter la mise en état de défense du poste et pour porter à son secours, en cas de besoin, le groupe mobile de Bou Denib. Dans ce but, un bataillon de Légion, prélevé sur la région de Fez est dirigé sur Bou Denib, par Oran et le Sud oranais[1] avec une escadrille de huit Nieuport; l'intervention de Si el Madani Glaoui est en outre envisagée, soit pour gêner le mouvement de la harka en la prenant à revers, soit même pour empêcher sa formation[2].

Mais, grâce aux dissensions continuelles entre tribus rebelles, cet incident se borna en réalité à une alerte[3].

L'agitation et l'incertitude se prolongèrent cependant les mois suivants : en mars, le colonel Berriau, — en mai, le général Lyautey, vinrent visiter le poste de Tighmart, pour se rendre compte compte de la situation.

Le 3 juin, l'officier interprète Oustry était lâchement assassiné dans son bureau par un indigène; mais ce nouvel incident ne parut pas encore devoir modifier la situation politique, le meurtrier ayant été châtié sur place, et les djemaas ayant hautement réprouvé son crime[4].

C'est seulement au début de juillet que trois groupements hostiles paraissent se rassembler à proximité de la palmeraie : le plus important sous le commandement de Si Moha N'Ifrouten, à Mecissi (50 kilomètres environ de l'ouest du Tafilalet); — le second, aux ordres du marabout d'El Haouari, sur le Ferkla; — le troisième au Tazarine, au centre de la tribu des Aït Atta.

Le combat de Gaouz[5]. — Rappelé d'urgence de Ksabi où il venait d'installer un poste[6], le lieutenant-colonel Doury quitte donc Bou Denib, le 24 juillet, — avec 9 compagnies, 2 groupes francs, 1 compagnie montée de Légion, 1 escadron, 1 batterie de 65, 1 section de 90.

---

[1] Son transport exigera 19 jours jusqu'à Bou Denib.

[2] C. R. G. Télégrammes à région de Marrakech, 53 D. R. 2, et à territoire de Bou Denib, 52 et 54 D. R. 2. 9 janvier 1918.

[3] Dans une lettre personnelle du 20 février, le général Lyautey ne cachera pas son mécontentement au lieutenant-colonel Doury, dont les «erreurs d'optique locale» ont provoqué cet incident, et gênent en tous cas l'exécution du programme d'action d'ensemble arrêté, en raison des effectifs qu'il a fallu distraire du front Nord pour parer à la menace signalée (C. R. G. Lettre à commandant du territoire de Bou Denib, 64 C. M. C., 20 février 1918).

[4] Territoire de Bou Denib. Télégramme à C. R. G., 5 G. M. R., 6 juin 1918.

[5] Voir croquis n° 21.

[6] Cf. chapitre XII, page 135.

Son intention est d'effectuer une tournée de police et de descendre dans ce but la vallée du Ziz jusqu'aux Ouled Zohra[1].

Mais, le 5 août, ayant appris à son passage à El Boroudj que la harka du N'Ifrouten, considérablement renforcée, était campée en lisière sud-ouest du Tafilalet, le commandant du territoire n'hésite pas à se porter à sa rencontre. Il pousse d'abord d'Erfoud sur Dar el Beïda, — pénètre ensuite dans la palmeraie, où il séjourne en plein centre, — longe enfin la lisière ouest, et vient s'établir en observation à hauteur de Gaouz, sur l'oued Ghéris. Dans la nuit du 8 au 9, ayant reçu des précisions sur l'emplacement exact de la harka du chérif, le lieutenant-colonel Doury décide de l'attaquer dès le lever du jour.

Dans une première phase, déployées en trois groupes de combat, nos troupes traversent un terrain en partie découvert, et prennent pied sur la gara de Bazma[2], sans rencontrer de résistance sérieuse.

Dans une deuxième phase, le groupe d'attaque principal prend pour objectif le camp adverse et débouche en direction du nord-est, couvert sur ses flancs : au sud par la cavalerie, dont la mission est de mettre la main sur le barrage du Ziz, — au nord par le détachement Pochelu (un bataillon sénégalais et une compagnie montée de Légion) marchant dans la direction d'Ouled Ouillanne; ces deux flanc-gardes se rabattront ensuite sur le campement de la harka.

Mais dès qu'elles pénètrent dans la palmeraie, les différentes colonnes se heurtent à une défense des plus énergiques.

C'est seulement en fin de journée, et après un assaut à l'arme blanche, que l'attaque principale réussit à atteindre son objectif, et à déloger l'adversaire de son emplacement de bivouac.

La cavalerie doit de son côté se dépenser sans compter pour arriver à remplir sa mission.

Engagée enfin quelque peu prématurément, la flanc-garde de gauche perd, dès le début, toute liaison avec le groupe d'attaque; en outre, elle est contrainte de traverser un terrain boisé et couvert, et les habitants des ksour de Timgheras, Bou Rmella, Ouled Ouillane, complices de N'Ifrouten, en profitent pour l'assaillir par derrière. Isolé et pris à revers, le groupe Pochelu est finalement dissocié, puis refoulé en désordre jusqu'en lisière

---

[1] Territoire de Bou Denib. Télégramme à C. R. G., 2260 S, 24 juillet 1918.
[2] Points A, B et C du croquis.

ouest de la palmeraie[1]; en fin de journée, il doit abandonner tous ses mulets ainsi que ses mitrailleuses.

En définitive, si le camp du chérif a été enlevé, et si la harka a laissé plus de 600 cadavres sur le terrain, de très lourdes pertes sanctionnent le risque que le lieutenant-colonel Doury a couru en attaquant un fort rassemblement ennemi en pleine palmeraie, avec des effectifs trop faibles et sans ligne de ravitaillement[2].

Après avoir campé sur le lieu du combat, nos troupes peuvent toutefois être ramenées le lendemain sans incident sur Dar el Beïda par la lisière est du Tafilalet; le 12 août, laissant une garnison à Tighmart[3], la colonne s'installe à El Boroudj, où elle se retranche et où elle reçoit en renfort quelques unités prélevés en hâte sur le territoire de Bou Denib[4].

Mais le chérif occupe maintenant Sidjilmassa, où il règne en maître sur les districts du Tafilalet; la harka du Ferkla ne tardera pas d'ailleurs à venir faire sa jonction avec lui.

Les opérations de représailles. — Dès l'annonce du combat sanglant de Gaouz, le Résident général prend immédiatement ses dispositions pour parer à toute éventualité.

Il obtient d'abord du commandant en chef de l'Afrique du Nord l'envoi immédiat à Bou Denib de la compagnie saharienne de la Saoura, de la compagnie montée de Légion et de deux pelotons de spahis de Béchar; des ordres sont donnés en outre par l'Algérie pour que deux compagnies de tirailleurs soient embarquées d'urgence par la division d'Oran sur Colomb Béchar[5].

---

[1] La compagnie montée de Légion, commandée par le capitaine Timm, a livré plusieurs contre-attaques furieuses et n'est finalement arrivée à se dégager qu'à la baïonnette. Groupés autour de leur chef deux fois blessé, et qui succombera la nuit suivante, ses débris rallieront d'abord les crêtes enlevées le matin au cours de la première phase du combat, puis rejoindront Tighmart en empruntant l'itinéraire suivi par le groupe mobile à l'aller.

Quant au bataillon Pochelu, des groupes épars réussiront à rallier également Tighmart à travers la palmeraie.

[2] Les pertes totales du groupe mobile se sont élevées à plus de 300 tués, dont 11 officiers et 68 blessés.

[3] La garnison de Tighmart comprend désormais 400 hommes (1 compagnie, 1 groupe franc et 1 maghzen).

[4] Après l'arrivée de ces renforts, le groupe mobile comprendra 11 compagnies, 1 groupe franc et 4 sections d'artillerie.

[5] C. R. G. Télégramme à commandant en chef des troupes de l'Afrique du Nord, 4546 C. M., 12 août. — Commandant en chef des troupes de l'Afrique du Nord. Lettre à C. R. G., 4134, 13 août 1918.

Le général Lyautey prescrit en même temps au général Poeymirau de diriger sur le sud par les voies les plus rapides un bataillon et un escadron [1].

Il suggère enfin au commandant de la région de Marrakech « qu'il serait peut-être intéressant de faire répandre par les Glaoua des bruits susceptibles d'inquiéter les Aït Atta » ; nos alliés n'ayant toutefois de moyens de pression directe que sur les Aït Atta de l'ouest, « qui n'ont peut-être que fort peu participé à la harka », il laisse le général de Lamothe libre d'interpréter à son gré les instructions reçues [2].

Pour le commandant en chef, le problème à résoudre actuellement n'a « d'autre solution qu'une défaite décisive des harka remettant dans notre main le Tafilalet, et liquidant la question pour longtemps ». Il faut éviter en effet de laisser peser plus longtemps sur le Maroc une menace continuelle, qui immobilise les effectifs et ajourne la réalisation du programme d'action envisagé au nord.

Le général Lyautey prescrit dans ces conditions que tous les moyens nécessaires seront mis en œuvre pour que l'effort à entreprendre « soit court et décisif » ; il détache enfin auprès du lieutenant-colonel Doury le commandant de la subdivision de Meknès qui, muni de ces Instructions, donnera en son nom toutes orientations nécessaires [3].

Le 21 août, ayant rejoint El Boroudj, le général Poeymirau envisage un prochain ravitaillement du poste de Tighmart qui « ne saurait, dit-il, être abandonné ». Mais il rend compte qu'il ne fera procéder à cette opération qu'après l'arrivée des renforts annoncés, c'est-à-dire à partir du 29, et sans « engager le groupe mobile dans l'intérieur de la palmeraie ». Son but est en un mot « de régler la question de la façon la plus sûre et aux moindres frais » : il prescrit en conséquence d'installer le groupe mobile plus à proximité du Tafilalet pour être à même de châtier les ksour qui viennent de faire défection, et précise au commandant du territoire de Bou Denib que c'est seulement au cas où la harka s'opposerait au ravitaillement du poste de Tighmart qu'il y aurait lieu de chercher à la combattre en terrain libre et à la détruire [4].

---

[1] C. R. G. Télégramme à général Poeymirau, 4547 C. M., 12 août 1918.
[2] C. R. G. Télégramme à général commandant la Région de Marrakech, 198 D. C. R. 2, 13 août 1918.
[3] C. R. G. Lettre à général Poeymirau, 290 C. M. C., 16 août 1918.
[4] Général Poeymirau. Télégramme à C. R. G., 53 G^{is}, 22 août 1918.

En exécution de ce programme d'action[1], le lieutenant-colonel Doury fait reconnaître un emplacement de camp à proximité du Tafilalet, et tenant sous son feu le Tizimi ainsi que les barrages qui permettent d'irriguer la palmeraie. Le poste de Tighmart lui ayant rendu compte, d'autre part, de ce qu'il était largement ravitaillé jusqu'au 10 septembre, et en mesure de résister à toute attaque, il décide de retarder le départ de la colonne, et profite de ce répit pour s'installer sur sa base de départ et pour organiser le bombardement quotidien par l'aviation des ksour et de la harka ennemie[2].

C'est seulement lorsque ces diverses mesures de représailles commencent à faire sentir leur effet, et que l'on peut espérer une certaine désagrégation des forces de l'adversaire que le groupe mobile, renforcé et reconstitué, se met en mouvement. Des signes de lassitude ont été d'ailleurs relevés chez les populations filaliennes, que les exactions continuelles des harkas détachent peu à peu de ceux qui se donnent comme leurs protecteurs.

Le 6 septembre, à la tête de six bataillons, deux escadrons et six sections d'artillerie[3], le lieutenant-colonel Doury débouche d'El Boroudj, suit la lisière est du Tafilalet et, après avoir dispersé au prix de pertes légères[4] les éléments adverses tentant de s'opposer à sa marche, dégage entièrement Tighmart.

Du 9 au 17, après avoir regagné sa base de départ sans recevoir un coup de fusil, la colonne procède à l'installation au Tizimi du camp provisoire qui, situé sur la rive droite du Ziz, à 4 kilomètres au sud d'El Boroudj, servira de base de ravitaillement au groupe mobile et comportera un terrain d'atterrissage pour son aviation.

L'évacuation de Tighmart. — Si, à la suite de cette affaire, la harka de Sidi el Haouari s'est dissociée et a regagné le Ferkla, par contre les

---

[1] Le général Poeymirau a regagné Meknès le 25 août, après avoir précisé ainsi sa mission au lieutenant-colonel Doury.

[2] Groupe mobile Doury. Télégrammes à C. R. G., 802, 27 août, et 811 G. M. D., 29 août 1918.

[3] Outre les renforts venus d'Algérie (cf. *supra*) et ceux qui ont été prélevés sur le groupe mobile de Meknès (1 bataillon mixte, 1 escadron et 1 batterie venus de Midelt), le groupe mobile s'est renforcé de toutes les disponibilités du territoire, où les garnisons ont été réduites au strict minimum, et a reçu de la subdivision de Fez un bataillon sénégalais en remplacement du bataillon Pochelu.

[4] 6 tués et 16 blessés.

bandes du chérif Si Moha N'Ifrouten ont pu se réfugier chez les Sefalat, au sud de la palmeraie, où elles restent menaçantes.

Mais le général Lyautey est décidé à «en finir avec les randonnées aventureuses», et à se dégager « de ce guêpier du Tafilalet». Se basant non seulement sur des considérations d'ordre militaire — en particulier sur les facilités de communications et de ravitaillement désormais ouvertes entre Bou Denib et Meknès, — mais aussi sur les conclusions que l'expérience de la dernière année lui a permis de tirer au point de vue politique, il rattache le territoire de Bou Denib à la subdivision de Meknès, et donne au général Poeymirau des directives encore plus précises[1] :

— le Tafilalet est une région dont la valeur économique est des plus médiocres et « où nous n'avons aucun intérêt à progresser. . . » ;

— il est inadmissible, en tout cas, qu'il «vienne périodiquement peser sur l'ensemble du Maroc, et absorber ses ressources en effectifs et en moyens déjà trop réduites » ;

— du point de vue politique, ce pays représente évidemment un certain intérêt, étant «le berceau de la dynastie régnante et le centre d'informations de toutes les tribus du sud de l'Atlas» ; mais il suffira de le neutraliser en installant à sa périphérie «un poste d'écoute» fortement organisé.

Dans ces conditions, après avoir pris les sanctions rigoureuses que comportent les dernières défections des ksour, il y aura lieu de procéder à une réorganisation complète du territoire de Bou Denib, et d'adopter un dispositif basé sur «l'occupation d'un ouvrage extrêmement solide aux abords du Tafilalet» et permettant de réduire les effectifs actuellement dans le Sud.

Comme conséquence logique de cette nouvelle organisation, dont le rôle principal est de tenir le pays sous une menace constante, afin d'empêcher à l'avenir ses turbulentes populations «de venir inquiéter les régions du Maroc et de l'Algérie où l'on travaille, où l'on cultive, où l'on produit », le poste de Tighmart, placé en pleine palmeraie, devra être évacué[2].

---

[1] C. R. G. Lettre à général commandant la subdivision de Meknès, 310 C. M. C. ; — arrêté résidentiel, 5198 C. M., 9 septembre 1918.

[2] C. R. G. Directives au général Poeymirau, 5.200 C. M., 9 septembre 1918.

Le 15 septembre, le général Lyautey rappelle encore les répercussions que tous les incidents du Tafilalet ont eues depuis un an sur l'ensemble du Maroc, et l'arrêt imposé aux opérations dans le Nord, où il attendait «en septembre et en octobre des résultats décisifs en concordance avec les opérations de France»; il précise que l'essentiel est actuellement d'empêcher que ce «Tafilalet ne devienne une plaie ouverte par laquelle s'écoule toute la force vive» du corps d'occupation, et prescrit au général Poeymirau d'évacuer avant tout Tighmart le plus tôt possible[1].

Enfin le 21, il insistera à nouveau sur son intention de se «dégager de l'engrenage ouvert par le combat du 9 août», et sur la nécessité «d'envisager l'occupation de la zone désertique et improductive du sud du Grand Atlas avec la plus grande économie, en ne la regardant que comme une couverture purement défensive sur la ligne Bou Denib, Tizimi, Ksar es Souk[2].

Mais le 18 septembre, à peine arrivé sur place, le général Poeymirau a trouvé entre temps les troupes très éprouvées par une épidémie de grippe et par l'effort récemment fourni en pleine période de chaleur. Ne laissant qu'un détachement de cinq compagnies et de deux sections d'artillerie à la garde du camp de Tizimi, il a décidé en conséquence de ramener la colonne à Bou Denib et de ne procéder à l'évacuation de Tighmart que lorsque le groupe mobile aura eu le temps de se refaire.

Le 21, il propose dans ces conditions au général Lyautey le programme suivant :

1° Exécution de représailles préalables sur les Tafilaliens (bombardement de ksour; interdiction de l'importation du sucre et du mouvement des travailleurs de ou vers l'Algérie; destruction du barrage du Ziz alimentant la palmeraie en eau);

3° Reconstitution du groupe mobile au camp de Tizimi, dès que l'état sanitaire le permettra;

3° Exécution du repli du poste de Tighmart.

Une fois débarrassé de ce «boulet de Tighmart», il ne laissera qu'un poste en bordure du Tafilalet, et procédera ainsi qu'il suit à la nouvelle répartition d'ensemble des forces du territoire : une moitié au camp de

---

[1] C. R. G. Télégramme à général Poeymirau, 315 C. M. C., 15 septembre 1918.
[2] C. R. G. Télégramme à général Poeymirau, 324 C. M. C., 21 septembre 1918.

Tizimi, un quart à Bou Denib, un quart dans les garnisons de Ksar es Souk, Gourrama et Rich[1].

Le commandant en chef approuve aussitôt ce programme[2].

L'évacuation de Tighmart est ainsi effectuée du 6 au 15 octobre.

Pour détourner l'attention de l'adversaire, le général Poeymirau exécute d'abord une feinte sur les Oulad Saïdane, — à qui il livre, le 7, un combat victorieux en pleine palmeraie, — et réduit par le canon les ksour de toute cette région.

Marchant ensuite par la lisière est du Tafilalet, il se porte sur Dar el Beïda, et bouscule, le 11, les éléments adverses qui tentent de lui barrer le passage; le 15, avec l'appui d'une escadrille et d'une section d'aviation, il enlève ce ksar et les jardins environnants, que l'adversaire, solidement retranché, ne se décide à abandonner qu'après un combat de quatre heures. Le poste de Tighmart est évacué le même jour, sans incident, au moyen de 45 arabas et de 1.200 animaux.

Rentré au Tizimi, le général Poeymirau résout alors la question du «poste d'écoute» prévu en bordure du Tafilalet au moyen d'une «solution plus élégante» que celle envisagée jusqu'ici : les dernières reconnaissances ont établi en effet qu'El Maadid ou le Tizimi «ne font pas partie du Tafilalet»; — l'occupation de Dar el Beïda, envisagée un moment, a dû être écartée également, en raison des difficultés rencontrées pour l'alimentation en eau du poste à créer en ce point.

C'est Erfoud qui répond le mieux aux conditions exigées, car ce piton tient sous son feu non seulement le barrage du Ziz, mais encore la palmeraie elle-même; il commande donc l'ensemble de la région, et une garnison de trois compagnies et d'une section d'artillerie sera suffisante pour le tenir[3].

En définitive, nos troupes ont infligé une forte leçon à l'adversaire, dont les pertes sont évaluées à plus de 1.000 tués au cours des combats du 11 et du 15 octobre; une dizaine de ksour ont été en outre détruits, soit par l'aviation, soit par l'artillerie; les eaux du Ziz ont été détournées enfin dans l'oued Amerbouch, après la destruction du barrage.

Le 18 octobre, le lieutenant-colonel Mayade est placé au commande-

---

[1] Général Poeymirau. Télégramme à C. R. G., 114 G, 21 septembre 1918.

[2] C. R. G. Télégramme à général Poeymirau, 330 C. M. C., 23 septembre 1918.

[3] C. R. G. Télégramme à général Poeymirau, 5836 C. M., 8 octobre. — Général Poeymirau. Télégrammes à C. R. G., 200 et 204 G., 7 octobre 1918.

ment effectif du territoire. Exploitant à fond les résultats acquis, il crée le poste d'Erg Yacoub, sur la rive gauche du Ziz, pour relier Erfoud à Ksar es Souk, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que, «sous l'action combinée des interdictions de sucre, de sortie des travailleurs et de l'installation à Erfoud, le Tafilalet se sente à notre merci».

Pareille activité s'impose d'autant plus, écrit le général Lyautey, que «les succès décisifs remportés en Europe sur l'Allemagne» mettent désormais celle-ci hors de cause[1].

Basé en outre sur la plus stricte économie des forces, le nouveau dispositif permettra le retrait prochain des effectifs détachés dans le Sud, et leur envoi sur le front Nord, où l'élargissement du couloir de Taza et la réduction du Moyen Atlas restent les objectifs politiques et militaires essentiels du Résident général[2].

LE COULOIR DE TAZA[3].

Le général Lyautey ne cache pas que les «affaires du Tafilalet ont complètement désaxé son programme général», et qu'il a été en particulier «forcé de renoncer à faire cette année les postes de Tarzout et Aïn Khelloq qui devaient assurer une meilleure protection de la région de Fez et la route de Taza contre les Beni Ouaraïn». Il ne se dissimule pas, d'autre part, que ces événements ont «enhardi nos adversaires dans le Moyen Atlas, en face du Tadla, sur la lisière est de la région de Marrakech» et même en Algérie, où les faits ont été «considérablement grossis et exploités[4]».

Cependant, nos troupes ont pu en septembre consolider les résultats obtenus depuis le début de l'année dans le couloir de Taza, soit au sud par l'occupation du Djebel Halib, de Rouda et d'El Mers, soit au nord par l'enlèvement du Bou Mehiris.

Enlèvement du Kifan. — Le 14, l'action politique paraissant suffisamment avancée chez les Beni Bou Yala, d'une part, et chez les Gueznaïa,

---

[1] C. R. G. Télégramme à général Poeymirau, 359 C. M. C., 17 octobre 1918.
[2] Télégramme à Guerre, 552, 5 septembre 1918.
[3] Voir croquis n° 24.
[4] C. R. G. Télégrammes à général Poeymirau, 324 C. M. C., 21 septembre, — 342 C. M. C., 28 septembre 1918.

de l'autre, le général Aubert décide de se porter sur la Kelaa des Oulad Haddou, à six kilomètres au nord d'Amseft, et sur le Kifan, à douze kilomètres au nord du Bou Mehiris [1].

Disposant d'un total de six bataillons, de quatre batteries et de trois escadrons [2], il répartit ses forces en deux groupements dont l'action sera simultanée.

Le 26 septembre, la colonne de gauche, commandée par le lieutenant-colonel Blondiaux, atteint sans difficultés ses objectifs de Mouley Ali et de Kelaa des Oulad Haddou, tandis que la colonne principale, aux ordres directs du commandant de la subdivision, refoule l'ennemi de Souk el Had, avec l'appui des partisans du lieutenant Mougin débouchant du Bou Mehiris.

Le lendemain 27, une avant-garde de trois bataillons enlève la région du Kifan, après de très durs combats dans un terrain particulièrement difficile. Mais, encore une fois, Abd el Malek a complètement évacué son camp, et l'intervention de partisans Branès marchant de Kelaa des Oulad Haddou sur Kifan, sous la conduite du lieutenant Fabre, n'a pas produit l'effet de surprise escompté.

Une ligne de fortins et de postes peut être cependant établie à hauteur de Kifan, à Mouley Ali et à Kelaa des Oulad Haddou.

Opérations contre les Riata de l'Ouest. — Abd el Malek mis ainsi momentanément hors de cause, le général Aubert décide d'entamer l'action prévue au programme général antérieurement adopté, et de porter à quatre ou cinq kilomètres plus au sud les deux postes de Beni Mgara et de Rouda [3].

Le 17 octobre, gravissant sans coup férir les pentes du Tazekka, nos troupes — trois bataillons et demi, appuyés par quatre sections d'artillerie et un escadron, — établissent deux nouveaux postes à Bab Cedra et à Kerkour Sidi Ali; ces ouvrages vont permettre de supprimer à bref délai ceux de Rouda et de Beni Mgara.

Prise de Bou Haroun. — En vue de parachever l'organisation de son front nord, avant l'arrivée de la mauvaise saison, le général Aubert se pro-

---

[1] Général Aubert. Télégramme à C. R. G., 1503 R, 14 septembre 1918.
[2] Dont 2 compagnies et 1 batterie fournies par la subdivision d'Oudjda.
[3] Général Aubert. Télégramme à C. R. G., 1737 R, 11 octobre 1918.

pose enfin de soumettre les dernières fractions Beni Bou Yala, et de disperser les derniers groupements qu'Abd el Malek cherche précisément à reconstituer à proximité de cette région[1].

Le 29 octobre, les partisans de Bab Moroudj enlèvent la position du Bou Haroun sans que les troupes régulières aient eu à intervenir. Un poste y est aussitôt créé[2], dont l'action entraînera de nombreuses soumissions et marquera une diminution du prestige d'Abd el Malek dans cette région.

LE MOYEN ATLAS[3].

Pendant ce temps, *dans le cercle de Beni Mellal,* nos troupes ont confirmé les résultats obtenus, en octobre 1917, par l'occupation de Ghorm el Alem, et reporté notre couverture dans cette région au pied même de la montagne; le ksar Sermer, situé en plaine, au débouché du Foum el Ancer, a été occupé, le 17 octobre, par le guich et des partisans Aït Roboa.

Dans la subdivision de Meknès, des rassemblements ennemis sont restés formés sur les deux flancs des communications du groupe mobile avec la haute Moulouya et le territoire de Bou Denib. Un dispositif de sécurité établi aux passages difficiles du Foum Kheneg, d'Arbalou Larbi, de Tamayoust et d'Assaka N' Tebahirt, a cependant permis d'assurer, sans incidents notables, non seulement le ravitaillement des différents postes, mais encore le transport des approvisionnements vers Bou Denib; les derniers convois ont passé le 20 septembre.

La construction du pont d'Assaka sur la Moulouya, l'installation d'un réseau téléphonique entre Midelt et Ksabi, également achevées au cours du quatrième trimestre de 1918, ont d'ailleurs montré notre ferme volonté d'asseoir définitivement l'occupation de cette région.

Seuls les Aït Tserrouchen, Aït Youssi et Marmoucha manifestent encore

---

[1] Général Aubert. Télégramme à C. R. G., sans n°, 19 octobre 1918.

[2] La position du Bou Haroun est organisée en profondeur, avec un poste pour 80 hommes et un canon sur la hauteur même, — un fortin avancé plus au nord, pour 20 hommes et un canon.

[3] Voir carte n° 6.

une certaine agitation; mais leur activité s'est bornée à l'enlèvement, le 27 octobre, d'un convoi d'arabas vides venant de Timhadit et rejoignant Arbalou Larbi.

Dans la subdivision de Fez, aucun événement militaire important n'est à signaler au cours de cette période.

Au début d'août, un blockhaus a été établi sans difficultés à Aïn Fendel, à cinq kilomètres au nord de Tahala, afin de couvrir la route Fez, Taza.

Du 7 au 13 septembre, les Aït Tserrouchen ayant réussi un coup de main contre une corvée d'eau effectuée par la garnison de Bou Knadel, le lieutenant-colonel Huré a formé un détachement de cinq compagnies et d'une batterie et, après une reconnaissance rapide, fait construire un blockhaus tenant sous son feu le point d'eau de ce poste.

Enfin, du 10 au 13 novembre, le commandant de l'annexe des Hayaïna a parcouru toute la tribu des Mtioua avec le Maghzen d'Aïn Maatouf, et traversé sans incidents la plaine de Mezziat.

Sur la moyenne Moulouya[1], en raison des nécessités militaires et particulièrement de l'intérêt que présenterait une concentration de tous les efforts contre les Beni Ouaraïn, le général en chef a décidé le rattachement à la subdivision de Taza, à partir du 1er décembre, des cercles de Taourirt et de Debdou[2].

Entré en liaison avec le général Maurial, commandant la subdivision d'Oudjda, le général Aubert s'est rallié aussitôt au programme établi par celui-ci, et visant à achever la route de la vallée elle-même, entre Aïn Guettara et Outat el Hadj; cette route doit remplacer la piste actuelle passant par Debdou, El Ateuf, et Bou Loutane, qui offrede multiples difficultés au franchissement de la gara de Debdou.

Mais avant de faire entreprendre ces travaux, le général Aubert a jugé nécessaire d'effectuer une tournée de police avec cinq bataillons, dix-huit pelotons et deux batteries provenant des subdivisions de Taza et d'Oudjda. Du 6 au 16 décembre, il a jalonné ainsi la nouvelle ligne d'étapes par des postes solidement établis à l'oued el Ahmar, à Aïn Skouna et à Oulad Djerar; et les tronçons de route reliant ces postes ont été immédiatement

---

[1] Voir croquis n° 23.

[2] C. R. G. Télégramme à Haut Commissaire Oudjda et à subdivision de Taza, 6671, C. M., 20 novembre 1918.

mis en chantier. De ce fait, les garnisons de Debdou, d'El Ateuf et de Bou Loutane ont pu être retirées, la ligne télégraphique de Debdou à Outat el Hadj repliée.

LE GHARB[1].

Malgré les directives répétées du Résident général qui, subissant «bien contre son gré un engrenage au Tafilalet», a précisé encore, en septembre, qu'il n'en voulait «à aucun prix un autre du côté d'Ouezzan», la situation est devenue grave dans le Gharb, à partir d'octobre[2].

Il a suffi en effet d'une reconnaissance inopportune et tout à fait contraire à l'esprit des Instructions du commandement en chef, pour amener une vive réaction des Djebala, à qui les agitateurs Kacem ben Salah et Kühnel n'ont pas manqué de faire craindre une agression prochaine de notre part sur Ouezzan : le 5 octobre, le poste de Beni Oual a été attaqué, son chef tué; le 10, l'adversaire a occupé l'importante position de Remel, coupant ainsi la route d'Arbaoua vers Had Kourt.

Cette brusque alerte nécessite la constitution d'un «groupe d'observation du Gharb», dont le colonel Pellegrin, commandant la subdivision de Rabat, prend lui-même le commandement; mais, formé avec des contingents prélevés sur les subdivisions de Rabat, Marrakech, Meknès et Fez, ce groupe ne sera complètement constitué que le 12 novembre.

En attendant, l'aviation et les partisans sont chargés d'enrayer l'avance de l'adversaire, et de renforcer la couverture indigène. Une escadrille venue de Rabat réussit à jeter la panique dans un fort rassemblement ennemi surpris en palabre, et l'oblige à fuir en désordre vers Ouezzan. A la tête de 600 fusils Zemmour et Cherarda, le chef du poste de Beni Oual empêche, de son côté, plus de 1.200 Djebala de déboucher du Remel et leur inflige de lourdes pertes.

Mais le mouvement ne cesse de s'étendre, et bientôt la situation s'aggrave du côté d'Arbaoua, où les tribus du Sarsar, fortement sollicitées, passent à l'ennemi.

Le 14 novembre, fort de trois bataillons, deux batteries et demie, un

---

[1] Voir croquis n° 22.

[2] C. R. G. Lettres à colonel commandant la subdivision de Rabat, 1454 D. R. 2, 11 septembre, — 336 C. M. C., 25 septembre 1918.

escadron, le groupe mobile du colonel Pellegrin se porte sur le Loukkos pour y rétablir la situation. Après le combat victorieux de Beni Liman, il occupe ensuite le Remel, et repousse une contre-attaque de plus de 1.000 fusils. Enfin ces résultats sont complétés par une action de représailles poussée par nos goums jusque dans les oliveraies d'Ouezzan, et par l'installation d'un poste définitif au Remel.

Le 1er décembre, le groupe d'observation est disloqué : après deux mois d'efforts soutenus, nos troupes ont conjuré, avec l'aide des tribus soumises, la menace la plus grave qui ait pesé sur les riches plaines du Gharb depuis la début de la guerre.

CHAPITRE XIV.

L'INSURRECTION GÉNÉRALE DANS LE SUD.

La situation d'ensemble après l'armistice et la menace du Tafilalet. — Les opérations sur le haut Ziz (débloquage des postes de Ksar es Souk et d'Erfoud; dislocation des harkas adverses : combat des Oulad Embarek). — Le dégagement de la haute Moulouya et de la région de Talsint (directives du général Lyautey; opérations des groupes Mayade, Huré et Théveney). — Les opérations du général Aubert sur la moyenne Moulouya. — La marche du pacha de Marrakech à travers le Draa, le Dadès et le Todra. — La solution de la crise.

LA SITUATION D'ENSEMBLE APRÈS L'ARMISTICE ET LA MENACE DU TAFILALET.

Il semblait logique de penser que la nouvelle de notre victoire allait marquer au Maroc le terme de la période critique. Or, l'époque consécutive à l'armistice fut marquée non seulement par la continuation de la lutte et un retour d'agressivité de la dissidence dans la zone avant, mais encore, dans la zone soumise, par des symptômes de flottement qui n'avaient jamais été constatés depuis 1914 : on signalait en effet bientôt plusieurs assassinats d'Européens ou de militaires isolés en divers points du territoire, en particulier à l'intérieur ou aux abords immédiats de Fez.

En janvier 1919, en rendant compte de ces faits au gouvernement, le général Lyautey analysait les causes de cette situation en apparence paradoxale qui, à son avis, résultait surtout de l'état militaire et économique du Maroc à la fin de la guerre.

Si en effet, malgré la réduction des effectifs en quantité et en qualité, les résultats acquis avaient pu être maintenus et même être développés au milieu des péripéties les plus angoissantes du conflit européen, ce succès n'avait été dû en grande partie qu'à l'emploi de «moyens compensateurs», c'est-a-dire à la politique économique. Or, pendant les derniers mois de la

guerre et ceux qui suivirent, il avait fallu, malgré le fléchissement continu de l'outil militaire, renoncer peu à peu, d'une façon à peu près complète, à l'emploi de ces moyens compensateurs.

Au cours des premières années, le développement intensif des travaux publics selon la formule : «un chantier vaut un bataillon», — le maintien de la plupart des colons dans leurs fermes et dans leurs industries, — l'organisation annuelle d'expositions et de foires avaient eu une efficacité remarquable; et la prospérité économique avait constitué le plus solide des moyens d'action sur une population bénéficiant d'un bien-être qui la laissait satisfaite et la rendait sourde aux excitations du dehors.

Au cours de l'année 1918, la situation a notablement changé. Les travaux de route se sont arrêtés avec l'épuisement des emprunts. Le rejet des crédits a empêché la mise en train des travaux de chemin de fer. L'application de la loi Mourier a déplacé loin de leurs exploitations de nombreux colons. Pour la première fois depuis quatre ans, il n'y a pas eu de grandes manifestations économiques, en partie par suite de la raréfaction du fret, mais aussi dans l'obligation de ne pas heurter, dans les circonstances du moment, l'opinion publique française, mal informée du sens véritable et de l'intérêt supérieur de ces manifestations. Les marchandises les plus recherchées par le peuple marocain, telles que le sucre, le thé, les bougies, les cotonnades, sont devenues rares et ont atteint des prix presque quintuples de ceux pratiqués avant guerre.

Bref, pour la première fois, l'activité économique du Maroc a été gravement réduite, et la tenue morale et politique de tout le pays s'en est ressentie : l'indigène de la zone soumise atteint dans son bien-être perdant la confiance, — les dissidents reprenant leur audace et leur espoir en notre échec final.

La nouvelle de l'armistice n'a pu suffire à amener un renversement de cette situation. Propagée avec éclat, diffusée par tous les moyens, elle fut l'occasion de manifestations auxquelles les indigènes, à l'exemple du Sultan et de l'élite, s'associèrent d'abord sans réserve. Mais elle n'apporta pour eux aucun résultat effectif.

Nul allégement économique n'apparut et, surtout, on ne put constater aucune reconstitution de la force militaire, de plus en plus réduite. C'était là le point capital. Il eût fallu que les dissidents eussent une preuve tangible de notre victoire, et cette preuve ne pouvait être fournie que par le retour au Maroc des troupes victorieuses. Il importait qu'avant toute mesure de démobilisation, on renvoyât au Maroc des unités actives, et prin-

cipalement françaises. Or, les mesures de démobilisation se succédèrent sans être compensées par l'envoi d'aucun renfort; la victoire ne se traduisit, aux yeux des dissidents, que par une diminution nouvelle de nos effectifs.

Il n'est pas étonnant, dès lors, qu'ait pu se répandre la légende que nous n'étions pas vainqueurs, que c'était l'Allemagne qui nous avait imposé l'armistice, et que nous subissions ses conditions, — légende née à Tanger et dans la zone espagnole, accueillie et propagée par les chefs irréductibles, — les Sidi Raho, Moha ou Saïd, El Hiba, — dont les bandes armées et soldées par l'Allemagne existent toujours. Le fanatisme de ces bandes accueille toujours avec enthousiasme ces bruits fantastiques, auxquels donne créance la diminution visible de notre force militaire. Seule, l'apparition des troupes françaises, qui rendraient au corps d'occupation sa solidité et sa valeur, pourrait imposer aux indigènes, amis ou ennemis, la conviction que notre victoire est décisive[1].

Crise d'effectifs et crise de confiance, telles sont en résumé, d'après le commandant en chef, les causes pouvant expliquer le soulèvement général qui, du sud, va s'étendre jusqu'à la Moulouya, et tiendra assiégés, en janvier 1919, huit de nos postes.

A vrai dire, au moment de l'armistice, le loyalisme des populations marocaines se manifeste dans l'ensemble avec chaleur à l'intérieur; seuls, quelques incidents isolés (vols d'armes ou d'animaux) se produisent.

Mais le 19 décembre et le 2 janvier, des faits plus graves d'agressions contre des militaires isolés sont signalés; le 9, le Résident général est même contraint de faire fusiller deux indigènes, «ce qui ne s'était pas produit depuis 1912»[2].

En outre, dans tout le sud du Maroc se révèle un sérieux mouvement de fanatisme : les émissaires du chérif Si Moha N'Ifrouten ne cessent de parcourir le Ferkla, le Todra et le haut Guir, gagnant même la région des Beni Ouaraïn et le Rif; les renseignements recueillis à Marrakech indiquent également comme prochain un soulèvement général de la région sud du Grand Atlas jusqu'à l'oued Draa, sous l'action d'El Hiba toujours soumis aux influences allemandes. Il ne paraît pas douteux que les rebelles aient

[1] C. R. G. Rapport au Ministre des Affaires Étrangères sur la situation politique et militaire au Maroc, du 13 janvier 1919.

[2] C. R. G. Télégramme à Guerre, 21, 9 janvier 1919.

pour objectif immédiat nos postes du Ziz et du haut Guir; les premiers contingents adverses ont d'ailleurs atteint le Reteb et le Tizimi.

Dès la fin de novembre, pour répondre à cette menace générale, le commandant en chef prélève quatre bataillons et deux batteries sur les subdivisions d'Oudjda, de Fez et de Meknès. Mais ces unités, dirigées sur Bou Denib, doivent emprunter la voie ferrée d'Oudjda à Oran, Colomb Béchar, et subir les lenteurs de l'écoulement de cette ligne, puis celles des transports qui la prolongent jusqu'à leur destination définitive : les postes du haut Ziz devront donc suffire à leur tâche par leurs propres moyens jusqu'à l'arrivée de ces renforts [1].

Le général Lyautey attire en même temps l'attention du gouvernement sur l'état de ses forces et sur la rupture d'équilibre risquant de se produire au Maroc. Les décisions prises dès le lendemain de l'armistice vont en effet le priver du bataillon d'Alsaciens et Lorrains ainsi que des hommes libérés des classes 1890 à 1897, et le Commissaire Résident général demande que le débarquement à Casablanca des premières unités venant de France précède toute mesure de démobilisation, en raison de la gravité des circonstances [2].

En réalité la situation ne fait qu'empirer.

Cédant aux appels du chérif, la confédération des Aït Izdeg, située entre Ksar es Souk et la Moulouya, a fait défection; le chérif Sidi el Haouari, qui jusqu'ici avait résisté aux appels du N'Ifrouten, a pris également parti pour ce dernier, entraînant la majorité de la confédération des Aït Atta.

Fin décembre, Ksar es Souk et Erfoud sont complètement entourés par plus de mille rebelles, tandis que, rassemblé au Tizimi sous les ordres du chérif, le gros des contingents Aït Atta semble décidé à s'opposer au passage de nos colonnes de secours [3].

Le général Lyautey fait donc ressortir encore l'usure morale et physique des quelques bataillons « sur lesquels pèse tout le poids de la résistance », et qui, dit-il, « n'en peuvent plus [4] ».

---

[1] C. R. G. Télégrammes à commandant en chef Afrique du Nord, 6848 C. M., 28 novembre, — 6910 C. M., 1er décembre 1918.

[2] C. R. G. Télégramme à Guerre, 6769 C. M., 25 novembre 1918.

[3] C. R. G. Télégramme à Guerre, 813, 23 décembre 1918.

[4] Si l'on excepte les Sénégalais (13 bataillons), hors d'état de rendre des services dans cette saison de froid et de neige, et les territoriaux déjà retirés du front et en partance, le corps d'occupation ne dispose à l'avant que de 17 bataillons (4 de la Légion, 3 d'infanterie légère d'Afrique, 6 de tirailleurs indigènes, 4 de tirailleurs marocains).

Le 25 décembre, il obtient du Ministre de la Guerre la promesse de l'envoi prochain de deux régiments de tirailleurs et d'un régiment d'infanterie coloniale, soit neuf bataillons. Mais ces renforts ne seront à pied d'œuvre qu'après un assez long délai[1].

Dans ces conditions, il est essentiel de ne pas s'exposer à un insuccès, et le commandant en chef prescrit au général Poeymirau de ne «rien engager» avant que toutes les forces en voie de concentration à Bou Denib ne soient bien organisées. Il prévoit, d'autre part, deux diversions : l'une du général Aubert sur la moyenne Moulouya, pour menacer les tribus du nord du Grand Atlas et les empêcher de se joindre aux harkas en formation dans le sud, — l'autre du pacha de Marrakech, en direction du Dadès et du Todra, pour agir à revers sur l'adversaire[2].

Violemment attaqués du 24 au 29 décembre, puis le 11 janvier, les postes d'Erfoud et de Ksar es Souk, commandés avec énergie et bien approvisionnés, repoussent cependant les assaillants en leur infligeant de très grosses pertes, et les troupes assiégées font preuve d'un excellent moral. Le chérif ne semble par ailleurs maintenir son autorité que par la terreur. Enfin, l'avance du général Aubert de Mahiridja sur Outat el Hadj, et celle du pacha de Marrakech vers le Dadès ne peuvent qu'impressionner le N'Ifrouten, et que gêner ses appels à Moha ou Saïd ou à El Hiba[3]

LES OPÉRATIONS SUR LE HAUT ZIZ[4].

Arrivé à Bou Denib le 28 décembre, le général Poeymirau a procédé aussitôt, conformément aux Instructions reçues, à l'organisation de ses forces. Il a constitué ainsi un groupe mobile — sept bataillons, deux escadrons et demi, quatre batteries et demie, et une escadrille de douze avions, — et a décidé de se porter d'abord, le plus rapidement possible,

---

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 814, 24 décembre 1918.
Les régiments rapatriés successivement seront le 2e régiment de tirailleurs marocains, à la fin de janvier, — le 4e régiment de tirailleurs tunisiens en février, — et le 43e régiment colonial, en mars. Un bataillon du 13e régiment de tirailleurs algériens débarquera également au Maroc au cours du 1er trimestre 1919.
[2] C. R. G. Télégramme à Guerre, 17, 8 janvier 1919.
[3] C. R. G. Télégramme à Guerre, 35, 15 janvier 1919.
[4] Voir croquis n° 13 et n° 25.

sur le Ziz pour débloquer Ksar es Souk, puis Erfoud. Ces postes dégagés, il attaquera ensuite le gros de la harka.

Débloquage des postes de Ksar es Souk et d'Erfoud. — Le 12 et le 13 janvier, le groupe d'opérations, pourvu de huit jours de vivres, gagne en deux échelons Bou Bernous, d'où il débouche en un seul bloc pour se porter d'une traite sur le Ziz, à 45 kilomètres plus à l'ouest : les dissidents ayant comblé les puits intermédiaires de Rahmet Allah, cet effort était nécessaire pour atteindre un point d'eau.

Le 15 janvier, à 14 heures, après une forte préparation d'artillerie, l'avant-garde enlève d'assaut le ksar de Meski, et la colonne s'installe sur la position conquise. Mais le général Poeymirau, blessé par l'éclatement prématuré d'un obus, doit passer le commandement au lieutenant-colonel Mayade [1].

Le 16 janvier, laissant un bataillon à Meski, le groupe d'opérations se dirige sur Ksar es Souk, bouscule de forts contingents ennemis retranchés aux abords de Si Moulay Abdallah, et délivre la garnison du poste investi depuis un mois [2].

Les jours suivants, le lieutenant-colonel Mayade procède au nettoyage des abords nord et ouest de Ksar es Souk, et parcourt ainsi sans incident les défilés du Kheneg, puis disloque la harka du Medaghra [3].

Le 19 janvier, il se reporte sur Meski, livre le lendemain un violent combat à hauteur d'Amelkis [4], dont le ksar est enlevé à la baïonnette, et campe à Aoufous, où il se ravitaille; il gagne ensuite El Boroudj, d'où il fait exercer par le lieutenant-colonel Huré une rapide action de répression contre les gens du Reteb [5].

Enfin, le 25 janvier, il atteint Erfoud qu'il débloque sans combat [6].

Dislocation des harkas adverses : combat des Oulad Embarek. — Cependant le gros de la harka du chérif demeure installé dans les ksour du

---

[1] Les pertes de la journée n'ont été que de 2 tués et 3 blessés.
[2] C. R. G. Télégrammes à Guerre, 35, 15 janvier, — 38, 17 janvier 1919. Ce combat du 16 janvier n'a coûté que 4 tués et 13 blessés.
[3] C. R. G. Télégramme à Guerre, 51, 19 janvier 1919.
[4] Ce combat coûte encore 3 tués et 13 blessés.
[5] C. R. G. Télégrammes à Guerre, 58, 21 janvier, — 64, 22 janvier 1919.
[6] C. R. G. Télégramme à Guerre, 65, 27 janvier 1919.

Tizimi, dont la palmeraie constitue un obstacle très dense (douze kilomètres de l'est à l'ouest, et huit kilomètres du nord au sud). Entre Oulad Bouziad et Resikat, les dissidents ont fait en outre des travaux de défense très importants [1].

Le 28 janvier, prenant le commandement du groupe mobile, en remplacement du lieutenant-colonel Mayade malade, le lieutenant-colonel Huré détruit le barrage du Ziz, situé à 3 kilomètres au sud-ouest d'Erfoud et assurant l'alimentation principale en eau du Tafilalet; puis, ayant reçu un ravitaillement de Bou Denib et récupéré les bataillons d'escorte de ce convoi, il se porte sur le camp du Tizimi pour contourner la harka par le nord et l'attaquer, toutes forces réunies.

Le 31, il conduit le combat avec une méthode rigoureuse, et presque sans pertes [2], grâce à une préparation d'artillerie minutieusement réglée par avions, et à une manœuvre de débordement rapide qui encercle complètement l'adversaire dans la palmeraie. Commencée à 10 heures, la lutte se termine vers 16 heures par l'enlèvement du camp de la harka qui, poursuivie à la mitrailleuse et au sabre par l'aviation et par la cavalerie, est mise en pleine déroute : l'adversaire a perdu plus de 600 tués, sans compter les blessés [3].

Cette victoire complète vide d'ennemis les régions du Tizimi, du Reteb et du Medaghra.

LE DÉGAGEMENT
DE LA HAUTE MOULOUYA ET DE LA RÉGION DE TALSINT [4].

Directives du général Lyautey. — Dès l'annonce de l'indisponibilité du général Poeymirau, le commandant en chef s'est rendu à Bou Denib par

---

[1] Trois bataillons seront employés les 1er et 2 février à la destruction dans la palmeraie des abris souterrains de la harka, — abris bordés en coffrage avec 2 mètres de masse couvrante et boyaux de communication dénotant une inspiration allemande. D'après les témoignages recueillis auprès des indigènes, tous les renseignements précisent en effet que le khalifat du chérif, nommé El Engadi, lui aurait été envoyé par Abd el Malek lui-même, muni de subsides allemands.

[2] 3 tués et 18 blessés.

[3] C. R. G. Télégramme à Guerre, 67, 31 janvier 1919.

[4] Voir croquis n° 25.

Taza, Oudjda, Berguent et Aïn Chaïr, afin d'examiner sur place la situation, et de donner ses instructions.

A son passage à Oudjda, il a prescrit le renforcement du groupe mobile par trois nouveaux bataillons[1], portant ainsi à treize le total des unités d'infanterie concentrées dans le territoire du Sud depuis le début de l'alerte[2].

Arrivé à Bou Denib le 26 janvier, le général Lyautey pousse d'abord une reconnaissance jusqu'à Erfoud, puis s'étant entretenu avec le lieutenant-colonel Mayade et avec le colonel Théveney rappelé du Tadla pour remplacer le général Poeymirau, il donne ses directives d'ensemble.

Si, comme on vient de le voir, la situation a déjà évolué d'une façon favorable sur le Ziz, aucune répercussion de nos succès ne s'est encore fait sentir dans les autres régions; au contraire, l'effervescence a gagné peu à peu les tribus de la haute Moulouya et du Grand Atlas.

Le poste de Rich, après avoir subi, le 19 janvier, une première attaque des rebelles, reste entouré par environ 1.500 hommes. Une très grosse menace se dessine contre le poste de Ksabi, dès maintenant investi par près de 2.000 hommes, et coupé de toutes communications avec Midelt et Itzer. Les postes de Talsint, de Midelt et d'Itzer sont à leur tour étroitement investis. L'adversaire occupe enfin le pont de la Moulouya et menace Tarzout et Timhadit.

Mais cette situation ne donne pas au commandement de préoccupations sérieuses : bien ravitaillés, bien armés et bien commandés, tous les postes, reliés par T. S. F. aussi bien entre eux qu'avec Bou Denib, sont en mesure de résister jusqu'au moment où, ayant rétabli la situation sur le Ziz, le groupe d'opérations du Sud sera en mesure de se reporter sur la haute Moulouya[3].

Le 1er février, le général Lyautey envisage donc ainsi qu'il suit l'ordre des opérations à entreprendre.

Pendant une *première série d'opérations,* déjà en cours et susceptible de s'étendre jusque vers le 8 ou le 10 février, le groupe mobile confirmera

---

[1] On a déjà vu, page 166, que le groupe mobile a été déjà renforcé en novembre par 4 bataillons.

[2] A savoir : 3 bataillons stationnés antérieurement sur le territoire de Bou Denib, — 1 prélevé sur la haute Moulouya, — et 9 amenés de l'extérieur, dont 7 prélevés sur les subdivisions d'Oudjda, de Taza, de Fez et de Meknès, 1 fourni par l'Algérie, 1 venu de France du 4e tirailleurs tunisiens) et débarqué à Oran le 1er février.

[3] C. R. G. Télégrammes à Guerre, 66 et 67, 31 janvier, — 68, 1er février 1919.

les résultats déjà obtenus par le lieutenant-colonel Huré, « en laissant de côté pour le moment la mise en main du Tafilalet », et en se bornant uniquement à l'isoler complètement vers le nord, de manière à assurer les communications avec la haute Moulouya. Dans ce but, la ligne Erfoud, Midelt devra constituer un front continu, et il y aura lieu de relier les quatre autres postes d'Erfoud, Ksar es Souk, Rich et Midelt, par des postes intermédiaires convenablement choisis.

Dans une *deuxième période,* pouvant atteindre 15 à 20 jours, le groupe mobile de Bou Denib, ne laissant que trois bataillons sur le Ziz pour procéder à l'installation des postes du Reteb, se concentrera dans la région de Gourrama, où il se scindera en deux détachements : l'un, deux bataillons, aura pour mission de dégager la région de Talsint, — l'autre, quatre bataillons, se portera en haute Moulouya pour dégager les postes menacés, et se mettra, le cas échéant, en relations à Missour avec les forces qui ont remonté la vallée de Guercif vers Outat el Hadj, sous les ordres du général Aubert.

Au cours d'une *troisième période,* dont on peut très approximativement envisager la fin pour le 15 mars, la colonne venue de Bou Denib laissera en haute Moulouya les effectifs nécessaires pour reconstituer les forces mobiles du cercle, puis redescendra sur le haut Ziz pour y confirmer les résultats de la première période, et préparer la dislocation du groupe d'opérations [1].

Celle-ci se fera par Missour, Guercif, nouvelle ligne d'étapes que suivra désormais le ravitaillement de tout le cercle de la haute Moulouya, « et accessoirement du poste de Rich ». A ce sujet, le commandant en chef attire déjà [2] plus particulièrement l'attention des exécutants sur la nécessité de relier Bou Denib à cette ligne de la Moulouya par Talsint et le Tizi Zaouine : plus courte et plus pratique que la route de Ksabi à Rich par le Talghemt, cette route, dit-il, doit assurer « le ravitaillement définitif de Bou Denib en 1919-1920 » [3].

Comme le fait cependant remarquer le Résident, ces directives n'ont qu'un caractère général et sont susceptibles d'être modifiées suivant les circonstances; elles visent surtout à établir d'une façon ferme la coordi-

---

[1] C. R. G. Directives d'ensemble sur l'ordre successif des opérations dans le Sud et sur la Moulouya, 715 C. M., 1er février, et 766 C. M., 5 février 1919.

[2] Pour le détail, cf. page 177.

[3] C. R. G. Note sur les transports, 635 C. M. 31 janvier 1919.

nation entre les divers mouvements, «malgré les distances et les difficultés extrêmes du pays» [1].

Conformément aux dispositions arrêtées par le commandant en chef, après avoir stationné en entier autour d'Erfoud, et circulé sans incidents dans la palmeraie du Tizimi, le groupe mobile rentre à Bou Denib, le 12 février, en laissant toutefois sur place des éléments de sécurité; il est alors fractionné en trois colonnes :

— un groupe d'observation du Ziz, — trois bataillons, un escadron, deux sections d'artillerie, — placé sous les ordres du lieutenant-colonel Mayade;

— un groupe de la Haute-Moulouya, quatre bataillons, un escadron et trois batteries, — commandé par le colonel Théveney;

— un groupe de l'Est, — deux bataillons, un escadron et une batterie, — sous les ordres du lieutenant-colonel Huré.

Opérations du groupe Mayade. — De fait, la détente est générale dans la région du Ziz : le Tizimi a payé l'amende de guerre, la djemaa du Reteb est également venue faire sa soumission, et des pourparlers ont été entamés avec la djemaa du Djorf, dont l'influence s'exerce sur celle du Fezna. Abandonné en somme par ses soutiens les plus ardents, le chérif a tenté lui-même de s'enfuir vers le sud-ouest; mais il a été retenu de force au sud du Tafilalet par les Sefalat, qui exigent sa protection contre des représailles éventuelles de notre part [2].

Du 16 au 19 février, le groupe d'observation parcourt sans incident le front d'Erfoud à Ksar es Souk, reçoit au passage de nouvelles soumissions, et impose en même temps les sanctions nécessaires à tous ceux qui avaient pactisé avec le N'Ifrouten. Le 22, après avoir remonté le défilé du Kheneg, il fait sa jonction avec le groupe Théveney marchant sur Rich. Le 25, il rentre à Ksar es Souk pour surveiller les agissements du chérif. Trois postes ont été créés à Meski, à Aoufous et à El Maadid pour compléter la barrière du Ziz.

---

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 68, 1er février 1919.
[2] C. R. G. Télégramme à guerre, 72, 5 février, — 76, 8 février 1919.

Opérations du groupe Huré. — De son côté, le détachement de l'Est a quitté Bou Denib le 15 février; le 17, il atteint Beni Tadjit et le 19, Talsint. Cette rapide tournée de police suffit également à dégager entièrement toute la zone à l'est du haut Guir, et permet de réorganiser à la fois les commandements indigènes locaux sur l'oued Aïssa, et de reconnaître le tracé de la piste envisagée entre Bou Denib et Missour.

Opérations du groupe Théveney. — Opérant en combinaison avec les deux autres colonnes, le groupe principal entame en même temps qu'elles sont mouvement vers la haute Moulouya par Tazzouguert, Baknou, Gourrama.

Le 21 février, le colonel Théveney atteint Rich qu'il dégage après avoir dispersé quelques rassemblements entre Kerrando et ce poste. Les jours suivants, rayonnant autour de Rich, il remet en mains le district de Tialaline et se relie au groupe d'observation Mayade, puis se ravitaille.

La situation reste cependant critique dans la haute Moulouya; la garnison de Ksabi, dont les corvées d'eau sont sans cesse harcelées, se trouve étroitement investie, tandis qu'on signale entre ce poste et Itzer des rassemblements importants paraissant décidés à s'opposer au passage de la colonne de secours[1].

Le 26 février, le colonel Théveney reprend sa marche, et débouche en haute Moulouya par Nzala et le Tizi N'Talghemt; le 28, il délivre la garnison de Ksabi, bloquée depuis deux mois.

Poursuivant le dégagement de la vallée, d'abord en aval, puis en amont de Ksabi, le groupe d'opérations rayonne ensuite vers Missour, d'une part, jusqu'à Midelt et Itzer, d'autre part : ces derniers postes sont dégagés, et le pont sur l'oued Ansegmir occupé.

Enfin, le 10 mars, la colonne reprend le chemin de Bou Denib, où elle doit procéder à son ravitaillement et au rapatriement des éléments démobilisés qui étaient restés bloqués dans les postes.

Si les populations ont dans l'ensemble accueilli nos troupes avec enthousiasme, des contingents hostiles importants demeurent toutefois groupés à l'ouest de la ligne Itzer, Midelt. Deux bataillons, une section d'artillerie de montagne et deux goums du groupe mobile Théveney sont donc laissés sur place, pour permettre au commandant du cercle de la Haute Moulouya

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 89, 27 février 1919.

de maintenir et de développer les résultats acquis dans la région. Le 15 mars, un blockhaus sera créé à Bou Draa, sur le haut Ansegmir, malgré une vive résistance de l'adversaire.

LES OPÉRATIONS DU GÉNÉRAL AUBERT SUR LA MOYENNE MOULOUYA[1].

Pendant que se déroulaient les opérations du groupe mobile de Bou Denib, le commandant de la subdivision de Taza a reçu pour mission principale[2] de décongestionner le front entre le Haut et le Moyen Atlas et, si possible, de pousser en amont d'Outat el Hadj pour participer au dégagement de Ksabi, et entrer en liaison avec le colonel Huré dans la région de Talsint.

Mais, bien qu'arrivé à Outat el Hadj dès le 15 janvier, le général Aubert a été obligé, pour assurer la sécurité des convois venant de Guercif, d'échelonner cinq compagnies sur sa route d'étapes; il ne dispose plus que de neuf compagnies, trois escadrons et deux batteries et n'a par conséquent ni les effectifs nécessaires ni les moyens de ravitaillement suffisants pour pousser jusqu'à Missour. Le général en chef l'autorise donc à maintenir son détachement à Outat el Hadj, où sa présence assurera d'ailleurs «jusqu'à nouvel ordre un utile concours» au poste de Ksabi encerclé, que survole d'ailleurs l'escadrille de Taza[3].

Le 1er mars, ce poste ayant été, comme on l'a vu, délivré, le général Aubert, recouvrant sa liberté d'action, décide de procéder en première urgence au dégagement de ses communications vers le nord, que menacent sans cesse les populations Beni Bou Nsor et Ahl Reggou bordant la rivière, au pied du massif des Beni Ouaraïn. Il a l'intention d'organiser dans ce but sur la rive gauche de la moyenne Moulouya, un flanquement solide de sa ligne d'étapes actuelle, entre Oulad Djerar et Guercif, avant d'entreprendre le tronçon de route prévu entre Oulad Djerar et Missour, dont il reporte la construction en avril.

---

[1] Voir croquis n° 213.
[2] Cf. page 167.
[3] C. R. G. Télégramme à général Aubert, 111 D. R. 2, 17 janvier 1919.

Mais ces opérations ne pourront être effectuées qu'après l'arrivée d'un bataillon du 4e régiment de tirailleurs tunisiens qui, débarqué à Oran le 1er février, a été dirigé aussitôt sur Guercif pour renforcer le groupe mobile.

Le 4 mars, au cours d'une première phase, le général Aubert, traverse la Moulouya en partant d'Oulad Djerar et, avec trois bataillons appuyés par trois sections de 65, enlève le plateau de Reggou. A 11 heures, l'ennemi abandonne le terrain après avoir subi de lourdes pertes[1].

Pour la deuxième série d'opérations le général Aubert forme trois colonnes : deux, partant respectivement de Guettara et de Mahiridja, sont composées de troupes régulières; — la dernière, constituée avec des éléments légers (cavalerie et partisans), débouchera de Guercif pour remonter la Moulouya, par la rive ouest, et faciliter aux colonnes principales le passage de la rivière.

Le 19 mars, entamant simultanément leur mouvement, les groupes d'attaque atteignent tous leurs objectifs à midi, sans que l'ennemi ait tenté d'intervenir. Des postes sont établis à Reggou et à Rhorgia.

LA MARCHE DU PACHA DE MARRAKECH À TRAVERS LE DRAA, LE DADÈS ET LE TODRA[2].

Envisagée également au début de l'insurrection des Aït Atta[3], l'opération de diversion venant de Marrakech a été entreprise dès l'entrée de l'hiver.

Le 29 décembre, escorté de l'escadron de spahis sénégalais, le général de Lamothe quitte Marrakech avec le pacha El Hadj Thami Glaoui; ce dernier est à la tête d'un contingent de 700 à 800 cavaliers, auquel a été jointe une section d'artillerie de montagne, dont les cadres seuls sont français.

Dans les premiers jours de janvier, malgré la neige, la colonne franchit

---

[1] L'adversaire a perdu 28 tués et un grand nombre de blessés; les pertes du groupe mobile ont été de 2 tués et de 6 blessés.

[2] Voir croquis n° 26.

[3] Cf. page 167.

le col de N'Telouet; le 7, elle arrive à Taourirt de Ouarzazat, où elle se renforce de 4.000 fantassins.

Sérieusement préparée par le caïd Si Hammou Glaoui, la marche se poursuit ensuite vers le Dadès, et le pacha de Marrakech recueille sur son passage l'adhésion des populations Imerrane, dont les contingents armés se joignent peu à peu à la harka. Portée à près de 10.000 hommes, cette dernière stationne quelques jours à Taourirt, et s'organise avant d'aborder le Todra, où la résistance semble s'organiser.

Le chérif Moha N'Ifrouten a poussé en effet par le Ferkla des contingents Aït Atta, qui doivent chercher à s'opposer à l'avance des méhallas ralliées à notre cause. Mais des groupements locaux, déjà influencés par le Glaoui, ne cessent de harceler les groupements adverses en voie de formation, à qui ils infligent, les 17 et 18 janvier, de lourdes pertes.

Le 20 janvier, quittant le Dadès, la colonne venue de Marrakech peut donc se porter sans difficultés par Imiter à la rencontre des rebelles; le 22, elle atteint la région de Tinrir; le 24, repoussant une vive attaque, elle enlève brillamment le ksar d'Ilemchan qui, canonné par l'artillerie, se rend après quatre heures d'un violent combat[1].

Après ce succès, le Glaoui gagne le Ferkla et s'installe à 60 kilomètres d'Erfoud, en se reliant par émissaires au groupe mobile de Bou Denib.

Établie le 29 janvier, cette liaison a effectivement apporté une aide précieuse au lieutenant-colonel Huré, à la veille du combat des Oulad Embarek et de la victoire de nos troupes, le 31.

Les résultats de cette diversion sont complétés en février et en mars par l'organisation de commandements locaux indigènes, établis à Tinrir pour le Todra, à Aït Hammou pour le Dadès, à Beni Zouli pour le Draa. Ces trois Khalifas sont placés sous l'autorité du chérif Moulay Lhassen, siégeant à Imassin comme délégué du Glaoui, et reçoivent l'investiture du Maghzen.

Il y a ainsi, au sud du Grand Atlas, tout un commencement d'organisation analogue à celle du Sous, préparant une liaison effective avec Erfoud. Bien que le Fezna reste encore occupé par les Aït Atta qui, solidement établis à Touroug, ne pourraient être délogés sans une sérieuse opération

[1] Les dissidents ont perdu 64 tués dans cette affaire, tandis que de notre côté les pertes ne se sont élevées qu'à 2 tués et quelques blessés, pour un effectif de 10.000 hommes environ.

militaire, on peut considérer que d'ores et déjà nos adversaires principaux se trouvent « encadrés et immobilisés » : le Résident général estime que, grâce à l'organisation réalisée tant sur le Ziz que sur le Todra, le Dadès et le Draa, la situation pourra être désormais maintenue, au sud de l'Atlas, dans sa forme actuelle [1].

LA SOLUTION DE LA CRISE.

Ces événements de l'hiver 1918-1919 ont clairement confirmé tous les enseignements de l'histoire du Maroc et une fois encore montré que les mouvements d'ensemble religieux et xénophobes les plus dangereux se forment toujours dans le Sud.

Considérant que les répercussions de ces mouvements ne cessent de compromettre son œuvre de pacification au nord de l'Atlas, le Résident général est décidé à rechercher avant tout une « garantie contre le retour d'une situation critique dans le Sud ».

Pour lui, beaucoup plus qu'une question d'effectifs, le problème à résoudre est une question de communications, car il estime qu'à l'abri de la barrière solide établie le long du Ziz, ses troupes seront à même de maintenir leur emprise sur le pays, si elles disposent d'une voie facilitant leurs déplacements et allégeant leurs ravitaillements.

A cause des neiges l'artère Meknès, Moulouya n'est praticable que pendant six mois de l'année; — la communication par Taza, Oran et Béchar est trop onéreuse et longue; — seule donc la voie de la Moulouya reste pratique, et c'est sur elle que le général Lyautey compte porter tous ses efforts [2].

Il envisage alors la construction d'une voie ferrée remontant la vallée, depuis Mahiridja jusqu'à Ksabi. Elle sera prolongée jusqu'à Midelt et jusqu'à Bou Denib par deux pistes automobiles dont la construction sera poussée immédiatement; la nouvelle piste reliant Guercif à Bou Denib devra en particulier, pour être accessible en hiver, emprunter de Missour

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 90, 28 février 1919.
[2] Cf. page 171.

à Talsint les cols de la partie orientale du Grand Atlas, dont l'altitude est plus basse que celle du Tizi N'Talghemt.

Le 7 février, le commandant en chef précise « que cette question des communications prime toutes les autres et nous donnera la clé de la possession du pays et de sa pacification totale »[1].

---

[1] C. R. G. Télégramme à Guerre, 74, 7 février 1919.

CONCLUSION D'ENSEMBLE.

La situation générale à la signature du traité de paix. — Les vues d'avenir du général Lyautey.

Au mois de juin 1919, le but que s'était fixé le général Lyautey, — garder jusqu'au bout le Maroc à la France « non seulement comme possession, comme gage acquis, comme atout plein, mais comme réservoir de ressources de toutes sortes pour la Métropole » —, est incontestablement atteint[1].

LA SITUATION GÉNÉRALE À LA SIGNATURE DU TRAITÉ DE PAIX.

Fin 1916, le Résident général s'était plus particulièrement proposé d'exercer une surveillance étroite de la zone espagnole, — de ne pas aborder de front la grande dissidence berbère, mais d'en préparer l'encerclement, — d'utiliser toujours au sud de l'Atlas l'influence des grands caïds.

La réalisation de ses projets s'était heurtée à des difficultés croissantes, exposées plus haut; néanmoins, si tous les résultats espérés n'ont pu encore être intégralement obtenus, on ne saurait nier l'importance des progrès de la pacification depuis cette époque.

Au nord, face à la zone espagnole, non seulement Abd el Malek et ses lieutenants ont vu toutes leurs attaques repoussées, mais encore, à chaque nouvelle agression, ils ont été repoussés toujours plus au nord et chassés

[1] A deux reprises, le 22 août 1914 et le 29 novembre 1916, le général Lyautey a, dans un rapport d'ensemble, exposé la situation au Maroc, les résultats obtenus, ce qui restait à faire : ces rapports ont été analysés aux chapitres II et VIII. L'exposé qui suit est extrait d'un nouveau rapport d'ensemble du C. R. G. (Rapport n° 64 C. M. C. du 19 juin 1919).

de leurs repaires, sur les emplacements desquels s'élèvent maintenant des postes français.

L'étroit goulot reliant Fez et Taza a été considérablement élargi, et grâce à la ligne de nos postes — Sidi Belkacem (août 1917), Bou Mehiris (juin 1918), Kiffane (octobre 1918), Bou Haroun (octobre 1918), — cette voie de communications d'intérêt capital n'a plus à redouter les incursions des tribus riffaines.

Dans le Gharb, la menace des Djebala a pu être parée, et, bien que la question d'Ouezzan n'ait pu être résolue, nos colons de la plaine du Sebou peuvent cultiver leurs terres en sécurité, à l'abri de l'armature de nos postes, renforcés par la création de Mzoufroun (octobre 1917), Beni Oual (juillet 1918), Remel (octobre 1918).

Sur le front berbère, la faiblesse des effectifs n'a pas permis de compléter dans toute la mesure désirable la fixation du bloc zaïan, chleuh; bien que notre établissement à Ghorm el Alem (octobre 1917), à El Hammam (mai 1918) et Sermer (octobre 1918) ait grandement amélioré la situation, il reste encore un large intervalle entre M'Rirt et Kasba Tadla, et notre poste avancé de Khenifra est resté isolé et sans appui immédiat. Zaïan et Chleuh ne sont pas encore bloqués dans leurs montagnes d'une manière assez étroite pour que leurs incursions ne puissent atteindre la plaine, s'y ravitailler et inquiéter les tribus soumises.

Sur le bloc Beni Ouaraïn, Riata, en revanche, un résultat beaucoup plus important a été obtenu. L'investissement des insoumis à l'ouest a été complété par le poste de Tazouta (mai 1917); au nord, les tribus ont été repoussées pied à pied dans la haute montagne, de manière à dégager définitivement vers le sud le couloir de Taza et à assurer, d'une façon absolue, d'abord la sécurité des travaux de la route et du chemin de fer, puis la libre circulation sur cette voie de communication : ce double résultat a été complètement réalisé, grâce au réseau constitué progressivement par nos postes de Bou Guerba et Toumzit, en novembre 1917, puis du Djebel Halib et de Tahala, en août 1918, enfin de Sidi Ali, en octobre 1918. Actuellement, la route permet d'atteindre couramment en automobile Fez de Taza en trois heures et demie; la voie ferrée en voie d'achèvement est désormais à l'abri de toute attaque.

Le front berbère ainsi fixé, dans quelle mesure le projet d'enveloppement par les ailes a-t-il pu se réaliser?

A l'aile sud, la manœuvre du bloc chleuh, zaïan par la vallée de l'oued

el Abid a été seulement esquissée. Mais la subdivision de Marrakech a déjà étudié le terrain, poussé quelques reconnaissances, et entrepris une action politique fructueuse.

A l'aile nord, les Beni Ouaraïn ont été presque entièrement refoulés sur la rive gauche de la Moulouya tant par l'action du cercle de la Haute Moulouya que par la création des postes de Aïn Guettara (septembre 1917), d'Aïn Skouna (décembre 1918), d'Outat el Hadj (juin 1917), d'Ouled Djerar (décembre 1918), de Rhorgia et de Reggou (mars 1919). Par la liaison à Missour des troupes du cercle de Midelt avec celles du territoire de Bou Denib, l'investissement complet est théoriquement achevé; mais de ce côté, les effectifs ont manqué pour le rendre réel, et on a dû se contenter d'occuper Ksabi (juin 1918), remettant à plus tard la possibilité de resserrer les mailles du réseau.

Enfin, la percée au centre du bloc berbère pour séparer les Chleuh, Zaïan des Beni Ouaraïn, Riata, a été réalisée, dès 1917, avec le plus grand succès, et sanctionnée par la création des postes de Bekrit et d'Itzer, en juin 1917, puis de Midelt en octobre 1917. Le cercle de Midelt exécutait ensuite des reconnaissances et entreprenait un travail politique des plus intéressants, en remontant la haute Moulouya, amorçant ainsi l'investissement des Zaïan; la création récente du poste de Bou Draa marque une première étape dans cet ordre d'idées.

La route franchissant le Moyen Atlas au col de Taghzeft a été complètement aménagée, et un pont praticable aux camions automobiles construit sur la haute Moulouya, de façon à assurer des communications rapides entre Meknès et Bou Denib. Toutefois, cette jonction si importante entre le Maroc Oriental et le Maroc Occidental est restée jusqu'à présent précaire. En effet, d'une part, en raison de l'altitude des cols, une partie de la route est pendant l'hiver fréquemment obstruée par les neiges; d'autre part, la pénurie des effectifs et la nécessité de les utiliser sur d'autres points du front ont empêché jusqu'à présent d'élargir la trouée ainsi faite au cœur du Moyen Atlas, et de garantir d'une façon absolue, par la création des postes permanents ou par l'organisation plus complète des fractions indigènes soumises, la sécurité du passage de l'Atlas, quand les circonstances atmosphériques ne l'interdisent pas matériellement.

Sur le front sud, grâce au commandement indigène, aucune des tentatives d'El Hiba n'a pu aboutir, malgré les incessants envois de subsides, d'armes et de munitions effectués par les Allemands, et en dépit du débar-

quement d'agents spéciaux en janvier 1917. Notre action militaire a été, sur ce front, presque toujours limitée à l'appui par de faibles détachements des contingents levés par les caïds Glaoui, M'Tougui et Goundafi : néanmoins le calme ne cesse de régner, et les territoires soumis effectivement aux grands caïds et, par suite, rentrant dans notre zone d'influence, se sont largement accrus.

Le programme de 1916 n'avait pas envisagé la question du Tafilalet qui, pourtant, a pesé d'un poids si lourd sur le Maroc depuis l'été 1918. On n'en méconnaissait pourtant pas la très réelle importance. De tout temps, le Tafilalet a été en effet le centre d'échanges des populations de l'Atlas saharien et notamment de la grande confédération des Aït Atta, dont nous avions eu à combattre les harkas jusque sur les confins algériens, et que nous avons retrouvés devant nous à chaque étape de notre pénétration dans le Sud marocain. Mais il eût été absolument déraisonnable d'envisager la conquête d'une région au climat excessif, éloignée de toute communication et de toute base de ravitaillement, représentée comme misérable par tous ceux qui l'avaient parcourue, alors que les plus riches terres du Maroc attendaient encore leur mise en valeur.

Il ne pouvait donc être question que d'observer et de se renseigner, et il fallait se garder à tout prix de se laisser accrocher ou engager dans une action directe, qui ne pouvait aboutir qu'à nous exposer à un échec grave. Telles étaient les directives que la Résidence n'avait cessé de rappeler et de confirmer aux agents locaux du commandement.

La méconnaissance de ces instructions a entraîné le soulèvement général et subit des Aït Atta pendant l'été 1918, et a abouti au sanglant combat de Gaouz. C'est seulement au prix de l'effort le plus violent que les opérations menées par le général Poeymirau et par le colonel Huré ont pu rétablir une situation qui, à certaines heures, avait mis en péril la sécurité du Maroc tout entier. La crise dénouée, l'agitation qui avait soulevé toutes les tribus de l'Atlas saharien s'apaise progressivement; mais des foyers de troubles subsistent autour de nombreux personnages religieux, fanatiques ou ambitieux, et l'incendie qui couve peut se rallumer à tout moment. On a donc été dans l'obligation d'étayer le front du Ziz par la création des postes d'Erfoud et d'Erg Yacoub en octobre 1918, de Meski, d'Aoufous et d'El Maadid en mars 1919, pour protéger les tribus soumises et assurer la sécurité éloignée des communications de Bou Denib.

Telle est en juin 1919 la situation sur les divers fronts marocains.

A cette situation, il serait illusoire de penser que la défaite de l'Allemagne va apporter une solution immédiate. La vanité de cet espoir a déjà été prouvée par le fait que l'armistice conclu sur les autres fronts a correspondu, sur le front marocain, à une recrudescence d'activité guerrière. Le problème marocain reste donc encore à résoudre.

Certains ont pu penser qu'après l'armistice, les effectifs et le matériel de guerre disponibles auraient permis de jeter au Maroc un corps expéditionnaire suffisant pour achever, dans les délais les plus rapides, la pacification complète du pays. Mais cette solution ne pouvait en réalité être envisagée : d'une part, il était nécessaire de maintenir des armées entières sur le Rhin ou sur les fronts orientaux, — et cette même nécessité coïncidait avec l'application des mesures de démobilisation —; d'autre part, la pénurie du fret n'eût pas permis de transporter au Maroc et d'y entretenir la force expéditionnaire envisagée, s'il avait été possible de la constituer.

Que cette solution n'ait pu intervenir, le général Lyautey ne le regrette pas, pour plusieurs raisons.

D'abord, l'éloignement des bases d'opérations et le manque de chemins de fer à grand rendement font qu'on ne saurait, au Maroc, augmenter les effectifs que dans des limites assez étroites, sous peine de ne pouvoir les ravitailler.

En outre, il faut chercher à employer de plus en plus largement les moyens matériels modernes perfectionnés ou usités au cours de la guerre, — autant pour faciliter notre progression que pour diminuer, dans toute la mesure du possible, les pertes en hommes; — mais on ne doit cependant pas s'exagérer l'importance du concours qu'on en peut attendre. Créés pour la guerre européenne, ils ne s'adaptent pas toujours facilement à la guerre coloniale, et leur rendement est souvent tellement diminué par les conditions locales imposées à leur emploi qu'il devient illusoire de les multiplier.

De plus, il ne s'agit pas au Maroc de rechercher, comme dans la guerre européenne, l'armée ennemie et de la combattre pour imposer la paix au pays voisin. En zone insoumise, l'ennemi est partout; il n'y a donc que des objectifs géographiques, et le seul gage de la victoire est l'occupation effective du pays. Or, dans la région montagneuse et chez les populations guerrières et fanatiques qui nous restent à aborder, cette occupation exigerait certainement et pendant longtemps une immobilisation d'effectifs considérables. Il est vraisemblable que l'opinion française serait de plus en plus défavorable, après cinq ans d'une guerre sans précédent, à une opération

militaire de cette envergure qui risquerait, en outre, d'imposer à la France un effort financier exagéré au moment le moins opportun. « Somme toute, écrit le général Lyautey, il serait indispensable, et nous pensons qu'ainsi on économisera peut-être de l'argent, mais surtout des vies humaines, de procéder méthodiquement, patiemment, en sériant les questions, au lieu de tenter d'en finir par un violent coup de force. »

LES VUES D'AVENIR DU GÉNÉRAL LYAUTEY.

Quoi qu'il en soit, il faut prendre la situation telle qu'elle résulte de la décision du Gouvernement de compléter le corps d'occupation à l'effectif qu'il avait avant-guerre.

Au 1er juillet 1919, les troupes dont dispose le Résident général s'élèvent à soixante-deux bataillons, trente-deux escadrons, vingt-deux batteries et quinze escadrilles; leur effectif atteint environ 100.000 hommes[1].

En dehors des dix bataillons venus en renfort au cours du premier trimestre[2], six régiments et trois bataillons d'infanterie, de l'artillerie et des troupes spéciales (artillerie d'assaut, auto-mitrailleuses de cavalerie, service automobile), ont continué à débarquer en effet au Maroc, d'avril à juin[3].

Les troupes sont donc à pied d'œuvre pour poursuivre la tâche entreprise, et le Résident général peut d'ores et déjà examiner la façon d'aborder les problèmes de la pacification future du Maroc.

Tenant compte cependant des moyens invariables, mais limités, dont il disposera à l'avenir, le général Lyautey est obligé d'adopter un ordre d'urgence et, pour exécuter les avances successives, d'être en mesure de jouer de ses réserves, donc de pouvoir opérer des déplacements rapides de troupes, c'est-à-dire de manœuvrer.

Les opérations concernant la sûreté des communications sont ainsi les

---

[1] Pour le détail, Cf. Appendice n° 5 : composition globale des troupes du Maroc au 1er juillet 1919.

[2] Cf. page 167, note 1.

[3] Le 13e régiment de tirailleurs algériens, le 1er régiment de tirailleurs marocains, le 1er régiment de zouaves et le 33e régiment colonial, en avril; — le 2e régiment de zouaves et trois bataillons marocains (9e, 10e et 11e bataillons), en mai; — le 15e régiment de tirailleurs algériens, en juin.

premières qui s'imposent ; elles pourront immédiatement entrer en période d'exécution, dès l'arrivée des renforts prévus.

La première consistera à ouvrir la route de la moyenne Moulouya, d'Outat el Hadj à Ksabi, qui permettra d'accéder par Missour à Midelt en tout temps. De cette route se détachera, vers Bou Denib, un tronçon traversant l'Atlas par des cols bas praticables pendant l'hiver.

En même temps et pour concourir au même but, on cherchera à organiser plus largement la protection de la route du Moyen Atlas aboutissant à la haute Moulouya, par la création de nouveaux postes de flanquement et une organisation plus complète des tribus soumises. Si cette route, en effet, n'a pu jusqu'à présent être utilisée que pendant l'été, c'est surtout parce que la pénurie des effectifs et les difficultés du ravitaillement ne permettaient pas de laisser en place, pendant l'hiver, le système de protection. Lorsque ce système de protection sera permanent, la route, bien que difficile et parfois précaire, surtout pendant la période de décembre à avril, ne sera réellement impraticable que pendant les quelques semaines où les chutes de neige viennent chaque année obstruer les cols de la montagne.

Cette ouverture des voies de communication, et en particulier de celles qui convergent sur la région Midelt, Missour, aura les conséquences les plus importantes :

— Les effectifs maintenus dans le Sud marocain pourront être diminués, puisque nous aurons la possibilité de les renforcer, le cas échéant, en quelques jours, de mieux les ravitailler et de les relever plus souvent. Il ne sera donc plus nécessaire d'immobiliser de nombreux bataillons sur le Ziz pour parer à une recrudescence soudaine d'agitation au Tafilalet et chez les Aït Atta ; des postes d'observation suffiront à tenir ce front purement défensif.

— Le bloc des Beni Ouaraïn, Riata, complètement délimité, sera isolé. Le problème de sa réduction, une des questions les plus importantes de la pacification, pourra être traité à part. Il est probable, en effet, que les Beni Ouaraïn, tout encerclés qu'ils soient, ne se soumettront pas, car ils possèdent, dans leurs massifs montagneux, de vastes espaces et quelques ressources suffisant à leurs faibles besoins. Mais ils ne seront plus désormais, ni dangereux, ni même gênants. Nous pourrons laisser agir le temps et attendre que le bloc s'effrite, soit de lui-même, soit sous la pression combinée de petites opérations militaires et de l'action politique.

— La manœuvre du bloc zaïan, chleuh pourra être reprise et accentuée :

en remontant d'abord la vallée de la haute Moulouya, d'accès facile, nous prendrons les Zaïan à revers; ceux-ci, livrés à eux-mêmes, privés du ravitaillement de la plaine et de communications avec leurs puissants voisins du Grand Atlas, « perchés sur leurs crêtes comme sur une lame de rasoir », seront en bien mauvaise posture; nous pourrons raisonnablement espérer recueillir le fruit du travail politique intensif entamé depuis quatre ans, mais qui, malgré les fissures créées dans le bloc dissident par l'adhésion plus ou moins ouverte et définitive à notre cause d'une partie de la famille de Moha ou Hammou, ne pourrait en aucun cas suffire à obtenir le résultat cherché;

enfin, contre les Chleuh, nous chercherons à opérer de façon analogue en remontant la vallée de l'oued el Abid. La préparation de cette opération sera commencée dès 1919, et sa réalisation marchera de pair avec la précédente. Mais il est vraisemblable qu'elle exigera, pour être achevée, un délai plus considérable, — d'une part, parce que le travail politique effectué et les renseignements recueillis dans la région chleuh sont encore beaucoup moins complets qu'en ce qui concerne les Zaïan, d'autre part, parce que la vallée de l'oued el Abid, d'après les renseignements les plus récents, apparaît comme extrêmement étroite, analogue aux vallées alpines, et susceptible de présenter à notre avance de sérieux obstacles.

En résumé, notre action militaire *offensive* doit pour le moment se limiter à l'établissement et à l'élargissement des communications de Bou Denib et de la Moulouya avec Taza et Meknès.

La zone active des opérations limitée ainsi à la manœuvre de la grande dissidence berbère, quelle sera pendant ce temps la ligne de conduite à tenir sur les autres parties du front, c'est-à-dire vis-à-vis de la zone espagnole et de la zone des grands caïds?

En lisière de la zone espagnole, il pourrait sembler avantageux, au premier abord, d'étendre progressivement notre occupation jusqu'à la frontière qui nous a été attribuée par les accords conclus avec nos voisins en 1912. Mais cette frontière se trouve, sauf un très faible espace à ses deux extrémités, en pleine région dissidente. A vouloir progresser sans précautions, nous risquerions d'annexer des tribus sur lesquelles l'Espagne pourrait revendiquer ultérieurement ses droits de suzeraineté. Il semble

donc indispensable, tant que les Espagnols ne seront pas en état de soumettre les populations de leur zone, de laisser, entre ces dernières et nos tribus soumises, une zone de manœuvre nous permettant d'exercer, sans contestations possibles, notre droit de suite en cas d'incursions ennemies.

Dans ces conditions, et comme dès maintenant la situation de notre front vis-à-vis de la zone espagnole nous assure, avec le minimum d'effectifs, les deux résultats essentiels, — sécurité de l'ancienne trouée Fez, Taza; protection efficace des tribus soumises et des colons français du Gharb et du Sebou, — il n'y a aucune raison de chercher à avancer notre couverture. En admettant qu'en quelques endroits cette avance puisse présenter des avantages locaux, elle n'importe aucunement à la solution générale du problème marocain. Par contre, le jour où les Espagnols seraient en mesure de faire régner la paix dans leur zone, il va sans dire que des opérations locales pourraient être entreprises, au besoin après entente avec eux, pour étendre notre occupation jusqu'à la limite fixée par les traités. Mais cette éventualité ne semble pas près de se réaliser.

En ce qui concerne la zone des grands caïds, la caractéristique de cette partie du front, comprise tout entière dans la subdivision de Marrakech, est que, depuis l'insurrection d'El Hiba et la reprise de Marrakech par le colonel Mangin en 1912, nous n'avons pour ainsi dire pas entretenu de troupes françaises dans la région. En dehors des deux cercles du Haouz et de Mogador, qui correspondent à peu près aux habituelles divisions du Maroc soumis, tout le reste du territoire est réparti en zones d'influence politique d'une étendue indéfinie, dans lesquelles nous n'avons ni un soldat ni un canon, et qui sont placées sous l'autorité directe et absolue et sous la garde des grands caïds.

Le talent et le mérite du général de Lamothe, qui a dirigé en fait, depuis 1913, la politique à Marrakech, ont été de mettre les grands chefs en confiance, de fondre leurs intérêts avec ceux du Maghzen, d'affermir leur autorité et de l'étendre même à des régions éloignées telles que Tiznit et le Todra, d'orienter enfin par son influence personnelle leur action politique et militaire. Cette règle de conduite était évidemment la meilleure à suivre pendant la guerre et elle a assuré, d'une façon complète, la tranquillité du pays aux moindres frais. Cependant de sérieuses objections ont été élevées contre elle et on ne saurait, désormais, les repousser sans examen.

Certains esprits redoutent que les grands caïds ayant, grâce à notre appui, assis leur autorité, augmenté leur puissance, ne deviennent de véri-

tables « barons féodaux », et ne soient tentés, un jour, comme ces derniers, de traiter d'égal à égal avec leur suzerain, en l'espèce le Sultan, et le gouvernement du Protectorat.

D'autres, au contraire, craignent que les caïds n'emploient uniquement l'autorité que leur délègue le Maghzen à la consolidation de leurs intérêts matériels, et ne finissent par s'attirer ainsi le ressentiment populaire, dont nous, leurs protecteurs, serions victimes autant qu'eux-mêmes.

Enfin, et c'est l'objection la plus grave, le pouvoir actuel des grands caïds est mal conciliable avec le développement régulier et égal des intérêts européens dans les régions soumises à leur autorité. De nombreux commerçants, agriculteurs, prospecteurs vont affluer vers la région de Marrakech, comme dans les autres parties soumises du Maroc, en quête d'un terrain où exercer leur activité. Le Protectorat a l'obligation absolue d'assurer un champ d'action à leurs initiatives collectives ou privées, et de les aider à vivre et à prospérer tout en respectant les droits des indigènes et en les défendant contre d'injustes empiètements.

Mais tout en poursuivant la réalisation de ce programme, il faudra éviter d'apporter un changement brusque à l'orientation de notre politique. Jusqu'à ce jour, les grands caïds ont été tout puissants. Leur retirer brutalement cette autorité pourrait provoquer des désordres graves, ou tout au moins alarmer leur confiance. Nous ne pourrions garder les immenses territoires, acquis à notre influence par le prestige de leur nom et de leur puissance, que par la mise en œuvre de moyens militaires considérables et impossibles à réaliser. Nous devons donc travailler en liaison avec eux aujourd'hui comme hier, aussi bien dans la ville de Marrakech que dans les montagnes, en n'intervenant qu'avec la plus grande circonspection dans les affaires purement indigènes, et en réservant toute notre action pour concilier les intérêts européens avec les intérêts locaux, par l'établissement d'un contrôle progressif sur leur commandement.

L'évolution nécessaire peut être commencée immédiatement, en ce qui concerne le versant nord de l'Atlas. Sur le versant sud, le poste d'Agadir, seul point occupé par des forces françaises, est le débouché naturel de la vallée du Sous et de la région de Tiznit. Jusqu'à présent, il n'a pas été ouvert au commerce. La situation permet de procéder dès maintenant à cette ouverture, et de constituer avec Agadir, Taroudant et Ras el Oued une zone d'exploitation ouverte aux Européens.

Par contre, la province de Tiznit, qui constitue notre marche politique du sud, doit rester sous l'autorité du caïd Goundafi, qui a obtenu les

résultats les plus remarquables, mais qui a encore de sérieux efforts à faire pour combattre l'action des dissidents de l'Anti-Atlas et de la région sud de Tiznit, qu'El Hiba ne cesse d'exploiter contre nous.

Quant aux autres territoires du versant sud de l'Atlas, Draa, Todra, etc., ils devront conserver pour un temps encore indéfini, sous l'autorité incontestée des grands chefs locaux, leur organisation actuelle. De l'avis des rares voyageurs européens qui les ont explorés, ce sont des pays relativement pauvres, difficiles d'accès. Ils peuvent être des réservoirs de soldats et de main-d'œuvre mais, de longtemps, ils ne tenteront l'établissement de colons européens. Il n'y a donc pas d'inconvénient à ce qu'ils continuent à échapper à notre contrôle et à notre administration dont, sans doute, ils seront encore longtemps sans sentir le besoin.

Bien loin de chercher à limiter l'autorité des grands caïds sur ces parties du Maroc, nous avons, au contraire, tout intérêt à leur prêter largement notre appui, tant matériel (fourniture d'armes, de munitions, d'outils) que financier (solde et entretien de mehallas indigènes), pour asseoir et étendre leur influence jusqu'aux confins du désert, car, en plus de la force armée, ils disposent de deux puissants leviers : le prestige du nom et de la race, l'influence religieuse.

Nous n'avons d'ailleurs aucune raison de douter du loyalisme de ces grands chefs. Ils ont donné, aux heures les plus sombres de la guerre, des preuves manifestes de leur attachement à la France, et leurs intérêts sont, d'autre part, dès maintenant trop étroitement liés aux nôtres pour qu'ils aient avantage à se séparer de nous.

Après avoir ainsi exposé les lignes générales suivant lesquelles notre action au Maroc doit se développer méthodiquement dans un avenir rapproché, le général Lyautey conclut que, quelle que soit l'influence des facteurs imprévus sur l'amélioration ou le ralentissement de notre progression, on a le droit d'espérer voir se réaliser, à une date assez voisine de 1922, la situation suivante :

— *au nord,* progression vers la frontière espagnole, poussée dans toute la mesure permise par l'action de nos voisins;

— *au centre,* soumission des Beni Ouaraïn, Riata et des Zaïan, Chleuh du Moyen Atlas;

— *au sud,* extension de notre zone d'occupation militaire effective et d'action administrative directe jusqu'aux crêtes du Grand Atlas, dont nous

tiendrons les passages, et jusqu'au Ziz. Toute la région comprise entre le Ziz et les crêtes de l'Atlas, exception faite pour Agadir et les débouchés du Sous, constituera une « marche » politique et militaire sous l'autorité directe des grands caïds, qui resteront chargés d'y maintenir l'ordre.

De l'avis du général Lyautey, une telle situation, dans laquelle la zone d'agitation possible sera séparée des régions complètement pacifiées par des obstacles naturels ou par un front raccourci et facile à tenir, paraît devoir constituer pour l'Empire chérifien un état d'équilibre durable; l'ère des grosses opérations militaires pourra y être considérée comme close.

Telles sont les vues d'avenir que la politique continue et tenace suivie pendant les quatre années de la guerre mondiale permet d'entrevoir au moment de la signature du traité de paix.

En mars 1919, reconnaissant l'effort accompli par le corps d'occupation, le grand quartier général avait déjà rendu aux combattants du Maroc l'hommage qu'ils méritaient :

« Pendant que nos armées françaises sauvaient la France sur son propre sol, quelques contingents éparpillés sur un territoire immense, se multipliant par une activité incessante, luttant contre le même ennemi, conservaient à la Patrie le protectorat d'une terre fertile et le fruit de dix années d'efforts. Non contents de maintenir, ils se dépensaient pour acquérir encore, pacifiaient des territoires, dont les récoltes allaient nourrir la France, et dont les hommes s'enrôlaient sous notre drapeau. Personne ne parlait d'eux, la gloire des soldats de Verdun et de la Marne éclipsait des hauts faits que d'autres temps eussent célébrés : ils travaillaient en silence, « la mort dans l'âme, les yeux fixés sur la Lorraine. . . . L'heure est venue de les applaudir » [1].

[1] Bulletin d'information du G. Q. G. (mars 1919).

APPENDICES.

APPENDICE N° 1.

COMPOSITION GLOBALE DES TROUPES DU MAROC

(1er AOÛT 1914).

DÉSIGNATION DES UNITÉS.	RÉPARTITION		TOTAL.	OBSERVATIONS.
	T. M. O.	T. M. E.		
Infanterie (bataillons) :				
Chasseurs alpins	1	//	1	(1) Y compris 3 bataillons en surnombre par suite du chevauchement des relèves.
Zouaves	7	2	9	
Tirailleurs indigènes	13	6	22 (1)	(2) Plus 3 compagnies montées, dont 2 au Maroc Oriental.
Infanterie légère d'Afrique	2	1	3	
Légion étrangère	2	3	5 (2)	(3) Non compris 4 sections de troupes auxiliaires marocaines (T. A. M.).
Infanterie coloniale	7	//	7	
Tirailleurs sénégalais	12	//	12	(4) Non compris 1 peloton de T. A. M.
Troupes auxiliaires marocaines (T. A. M.)	5	//	5	
			64	
Cavalerie (escadrons) :				*Nota.* — Les forces supplétives comprennent 14 goums mixtes qui, formés pour un quart de cavaliers et trois quarts de fantassins, représentent la valeur de 4 escadrons et de 3 bataillons. 500 mokhazenis ou Chaouch environ sont en outre répartis dans les bureaux des Affaires indigènes.
Chasseurs d'Afrique	5	4	9	
Spahis indigènes	9	4	13	
Spahis sénégalais	1	//	1	
Troupes auxiliaires marocaines	10	1	11	
			34	
Artillerie (batteries) (3) *:*				
Batteries montées	//	//	11	
Batteries de montagne	//	//	11	
			22	
Génie (compagnies) (4) *:*				
Sapeurs-mineurs	4	2	6	
Sapeurs de chemin de fer	2	1/2	2 1/2	
Sapeurs télégraphistes et radio	2	1/2	2 1/2	
			11	
Train :				
Compagnies	5	2	7	
Convois auxiliaires marocains	10	1	11	
Conducteurs sénégalais (compagnies)	6	//	6	
Aviation (sections)	1	1	2	

APPENDICE N° 2.

COMPOSITION GLOBALE DES TROUPES DU MAROC

(1er OCTOBRE 1914).

DÉSIGNATION DES UNITÉS.	RÉPARTITION T. M. O.	RÉPARTITION T. M. E.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
Infanterie (bataillons) :				
Tirailleurs indigènes	4	2	6	(1) Plus 3 compagnies montées.
Infanterie légère d'Afrique	2	1	3	(2) A l'effectif de 400 à 700 hommes.
Légion étrangère	2	3	5 (1)	(3) Dont un de réserve.
Infanterie coloniale	2	//	2	(4) Dont deux venus d'Algérie.
Tirailleurs sénégalais	10	//	10	(5) Non compris 4 sections de T. A. M.
Territoriaux venus de France	14	5	19	(6) Dont une de réserve.
Réservistes et territoriaux du Maroc	3 1/2	1 1/2	5	(7) Non compris 1 peloton de T. A. M.
Groupes spéciaux (2)	//	4	50 btons et 4 gr. spéciaux.	
Cavalerie (escadrons) :				
Chasseurs d'Afrique	3	3	6 (3)	*Nota.* — Il existe en outre 16 goums mixtes.
Spahis indigènes	9	6 (4)	15	
Spahis sénégalais	1	//	1	
Spahis marocains	5	1	6	
			28	
Artillerie (batteries) (5) :				
Batteries montées	5 (6)	1	6	
Batteries de montagne	9	2	11	
Batteries territoriales	1	//	1	
			18	
Génie (compagnies) (7) :				
Sapeurs-mineurs	2	1	3	
Sapeurs de chemin de fer	1	//	1	
Sapeurs télégraphistes et radio	2	//	2	
			6	
Train :				
Compagnies	5	2	7	
Convois auxiliaires marocains	9	1	10	
Conducteurs sénégalais (compagnies)	4	//	4	

APPENDICE N° 3.

COMPOSITION GLOBALE DES TROUPES DU MAROC

(1er JANVIER 1916).

DÉSIGNATION DES UNITÉS.	RÉPARTITION		TOTAL.	OBSERVATIONS.
	T. M. O.	T. M. E.		
Infanterie (bataillons) :				
Zouaves	1 (1)	//	1	(1) Formé avec les recrues du Maroc.
Tirailleurs indigènes	4	2	6	
Infanterie légère d'Afrique	3	1	4 (2)	(2) Dont un bataillon de marche.
Légion étrangère	4	1	5 (3)	(3) Plus 3 compagnies montées.
Infanterie coloniale	2	//	2	
Tirailleurs sénégalais	13	//	13	
Tirailleurs marocains (4)	3	//	3	(4) De nouvelle formation.
Territoriaux venus de France	15	3	18	(5) Non compris 4 sections de T. A. M.
Réservistes et territoriaux du Maroc	1 1/2	1/2	2	
Groupes spéciaux	2	4	54 bies et 6 gr. spéciaux.	(6) Non compris 1 peloton de T. A. M.
Cavalerie (escadrons) :				*Note.* — Il existe en outre 18 goums mixtes.
Chasseurs d'Afrique	3	3	6	
Spahis indigènes	11	5	16	
Spahis sénégalais	1	//	1	
Spahis marocains	6	//	6	
			29	
Artillerie (batteries) (5) :				
Batteries montées	6	2 sections	6	
Batteries de montagne	7	3 sections	7	
Batterie territoriale	1	//	1	
			14 bies et 5 sections	
Génie (compagnies) (6) :				
Sapeurs-mineurs	2	1	3	
Sapeurs de chemin de fer	1	//	1	
Sapeurs télégraphistes et radio	2	1 section	2	
			6 cies et 1 section	
Train :				
Compagnies	6	1	7	
Convois auxiliaires marocains	8	1	9	
Conducteurs sénégalais (compagnies)	4	//	4	

APPENDICE N° 4.

COMPOSITION GLOBALE DES TROUPES DU MAROC

(1er DÉCEMBRE 1917).

DÉSIGNATION DES UNITÉS.	NOMBRE.
Infanterie (bataillons) :	
Zouaves	1
Tirailleurs indigènes	6
Infanterie légère d'Afrique	4
Légion étrangère	5
Infanterie coloniale	2
Tirailleurs sénégalais	13
Tirailleurs marocains	4
Territoriaux venus de France	17
Réservistes et territoriaux du Maroc	3
Réservistes et territoriaux (loi Mourier)	2
Groupes spéciaux (8).	
TOTAL	57 bt^ons et 8 gr. spéciaux.
Cavalerie (escadrons) :	
Chasseurs d'Afrique	4
Spahis indigènes	17
Spahis sénégalais	1
Spahis marocains	5
TOTAL	27
Artillerie (batteries) :	
Batteries montées	9
Batteries de montagne	12
TOTAL	21

DÉSIGNATION DES UNITÉS.	NOMBRE.
Génie (compagnies) :	
Sapeurs mineurs	3
Sapeurs de chemins de fer	1 + 1 s^en
Sapeurs télégraphistes et radio	2 + 2 s^ons
Sapeurs marocains	1
TOTAL	7 + 3 s^ons
Train :	
Compagnies	6
Convois auxiliaires	7
Conducteurs sénégalais (compagnies)	4
Aviation (escadrilles) :	
Envoyée au Maroc en 1916	1
Envoyées au Maroc en 1917	4
TOTAL	5
Troupes supplétives :	
Goums mixtes	20
Mokhazeni	3.600

APPENDICE N° 5.

COMPOSITION GLOBALE DES TROUPES DU MAROC

(1er JUILLET 1919).

DÉSIGNATION DES UNITÉS.	NOMBRE.
Infanterie (bataillons) :	
Zouaves	6
Tirailleurs indigènes	18
Infanterie légère d'Afrique	3
Légion étrangère	4
Infanterie coloniale	6
Tirailleurs sénégalais	13
Tirailleurs marocains	12
TOTAL	62
Cavalerie (escadrons) :	
Chasseurs d'Afrique	4
Spahis indigènes	22
Spahis sénégalais	1
Spahis marocains	5
TOTAL	32
Artillerie (batteries) :	
Batteries montées	8
Batteries de montagne	14
TOTAL	22
Génie (compagnies) :	
Sapeurs-mineurs	8 [1]
Sapeurs de chemins de fer	2
Sapeurs télégraphistes et radio	2
Sapeurs marocains	1
TOTAL	13
Train :	
Compagnies	6
Convois auxiliaires	8
Aviation (escadrilles)	13 [2]
Troupes spéciales :	
Groupe d'A. M. C. (à 2 sections)	1
Detachement d'artillerie d'assaut	1
Service automobile (sections de T. M.)	6
Troupes prêtées par l'Algérie :	
Bataillon mixte de Bou Denib	1
Escadron de spahis	1
Section de 65	1
Troupes supplétives :	
Goums mixtes	25

[1] Dont 2 auxiliaires.
[2] Plus 2 en formation.

APPENDICE N° 6.

EFFECTIFS DES TROUPES DU MAROC.

DATES.	OFFICIERS.	TROUPE		TOTAUX.	OBSERVATIONS.
		T. M. O.	T. M. E.		
1er août 1914.....	2.621	67.361	18.198	88.180 (1)	(1) Dont environ 45.000 indigènes.
1er septembre 1914....	//	63.373	17.385	80.758 (2)	(2) Non compris les officiers.
15 septembre 1914....	//	57.664	17.462	75.126 (2)	(3) Dont environ 28.000 indigènes.
1er octobre 1914.....	2.034	59.268	18.722	80.024 (3)	(4) Dont environ 38.000 indigènes.
1er novembre 1914.....	//	59.268	19.674	78.942 (3)	(5) Non compris 4.500 hommes de troupes marocaines à l'instruction dans les dépôts.
1er décembre 1914....	//	60.190	20.012	80.202 (3)	(6) Dont environ 56.000 indigènes.
1er janvier 1915.....	//	61.748	15.750	77.498 (3)	
1er janvier 1916.....	2.066	68.258	16.324	86.648 (5)	
1er décembre 1917....	2.682	87.082		89.764 (4)	
1er juillet 1919.....	2.517	95.265 (6)		97.782 (6)	

APPENDICE N° 7.

ÉTAT DES PERTES D'AOÛT 1914 À AVRIL 1919.

	OFFICIERS.	TROUPE.	TOTAL.
Tués ou morts des suites de leurs blessures.....	116	2.157	2.273
Blessés.....	111	2.836	2.947
TOTAL.....	227	4.993	5.220

APPENDICE N° 8.

LISTE DES AFFAIRES AYANT DONNÉ LIEU À UNE INSCRIPTION SUR LES PIÈCES MATRICULES DES COMBATTANTS [1].

(AOÛT 1914 — MARS 1919.)

4 août 1914	Combat du col de Ziar.
5 et 6 août 1914	Attaque de Khenifra.
10 août 1914	Combat de Sidi-Omrane.
19 août 1914	Combat de Kef-en-Nsour.
20 août 1914	Combat du djebel bou-Moussa.
20 août 1914	Combat du djebel bou-Arar.
22 août 1914	Combat de Foum-Aguennour.
11 septembre 1914	Affaire de Foum Asefti (Bou-Denib).
25 septembre 1914	Affaire de Djéouna (Taza).
13 novembre 1914	Combat d'El-Herri (Kenifra).
16 novembre 1914	Deuxième combat de Foum-Aguennour.
27 novembre 1914	Combat d'El-Kelaa des Beni bou Guittoun (Taza).
8 janvier 1915	Combat de Sidi-Amellal (Branès).
11 janvier 1915	Engagement dans la vallée de l'oued Heddar (Branès).
21 janvier 1915	Combat de la Casbah des Beni Ouriaghel (Branès).
3 mars 1915	Combat du djebel Tarat (Zaïan).
5 mai 1915	Combat de Sidi-Ahmed-Zerrouk (Branès).
6 mai 1915	Combat de Ahl-Tiliouane (Branès).
14 mai 1915	Combat de Sidi-bou-Douma (Gharb).
16 mai 1915	Combat de l'oued Bokhari (Zaïan).
21 mai 1915	Défense du camp d'Aïn-Defali (Gharb).
24 mai 1915	Combat de Djemaa-Khamsin (Branès).
1er juin 1915	Combat du djebel Messaoud (Ouergha).
5 juin 1915	Attaque du camp d'El-Kelaa (Ouergha).
4 et 5 juin 1915	Combat du djebel Aouf (Ouergha).
17 juin 1915	Combat d'El-Ançar (Ouergha).
25 et 26 juin 1915	Combat du djebel Ajouj (Ouergha).
29 juin 1915	Combat d'El-Haadour (Ouergha).
1er octobre 1915	Combat de l'oued Ifran (Beni Ouaraïn).
4 octobre 1915	Combat de Souk-el-Arba-de-Tahala (Beni Ouaraïn).

[1] Liste extraite du volume des archives de la Guerre (*B. O.*, n° 10).

11 novembre 1915.....	Combat des Aït-Affi (Kheniſra).
19 novembre 1915.....	Combat de Sidi-Amelal (Beni M'Guild).
10 décembre 1915.....	Combat d'Araghbia (Taza).
19 janvier 1916.....	Combat d'El-Bordj (Kheniſra).
23 janvier 1916.....	Combat du djebel-Allal (Kheniſra), auquel ont participé les troupes des subdivisions de Meknès et du Tadla.
27 janvier 1916.....	Combat de Souk el-Had des Gheznaïa (Taza).
14 mars 1916.....	Affaire de Kadoussa (Bou-Denib).
12 avril 1916.....	Combat de Bled-Selouitane (Tadla).
18 mai 1916.....	Deuxième affaire d'Ifri (Ziz).
25 mai 1916.....	Combat de Beni-Mellal (Tadla).
29 mai 1916.....	Combat de Djenan-Mechbeur (Beni-bou-Yala).
30 et 31 mai 1916.....	Combat de Foum-Zabel (Ziz).
16 juin 1916.....	Combat de Bou-Ifkrane (Aït-Tserrouchen).
16 juin 1916.....	Combat d'Aïn-Ageri (Beni-Ouaraïn).
16 et 17 juin 1916.....	Défense du poste de Tarzout.
17 juin 1916.....	Combat des Kasbah de Rizrane (Beni Ouaraïn).
18 juin 1916.....	Combat de Tarzout.
18 juin 1916.....	Combat de Kassioua (Beni Ouaraïn).
19 juin 1916.....	Combat de Tiberbarine (Beni Ouaraïn).
25 juin 1916.....	Reconnaissance vers El-Khémis des Beni Ouaraïn.
9 juillet 1916.....	Combat de Meski (Ziz).
29 octobre 1916.....	Combat de Z'Maïs (région de Demnat).
13 novembre 1916.....	Combat des Aït bou Jekjou et attaque du camp de Beni-Mellal (Tadla).
16 novembre 1916.....	Combat d'El-Maadid (Tafilalet).
2 décembre 1916.....	Combat de Bou-Salah (Aït Attab).
12 janvier 1916.....	Combat d'Aïn-Bou-Kellal (Branès).
15 et 16 mars 1917.....	Engagement du Goribis (Taza).
24 mars 1917.....	Prise d'Ouijjan (Sous).
6 avril 1917.....	Prise du camp d'Abd el Malek (Taza).
17 avril 1917.....	Combat de l'oued Tiguinit (Sous).
13 mai 1917.....	Combat d'Aghba-Sasnou (Taza).
14 mai 1917.....	Prise de la Kasbah de Dar-Kellocq (Sebou).
15 mai 1917.....	Marche sur Bekhrit (Moyen Atlas).
17 mai 1917.....	Reconnaissance de l'Ajgou (Moyen Atlas).
28 mai 1917.....	Affaire de Tagnagneit (Sebou).
13 juin 1917.....	Combat d'Aïn-el-Hout des Fezarza (Taza).
16 juin 1917.....	Combat de Bou-Yacoubat (Maroc oriental).
8 juillet 1917.....	Combat de Scourra (Fez-Meknès).
5 août 1917.....	Combat de Sidi-Bel-Kacem (Taza).
13 et 15 octobre 1917..	Affaire de Rhorm-el-Alem (Tadla).
28 janvier 1918.....	Combat de Foum-Aguennour (Tadla).
21 février 1918.....	Combat de Beni-Oujjane (Tadla).
6 avril 1918.....	Combat d'Aït-Mohand (Fez).
6 et 8 avril 1919.....	Combat du Djebel-Halib (Taza).

22 et 23 juin 1918.....	Combat du Djebel-bou-Meheris (Taza).
9 août 1918.....	Combat de Gaouz (Bou-Denib).
7 septembre 1918.....	Combat de Tighmaght (Bou-Denib).
11 octobre 1918.....	Combat des Ouled Saidane (Bou-Denib).
15 octobre 1918.....	Combat de Dar-Beïda (Bou-Denib).
15 janvier 1919.....	Combat de Meski (Bou-Denib).
16 janvier 1919.....	Combat de Moulay-Abdallah (Bou-Denib).
20 janvier 1919.....	Combat d'Amelkis (Bou-Denib).
21 janvier 1919.....	Combat des Ouled-Embarek (Bou-Denib).

APPENDICE N° 9.

RELEVÉ DES TROUPES FOURNIES PAR LE MAROC À LA MÉTROPOLE DEPUIS LA MOBILISATION JUSQU'À L'ARMISTICE.

FORMATIONS.	BATAILLONS.	ESCADRONS.	BATTERIES.	COMPAGNIES DU GÉNIE.
En 1914.				
14e B. C. A.	1	//	//	//
1re division du Maroc (général Humbert)	13	//	6	1
Brigade D'tte (T. A. M.)	5	//	//	//
3e brigade du Maroc (brigade Cherrier)	6	1	//	//
4e brigade du Maroc (brigade Gouraud)	6	//	//	//
Régiment de marche mixte du Maroc Oriental (Cornu)	3	//	//	//
Régiment de marche sénégalais (Claudel)	3	//	//	//
Régiment de marche de chasseurs d'Afrique	//	3	//	//
Régiment de spahis auxiliaires marocains	//	5	//	//
45e division	//	4	//	1
1er bataillon de marche d'Afrique	1	//	//	//
Compagnie de sapeurs-mineurs du Maroc Oriental 26/6	//	//	//	1
Compagnie de sapeurs de chemin de fer 22/3	//	//	//	1
Compagnie de sapeurs télégraphistes	//	//	//	1
Section de projecteurs	//	//	//	1
En 1915.				
Régiment de marche du 2e spahis (M. E.)	//	4	//	//
4 bataillons sénégalais	4	//	//	//
4 batteries (dont 1 montée)	//	//	4	//
En 1918.				
6 bataillons (6e et 9e bataillons coloniaux ; 1er et 4e bataillons de tirailleurs marocains ; 1 du 4e zouaves ; 2e de marche d'Afrique)	6	//	//	//
4 bataillons marocains de nouvelle formation	4	//	//	//
3 escadrons de spahis	//	3	//	//
TOTAL	52 bataillons.	20 escadrons.	10 batteries.	5 compagnies, 1 section de projecteurs.

Nota. — Ces envois ont été compensés par l'arrivée au Maroc de 28 bataillons (9 de Sénégalais, 19 de territoriaux, d'un bataillon d'Alsaciens et Lorrains prêté par l'Algérie, de 8 groupes spéciaux).

APPENDICE N° 10.

EFFECTIF TOTAL PRÉLEVÉ SUR LE MAROC DEPUIS LA MOBILISATION JUSQU'AU 25 SEPTEMBRE 1915.

EFFECTIFS	OFFICIERS.	HOMMES.	CHEVAUX.
Unités constituées	924	39.280	6.128
Renforts :			
Tirailleurs marocains	29	4.251	8
Spahis marocains	1	265	294
Bataillons d'Afrique	16	1.866	2
Sénégalais	16	3.654	"
Infirmiers	"	50	"
TOTAL DES RENFORTS	62	10.086	304
TOTAL GÉNÉRAL	986	49.366	6.432

LISTE DES CARTES ET CROQUIS.

N° 1. 1.000.000°. Carte générale du Maroc.
N° 2. 1.500.000°. Limites des zones occupées de 1912 à 1914.
N° 3. 1.500.000°. Les étapes de l'occupation de 1914 à 1919.
N° 4. 500.000°. Le couloir de Taza.
N° 5. 500.000°. Le front Tadla, Zaïan.
N° 6. 500.000°. La région Meknès, Bou Denib.
N° 7. 200.000°. Le combat d'El Herri (13 novembre 1914).
N° 8. 200.000°. La soumission des Branès (printemps 1915).
N° 9. 200.000°. Les opérations sur le front Nord (printemps 1915).
N° 10. 1.500.000°. Situation générale en août 1915.
N° 11. 200.000°. Les opérations dans la région est de Fez en 1915 et 1916.
N° 12. 1.500.000°. Situation générale en mars 1916.
N° 13. 200.000°. L'action du lieutenant-colonel Doury en bordure du Tafilalet au cours de l'été et de l'automne 1916.
N° 14. 200.000°. L'action du général de Lamothe à Azilal et du colonel Aubert à Beni Mellal d'octobre à décembre 1916.
N° 15. 200.000°. La colonne du Sous au printemps 1917.
N° 16. 100.000°. Les opérations d'avril 1917 contre Abd el Malek.
N° 17. 500.000°. Les opérations du groupe mobile de Meknès (mai-juin 1917).
N° 18. 1.000.000°. La jonction Meknès, Bou Denib (itinéraire des colonnes) en juin 1917.
N° 19. 500.000°. Les opérations des groupes mobiles de Fez et Taza (juin 1918).
N° 20. 200.000°. Croquis des marches ayant précédé et suivi le combat de Gaouz (été 1918).
N° 21. 50.000°. Le combat de Gaouz (9 août 1918).
N° 22. 100.000°. Les opérations dans le Gharb en novembre 1918.
N° 23. 500.000°. Les opérations sur la moyenne Moulouya en décembre 1918.
N° 24. 100.000°. L'enlèvement du Bou Mehiris et du Kifan (automne 1918).
N° 25. 1.000.000°. Dégagement du Ziz et de la haute Moulouya en janvier et février 1919.
N° 26. 1.000.000°. Itinéraire de la harka Glaoua (janvier 1919).

TABLE DES MATIÈRES.

Pages.

AVANT-PROPOS V

INTRODUCTION.

LES PROBLÈMES POSÉS À LA DÉCLARATION DE GUERRE.

CHAPITRE PREMIER. — LA SITUATION GÉNÉRALE 1

Les fronts actifs, p. 3. — Les zones passives, p. 6.

CHAPITRE II. — LES DÉCISIONS PRISES 11

Les envois de troupes en France, p. 12. — Le maintien intégral de l'occupation, p. 18.

PREMIÈRE PARTIE.

LES OPÉRATIONS DÉFENSIVES SOUS LE COMMANDEMENT DU GÉNÉRAL HENRYS.

CHAPITRE III. — LE MAINTIEN DES LIGNES AVANCÉES (AOÛT 1914-PRINTEMPS 1915) 21

L'organisation du commandement et des troupes, p. 21. — La défense du front berbère, p. 25. — L'affaire de Khen'fra (13 novembre 1914), p. 26. — La protection du couloir de Taza, p. 30. — Le programme d'action de décembre 1914 (soumission des Branès; occupation du Guigou; rôle du Tadla), p. 31.

CHAPITRE IV. — LES RIPOSTES AUX AGRESSIONS ADVERSES (MAI 1915-MARS 1916) 37

Le mouvement des Djebala sur le front Nord (poussée sur le Gharb; menace sur l'Ouergha), p. 38. — La situation d'ensemble en août 1915, p. 42. — La réalisation progressive à l'automne du programme tracé (création des postes de Djebla, de Matmata, d'Almis; emprise sur Ouezzan, création d'un poste à Tanant), p. 43. — L'extension des agressions en bordure du Moyen Atlas (front Zaïan; front Nord de Taza; front Aït Youssi; prise du camp d'Ab el Malek), p. 47. — Les résultats obtenus en mars 1916, p. 49.

DEUXIÈME PARTIE.

LA CONSOLIDATION DES FRONTS EN 1916.

CHAPITRE V. — LE PROGRAMME D'ACTION 51

La situation politique et militaire, p. 51. — Les projets d'opérations, p. 55.

Pages.

CHAPITRE VI. — La réalisation des directives générales du Commandant en chef de mai à juillet..... 59

Les opérations du printemps, p. 60. — La colonne des Beni Ouaraïn, en juin, p. 67. — Le dégagement de la vallée de l'Innaouen en juillet, p. 69.

CHAPITRE VII. — L'extension des opérations au cours de l'été et de l'automne..... 71

L'action du lieutenant-colonel Doury au Tafilalet : combats de Meski (9 juillet) et d'El Maadid (16 novembre), p. 71. — L'action du général de Lamothe à Azilal et du colonel Aubert à Beni Mellal (d'octobre à décembre), p. 74. — La situation d'ensemble à la fin de l'automne, p. 77.

TROISIÈME PARTIE.

L'OUVERTURE DE L'ANCIEN TRIK ES SOLTAN EN 1917.

CHAPITRE VIII. — Le rapport du général Lyautey de novembre 1926..... 81

Les directives du gouvernement, p. 81. — La situation de la dissidence et la manœuvre projetée par le commandant en chef, p. 82. — L'importance de l'action politique, p. 84. — La situation intérieure du Protectorat, p. 86.

CHAPITRE IX. — La jonction Meknès, Bou Denib..... 91

Les diversions adverses (la lutte contre El-Hiba et la colonne du Sous; la lutte contre Abd el Malek), p. 91. — L'exécution de la jonction (le plan d'action; les opérations préliminaires et la création des postes de Bekrit et de Tazouta; la marche sur la Moulouya), p. 97.

CHAPITRE X. — Les débuts de la période critique et l'arrêt de la progression. 103

Les directives du Gouvernement, p. 103. — L'organisation générale de la défense, p. 105. — L'affaire de Scourra et la réorganisation du front Beni Ouaraïn, p. 107. — L'établissement d'un barrage dans le couloir de Taza, p. 110. — La situation d'ensemble à l'automne 1917, p. 113.

QUATRIÈME PARTIE.

LE RENVERSEMENT DE LA SITUATION EN 1918.

CHAPITRE XI. — La physionomie de la lutte pendant la dernière année de la guerre..... 119

Le plan d'action, p. 119. — Le problème des effectifs, p. 123. — La propagande allemande, p. 128.

Pages.

CHAPITRE XII. — Le problème du maintien de la liaison avec l'Algérie et avec Bou Denib..... 182

L'élargissement du couloir Meknès, Moulouya (création des postes d'El Hamman et de Ksabi; organisation du cercle de la Haute Moulouya), p. 132. — L'élargissement du couloir de Taza (création des postes de Bou Guerba et de Beni Oujjane; occupation du plateau d'El Mers; enlèvement du Bou Mehiris; création du poste de Bab Mizab), p. 137. — Situation sur les fronts passifs, p. 144.

CINQUIÈME PARTIE.

LA CRISE DE L'HIVER 1918-1919.

CHAPITRE XIII. — L'alerte aux confins algéro-marocains..... 147

Le Tafilalet (installation d'un contrôle politique à Tighmart; le combat de Gaouz; les opérations de représailles; l'évacuation de Tighmart), p. 147. — Le couloir de Taza (enlèvement du Kifan; opérations contre les Riata de l'ouest; prise du Bou Haroun), p. 157. — Le Moyen Atlas, p. 159. — Le Gharb, p. 161.

CHAPITRE XIV. — L'insurrection générale dans le Sud..... 163

La situation d'ensemble après l'armistice et la menace du Tafilalet, p. 163. — Les opérations sur le haut Ziz (débloquage des postes de Ksar es Souk et d'Erfoud; dislocation des harkas adverses : combat des Ouled Embarek), p. 167. — Le dégagement de la haute Moulouya et de la région de Talsint (directives du général Lyautey; opérations des groupes Mayade, Huré et Théveney), p. 169. — Les opérations du général Aubert sur la moyenne Moulouya, p. 174. — La marche du pacha de Marrakech à travers le Draa, le Dadès et le Todra), p. 175. — La solution de la crise, p. 177.

Conclusion d'ensemble..... 179

La situation générale à la signature du traité de paix, p. 179. — Les vues d'avenir du général Lyautey, p. 184.

APPENDICES.

1. Composition globale des troupes du Maroc (1er août 1914)..... 192
2. Composition globale des troupes du Maroc (1er octobre 1914)..... 193
3. Composition globale des troupes du Maroc (1er janvier 1916)..... 194
4. Composition globale des troupes du Maroc (1er décembre 1917)..... 195
5. Composition globale des troupes du Maroc (1er juillet 1919)..... 196
6. Effectifs des troupes du Maroc..... 197
7. État des pertes d'août 1914 à avril 1919..... 198

Pages.

8. Liste des affaires ayant donné lieu à une inscription sur les pièces matricules des combattants (août 1914-mars 1919) 199

9. Relevé des troupes fournies à la Métropole depuis la mobilisation jusqu'à l'armistice 202

10. Effectif total prélevé sur le Maroc depuis la mobilisation jusqu'au 28 septembre 1915 203

Liste des cartes 204

ERRATA.

Page 2, 24e ligne, *au lieu de :* « considérable. Mais », *lire :* « considérable, mais ».

Page 4, 12e ligne, *au lieu de :* « marchès ». *lire :* « marchés ».

Page 4, 13e ligne, *au lieu de :* « gènant », *lire :* « gênant ».

Page 6, 17e ligne, *au lieu de :* « »comme raison sociale » », *lire :* « « comme raison sociale » ».

Page 7, 28e ligne, *au lieu de :* « almoravide, Si », *lire :* « almoravide. Si ».

Page 8, 3e ligne, *au lieu de :* « rendue », *lire :* « rendu ».

Page 31, 7e ligne, *au lieu de :* « Fonm », *lire :* « Foum ».

Page 32, 4e ligne, *au lieu de :* « Mxoun », *lire :* « Msoun ».

Page 33, 4e ligne, *au lieu de :* « escomptée », *lire :* « escomptés ».

Page 33, 25e ligne, *au lieu de :* « Admed », *lire :* « Ahmett ».

Page 36, 7e ligne, *au lieu de :* « troublé prr », *lire :* « troublé par ».

Page 39, 31e ligne, *au lieu de :* « combat », *lire :* « combat ».

Page 41, 29e ligne, *au lieu de :* « Tnine, de », *lire :* « Tnine de ».

Page 42, 8e ligne, *au lieu de :* « rétablie », *lire :* « rétabli ».

Page 43, 2e ligne, *au lieu de :* « le couloir est », *lire :* « le couloir semble ».

Page 44, 10e ligne, *lire :* « formée des deux groupes ».

Page 44, 15e ligne, *au lieu de :* « par », *lire :* « au cours ».

Page 45, renvoi 1, *au lieu de :* « de guerre », *lire :* « à Guerre ».

Page 47, 4e ligne, *au lieu de :* « Maghraoua », *lire :* « Meghraona ».

Page 47, 29e ligne, *au lieu de :* « haltitude », *lire :* « altitude ».

Page 52, renvoi 1, *au lieu de :* « régiment de mars », *lire :* « régiment de marche ».

Page 54, 10e ligne, *au lieu de :* « et, sans cesse », *lire :* « et sans cesse ».

Page 55, 17e ligne, *au lieu de :* « soumises à la », *lire :* « soumises de la ».

Page 56, 7e ligne, *au lieu de :* « encrcleement », *lire :* « encerclement ».

Page 62, 5e ligne, *au lieu de :* « celle », *lire :* « celles ».

Page 62, 7e ligne, *au lieu de :* « 17 mai », *lire :* 16 mai ».

Page 62, 31e ligne, *au lieu de :* « leur », *lire :* « leurs ».

Page 63, 6e ligne, *au lieu de :* « qui », *lire :* « que ».

Page 63, 28e ligne, *au lieu de :* « Kasba », *lire :* « Kasbah ».

Page 64, 8e ligne, *au lieu de :* « Kasba », *lire :* « Kasbah ».

Page 67, 1re ligne, *au lieu de :* « Mellelou », *lire :* « Melloulou ».

Page 70, 6e ligne, *au lieu de :* « ses », *lire :* « nos ».

Page 73, 19e ligne, *au lieu de :* « Kaour », *lire :* « Ksour ».

Page 76, 1re ligne, *lire :* « Moulay Aïssa ben Driss ».

Page 76, 13e ligne, *au lieu de :* « Sidi Madani », *lire :* « Si Madani ».

Page 78, 17e ligne, *au lieu de :* « Mait », *lire :* « Mais ».

Page 79, 10e ligne, *au lieu de :* « Azibal », *lire :* « Azilal ».

Page 82, renvoi 2, *au lieu de :* « G. R. G. », *lire :* « C. R. G. ».

Page 91, en tête du chapitre, *au lieu de :* « Mecknès », *lire :* « Meknès ».

Page 91, 4e ligne, *au lieu de :* « s'efforcé », *lire :* « s'efforcer ».

Page 95, 9e ligne, *au lieu de :* « Section », *lire :* « Sections ».

Page 98, 3e ligne, *au lieu de :* « Zog », *lire :* « Ziz ».

Page 98, 19e ligne, *au lieu de :* « absorbsion », *lire :* « absorption ».

Page 104, renvoi 1, *au lieu de :* « 4056 », *lire :* « 4506 ».

Page 105, 6e ligne, *au lieu de :* « accident », *lire :* « incident ».

Page 105, 20e ligne, *au lieu de :* « intervient encore », *lire :* « intervient aussi ».

Page 106, renvoi 1, 1re ligne, *lire :* « permettront ».

Page 116, 19e ligne, *au lieu de :* « Zaïari », *lire :* « Zaïani ».

Page 117, 11e ligne, *au lieu de :* « vers le Dadès; jusqu'à Imiter », *lire :* « vers le Dadès, jusqu'à Imiter ».

Page 118, le n° de la page est « 118 » et non « 114 ».

Page 126, renvoi 2, *lire :* « renvoi 1 »; *au lieu de :* « Télégramme », *lire :* « Télégrammes ».

Page 126, renvoi 1, *au lieu de :* « renvoi 1 », *lire :* « renvoi 2 ».

Page 127, en tête, *au lieu de :* « Tome XI », *lire :* « Tome IX ».

Page 129, en tête, *au lieu de :* « Tome IV », *lire :* « Tome IX ».

Page 129, 14e ligne, *lire :* « subsides ».

Page 130, renvoi 2, 4e ligne, *au lieu de :* « 184 C. M. B. », *lire :* « 184 C. M. C. ».

Page 131, répertoire 3e ligne, *au lieu de :* « Rab Mizab », *lire :* « Bab Mizab ».

Page 136, 4e ligne, *au lieu de :* « agitation qui », *lire :* « agitation que ».

Page 140, 2e ligne, *lire :* « deux batteries et demie ».

Page 141, 16e ligne, *au lieu de :* « Bradès », *lire :* « Branès ».

Page 143, renvoi 3, *lire :* « Télégrammes ».

Page 149, 12e ligne, *lire :* « se rendre compte de la situation ».

Page 149, 20e ligne, *au lieu de :* « de l'ouest du Tafilalet », *lire :* « à l'ouest du Tafilalet ».

Page 155, 28e ligne, *au lieu de :* « 3° », *lire :* « 2° ».

Page 156, 15e ligne, *au lieu de :* « arabes », *lire :* « arabas ».

Page 157, renvoi 2 : « le télégramme cité émane du C. R. G. ».

Page 158, 2e ligne, *au lieu de :* « Amseft, sur le Kifan », *lire :* « Amseft, et sur le Kifan ».

Page 168, 26e ligne, *au lieu de :* « renvoi 5 », *lire :* « renvoi 6 ».

Page 170, 14e ligne, *lire :* « Moulouya ».

Page 173, 9e ligne, *au lieu de :* « sont », *lire* . « son ».

Page 174, renvoi 1, *au lieu de :* « croquis n° 213 », *lire :* « croquis n° 23 ».

Page 177, en tête, *lire :* « Cinquième Partie ».

Page 180, 5e ligne, *au lieu de :* « Bou Haroum », *lire :* « Bou Haroun ».

Page 180, 6e ligne, *lire :* « communications ».

Page 180, 7e ligne, *au lieu de :* « tribu », *lire :* « tribus ».

Page 180, 30e ligne, *lire :* « novembre ».

Page 180, 33e ligne, *au lieu de :* « de Taza », *lire :* « et Taza ».

Page 183, 1re ligne, *lire :* « défaite ».

Page 184, 12e ligne, *lire :* « soixante ».

Page 187, 33e et 34e lignes, *lire :* « tranquillité ».

Page 189, 2e ligne avant la dernière, *lire :* « du Moyen Atlas ».

Госуд. публичная историческая библиотека РСФСР
№ 198 г.

Imprimerie Nationale. — J. 33043-39.